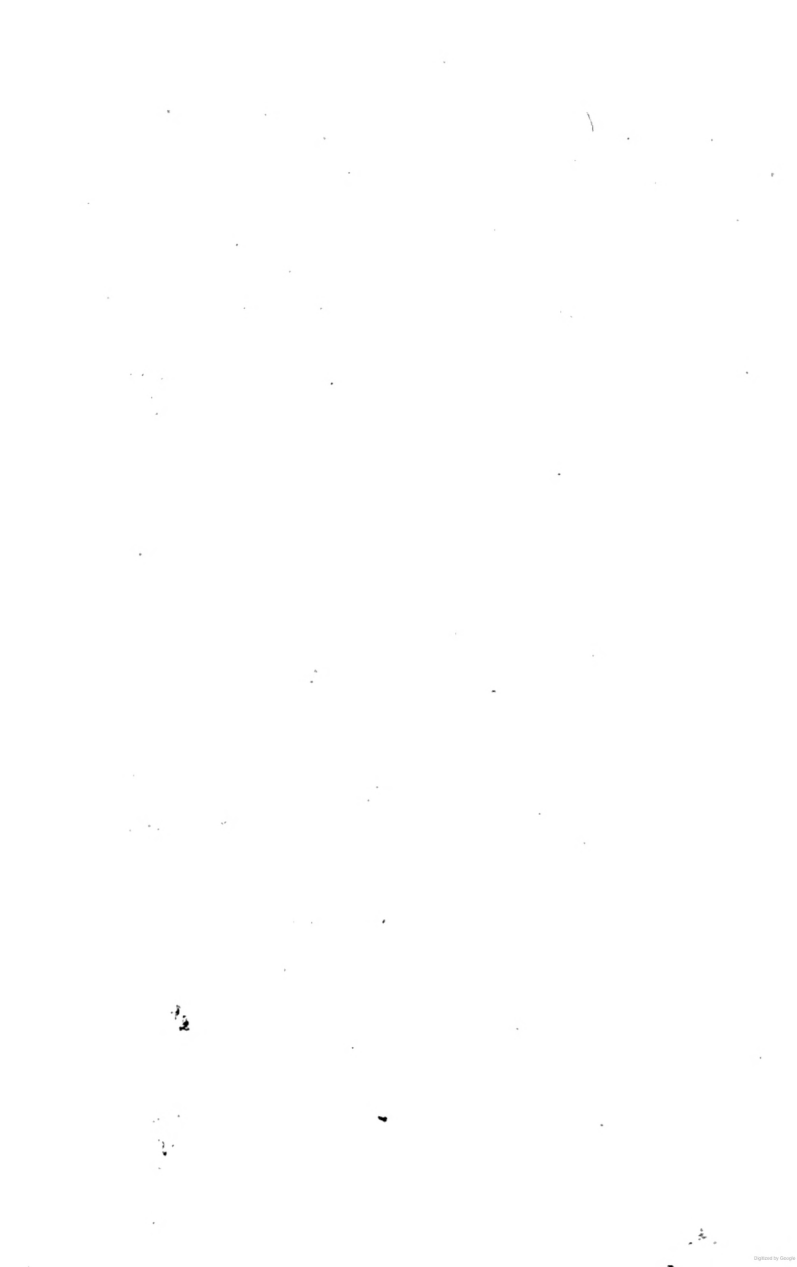








11 17-77 22

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE
DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE



Handwritten signature or initials, possibly "G. B. H. 1860".

IMPRIMERIE L. FOUPANT-DAVYL, RUE DU SAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSEN

PROFESSEUR AGREGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME DIX-HUITIÈME

SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR



PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1867

Tous droits de reproduction réservés



177

HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

VIII. — ÉTAT DE CHOSES DANS L'INTÉRIEUR DES PAYS
DE L'EUROPE DE 1820 A 1830 (SUITE)

6. — LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE (SUITE)

L'Association et l'émancipation devant le parlement.

Le gouvernement d'Irlande semblait regarder sans de trop grandes appréhensions la formation et la force croissante de l'Association. Dans les hautes sphères, on ne reconnaissait qu'à contre-cœur que la politique de conciliation avait complètement échoué. Lord Wellesley croyait (juin 1824) qu'il était permis de considérer les conflits violents des factions simplement comme une crise salutaire; même à une époque postérieure, Plun-



kett pensait que la masse de la population ne se laisserait pas ébranler dans sa confiance à l'égard du gouvernement, et que les phrases ampoulées des démagogues ne parviendraient pas à l'exciter (1).

Cependant ces deux hommes d'État craignaient le fâcheux effet que le mouvement terrifiant en Irlande pourrait exercer, en Angleterre, sur les adversaires des catholiques, qui y trouvaient les prétextes les plus favorables pour recourir à de nouvelles rigueurs. C'est pourquoi, gardant toujours la même attitude d'impartialité, Wellesley et Plunkett firent proposer par Goulbourn, dans la session de 1825, une loi destinée à supprimer les Sociétés illégales et qui leur permit d'atteindre les deux unions contraires, l'Association catholique et les loges orangistes, sans nommer ni l'une ni l'autre (2). Animé des mêmes intentions bienveillantes, Canning prêta sa voix et son influence à l'exécution de cette mesure. Ainsi, comme les représentants des deux opinions divergentes au sein du gouvernement, c'est-à-dire ceux qui répondaient affirmativement à la question ouverte et ceux qui y répondaient négativement, étaient d'accord, le bill de Goulbourn passa sans grande difficulté, et le parlement vota la nouvelle loi sur les associations (9 mars 1825).

Mais, au moment même où triomphait la politique de neutralité et d'impartialité, le système de la question ouverte allait être ébranlé jusque dans ses fondements. Pendant la dernière session, le parlement avait nommé,

(1) *Memoirs and Correspondence of the Court of George IV. By the duke of Buckingham and Chandos.* London, 1839, t. II, p. 89, 191.

(2) *Ibidem*, t. II, p. 205.

dans les deux Chambres, des comités qui, l'année précédente et cette année-là, avaient fait des enquêtes minutieuses sur la situation de l'Irlande. On avait cité et examiné des témoins qui connaissaient bien le pays, des ecclésiastiques et des laïques, O'Connell et Leslie Foster, Henry Cooke et le docteur Doyle, évêque de Kildare (1), qui avaient révélé tout l'état des choses en Irlande et la masse de ses griefs, et qui avaient forcé même les plus acharnés et les plus aveugles des adversaires de l'Irlande au sein du parlement à examiner franchement la véritable situation du pays.

A la farce d'une enquête parlementaire au sujet de cette affaire, on substitua une série de scènes, pendant lesquelles on s'expliquait en famille, dans des conversations intimes. Les témoins irlandais qu'on interrogeait n'ajoutèrent presque rien de nouveau à ce que le gouvernement avait déjà déclaré comme étant le résultat de ses propres expériences. Dans l'écrit intitulé *Sur l'état de la nation*, que nous avons mentionné ailleurs (2), le gouvernement avait lui-même, quelques années auparavant, exposé avec une franchise aussi honorable qu'effrayante la situation véritable de l'Irlande. On y avait dit, en entrant dans de grands détails, que la non-résidence dans le pays des grands propriétaires fonciers d'Irlande, ces appuis et ces protecteurs naturels du peuple, était une des principales causes qui entretenaient et propageaient la pauvreté, l'ignorance et l'abrutissement, pour lesquels il n'y avait pas de remède.

(1) De lui sont les : *Letters on the state of Ireland, addressed by J. K. L. to a friend in England*. Dublin, 1825.

(2) Cf. *State of the nation*, p. 140.

Les intermédiaires, auxquels ces propriétaires abandonnaient l'exploitation de leurs terres, agents cupides et sans cœur, affermaient les terrains par petites parcelles à des loyers exorbitants; les compétiteurs, qui renchérisaient eux-mêmes les uns sur les autres, affluaient en massé, parce que, faute d'industrie, ils ne pouvaient trouver d'autre moyen de subsistance. Au même degré que la population s'était accrue, la subdivision des terrains affermés avait augmenté aussi; chaque nouvelle parcelle faisait naître une autre famille, et chaque famille produisait une nouvelle division parcellaire. Cultivant leur terre sans être munis des ressources et des instruments nécessaires, ces sous-fermiers finissaient par être insolvables, et, après qu'ils avaient subi la saisie, il se voyaient réduits à la mendicité ou au vagabondage.

Le pays, ne formant pour ainsi dire qu'un vaste dépôt de mendicité, fourmillait donc de mendiants livrés à une pauvreté sans ressource, parce qu'il n'y avait pas de loi des indigents. Il était, en outre, infesté de contrebandiers, qui s'occupaient de la vente des eaux-de-vie, fabriquées par des distilleries dépourvues de patente. Partout, on voyait errer des vagabonds; fidèles à l'ancien esprit des clans, ils entretenaient le goût des rixes et des combats armés, ou bien ils entraient dans les bandes des *whiteboys* ou blouses blanches, qui, depuis soixante ans, avaient constamment menacé et persécuté tous les propriétaires, tous les entrepreneurs, tous les fermiers heureux et tous les ecclésiastiques ayant droit à percevoir des dîmes.

Le gouvernement, tel était le refrain glacial de l'écrit dont nous parlons, n'était pour rien dans cet état de

choses; en outre, il ne possédait aucun moyen d'agir contre des maux qui ne trouvaient leur remède que dans les mœurs et non dans les lois. On passait sous silence la question de l'émancipation, qui avait été pendante depuis fort longtemps. D'ailleurs, bien des gens animés d'intentions fort équitables s'opposaient à cette émancipation, parce qu'ils voyaient qu'elle ne touchait même pas à la véritable source des calamités sociales, et parce qu'ils comprenaient que la difficulté réelle, qu'on ne pouvait faire disparaître sans une espèce de révolution, se trouvait dans l'institution de l'Église protestante en Irlande.

En outre, les témoins irlandais cités devant les comités parlementaires avouèrent eux-mêmes que l'abolition des incapacités légales, dont étaient frappés les catholiques, ne suffirait pas *toute seule* à remédier à tous les maux; mais, ajoutèrent-ils, sans cette abolition il n'y aurait jamais de tranquillité, parce que la cause des maux existants pouvait sans aucun doute être ramenée au maintien de ces incapacités. Quelque peu nombreux que fussent les débris des anciennes lois pénales, ajoutèrent-ils, leur esprit régnait cependant encore au sein du parti violent des protestants, et donnait de fait, devant les tribunaux, et plus encore dans l'opinion publique, aux protestants des avantages sur les catholiques. La flétrissure de l'inégalité restait néanmoins imprimée sur le front des catholiques, inégalité qui, selon l'expression de Canning, les privait pour ainsi dire des sacrements politiques de la Constitution, et qui pesait sur leur amour-propre, parce qu'elle faisait évanouir leur espoir de parvenir aux honneurs.

La pauvreté en Irlande, dont le gouvernement cher-

chait la cause dans l'*absentéisme* des propriétaires fonciers, les témoins irlandais l'attribuèrent, en bonne partie, à la contribution ecclésiastique; cependant, tout en désirant faire cesser cette dernière, ils nièrent avec beaucoup de modération, comme Grattan l'avait toujours fait, toute intention de porter le moindre préjudice à l'institution ecclésiastique. A la suite de cette pauvreté, dirent-ils, venaient les violences des gens désespérés dont on avait saisi les effets, et l'absence de sécurité qui empêchait la noblesse de résider dans le pays, qui éloignait les capitaux, qui rendait impossible toute industrie et qui perpétuait ainsi la pauvreté.

Les ecclésiastiques, parmi les Irlandais qu'on interrogeait, croyaient qu'on pouvait bien attendre de cette émancipation la fin des troubles, pourvu qu'elle fût donnée sincèrement, d'une manière cordiale et dans le véritable esprit. Autrement, disait O'Connell avec toute la franchise désirable, elle ne ferait que donner un nouvel aiguillon aux hostilités et « à eux » (aux démagogues) une nouvelle puissance.

On était arrivé à un moment d'une valeur inestimable, qu'il aurait fallu saisir; c'est ce que demandaient avec instance les hommes les plus différents, un Canning dans le même esprit qu'un O'Connell : ils voulaient que le gouvernement fit ce don au moment actuel où le pays était heureux, puissant et à l'abri de tout danger, où, par conséquent, on recevrait l'émancipation clairement comme une faveur, puisqu'elle n'était ni imposée par la nécessité, ni arrachée par l'intimidation.

Il est vrai que, sur ce point, Canning disait ce qu'il ne croyait pas lui-même. En effet, peu de temps auparavant (décembre 1824), il avait fait remarquer, dans un

Mémoire (1), à ses collègues avec quelle attention incessante les *ultras* français, qui s'attendaient à voir éclater une guerre civile, suivaient les troubles irlandais (2). De même que Canning se sentait personnellement intimidé ou feignait de l'être, après avoir fait cette remarque, de même il voyait que, depuis le grand déploiement des forces de l'Association, les protestants, tourmentés en Irlande, changeaient presque sans exception d'opinion en faveur de la cause catholique; plusieurs de ceux qui représentaient cette cause déclarèrent, plus tard, ouvertement dans la Chambre des Communes qu'ils étaient gagnés au principe des concessions.

Néanmoins, ce fut la profonde impression produite par les perceptions au nom des comités, qui agit avec une force irrésistible sur Canning comme sur le public tout entier. Aux yeux de ce ministre, la question devait être arrivée à ce point de maturité qu'il avait toujours attendu; au sein du cabinet, il indiqua (comm. de 1825) la solution de cette question comme le résultat inévitable des discussions dans les comités (3). Malgré ses opinions, devenues dès lors plus uniformément anticatholiques, le roi lui-même comprit que la question arrivait rapidement à sa solution définitive (4). Dès 1819 et 1821, Wellington avait eu des doutes sur la

(1) Cf. Stapleton : *Canning and his times*, p. 406 sq.

(2) Un peu plus tard, Sheil correspondait avec l'*Étoile*, organe de ce parti. Cf. Sheil, t. I^{er}, p. 268 sq.

(3) Cf. Duke of Buckingham, *loc. cit.*, t. II, p. 201.

(4) Cf. Stapleton, *loc. cit.*, p. 437 sq., où l'on trouve le « Mémoire tout à fait secret » au sujet d'une conversation fort curieuse de Canning avec le médecin particulier du roi, sir W. Knighton (27 avril 1825).

possibilité de prolonger encore la résistance; au moment actuel, il commença à vaciller. Toute l'opinion publique semblait ébranlée par la manière calme dont les choses s'étaient faites en Irlande, où l'Association s'était ajournée *sine die*, en attendant les résolutions que prendrait le parlement (18 mars).

Malgré la phase extrêmement favorable dans laquelle la question venait d'entrer, cette occasion précieuse allait être perdue encore par la faute des tories incorrigibles. Sur la proposition de Francis Burdett (28 février), la Chambre des Communes s'était constituée en comité pour examiner les lois qui concernaient les catholiques; ce député présenta ensuite un projet de loi sur l'admission des catholiques au parlement et à toutes les fonctions publiques, projet qui était entouré de toutes les mesures de précaution imaginables pour rassurer même les partisans les plus timides de l'Église d'État.

En même temps, on avait présenté deux autres motions indépendantes l'une de l'autre, qu'on appelait « les ailes », parce que, donnant d'autres garanties encore, elles semblaient propres à faire passer comme au vol la proposition principale : le clergé catholique devait être salarié par l'État, et être rattaché ainsi plus étroitement à ce dernier et au gouvernement; en même temps, on voulait, pendant les élections pour le parlement, neutraliser son influence sur les classes pauvres; afin d'arriver à ce but, on éleva le cens requis pour être électeur. Le bill de Burdett passa (10 mai) dans la Chambre des Communes avec deux cent quarante-huit voix contre deux cent vingt-sept. Six jours après, il fut rejeté lors de la seconde lecture dans la Chambre des Lords (16 mai), à la majorité considérable de quarante-huit voix. Le

duc d'York, héritier présomptif du trône et homme de principes tories extrêmement rigoureux, avait, trois semaines auparavant, à l'occasion de la remise d'une pétition, déclaré solennellement et en ajoutant : « Que Dieu « me soit en aide ! » que, quelle que fût sa position future, il ne donnerait jamais son consentement à un pareil bill.

Cette déclaration, dont l'imprudence frappa même un homme tel que lord Eldon, fut affichée par le parti dans les rues de Londres et imprimée en lettres d'or par les orangistes. Ceux des politiques qui comprenaient bien les signes du temps prévoyaient l'effet nuisible que produirait cette manifestation intempestive, qui avait exercé une influence considérable sur le vote des Lords et qui anéantissait les travaux féconds de la session. Cependant, tout ce qui avait précédé venait d'ébranler si fortement le système de la question ouverte, que Peel, ministre de l'intérieur, au département duquel appartenaient les affaires irlandaises, offrit sa démission et ne put être retenu que par la menace de Liverpool de dissoudre tout le cabinet. Canning lui-même se demanda s'il ne pouvait et s'il ne devait pas pousser la question vers une crise décisive en offrant également sa démission.

Cependant, comme il ne savait pas s'il serait appuyé par le peuple anglais et comme il était peu disposé à interrompre la marche de sa politique étrangère, il se décida à rester en fonctions. Néanmoins, il se réserva la faculté de pouvoir désormais discuter librement la question catholique au sein du cabinet et même en face du roi. Ce dernier ne désirait rien plus ardemment que d'être délivré des tourments que cette affaire lui infligeait tous les ans ; Canning le tranquillisa par une lettre

(19 octobre), dans laquelle il lui disait qu'il n'avait à craindre aucune mesure précipitée, et où il lui promettait d'empêcher que la discussion de cette question ne fût renouvelée dans la session suivante; qui était la dernière du parlement élu en 1820. Il se montra, en outre, hostile à toute délibération sur cette question, pendant l'année 1826 où il y eut de nouvelles élections, parce que, dans les comtés au Centre, au Sud et à l'Ouest de l'Angleterre, il s'était produit contre les catholiques un nouveau mouvement qu'il désirait apaiser, en évitant de faire naître toute cause d'agitation (1).

Les champions des partis hostiles dans la question de l'émancipation. —
Canning et Peel.

Ce moment d'arrêt dans la discussion de la question catholique nous engage à examiner brièvement la position et la manière de voir, par lesquelles les principaux chefs des deux partis parmi les hommes d'État anglais, ceux qui étaient favorables aux catholiques et ceux qui leur étaient hostiles, se laissaient diriger dans leurs pensées et dans leurs actions.

Dans sa politique étrangère, où il était assuré de l'adhésion du peuple et où jusque-là il n'avait eu que des succès sans rencontrer de dangers; *Canning* suivait le droit chemin en marchant la tête haute. Au contraire, dans cette question de la politique intérieure, il louvoyait avec la plus grande circonspection, bien qu'il en eût été toujours le champion le plus décidé et que Brougham, au moment actuel comme déjà auparavant (1823), lui eût demandé, dans une lutte des plus ardentes, de suivre la

(1) Cf. Stapleton, *loco cit.*, p. 252 sq. — *Political life of Canning*, t. II, p. 142 sq. — *Speeches*, éd. Therry, t. V, p. 425 sq.

ligne droite et le chemin le plus court comme il l'avait fait pour sa politique extérieure. On peut bien s'imaginer que, par une décision énergique, il était possible à ce ministre, si bien établi dans la faveur du roi et du peuple, de faire résoudre cette question au moment actuel ; mais il aurait dû s'en occuper avec cette gravité imposante avec laquelle Grenville avait, en 1807, pris en main la question de la traite des noirs ; en effet, trois ans auparavant, elle avait été combattue par une redoutable opposition, mais grâce à lui, elle avait triomphé de toutes les résistances du roi aussi bien que des classes hautes et moyennes dont les intérêts se trouvaient intimement liés à ceux des colonies.

On pouvait donc comprendre que les adversaires envieux et atrabillaires de Canning attribuassent la prudence avec laquelle ce dernier maintenait le système de la question ouverte à son désir de garder ses fonctions et à la peur que lui inspiraient les courtisans et les pairs influents du parti tory, qui lui opposaient leur phalange serrée et hostile. Néanmoins, cette attitude neutre d'homme d'État lui était dictée bien plus, en première ligne, par la peur que lui inspiraient, selon son propre aveu, les préjugés protestants et la masse compacte des résistances passives qu'il rencontrait en Angleterre.

C'est pourquoi Canning reculait devant les excitations, les exagérations et les vives sollicitations dans cette question fort délicate, qu'elles émanassent des agitateurs irlandais et de leurs associations, ou bien des libéraux anglais, tels que Hume, qui, de 1823 à 1824, avait, à la grande terreur de Canning, insisté pour qu'on examinât la question de savoir si l'Église protestante en Irlande occupait une position proportionnée aux services

qu'elle rendait. Par la même raison, Canning s'opposa, au moment actuel comme plus tard, à la formation d'un cabinet qui se fût empressé de mettre à l'ordre du jour la solution de cette question; en effet, il craignait que cette affaire ne ravivât, plus que toute autre chose, l'opposition apathique du peuple anglais, si foncièrement conservateur. Cet esprit conservateur de ses compatriotes, Canning savait si bien l'apprécier, parce que, malgré son attitude libérale dans cette cause particulière, il le partageait de tout son cœur dans toutes les autres questions.

Par ce motif, Canning était l'adversaire déclaré de toutes les tentatives faites pour amener une réforme parlementaire, et dans lesquelles il ne voyait que des efforts tentés pour faire cesser des abus purement théoriques. Il s'était prononcé en faveur de la cause des catholiques, parce qu'il s'agissait là de faire disparaître des maux réels que son intelligence sobre ne voulait plus tolérer, à cause des préjugés répandus parmi les anglicans en matière de religion; mais il voulait les faire cesser sans le moindre concours d'une sentimentalité et d'un ergotisme qui n'avaient rien de politique. Il sentait en homme les souffrances qui affligeaient la population catholique; mais jamais l'idée ne lui serait venue de s'opposer violemment à l'opinion publique et de faire de la politique purement philanthropique, pour tenir compte des arguments qui ne s'appuyaient que sur le sentiment.

Il voyait subsister, en Irlande, des restes d'une oppression injuste et, bien que cette conduite n'eût été que d'une « moralité quelque peu douteuse », il se serait laissé déterminer à commettre une petite injustice pour effectuer un grand acte de justice. Mais il n'aurait pas

voulu sacrifier les droits et les privilèges des oppresseurs à une politique de raison ni « aux théories sauvages de « droits abstraits de l'homme et du citoyen » ; car la Constitution anglaise, qui pour lui était la chose la plus sacrée, n'était pas fondée sur les principes d'une égalité des droits de tous les citoyens.

Dans le catholicisme, il ne voyait rien d'incompatible avec l'accomplissement des devoirs civils ; c'est pourquoi il considérait comme injustes les incapacités légales dont étaient frappés les catholiques. D'après lui, les inégalités des droits appartenant aux citoyens d'un même empire brisaient l'identité de leurs intérêts et de leurs sentiments, de manière à présenter un danger pour l'État ; c'est pourquoi il estimait qu'il était imprudent de les maintenir. A ses yeux, le système des anciennes injustices était déjà renversé, parce qu'il était politiquement inefficace et moralement insoutenable ; il croyait donc que, si l'on accordait une justice complète et entière, on ne ferait que continuer une œuvre déjà commencée. C'est pourquoi il était convaincu qu'il verrait s'accomplir cet acte de justice d'une manière sûre, bien que lente, et par des voies complètement unies. Il était persuadé qu'on y arriverait par suite d'un revirement complet dans les dispositions du peuple, par des délibérations incessantes et par des résolutions favorable du parlement qui finiraient par entraîner n'importe quel gouvernement.

Canning voulait que la barque de l'émancipation quittât la haute mer de l'opinion publique pour se diriger vers le port de la législation, et qu'elle y entrât sous la direction unique du gouvernement qui, au dernier moment, devait faire l'office de pilote. C'est pourquoi il se tenait encore tranquille, à ce moment où il voyait que

la glace des opinions hostiles au catholicisme était déjà fort mince et pleine de crevasses, sans cependant être complètement fondue. On peut admirer cette conséquence logique de Canning qui était à l'abri de toute fausse interprétation ; on peut apprécier à sa juste valeur la fermeté de cet homme d'État conservateur qui connaissait fort bien le caractère du peuple anglais : néanmoins, on ne peut pas nier que cette conséquence logique, autant que le firent les préjugés populaires avec leur roideur et leur ténacité, n'ait exposé le pays à de grands dangers. Effectivement, il y avait lieu de craindre que la force coercitive des choses extérieures ne devançât le revirement dans la disposition des esprits qu'on était résolu d'attendre. On pouvait craindre que la mesure de l'émancipation ne fût effectuée, non pas comme une victoire remportée sur les préjugés populaires par la force et par les lumières des ministres qui dirigeaient l'État, mais qu'elle ne fût le résultat d'une nécessité brutale et qu'elle ne fût arrachée par les passions populaires, en Irlande, à ceux qui en étaient les adversaires au sein du peuple, du gouvernement et du parlement en Angleterre. On pouvait craindre, enfin, que les ministres, en se privant étourdiment de la faculté d'octroyer l'émancipation, ne lui fissent perdre sa véritable valeur, et qu'en voulant sauver les principes conservateurs et aristocratiques, ils ne donnassent gain de cause aux forces démocratiques qui minaient, de la manière la plus dangereuse, la Constitution anglaise et la politique conservatrice.

L'adversaire le plus convaincu de l'émancipation était, au sein du cabinet, sir *Robert Peel* qui, depuis 1822, dirigeait le ministère de l'intérieur. Né dans une famille de tories et d'anticatholiques, il avait été, dès le berceau,

voué au service de l'État; son père l'avait élevé dans l'orthodoxie la plus rigide, non-seulement par rapport aux croyances religieuses, mais encore en ce qui regardait les matières politiques; arrivé à l'âge mûr, il adoucit ses opinions politiques beaucoup plus tôt qu'il ne se relâcha de ses idées rigoureuses relativement aux affaires religieuses et ecclésiastiques.

Dans les commencements du ministère Liverpool (1812), il avait été envoyé comme premier secrétaire en Irlande; bientôt il s'y était fait remarquer par ses opinions orangistes très-prononcées, et il s'était trouvé en collision violente avec O'Connell. Les Irlandais, avec leur penchant pour la satire, s'étaient égayés à ses dépens en l'appelant l'Écorce d'orange (*peel*) et en conservant, même plus tard, le nom d'Écorcheurs (*peelers*) aux *constables* qui faisaient partie du système de police organisé par le ministre et étendu par lui, en 1830, à Londres et successivement à tous les trois royaumes. Canning ne voyait, dans les articles de foi des catholiques, rien qui ne fût compatible avec les devoirs d'un bon citoyen; Peel, au contraire, ne croyait guère à l'identité des intérêts et des sentiments chez les protestants et chez les catholiques, identité qui seule, selon lui, aurait pu permettre en Irlande l'application pratique du principe d'une égalité complète de tous les citoyens devant la loi. A ses yeux, le papisme dédaignait cette égalité et n'aspirait qu'à la domination; toute mesure, par laquelle l'État aurait été amené à salarier le clergé catholique, aurait été considérée par lui comme tendant, pour ainsi dire, à établir une Église d'État romaine; il craignait, enfin, que si les catholiques étaient admis aux fonctions publiques et au parlement, ils ne se servissent aussitôt de

leur influence pour favoriser les intérêts de leur religion. En un mot, Peel partageait, dans ces points essentiels, tous les préjugés populaires dont Canning avait triomphé.

On pourrait exprimer, d'une manière plus tranchée encore, l'opposition entre ces deux hommes d'État, en renversant les termes de cette dernière proposition et en disant que Peel avait triomphé du principe conservateur que Canning partageait avec le peuple anglais. Bien que né tory et élevé comme tel, Peel n'avait jamais été un homme de parti systématique. Dans sa première jeunesse, lord Byron l'avait connu comme un élève méthodique, laborieux et donnant de grandes espérances. Son intelligence limpide et son caractère moral et pur, qu'on ne pouvait même pas soupçonner d'égoïsme ni d'une ambition coupable, le mettaient à l'abri de toute prévention fautive ou même intéressée. Il n'était pas un homme d'État grand, mais fort habile, et Canning lui rendait le témoignage d'être le ministre le plus capable et le plus honnête, et le ministre de l'intérieur le plus actif que l'Angleterre eût jamais possédé. Rien ne le caractérisait autant que la prudence et la circonspection dont il faisait preuve dans ses actes, et que la réserve et la solennité « la plus boutonnée » de ses manières; cette nature particulière de son caractère le préserva de toute exagération dans un sens quelconque.

Le torysme de Peel avait donc été, dès le principe, fort modéré dans toutes les questions de politique étrangère et d'économie politique. Il pouvait dire à son éloge que, tout tory et tout antilibéral qu'il était, il n'avait donné son nom à aucune loi qui ne portât le cachet d'une douceur libérale. Nous avons vu ailleurs (Cf. t. VIII, p. 144), que la maxime d'après laquelle la conséquence

logique et la fidélité aux principes de son parti constituent le caractère d'un homme d'État, avait été de fait profondément ébranlée par l'exemple que Peel donna en se séparant de son propre père dans la question relative à la restriction de la Banque. Mais ce n'était qu'un trait isolé dans l'histoire de ses métamorphoses politiques : depuis 1812, où il était grand admirateur de lord Eldon, il était devenu partisan de Liverpool pour se faire, au moment actuel, l'ami et l'adhérent de Canning ; on pouvait même prévoir qu'il n'était pas encore au bout de ses transformations.

Dès 1827, lord Eldon reconnut dans les discours de Peel, qui n'était pour lui qu'un apostat, le langage du plus vil des whigs ; il se risqua même jusqu'à prédire qu'un jour viendrait où son ancien disciple se mettrait à la tête des démocrates et renverserait l'Église. A l'époque actuelle, Bentham appelait Peel et Canning des oiseaux portant le même plumage. Effectivement, ils étaient d'accord dans toutes les questions essentielles, excepté précisément dans celle de l'émancipation. Suivant l'opposition qui régnait dans leurs opinions fondamentales, Canning devait voir dans la solution définitive de cette question la fin désirable d'un grand mal, tandis que Peel n'y voyait qu'un choix douteux entre des difficultés et des périls. Canning, tout pénétré des maux qui avaient accablé son pays dans le passé et à l'époque actuelle, avait depuis longtemps compris que la nécessité rendait fort juste l'exécution de cette mesure qu'il ne voulait cependant pas imposer au pays d'une manière impérieuse. Peel, au contraire, redoutant l'avenir et les conséquences de l'émancipation, n'y voyait qu'une simple mesure d'utilité qu'il désirait ajourner jusqu'au moment

où elle s'imposerait d'elle-même d'une façon impérieuse.

Au fond, l'émancipation n'était donc pour ces deux hommes d'État qu'une question de temps et d'opportunité. Peel avoua, plus tard, avoir manqué de sagacité et de prévoyance, et avoir poussé trop loin l'entêtement à vouloir défendre une cause irréparablement perdue. Canning, au contraire, qui possédait cette sagacité, poussa trop loin les hésitations et l'indulgence à l'égard d'une résistance sans espoir. Peel agit encore tout à fait en conformité avec son système et avec sa logique, lorsque, en voyant augmenter les dangers que présentaient les maux existants, il apprit à se réconcilier avec la mesure qui devait y remédier, et à considérer sous son meilleur aspect l'avenir qu'il avait tant redouté. En effet, il sentait avec bonheur et avec satisfaction qu'en octroyant l'émancipation, le gouvernement briserait l'alliance morale qui donnait une si grande force à la cause catholique; car elle avait pour défenseurs toutes les autorités célèbres, et c'était de ce côté qu'on entendait prononcer le mot d'ordre de la liberté civile (1).

La crise commerciale.

D'après ce que Canning avait promis au roi, la question catholique ne fut pas soumise au parlement pendant la session de 1826. Cependant, même l'influence considérable de cet homme d'État n'aurait guère pu empêcher une nouvelle discussion de cette affaire de se produire, si l'attention et les préoccupations pénibles du public n'avaient pas été tournées vers des sujets fort différents par la grande crise commerciale, la plus grave qui ait

(1) Cf. Peel : *Speeches*. London, 1853, t. I^{er}, p. 724.

jamais affligé l'Angleterre et qui avait éclaté dès l'année précédente.

Nous nous souvenons que, vers 1820, le cabinet Liverpool avait commencé à attaquer les anciens monopoles et les restrictions qui entravaient le commerce et les relations des Anglais avec d'autres nations; il avait continué cette œuvre surtout depuis que Canning avait coopéré (1823), dans ce même sens, avec ses amis Huskisson et Robinson qui étaient, par principe, des partisans zélés du système du libre échange. En continuant l'exécution des mesures, prises auparavant (Cf. t. VIII, p. 186) pour assurer la liberté de la navigation, on avait aboli les droits différentiels auxquels avaient été soumis les navires étrangers (1823-1825). On avait ensuite ouvert à toutes les nations le commerce avec les colonies anglaises (1825); cependant avec la restriction que des bâtiments nationaux pouvaient seuls transporter des marchandises de ports anglais dans d'autres ports anglais, de sorte que l'on considérait toujours le commerce entre les colonies et la métropole comme un commerce de cabotage. On avait déjà diminué quelques droits fort élevés dont étaient frappées la soie brute et la laine, et à la place de la prohibition complète des soieries étrangères, on avait mis un droit de 30 p. 100 (1824), même avant de procéder (1825) à la consolidation des nombreuses lois douanières, devenues un chaos inextricable; puis on profita de cette occasion pour diminuer encore les droits dans les branches les plus différentes du commerce.

Ces réformes, exécutées sans trouver la moindre résistance, avaient eu des effets très-salutaires; en outre, la tranquillité et la prospérité dont le pays jouissait à

l'intérieur, la paix qui régnait à l'extérieur, la longue série de bonnes récoltes et les communications commerciales nouvellement ouvertes : toutes ces causes réunies avaient agi de la manière la plus favorable sur l'état des finances en Angleterre. L'industrie était de nouveau parvenue au haut degré de prospérité où elle s'était maintenue pendant les années de guerre; elle venait même de le dépasser. L'esprit d'entreprise se réveillait : les négociants risquaient des spéculations de plus en plus vastes et hardies, parce qu'ils y étaient encouragés par la grande masse de l'argent en circulation, et qu'ils se voyaient favorisés non-seulement par le taux d'escompte fort bas de la Banque d'Angleterre, mais encore par l'émission facilitée des notes mises en circulation par les banques provinciales qui, en partie, étaient fort peu solides (Cf. t. VIII, p. 101).

Vers le commencement de l'année 1825, il y avait, dans la Grande-Bretagne, deux cent soixante-seize Sociétés d'actionnaires avec un capital nominal de 174 millions de livres sterling et, pendant la session de cette même année, le parlement autorisa, au moyen de bills privés, deux cent quatre-vingt-six nouvelles entreprises de ce genre. La spéculation s'empara surtout du marché nouvellement ouvert dans l'Amérique du Sud et au Mexique. Des affaires heureuses, faites avec une grande variété d'articles d'exportation, avaient d'abord excité la soif de gain et poussé les commerçants à imiter les spéculations de ceux qui, éblouis par les premiers succès, avaient inondé ces pays d'objets en partie fort sottement choisis, jusqu'à ce que le marché monstrueusement surchargé se fermât tout à coup en refusant toute importation. En même temps, il s'était formé de nombreuses

compagnies pour l'exploitation des trésors que renfermait le sol de ces pays, compagnies qui faisaient sortir d'Angleterre d'énormes capitaux outre ceux qui, à titre d'emprunt, avaient été absorbés par les États nouvellement nés en Amérique.

Cette cause contribua surtout à amener la crise que des observateurs sagaces et clairvoyants avaient vue s'approcher dès le printemps de l'année 1825. En effet, ceux qui avaient attendu avec une très-grande impatience que les métaux précieux vinssent affluer en Europe en masses énormes, se trouvaient complètement trompés dans leurs espérances; on voyait s'évanouir les fantasmagories dont le mirage trompeur avait fait monter à un cours incroyable les actions de ces entreprises et avait entraîné dans le tourbillon de la cupidité des classes toujours nouvelles de la population; au lieu de recevoir les remises attendues, les actionnaires avaient à déboursier de nouveaux capitaux; enfin, l'argent commençait à disparaître dans les coffres de la Banque d'Angleterre. Par suite de toutes ces causes, une terreur panique s'empara soudain des esprits; on commença immédiatement à restreindre le crédit et à le refuser entièrement, même à l'égard des meilleures maisons commerciales; on tomba dans un excès qui était tout aussi peu justifié et tout aussi funeste que l'avait été la confiance avec laquelle on avait auparavant accordé le crédit le plus extravagant.

Dès que la première banque suspendit ses paiements, cet exemple fut aussitôt suivi par plus de soixante-dix autres (déc. 1825); le prix des marchandises, très-élevé, tomba avec une rapidité effrayante; le cours des consolidés 3 p. 100 descendit de 82 à 57; des millions de capitaux imaginaires se trouvèrent anéantis. Par bon-

heur, le gouvernement ne se laissa pas troubler, mais conserva tout son calme. Il prévint des calamités immenses, en refusant d'autoriser la Banque à suspendre ses paiements en espèces, comme on l'avait demandé. Auparavant, la Banque avait empêché la réaction critique de se produire au bon moment et elle en avait rendu l'explosion d'autant plus violente, parce qu'elle avait trop longtemps continué à faire des avances au commerce; mais, une fois qu'elle se voyait forcée de rentrer dans la bonne voie, elle répara cette faute pendant tout le temps que dura la réaction sur le marché. En effet, aussitôt que tout crédit avait disparu dans le monde commercial, la Banque augmenta la circulation de ses notes et vint en aide aux maisons les plus solides, sur la solvabilité définitive desquelles il ne pouvait pas y avoir de doute, en leur faisant des avances et des prêts sur des marchandises, mesure que le gouvernement l'autorisa à prendre.

On profita peu de ces facilités données au commerce, puisque la seule annonce de cette mesure avait puissamment contribué à faire renaître la confiance. En même temps, le gouvernement se fit un devoir de prévenir, à l'avenir, celles des causes de cette crise qui pouvaient être écartées par la législation. Il eut surtout soin d'augmenter la solidité des banques provinciales, en retirant d'ordonnance par laquelle le nombre des actionnaires avait été jusqu'alors limité à un certain chiffre; par suite de cette mesure, on vit surgir de nombreuses banques d'actionnaires qui, en peu de temps, supplantèrent les banques particulières, à l'exception de celles qui étaient le plus solidement établies. Pour dédommager la Banque d'Angleterre d'avoir consenti à ces dispositions nouvelles, on lui permit de donner une plus grande extension locale

à son monopole et on l'autorisa à établir des succursales.

Du reste, les conséquences véritablement funestes de la crise ne se montrèrent dans toute leur force qu'en 1826. Le nombre des faillites, qui en 1825 n'avait été guère que de onze cents, s'éleva dès lors à plus de deux mille cinq cents. Les ouvriers sans travail recommencèrent leurs anciens désordres, en brisant les machines. Bien que bon nombre d'orateurs au parlement représentassent la détresse comme étant causée par la politique du libre échange que le gouvernement avait inaugurée, le mouvement des ouvriers ne prit heureusement nulle part un caractère politique. En outre, Peel était trop intelligent pour prendre, comme l'avait fait son prédécesseur lord Sidmouth, des mesures d'une rigueur irritante qui auraient bien pu aggraver cette agitation passagère. Par cette conduite, comme du reste par toute son attitude bienveillante, le gouvernement conserva la bonne réputation de vouloir, avec intelligence et avec sincérité, s'occuper du bien-être des classes populaires.

Ce sentiment domina toute la population de la Grande-Bretagne au moment où se firent les nouvelles élections pour la Chambre des Communes (automne 1826). On ne vit presque nulle part de violentes luttes de parti; on n'entendit pour ainsi dire pas de cris en faveur d'une réforme parlementaire. Par rapport à la question des catholiques, le secrétaire de la Trésorerie, dont la charge l'obligeait à diriger les élections en Angleterre, n'eut pas de difficulté à faire valoir son influence dans un sens tout à fait antipapiste; en effet, par suite du langage et de l'attitude des catholiques irlandais, le peuple anglais avait été tout récemment travaillé par une certaine agitation dont les ultra-tories augmentaient de toutes leurs

forces l'effervescence. Un membre de cette secte publia un livre (1) dans lequel il représentait l'Église romaine comme un pur paganisme, le catholicisme comme un véritable jacobinisme, et toute proposition relative à l'émancipation comme un acte de haute trahison. On y racontait au peuple protestant, que l'Autriche avait été invitée par le pape à négocier avec le gouvernement anglais en faveur de l'émancipation; dans ce dessein, ajoutait-on, elle remplacerait Esterhazy par le comte Appony, son ancien ambassadeur à Rome, qui figurerait, à Londres, comme l'envoyé secret de la curie romaine par laquelle le ministre des affaires étrangères en Angleterre, l'émancipateur Canning, se laissait tout simplement duper.

Renouvellement de l'Association irlandaise.

Dès qu'on sut à Dublin (20 mai 1825) que le parlement avait rejeté le dernier bill de soulagement présenté par Burdett, on y avait aussitôt rétabli la puissante organisation de l'Association irlandaise, tout en observant cependant en apparence la loi de Goulbourn sur les unions; on cacha l'action de cette Société sous le masque d'une œuvre de bienfaisance. L'Association était dès lors, d'après ce qu'on prétendait, ouverte à toutes les confessions; on disait que chacune des réunions hebdomadaires régulières était une assemblée indépendante; les membres payaient la rente pour soutenir les francs-tenanciers payant quarante shillings d'impôt, c'est-à-dire la dernière classe des électeurs dans les comtés, ou bien pour venir en aide à toutes « les œuvres permises par la loi ».

(1) Cf. E. A. Kendall : *Letters to a friend on the state of Ireland*. London, 1826.

Pour la première fois, on vit prendre une part plus active au mouvement les prêtres, qui jusqu'alors avaient gardé une réserve timide, surtout la jeune génération qui avait été élevée au séminaire de Maynooth. De quelle valeur était leur concours, c'est ce qu'on allait voir aussitôt, lors des élections en Irlande (automne 1826), dont le résultat moral était, aux yeux des Irlandais, une compensation suffisante pour le succès numérique que le parti contraire venait d'obtenir en Angleterre. Jusque-là la population catholique des campagnes en Irlande avait été, quant aux élections, tellement sous la dépendance des seigneurs fonciers, que ces derniers avaient même rivalisé de zèle pour augmenter à l'infini le nombre des votants, soit en créant artificiellement des francs-fiefs payant quarante shillings d'impôt, soit en les enregistrant faussement (1) ; cette arme, l'agitation la leur enleva d'un seul coup.

On récolta alors de nouveaux fruits des demi-concessions et des mesures fausses d'autrefois ; dès 1812, Canning avait blâmé l'absurdité de ceux « qui avaient peur « de trente députés élus, mais qui lâchaient de deux cent « mille à trois cent mille électeurs ». Les paysans excités, rejetant le joug que les intérêts matériels et leurs habitudes d'apathie avaient fait peser sur eux, étonnèrent tout le monde par l'indépendance dont ils firent preuve dans plusieurs élections, en nommant des candidats que soutenait le parti populaire. Dans le comté de Waterford, O'Connell osa défier l'influence des membres tout-

(1) Ainsi on disait que, dans le comté d'Ulster seul, pendant les derniers huit ans, on avait enregistré cent quatre-vingt-dix mille francs-tenanciers payant quarante shillings.

puissants de la famille Beresford ; les ouvriers, occupés dans le parc même du marquis de Waterford, votèrent contre le frère de ce dernier, lord Beresford, et en faveur de Villiers Stuart, le candidat du parti opposé.

On ne peut guère douter que la cour de Rome ne se soit mêlée de ces élections auxquelles les prêtres prenaient une part active. Depuis quelque temps déjà, la curie romaine avait entretenu une correspondance non interrompue avec les autorités cléricales parmi les catholiques anglais. Vers l'époque des élections, il avait paru au pape Léon, qu'en Angleterre « il fallait faire dire « quelque chose » ; on avait donc fait publier une Déclaration des vicaires apostoliques (1) et, en même temps, on avait chargé les membres de la Société catholique en Angleterre (1^{er} juin) de répandre, parmi leurs concitoyens protestants, une adresse écrite par des laïques : ces deux documents avaient pour but de tranquilliser le public au sujet du caractère général des dogmes catholiques et au sujet des relations séculières qui existaient entre les catholiques et l'État et les hétérodoxes.

Probablement cette agitation publique, destinée à tranquilliser les protestants, était étroitement liée à l'agitation secrète qui avait son centre à Maynooth, et par laquelle on excitait les catholiques. Les démagogues eurent, en outre, soin d'ajouter à l'agitation électorale encore d'autres moyens plus violents d'intimidation. Dans une assemblée tenue à cette même époque et à laquelle assistaient les Français Thayer, Duvergier de Hauranne et le duc de Montebello, Sheil prononça un dis-

(1) *Declaration of the catholic Bishops, the vicars apostolical and their coadjutors in Great-Britain.* London, 1826.

cours dans lequel il alla jusqu'à proférer la menace que l'Irlande pourrait bien s'allier aux ennemis de l'empire, alliance qu'il montra en perspective dans le cas d'une guerre qui n'était pas impossible à cause des complications hispano-portugaises.

En même temps, des Irlandais et des catholiques provoquèrent une certaine agitation dans l'Amérique du Nord où, vers cette époque, beaucoup d'orateurs se prononçaient, au sein du congrès, en faveur du mouvement irlandais; peu de temps après, on percevait la rente catholique dans les États et dans les villes, tout à fait comme dans les comtés en Irlande.

Cependant, tous ces efforts ne produisirent pas d'effet immédiat. Les succès électoraux des Irlandais étaient encore numériquement trop faibles pour produire une modification quelconque au sein du Parlement. Le parti protestant perdit, à la vérité, au commencement même de la session, ses deux chefs les plus haut placés, le duc d'York, qui mourut le 5 janvier 1827, et lord Liverpool, qu'une attaque d'apoplexie rendit à jamais incapable de s'occuper des affaires publiques (17 février). Ce fut précisément par suite de ce dernier accident malheureux qu'on vit naître toute une série d'intrigues de cabinet qui, pendant quelque temps à venir, n'exerçaient pas une influence favorable sur la cause catholique. Chacun sentait que Canning était l'homme qu'il fallait pour remplacer lord Liverpool. Mais autant ce dernier s'était montré habile à désarmer toute opposition, autant Canning avait à redouter les antipathies personnelles qui, chez bien des personnes, avaient leur source précisément dans la manière dont il avait pris parti pour la cause catholique.

Canning aurait désiré avant tout que la Chambre nouvellement élue prît une résolution favorable dans cette affaire parce qu'il avait espéré arriver de cette manière à une réorganisation du ministère. Mais ses adversaires personnels déployèrent une grande activité pour rallier autour d'eux tous les ennemis de l'émancipation (1). Lorsque Burdett présenta, comme d'habitude, sa motion en faveur des catholiques, elle fut rejetée tout de suite dans la Chambre des Communes (6 mars), bien que ce ne fût qu'à la majorité de quatre voix. Il arriva donc cette chose fâcheuse que Canning avait redoutée déjà auparavant, c'est que ce vote anticatholique de la Chambre des Communes anéantit, pour ainsi dire, les décisions antérieures par lesquelles elle s'était montrée favorable à la cause des catholiques.

Intrigues de cabinet depuis le commencement de la maladie de Liverpool.

La période depuis le commencement de la maladie de Liverpool jusqu'à l'épuration du ministère tory de Wellington (mai 1828), était remplie par une suite non interrompue d'intrigues de cabinet et de changements parmi les hauts fonctionnaires, mouvements qui, à cette époque comme auparavant, étaient considérablement influencés par la question de l'émancipation. Nous ne parlerons des faits les plus saillants dans ces changements ministériels qu'à ce seul point de vue ; quant aux autres sujets qui s'y rattachent, nous ne ferons qu'y toucher d'une manière très-rapide, soit parce qu'en suivant le fil des relations étrangères nous avons déjà raconté tous ces changements, soit parce que nous devons à bon droit abandonner les détails de ces faits à des historiens

(1) Cf. Stapleton : *Political life of Canning*, t. III, p. 303 sq.

qui traiteront l'histoire spéciale de l'Angleterre (1).

Peu de temps après avoir obtenu leurs succès les plus récents dans la Chambre des Communes, les tories avaient fait presser le roi, par le duc de Newcastle (25 mars), de nommer un premier ministre anticatholique. A ce moment, comme plus tard lors de la réception de deux hauts dignitaires de l'Église anglicane, le souverain tint les discours les plus vaillants contre le papisme; mais les membres de la haute Église se plaignirent amèrement de ce qu'il y eût chez lui une telle distance entre les paroles et les actes. A cette époque, le roi était tout autant prévenu en faveur de Canning, qu'il se sentait rebuté par les tories du camp opposé, par la droiture militaire de Wellington et par les manières roides de Peel (2).

Se laissant aller à son penchant pour la paresse et pour une vie facile et tranquille (3), il se contenta d'exprimer à Canning le désir (28 mars) de mettre à la place de Liverpool un autre premier ministre de convictions anticatholiques. Mais Canning connaissait sa propre valeur et n'admettait plus qu'un homme d'État professant des opinions favorables au catholicisme pût être écarté pour cela des fonctions les plus élevées; aussi offrit-il sa démission que le roi cependant n'accepta pas, parce qu'il croyait impossible de former un cabinet composé uniquement d'adversaires de l'émancipation. De cet avis furent aussi Peel et Wellington, et même lord Eldon.

(1) Cf. Pauli : *Geschichte Englands seit den Friedensschlüssen von 1814 und 1815*, t. 1^{er}, p. 397 sq., 429 sq., 442 sq.

(2) Cf. *Sir Robert Peel, étude d'histoire contemporaine*, par Guizot, 1856, p. 28.

(3) Cf. *The diary and correspondence of lord Colchester*. 1861, t. III, p. 472 sq.

Pendant un moment, on aurait dit que tout le système de la question ouverte allait s'écrouler. Effectivement, les oppositions au sein du ministère arrivèrent à un tel point, que Peel annonça son intention de se retirer, dès qu'on mettrait à la tête du cabinet un ami déclaré des catholiques; Canning, au contraire, se maintint au même point de vue auquel il s'était placé dans son entrevue avec le roi. Peel croyait avoir découvert dans Wellington une personnalité à laquelle Canning pourrait bien se subordonner, puisque autrefois le duc avait contribué à faire appeler Canning (l'Indispensable) au ministère des affaires étrangères (1). Mais, plus tard, lorsque Wellington avait vu diminuer l'influence qu'autrefois il avait toujours exercée sur la politique étrangère, il s'était trop profondément brouillé avec Canning, pour que celui-ci eût pu consentir à une pareille combinaison; en outre, cet homme d'État était trop surpris de voir que le chef de l'armée aspirait aux fonctions les plus élevées, et qu'il voulait cumuler le pouvoir civil et militaire, ce qui était contraire à toutes les idées reçues.

Le moment actuel aurait encore une fois permis à Canning de prendre une résolution énergique et de risquer hardiment la solution définitive de la question catholique; mais même lorsque le roi finit par le charger de la réorganisation du ministère (10 avril), il resta fidèle au système de la question ouverte, des hésitations et des attermoissements. Quand même, par des raisons extérieures et intérieures, cette conduite aurait été une faute, une négligence nuisible au pays, cependant les catholiques et

(1) Cf. *Edinburgh Review*. July 1830, p. 567.— Duke of Buckingham. *loco cit.*, t. I^{er}, p. 350, 356, 365.

eurs amis, et même ceux des ennemis de Canning qui appartenaient aux tories et à la haute Église, entreprirent la justification de ce ministre. Effectivement les whigs se tranquillisèrent en lui voyant adopter cette politique qui, dans les circonstances actuelles, devait leur paraître la plus sage. Brougham lui-même, malgré toutes ses impatiences, déclara qu'il considérait comme un ennemi celui qui, dans ce moment critique, pousserait à la solution de la question de l'émancipation (1). L'Association irlandaise aussi, en apprenant la nomination de Canning comme chef du ministère, suspendit aussitôt ses séances, tellement était grande la confiance des Irlandais en celui qui avait montré tant de négligence à protéger leur cause.

Canning était donc prêt à laisser dans le cabinet ceux de ses collègues qui avaient montré de l'hostilité aux catholiques; mais ces derniers, au nombre de six, se retirèrent en motivant avec roideur leur refus par la raison, que la nomination d'un ami des catholiques comme premier ministre favorisait moralement la cause catholique. Cependant, ce n'était là qu'un prétexte, car, à l'exception de Peel, la plupart des ministres démissionnaires agissaient en réalité, dans cette occasion, par animosité personnelle et tranchaient du grand seigneur vis-à-vis de Canning qui, à leurs yeux, n'était qu'un parvenu sous les ordres duquel il leur répugnait de servir. Canning se vit donc réduit à s'appuyer uniquement sur ses amis personnels et sur les whigs, Lansdowne, Tierney et lord Carlisle.

Néanmoins, il put conserver au cabinet le caractère

(1) Cf. *Canning's speeches*, t. V, p. 200 sq.

d'un ministère de coalition. En effet, lorsqu'il réussit à déterminer le duc de Clarence, dès lors héritier présomptif du trône, à accepter les fonctions de grand amiral, un des six ministres rénitents, lord Bexley (Vansittart), revint sur sa démission. En outre, un violent adversaire des catholiques, sir John Copley, qui jadis avait été du parti radical et qui avait défendu Thistlewood et Watson, accusés de haute trahison, pour se faire ensuite l'avocat du roi dans le procès contre la reine, prit la place de lord Eldon sur le sac de laine, après avoir reçu le titre de lord Lyndhurst.

Les tories ne purent se consoler d'avoir tout d'un coup perdu le pouvoir qu'ils avaient possédé pendant vingt ans. Avec Wellington à leur tête, ils mirent tout en œuvre pour isoler leur adversaire détesté et pour le renverser par les cabales et par les machinations les plus viles, par les calomnies les plus méchantes et par des attaques ouvertes. Entre autres moyens d'opération, ils eurent recours à une tentative qu'ils firent pour pousser Canning à quelque démarche immédiate en faveur de la cause catholique, parce qu'ils croyaient être sûrs de le renverser pendant la lutte décisive. « Mais lui n'accepta pas de conseil de ses ennemis, et les whigs sanctionnèrent son inaction (1). » Ses adversaires ne réussirent qu'à empoisonner les derniers jours de sa vie. Lors des funérailles du duc d'York, il avait été pris d'un refroidissement dont les conséquences devinrent fatales pour lui (8 août).

Son successeur, lord Goderich (Robinson), possédait des connaissances spéciales fort estimables ; mais déjà

(1) Cf. Roebuck : *History of the Whig Ministry*. 1852.

antérieurement Wellington avait vu en lui un homme très-superficiel et n'avait voulu lui accorder aucune estime. Effectivement, il ne possédait pas l'énergie qu'il fallait pour remplir les fonctions politiques les plus élevées en Angleterre, surtout à cette époque où la politique extérieure, après la bataille de Navarin, exigeait chez le premier ministre une fermeté toute particulière. Simplement pour avoir commis des maladresses dans la nomination de quelques fonctionnaires, il s'était déjà brouillé avec ses partisans naturels, lorsque, comme nous l'avons dit plus haut (Cf. t. XV, p. 70), le roi le congédia (8 janvier 1828) à cause de la situation des affaires étrangères.

Ce fut l'influence exercée passagèrement par l'Autriche qui détermina le monarque à revenir aux tories et à appeler Wellington à la tête du cabinet. Mais, sur les conseils de Peel, le duc aussi se borna à éliminer les whigs, et il conserva la large base d'une coalition ; il se contenta, pour ainsi dire, de rétablir le ministère Liverpool, et il persévéra, lui aussi, par rapport à la question catholique, dans le système de la question ouverte (1). Il trompa complètement l'attente des tories, lorsqu'il maintint dans le cabinet les partisans de Canning, Dudley et Huskisson, parce que, sans le concours de ce dernier, Peel ne voulait pas se charger de diminuer la Chambre des Communes. On envoya en Irlande deux hommes désignés déjà par Canning, lord Anglesey comme lord-lieutenant et William Lamb (plus tard lord Melbourne) comme premier secrétaire.

(1) Cf. *Memoirs of Sir Robert Peel*, published by Lord Mahon and E. Cardwell. 1856, t. I^{er}, p. 11 sq.

En outre, les premiers actes du ministère portaient essentiellement le cachet de libéralisme modéré qui avait été particulier à Canning. Et même, dans une question qui se rattachait étroitement à la cause des catholiques, le cabinet fit inopinément une concession à laquelle Canning s'était, l'année précédente, opposé avec une grande fermeté (1). Depuis 1727, on avait *de fait* aboli les Actes du *Test* et des Corporations de 1661 et de 1673, par lesquels les catholiques dans l'Angleterre proprement dite et les *dissenters* se trouvaient exclus de toute fonction politique et municipale, s'ils ne prêtaient pas le Serment de Suprématie, s'ils ne signaient pas une déclaration contraire au dogme de la transsubstantiation et s'ils ne recevaient pas publiquement la sainte cène selon le rite anglican. Ces deux Actes avaient été abolis par des lois d'indemnité annuelles pour ceux qui, sans avoir satisfait aux prescriptions y contenues, remplissaient néanmoins des fonctions publiques.

Plus tard, en 1779, on avait admis, en Irlande, à tous les emplois, les *dissenters*, auxquels on n'imposa pas une seule restriction légale, parce qu'on voulait réunir toutes les classes des protestants pour les opposer aux catholiques. Dans la première session, tenue par le Parlement après le rétablissement du cabinet tory, lord Russell, s'appuyant sur une masse de pétitions, présenta une motion relative à l'abolition formelle des deux Actes (26 février), motion qu'il avait déjà présentée l'année précédente et qu'il n'avait retirée que par égard pour Canning. Aussitôt, voyant que la Chambre des Communes accueillait ce projet de loi avec beaucoup de sympathie et qu'elle

(1) Cf. *Speeches*, t. V, p. 242.

y adhérerait complètement, le cabinet cessa de s'y opposer comme il l'avait fait d'abord.

En outre, il sut prévenir la résistance que la Chambre des Lords avait coutume de montrer dans des questions de cette nature, en gagnant les évêques à la cause de ce bill, bien que lord Eldon le qualifiât de révolutionnaire.

Tout le monde considérait cette victoire de la cause des *dissenters* comme un heureux présage pour l'émancipation des catholiques. Cependant, la Chambre des Communes n'adopta (12 mai) qu'à la majorité de six voix une nouvelle motion présentée par Burdett, et, dans la Chambre des Lords la résolution fut écartée comme toujours (1). Des paroles prononcées par Wellington et par le lord chancelier dans la haute Chambre firent voir distinctement que le gouvernement lui-même ne se dissimulait pas les difficultés d'une résistance prolongée. Wellington avait dit que, vu la durée de l'agitation actuelle, il n'y avait absolument rien à faire à ce sujet; mais que, si on laissait l'affaire reposer un peu, on pourrait faire quelque chose. Lord Lansdown, de son côté, s'était félicité dans sa réponse de ce que le jour des concessions n'était plus éloigné.

- (1) *But no', 't is in vain! the grand impulse is given!
 Man knows his high charter and knowing will claim.
 And if ruin must follow, where fetters are riven,
 Be theirs who have forg'd them the guilt and the shame!*

MOORE.

Mais non! c'est en vain! la grande impulsion est donnée! Les hommes connaissent leur Grande Charte, et puisqu'ils la connaissent, ils ne manqueront pas de réclamer leurs droits. Si la ruine doit s'ensuivre là où les chaînes ont été rivées, que ceux qui les ont forgées subissent les conséquences de leur crime et qu'ils en portent la honte!

Devant la Chambre des Communes, Peel avait dit, dans un langage qui s'était singulièrement modéré, « qu'il n'était pas encore préparé à renoncer à la résistances qui lui répugnait et que jusque-là il s'était vu « forcé d'opposer aux prétentions des catholiques. » Il songea de nouveau à se retirer, mais encore à ce moment il hésita à exécuter ce dessein, parce qu'il ne voulait pas affaiblir davantage le ministère que, par suite d'une nouvelle évolution au sein du cabinet, les partisans de Canning venaient de quitter (mai). Le conseil des ministres, tel qu'il avait été recomposé en dernier lieu, s'était trouvé miné, dès le principe, par l'incompatibilité réciproque qui existait entre les partisans de Canning et Wellington. La veuve de Canning, dit-on, en voulait aux amis de ce dernier d'être entrés dans une alliance quelconque avec les « assassins de son mari. »

Sous le rapport des principes, cette incompatibilité s'était bientôt publiquement manifestée, lorsque, à l'occasion d'une modification des lois sur les céréales, Huskisson avait dit, à la grande terreur des tories, que théoriquement il désapprouvait toute mesure destinée à entraver l'importation du blé. Quant aux relations personnelles entre les ministres, Wellington put se convaincre, à plusieurs reprises, que les partisans de Canning, à l'égard desquels comme vis-à-vis des whigs il ne cachait guère ses antipathies, formaient au sein du cabinet une clique tout à fait séparée (1). C'est pourquoi il saisit avec un empressement avide l'occasion que lui présenta Huskisson lui-même, en offrant confidentiellement et d'une manière éventuelle sa démission ; le

(1) Cf. *Quarterly Review*, vol. 45, t. IV, p. 90. Juillet 1831.

duc en profita pour éloigner définitivement cet homme incommode qui certainement n'avait pas manqué (comme autrefois son ami Robinson - Goderich) de commettre toutes sortes de maladresses et de bévues.

En même temps se retirèrent Dudley, Palmerston et Grant ; Lamb aussi se démit de ses fonctions comme secrétaire du gouvernement d'Irlande. Dès lors, le duc se brassa, comme disait Thomas Grenville (1), un ministère à lui ; contrairement aux principes de la libre Constitution, il le composa d'éléments pris dans les listes de l'armée et parmi les ultra-tories, c'est-à-dire de véritables zéros qu'il pouvait traiter en dictateur comme ses lieutenants : à leur tête se trouvait l'ami d'Esterhazy, lord Aberdeen qui à une incapacité plus grande que celle d'Addington joignait une morgue plus présomptueuse que celle de Pitt (2).

Aussitôt que le ministère se trouva épuré de cette façon, Huskisson dit à Dudley et à Palmerston : « Faites attention maintenant ! la question des catholiques a passé. » Thomas Grenville aussi était convaincu dès ce moment que l'émancipation approchait à grands pas. Ce seul fait surprenant que lord Eldon avait été exclu du cabinet rendait très-probable la supposition de ceux qui croyaient que Wellington songeait à résoudre cette question. Dès la première entrée du duc dans le cabinet, le vieil ultra-tory n'avait pas compris comment il avait pu être oublié lui-même (3) ; mais lorsqu'il trouva qu'on avait encore négligé de le faire entrer dans un cabinet

(1) Cf. Duke of Buckingham, *loco cit.*, t. II, p. 380.

(2) Paroles tirées d'une brochure publiée en 1830.

(3) Cf. Campbell : *The lives of the Lord-Chancellors*, t. VII, p. 461 sq.

tory de la plus belle eau, il vit dans cet oubli la plus profonde humiliation de sa vie qui le remplit d'une immense fureur.

L'élection dans le comté de Clare. Agitation croissante en Irlande.

Wellington avait indiqué l'apaisement de l'agitation comme une condition préalable qui devait être remplie avant qu'on pût « faire quelque chose » ; ce fut au contraire l'accroissement de ce mouvement qui brisa la dernière résistance du duc. Immédiatement après la mort de Canning, les chefs de l'Association avaient déjà déclaré que, malgré toutes les bonnes intentions du ministère Goderich, il fallait ranimer toutes les influences démocratiques et religieuses dont on s'était servi autrefois. Mais aussitôt qu'un nouveau cabinet fut formé par Wellington, dont le nom était, aux yeux de ses compatriotes irlandais, du plus mauvais augure (1), le mouvement reprit un caractère grandiose et menaçant. L'Association résolut immédiatement (24 janvier) de s'opposer à tout partisan du nouveau gouvernement qui se présenterait comme candidat aux élections pour le Parlement ; cet engagement pris par les membres de la Société fut aussitôt mis à l'épreuve.

Lors de la dernière épuration du cabinet, Vesey Fitzgerald avait été nommé président du département du

(1) *Whose name is one of the ill omen'd words,
They link with hate on his native plains.
And why? they lent him hearts and swords,
And he in return gave scoffs and chains.*

MOORE.

Dont le nom est un de ces mots de mauvais augure que, dans les plaines de son pays natal, on associe à la haine. Et pourquoi? On lui avait offert des cœurs et des épées et, en retour, il donna à son peuple des sarcasmes et des chaînes.

commerce, ce qui rendait nécessaire une nouvelle élection dans le comté de Clare dont il avait été le représentant. Or, ce fut O'Connell qui, au grand étonnement de ses propres amis et sans se laisser déconcerter par leurs rires, conçut le hardi dessein d'entrer lui-même, dans ce comté, en lice comme candidat de l'Opposition. Lui, le catholique, dont l'entrée au parlement était impossible s'il ne prêtait pas le serment de suprématie, ce qui n'était guère à supposer, osa donc contester cette élection au candidat influent du gouvernement, qui était soutenu par toute la *gentry*, et qui était aimé du peuple, parce qu'il s'était montré l'ami éprouvé de la cause des catholiques. Mais lorsque, sans se laisser décontenancer par aucune objection et en engageant sa réputation de juriconsulte, O'Connell promit aux électeurs de Clare que, s'il était élu, il prendrait son siège au parlement et qu'il y voterait, un revirement complet s'opéra dans l'opinion publique et l'Association elle-même prit en main la direction de toute cette élection.

Le gouvernement, redoutant des troubles, rassembla de nombreuses forces armées; mais la disposition des esprits parmi les gens de la campagne s'était tellement améliorée, que les paysans exerçaient eux-mêmes la discipline la plus sévère et que, pendant trois jours, toute la population des électeurs s'abstint de tout usage de l'eau-de-vie, ce « cinquième élément » indispensable à la vie des Irlandais. Malgré tous les efforts contraires que firent les seigneurs fonciers, les prêtres leur enlevèrent les voix de leurs manants. Un certain sir E. O'Brien rassembla ses fermiers afin de les faire voter en masse pour Fitzgerald, lorsque le père Murphy de Corosin vint les haranguer; il les forma en cortège et

entra à leur tête dans la ville d'Ennis, où il les décida tous, jusqu'au dernier, à voter pour O'Connell (1).

La désertion fut générale. Deux mille cinquante-sept voix contre neuf cent quatre-vingt-deux décidèrent l'élection contre Fitzgerald (5 juillet). Lorsque O'Connell, porté en triomphe par ses adhérents, quitta la ville d'Ennis, les soldats eux-mêmes, stationnant sur les collines d'alentour, l'applaudirent en brandissant leurs schakos. Plus que tout le reste, cette élection fit voir le profond abîme creusé entre les lois d'exclusion et la population catholique qui commençait à retrouver le sentiment de sa force; elle laissa chez les amis et chez les ennemis la même impression : on sentit que c'était le commencement d'une crise décisive (2). Le gouvernement lui-même subit l'influence de cette impression et commença, dès ce moment, à se demander sérieusement de quelle manière il devait accorder les demandes des catholiques.

Les démagogues irlandais, qui n'avaient pas été instruits de ce changement d'opinion, maintenaient, pendant ce temps, l'agitation dans toute sa vigueur. Comme la loi restrictive de 1825 sur les associations perdait sa force active avec la fin de la session de 1828, ils procédèrent, en premier lieu, au rétablissement de l'ancienne Association. La Société réorganisée renouvela (2 août) la décision par laquelle elle avait ordonné à tous ses membres de s'opposer à l'élection de tout candidat ministériel. En même temps, elle fit appel aux passions

(1) Cf. (Greville) *Past and present policy of England towards Ireland*, p. 193 sq.

(2) Cf. Peel : *Memoirs*, t. I^{er}, p. 105 sq.

des masses, en formant d'autres demandes plus étendues encore, par exemple celle d'une réforme démocratique du parlement, etc.

O'Connell et Sheil parcoururent le pays dans toutes les directions, organisant des assemblées, exhortant le peuple à rester tranquille, à faire cesser toutes les querelles armées et à se joindre à l'Association. Sous prétexte de vouloir arrêter toutes les luttes et les factions intestines, on commença tout à coup (juillet), dans les trois comtés de Tipperary, de Limerick et de Clare, à former des troupes considérables et de plus en plus nombreuses de campagnards portant uniforme, armés et en partie même montés, troupes auxquelles se joignirent ensuite des masses de peuple plus grandes qui marchaient dans un ordre tout militaire. Dans un seul district de Tipperary, on tint le même dimanche trois de ces assemblées, composées d'environ cinq mille hommes portant uniforme et de vingt-neuf mille personnes qui les accompagnaient (1).

En face de ces manifestations, les protestants serrèrent également leurs rangs ; les Sociétés orangistes reprirent leur ancienne activité et il se forma, à côté d'elles, de nouveaux clubs dits de Brunswick ; à la rente catholique on opposa une protestante. Bientôt, on en vint à des conflits armés au nord de l'île, où un agitateur insensé, du nom de Lawless, se mit à la tête de milliers de ses coreligionnaires et essaya de pénétrer avec eux dans les villes qui, dans ces contrées, étaient particulièrement habitées par des protestants.

(1) Cf. Peel : *Memoirs*, t. I^{er}, p. 219. Rapport de lord Anglesey, du 20 septembre.

Le nouveau vice-roi, lord Anglesey, avait été choisi, à ce qu'il paraît, par Wellington, pour qu'il remplit la condition préalable de la pacification de l'Irlande. En effet, le duc le connaissait comme un ennemi de l'agitation qui avait dit un jour que, si les Irlandais désiraient la guerre, plus tôt ils tireraient l'épée, mieux cela vaudrait (1). Mais, à peine le lord-lieutenant était-il arrivé et avait-il pu s'orienter un peu, qu'il avait dû entièrement modifier sa manière de voir. D'un côté, il voyait que les agitateurs étaient très-éloignés de l'idée de tirer l'épée, puisqu'ils étaient complètement sûrs d'atteindre leur but, même sans avoir recours à ce moyen extrême; de l'autre côté, il comprenait que, dans le cas d'un soulèvement, on ne pouvait en aucune façon se fier aux troupes dans les rangs desquelles avaient pénétré les divisions factieuses.

Il avait donc trouvé opportun de se consulter avec d'influents patriotes irlandais et, dans ce dessein, il s'était lié d'amitié avec lord Cloncurry qui, uni à George Villiers (maintenant lord Clarendon) et autres, formait une espèce de cabinet secret dans l'entourage du vice-roi. Lorsque les réunions du peuple en masse le forçaient à songer à une intervention militaire, il s'adressa, avant de se mettre à l'œuvre, par l'intermédiaire de Cloncurry, aux chefs du parti catholique (2). Il avait calculé juste. O'Connell et Sheil eux-mêmes avaient peur de ce soulèvement spontané du peuple que ni eux ni l'Associa-

(1) Cf. *Personal recollections of lord Cloncurry*, p. 277, ouvrage qui fourmille d'inexactitudes, même dans les choses au sujet desquelles l'auteur pouvait être très-bien informé.

(2) Cf. Sheil, *loco cit.*, t. II, p. 23 sq.

tion n'avaient voulu ni provoqué, puissance nouvelle qu'ils n'avaient ni formée ni appelée à agir.

Les agitateurs trouvaient là une occasion favorable d'essayer le pouvoir de leur parole magique sur la multitude déchaînée et, dans le cas où cette tentative réussirait, d'imposer au gouvernement par l'unanimité de leur nation. Après avoir fait les préparatifs militaires les plus vastes, le lord-lieutenant publia (1^{er} octobre) une proclamation contre les réunions en masse ; mais déjà elles avaient été interdites par les résolutions de l'Association et par une lettre circulaire d'O'Connell (26 septembre).

Encouragé par cette première retraite du mouvement, le gouvernement à Londres eut recours à d'autres mesures répressives et fit instituer des poursuites judiciaires contre Lawless. Peel lui-même aurait été disposé à procéder contre l'Association ; mais les légistes de la couronne émirent à l'unanimité l'opinion qu'un jury irlandais ne la déclarerait pas illégale. L'agitation continua donc tranquillement.

Wellington semblait dès lors vouloir la conjurer pacifiquement par les hommes de la paix. Le primat catholique, archevêque d'Armagh (Curtis), s'était adressé au duc dans l'intérêt des catholiques ; mais ce dernier lui avait répété (11 décembre) ce qu'il avait dit déjà en public, à savoir « qu'en présence de l'esprit de parti et « de sa violence, il ne voyait pas la moindre chance d'arriver à une entente pacifique ; mais que, si l'on pouvait pendant quelque temps faire oublier toutes ces choses, il ne désespérerait pas d'obtenir un bon résultat. »

En lui répondant, le primat flatta habilement (19 dé-

cembre) « le vainqueur dans tant de batailles », en disant qu'aucun parti n'oserait résister, dès que lui exercerait son pouvoir. Cette correspondance, l'archevêque l'envoya au lord lieutenant qui, dans sa réponse adressée à Curtis, exprima sa conviction qu'il était indispensable d'accorder promptement les demandes des catholiques et que, jusqu'au moment où ce but serait atteint, les Irlandais devaient continuer leur agitation dans les limites de la loi. Cette opinion de lord Anglesey, à qui Wellington laissait complètement ignorer ses intentions depuis longtemps considérées et débattues, fut rendue publique et eut un immense retentissement. Sa démarche maladroite lui coûta sa place (30 décembre).

Thomas Moore avait, d'un ton railleur, averti ce cavalier confiant, qui avait voulu diriger les deux coursiers (le protestantisme et le catholicisme) par une pression égale du doigt de ses pieds; il lui avait prédit ce qui arriverait, si Peel touchait, par mégarde, avec le fouet, l'oreille du protestant ou la queue du papiste (1); le coup de cravache atteignit le cavalier lui-même et le renversa; mais la cause de sa chute contribua puissamment à précipiter les choses à Londres vers une crise décisive.

L'émancipation devenue une mesure gouvernementale.

Déjà en exposant les relations extérieures de l'Angle-

(1) ... *Off bolt the sever'd steeds, for mischief free,
And down, between them, plumps Lord Anglesey!*

... Les voilà partis, ces coursiers qui galopent chacun de son côté, et qui, libres de tout frein, pourront causer de grands malheurs; aussitôt, lord Anglesey est lourdement jeté par terre en tombant entre les deux chevaux!

terre, nous avons eu occasion de faire observer jusqu'à quel point le duc de Wellington, comme homme d'État, avait été au-dessous de sa gloire militaire, et que c'était essentiellement sa popularité comme homme de guerre qui lui avait permis de se maintenir dans ses fonctions politiques (Cf. t. XV, p. 174 sq). Immédiatement après la nomination de Canning comme premier ministre, Wellington avait déclaré publiquement qu'il n'avait pas la moindre ambition de parvenir au poste politique le plus élevé et qu'il n'était pas même capable de le remplir; il avait dit « qu'il fallait être plus que fou, s'il « voulait changer sa position dans l'armée contre ces « fonctions dont il ne pourrait pas s'acquitter, par la « simple raison que l'habitude de parler en public lui « faisait entièrement défaut. » Mais, malgré le manque de capacité avoué par lui-même, il se laissa très-rapidement envahir par cette ambition qui, selon lui, lui était complètement étrangère, changement qui ne parlait guère en faveur de sa conséquence logique.

Ce défaut de capacité n'avait pas, autant qu'il voulait bien le dire, sa source dans son peu d'habileté comme orateur; il ne fallait pas non plus le chercher dans son ignorance des affaires civiles. En effet, pendant sa carrière militaire, il avait souvent eu à se mêler de l'administration civile; il avait su se familiariser avec la situation des peuples et avec les habitudes des hommes; pour suffire aux besoins de ses armées, il avait dû s'occuper de tous les détails de la science financière et, en dernier lieu, à l'époque où les affaires les plus importantes occupaient le monde entier, il avait vécu dans les sphères les plus élevées de la diplomatie.

Si, de ces différents côtés, il avait acquis des qualités

assez solides pour devenir un homme politique, il apporta au sein du ministère une autre qualité très-recherchée ; nous voulons parler de ses relations personnelles avec le roi. Ce dernier avait absolument besoin d'un chef du ministère qui lui imposât et qui, au besoin, sût lui serrer le bouton. C'est ce que Liverpool avait fait à l'occasion, mais c'est ce que lord Goderich n'avait pas eu le courage de faire ; or le duc, qui possédait ce don, prit cette liberté que le roi avait craint de lui voir prendre avant son entrée dans le cabinet. Cependant, actuellement il était peut-être davantage réconcilié avec cette manière d'agir de Wellington, puisque, dans sa vigoureuse opposition contre toutes les tendances whiggistes et démocratiques, il se montrait royaliste complètement « correct », et qu'en particulier dans son jugement sur le roi il se laissait diriger par la plus grande douceur possible ; en effet, le duc trouvait en lui un mélange bizarre de talent, d'esprit, de bouffonnerie, d'entêtement obstiné et de sentiment naturel, mélange dans lequel les bonnes qualités l'emportaient de beaucoup sur les défauts (1).

Il y avait encore un autre côté du caractère de Wellington qui, précisément dans les conjonctures actuelles, pouvait être fort avantageux à un homme d'État anglais. Doué par la nature d'un caractère pratique, rendu fort habile par le frottement continuel des affaires pratiques et animé, en outre, d'une bienveillance naturelle et d'un profond sentiment de justice, il n'avait pu partager les idées rigides et les opinions de parti exclusives d'un

(1) Cf. *Diary kept by Thomas Raikes*, t. I^{er}, p. 92. — Comp. Knight : *Popular history of England*, t. VIII, p. 243.

Eldon et d'autres de ses amis dans le camp des tories. De bonne heure, il avait appris à distinguer entre le sentiment politique et l'esprit de faction (1), et il avait compris qu'il n'était pas fait pour être un homme de parti.

Cependant, personne n'était moins fait pour résister à l'influence de natures sympathiques dans son entourage, ni pour se réconcilier avec celles qui lui étaient antipathiques. Ce défaut seul aurait suffi pour le priver des qualités nécessaires à un homme d'État qui veut réellement diriger les affaires de son pays, car il n'avait jamais eu l'occasion de faire auparavant l'étude préparatoire des affaires civiles. Il ne possédait en aucune façon la connaissance indépendante des conditions nombreuses et variées qui forment la base d'une situation politique et qui déterminent une tâche politique; il ne savait pas non plus juger par lui-même ces différentes conditions; il n'était nullement préparé à prendre, au milieu d'exigences complètement opposées, un choix intelligent et fondé sur des motifs raisonnés et sur des principes : pour réussir, il aurait donc dû avoir d'une manière éminente la faculté de choisir, sans la moindre prévention, les hommes qui, au bon moment, eussent su reconnaître les véritables signes diagnostiques d'une situation politique:

Combien peu Wellington possédait précisément cette qualité, c'est ce que nous avons fait observer en parlant de son œuvre d'épuration. Il arrivait donc inévitablement que ce n'était pas lui qui dirigeait les affaires, mais qu'il se laissait diriger par elles quand la pression des circonstances devenait irrésistible. L'opinion que le prince

(1) Cf. Brialmont : *Histoire du duc de Wellington*, t. V, p. 157.

Lieven avait du duc était que, dépourvu de sagacité et d'énergie, il hésitait à se prononcer et qu'il s'arrêtait à des demi-mesures, quand les circonstances le forçaient à prendre une résolution. C'était là effectivement, en bonne partie, l'histoire de sa politique étrangère; c'était essentiellement encore l'histoire de sa manière d'exécuter l'émancipation des catholiques.

Lorsque Wellington prit part aux premières délibérations sérieuses sur les démarches à faire pour vider cette question (1), il se trouvait sous l'impression récente de l'élection de Clare (juillet). Cependant, celle-ci n'était qu'un dernier anneau dans la chaîne des circonstances pressantes, dont la force était, suivant le sentiment général, devenue absolument irrésistible. Le duc voyait le pays menacé d'une guerre civile pour une cause que tout le monde désirait voir régler par un accommodement convenable. Tel était, effectivement, le sentiment partagé par la majorité de la Chambre des Communes; par une minorité de la Chambre des Lords, dont le nombre augmentait sans cesse depuis l'abolition des Actes du *Test* et des Corporations; par la plus grande partie des hommes intelligents du royaume; par presque toute la population de l'Irlande et, tout récemment, même par la majorité des clubs dits de Brunswick.

A ces motifs intrinsèques vinrent s'ajouter d'autres causes extérieures, dont la force était peut-être plus grande encore. Les préoccupations que Canning avait

(1) Les Mémoires de Peel (t. 1^{er}) nous ont fourni presque tous les matériaux pour l'exposé qui suit. L'auteur des Mémoires a réuni lui-même tous les documents officiels relatifs à cette période pour justifier par eux sa manière d'agir.

eues à ce sujet, en 1825 et 1826, n'avaient nullement diminué. L'intérêt catholique était devenu une force politique, depuis que Léon XII, avec une grande habileté, s'était efforcé de concentrer son immense troupeau et de lui imprimer un mouvement unique. La curie romaine dirigeait le timon de l'État en Espagne, en Portugal et dans une partie de l'Italie. L'alliance qu'elle venait de conclure, en Irlande, avec les idées politiques libérales, trouva, à ce moment même, un pendant dangereux dans la Belgique voisine, où l'opposition de cette coalition et la lutte qu'elle soutenait étaient dirigées, comme en Angleterre, contre un gouvernement protestant.

En France, ce pouvoir clérical faisait des efforts continuels pour obtenir une influence politique décisive. Le gouvernement français, qui, par rapport aux affaires ecclésiastiques, vivait dans l'entente la plus cordiale avec Rome, s'était trouvé, pendant le cours des affaires grecques, dans des rapports politiques de plus en plus intimes avec la Russie. Depuis le conflit portugais (1826), les hommes d'État français, de la nature d'un Chateaubriand, étaient devenus extrêmement susceptibles et irritables à l'égard de l'Angleterre; leurs regards restaient toujours fixés sur l'Irlande. Il sortait sans cesse des presses françaises des écrits qui exhortaient les Irlandais à persévérer dans leur résistance. La presse américaine regorgeait de produits littéraires conçus dans le même esprit; en Irlande, on dévorait un ouvrage publié en Amérique sous le titre de *Mémoires de Wolfe Tone*, un des révolutionnaires irlandais de 1798.

La manière dont l'Angleterre opprimait cette île fournissait les armes les plus désirables aux gens nombreux

qui, répandus dans le monde entier, jalousaient et haïssaient l'Angleterre, redoutée de tous. C'était dans cette situation des choses que Wellington était, pour la première fois, entré en rapports avec le lord chancelier Lyndhurst qui, de son côté, se montra favorable à la mesure projetée. Ensuite, il avait fait des communications sur ces délibérations à Peel (août) qui, dès lors, considérait également l'octroi de l'émancipation comme le moindre des deux maux, bien qu'il ne jugeât pas cette conversion comme aussi peu dangereuse et comme aussi féconde en bons résultats que le disaient les avocats de cette cause.

Peel s'associa de grand cœur aux délibérations et donna des conseils accueillis avec empressement; mais en répondant aux communications de Wellington (11 août), il offrit sa démission, pour abandonner l'exécution de cette mesure à un homme d'État moins engagé à l'égard de l'Opposition. Tant qu'il dépendait de lui, il aurait volontiers abandonné cette exécution aux whigs; cependant, il comprenait que les tories seuls pussent en assurer le succès. Cet avantage sautait aux yeux; mais par malheur il était contre-balancé par un grand désavantage, puisque les tories allaient gâter cette cause par des demi-mesures.

Plein d'incertitudes et de perplexités, Wellington tâtonnait dans l'obscurité et ne savait de quelle façon il fallait s'y prendre. En 1827, il s'était prononcé en faveur d'une solution de la question au moyen d'un concordat; mais, dans la session de 1828, il s'était de nouveau déclaré l'adversaire de cet expédient. Au moment actuel, il voulait rallier le clergé au gouvernement, en lui donnant une *licence* et des appointements fixes;

mais Peel le détourna si complètement de cette idée, que, plus tard, il dit que cette manière de procéder usitée dans l'Europe continentale était tout à fait hors de question en Angleterre.

Wellington, aussi bien que Lyndhurst, ne voulait pas du tout accorder aux catholiques une égalité de droits fondée sur un principe; il voulait simplement les délivrer des anciennes restrictions imposées à leur liberté, en leur faisant voter un bill annuel d'indemnité. Peel, au contraire, était pour une parfaite égalité des droits de tous les citoyens, puisque, disait-il, pour être efficace, la mesure devait avoir un caractère aussi complet que possible.

Néanmoins, parmi les restrictions, les sécurités et les garanties de toute nature que Wellington et Lyndhurst jugeaient nécessaires, Peel aussi en maintint au moins une qui de toutes était la plus dure : il augmenta au quintuple le cens pour la classe des électeurs qui étaient du nombre des francs-tenanciers payant quarante shillings d'impôt. Cependant, en 1825, ce même homme d'Etat s'était déclaré l'adversaire décidé d'un semblable empiétement sur les droits électoraux d'une immense masse de peuple. Peel lui-même n'était donc guère inébranlable par rapport aux différentes dispositions de la concession qu'il s'agissait de fixer. Néanmoins, ce furent ses vues qui plus tard formèrent les traits fondamentaux généralement acceptés de cette mesure. Ce fut la supériorité de son intelligence qui triompha même des difficultés extérieures.

Pendant des mois entiers, Wellington n'avait pas même réussi à faire consentir le roi à ce que la question fût soumise aux délibérations du cabinet. De même chez

les chefs de l'Église d'État, le duc ne trouva pas cette fois-ci les sentiments conciliants qui, l'année précédente, lors de l'abrogation des Actes du *Test* et des Corporations les avaient déterminés à tendre la main à un compromis. Pour écarter tous ces obstacles, Peel dut venir au secours du duc, qui avouait lui-même ne plus pouvoir se passer de l'assistance officielle de son collègue.

En déclarant qu'il était prêt à garder ses fonctions (12 janvier 1829), il sortit en même temps de sa réserve vis-à-vis du roi. Dans un Mémoire fort sérieux et d'un contenu frappant (1), le ministre lui exposa les raisons qui faisaient que le système de la question ouverte n'était plus tenable; il lui dit pourquoi des deux voies opposées, que le cabinet pouvait suivre après avoir écarté le principe de la question ouverte, le système d'une résistance absolue n'était guère prudent et pourquoi la formation d'un cabinet avec de pareilles tendances était impossible.

Ce Mémoire ne convainquit pas le roi. Mais, comme les anciens adversaires de l'émancipation parmi les ministres se prononçaient tous individuellement et personnellement devant ce monarque dans le sens du Mémoire de Peel, il permit enfin au cabinet de discuter cette question, bien qu'il se réservât toute sa liberté d'action. Dans ces délibérations (depuis le 17 janvier), ce furent les propositions de Peel qui leur servirent exclusivement de base. On maintint le principe de l'égalité des catholiques et des protestants quant à leurs droits de citoyens, à l'exception seulement et à la réserve d'un petit nombre

(1) Cf. Peel : *Memoirs*, t. I^{er}, p. 284 sq.

de fonctions qui, par leur nature ou par leurs rapports, appartenaient essentiellement à l'Église d'État; puis, comme mode d'exécution, on adopta la modification du Serment de Suprématie et la suppression de la déclaration exigée autrefois contre la transsubstantiation et contre l'adoration des saints. On s'abstint de régler les rapports entre l'Église catholique et l'État, et de salarier le clergé; on ne s'occupa pas non plus des sécurités, excepté de la seule qui avait pour but d'élever le cens électoral et à laquelle on ajouta certaines dispositions, qui devaient servir à faire prouver suffisamment la capacité légale et la valeur réelle des prétendus francs-fiefs.

Par une disposition expresse de la nouvelle loi, il y était dit que cette dernière ne devait pas avoir force rétroactive, ce qui aurait empêché O'Connell de prendre son siège dans la Chambre des Communes, en vertu de son élection faite avant cette nouvelle loi, mais qui en elle-même n'était absolument pas entachée de nullité.

Pitt n'aurait pas défiguré sa loi sur l'émancipation par des clauses, des arguties cauteleuses et des demi-mesures, qui étaient aussi mesquines qu'injustes et peu satisfaisantes.

L'émancipation devenue loi.

Le gouvernement crut ne pas pouvoir présenter au parlement ses propositions relativement à cette affaire, sans avoir préalablement dégagé de toute apparence de contrainte extérieure les délibérations et les décisions qui s'y rapportaient. C'est pourquoi, dans le discours du trône, le ministère recommanda au parlement, dans des expressions tout à fait générales, de reviser les lois sur les restrictions imposées aux catholiques quant à leurs droits civils et politiques; mais, en revanche, il demanda

d'une manière très-positive qu'on supprimât auparavant l'Association irlandaise.

Le bill présenté dans ce dessein, et qui autorisait le gouverneur d'Irlande à supprimer sommairement toute association politique qui pouvait devenir un péril pour la tranquillité et la sécurité publiques, passa dans les deux Chambres sans trouver de résistance. Les amis des catholiques s'en contentèrent comme d'une condition préalable et naturelle pour le triomphe final de leur cause. L'Association procéda spontanément à sa dissolution, même avant que la nouvelle loi sur les Sociétés fût promulguée (12 février).

Aussitôt commença, en revanche, l'agitation la plus violente du parti ultra-protestant, que les résistances du roi avaient entièrement rassuré et qui était complètement surpris par la décision que le gouvernement venait de prendre; irrités par l'ignorance dans laquelle on les avait laissés, les membres de ce parti accusèrent le cabinet d'avoir dissimulé ce changement de politique et de les avoir trompés à dessein. Ils déployèrent encore une fois toutes leurs forces pour soulever toute la masse du peuple anglais, en prétendant qu'on voulait renverser la Constitution protestante; par cette agitation, on voulait donner au roi un appui palpable qui pût l'encourager à persister dans sa résistance intérieure (1).

Lors des débats sur l'adresse, lord Eldon exprima hardiment l'espoir que le peuple se lèverait et se défendrait contre cette tentative faite pour renverser la religion, la loi et la liberté du pays; « ce ne serait pas « sa faute à lui, ajouta-t-il, si la nation n'avait pas con-

(1) Cf. Roebuck, *loco cit.*, t. 1^{er}, p. 411 sq.

« science des dangers dont elle était entourée (1). » On fit retentir encore une fois, dans tout le pays, les mots d'ordre : « L'Église est en danger ! » et : « Pas de papisme ! » Les pétitions contre l'émancipation affluèrent en masses énormes. Du haut de la chaire, les ministres de l'Église d'État dépeignaient, avec une éloquence ardente, les cruautés commises par les papistes dans les siècles précédents. Tout le royaume était inondé de traités et d'images qui devaient exciter la foule.

En Écosse, ce mouvement violent des basses classes prit, dans certains endroits, même un caractère menaçant. On accabla Peel et Wellington d'attaques odieuses, absolument de la même manière dont leur propre parti avait empoisonné les derniers temps de la vie de Canning. Le duc crut même devoir aller jusqu'à provoquer en duel le comte Winchelsea, le plus acharné de ses insulteurs, pour disperser l'atmosphère de calomnies dont on l'avait entouré (2). Depuis la félonie dont Wellington s'était, à ses yeux, rendu coupable dans cette affaire, le duc de Cumberland ne fit plus la moindre attention à lui. Peel, qui, en 1813, avait reproché son inconstance dans la question catholique à Wellesley-Pole, son prédécesseur dans les fonctions de secrétaire d'Irlande, dut dès lors s'entendre faire le même reproche avec une violence beaucoup plus grande. Avec une grande délicatesse de sentiment, il avait déposé le mandat que l'université d'Oxford lui avait confié comme au champion du protestantisme dans la lutte contre l'émancipation ; mais, lorsque ses amis posèrent de nouveau sa candidature, il suc-

(1) Cf. Campbell, *loco cit.*, t. VII, p. 481.

(2) Duke of Buckingham, *loco cit.*, t. II, p. 397 sq.

combata dans l'élection où triompha sir R. Inglis, homme insignifiant que les anticatholiques venaient d'élever sur le pavois.

Même dans le paisible bourg de Westbury, dont l'ancien patron et représentant renonça à son siège en faveur de Peel, il se produisit une opposition violente. Dès qu'il fut en état de reprendre son siège dans la Chambre des Communes, Peel annonça (3 mars), pour le cinq mars, la présentation du projet de loi par lequel le gouvernement comptait abolir les restrictions qui limitaient les droits civils et politiques des catholiques. A ce moment, toute la cause de l'émancipation et même l'existence du ministère furent encore une fois remises en question par l'attitude que prit le roi. En désaccord avec lui-même et inquiet au sujet du serment prêté par lui lors de son couronnement, ce monarque hésita encore une fois, dans la soirée du trois mars, à sanctionner la modification du Serment de Suprématie qui était, disait-il, chose entièrement nouvelle pour lui.

Pendant quelques heures, le cabinet était considéré comme dissous. Cependant, à une heure avancée de la soirée, le faible monarque revint sur sa décision, parce que, disait-on, lord Sidmouth, auquel il s'était adressé, avait refusé de se mettre à la tête d'un ministère anticatholique (1). Le cabinet crut dès lors de son devoir de rendre impossible le retour de semblables incidents; il demanda et obtint l'autorisation de déclarer au parlement que les mesures projetées étaient présentées avec la sanction et l'assentiment complets de Sa Majesté.

Ce fut donc par cette déclaration que Peel ouvrit

(1) Cf. Greville, *loco cit.*, p. 200 sq.

(5 mars) son discours dans la Chambre des Communes (1), dont les membres firent un accueil favorable aux intentions du gouvernement, en couvrant l'orateur d'applaudissements bruyants qu'on pouvait souvent entendre jusque dans Westminsterhall. Le bill passa facilement et sûrement par ses différentes phases; même la discussion offrit peu d'intérêt. Les whigs donnèrent sans réserve leurs voix aux propositions du gouvernement. Ils firent même taire leurs scrupules relativement à l'abolition du droit électoral des francs-tenanciers payant quarante shillings d'impôt; même en Irlande, et ce qui plus est chez O'Connell aussi, cette abolition ne trouva pas d'opposition, bien que, quelques mois auparavant, ce dernier eût déclaré qu'il aimerait mieux se remettre sous le joug des lois pénales que de sacrifier ses fidèles « quadragénaires ».

Dans la Chambre des Lords, la discussion eut un caractère plus vif, mais le résultat fut le même. Les gens inexorables du parti tory, parmi lesquels lord Eldon songeait tout au plus à une diminution de l'ancienne majorité, étaient furieux contre les apostats qui actuellement suivaient Wellington « comme des moutons » et qui, à la majorité de cent cinq voix, votaient ce dont, dix mois auparavant, à la majorité de quarante-cinq voix, ils avaient déclaré ne pas vouloir entendre parler. Un grand nombre de pairs croyaient ne pas devoir refuser l'égalité des droits aux catholiques, qui au moins étaient les amis de la monarchie, dès qu'on l'avait accordée aux *dissenters* républicains. D'autres pairs considé-

(1) Cf. *Speeches*, t. 1^{er}, p. 698 sq. Traduction allemande dans Künzel : *Leben und Reden Sir Robert Peel's*, t. II, p. 111 sq.

raient la concession comme indispensable pour tranquilliser le pays.

Wellington produisit une impression particulièrement profonde par la description que, d'après ses expériences personnelles, il fit des terreurs de la guerre civile qui, selon sa déclaration, était inévitable si le gouvernement ne prenait pas les décisions projetées (1). L'inflexible conséquence logique des *ultras* avait perdu son prestige imposant. On accueillit avec des rires la déclaration pathétique de lord Eldon par laquelle il affirma que le soleil de la Grande-Bretagne se coucherait pour toujours à partir du moment où un catholique prendrait part à la législation du pays.

L'obstiné directeur de conscience du roi espérait toujours que, par suite d'audiences répétées, il déterminerait le souverain à refuser sa sanction. Ce monarque, dépourvu de toute fermeté de caractère, avait grondé, fait entendre des plaintes, pleuré et conjuré ses amis de le conseiller et de le secourir. Mais à peine la troisième lecture fut-elle faite dans la Chambre des Lords (10 avril), que la loi reçut l'approbation royale (13 avril). « Après « tout ce que j'ai entendu dire, pas un seul jour de délai ! » disait Eldon en se lamentant et en appelant Dieu au secours de l'Église pour laquelle il le priait sans cesse (*esto perpetua*); mais, disait-il, Dieu paraissait avoir rejeté sa supplication constante. Le roi lui-même, plein d'une humeur sombre, disait, quelques jours plus tard, « que le duc de Wellington était roi d'Angleterre et « O'Connell roi d'Irlande; que lui-même passait probablement pour doyen de Windsor. »

(1) Cf. Hansard, *loco cit.*, t. XXI, col. 45.

Effets immédiats de l'émancipation en Irlande.

Il avait été impossible à Peel de considérer l'octroi de l'émancipation ni comme aussi fécond, ni comme aussi inoffensif que le disaient les avocats de cette cause. Ses craintes allaient se montrer complètement mal fondées par rapport aux dangers que, suivant en cela les préjugés populaires, il voyait en premier lieu inhérents à la mesure en elle-même. Il fut entièrement détrompé dans ses appréhensions qui lui avaient fait croire que les catholiques, après avoir obtenu l'égalité des droits, se veraient ainsi stimulés à faire tous leurs efforts pour acquérir la suprématie sur les protestants, et que leur entrée dans le parlement et dans les fonctions publiques enlèverait à la politique et à la législation du pays leur caractère national ou porterait du moins atteinte à leur caractère protestant. Pas même la moitié des sièges au parlement réservés à des Irlandais n'a été occupée, depuis l'émancipation, par des catholiques ; en moyenne, le nombre de ces derniers n'a jamais dépassé la proportion d'un seizième de tous les membres de la Chambre des Communes (1). C'est pourquoi, même les partisans les plus décidés de l'ordre politique traditionnel ont dû, dans le cours des temps, reconnaître la sagesse de cette mesure et renoncer à leurs anciens préjugés (2).

Dans un autre sens, au contraire, Peel allait voir se justifier ses deux appréhensions, même celle qui se rapportait au caractère dangereux de l'émancipation ; cependant, ces craintes ne se justifèrent pas par suite de la mesure en elle-même, mais par suite des défauts qui

(1) Cf. May, *loco cit.*, t. II, p. 405.

(2) Comp. par exemple Alison : *History of Europe*, t. IV, p. 192.

se montraient dans la manière dont l'émancipation était octroyée et par suite des fautes commises par ceux qui l'octroyaient. Elle n'allait pas devenir féconde en bons résultats, parce que les quelques bons grains qu'elle contenait étaient insuffisants et avaient été semés d'une main trop avare; elle allait devenir, au contraire, dangereuse, parce que le bon germe s'étiolait et ne pouvait pas porter de fruits. Or le danger que présentait cette mesure devait se montrer dans deux directions, c'est-à-dire par les funestes conséquences qu'elle produisait à la fois en Angleterre et en Irlande; puis, ces dangers qu'entraînait la mesure allaient produire un certain résultat, parce qu'ils renfermaient à leur tour le germe de nouveaux progrès.

En ce qui regarde les fruits attendus, les whigs poussèrent des cris de joie, dans l'*Edinburgh Review*, et bénirent le Ciel de ce qu'ils pouvaient laisser bien assuré à leurs enfants « l'héritage impérial d'un royaume-uni ». Ils prévoyaient déjà que leur entrée en Irlande serait suivie de toute une série de bons résultats : que les propriétaires absents reviendraient habiter le pays; que les capitaux anglais y afflueraient; que l'industrie irlandaise prendrait un nouvel essor; que les contributions irlandaises reflueraient dans le pays et que l'armée serait diminuée. Ces heureuses espérances devaient être trompées tout autant que les tristes appréhensions.

Le bill destiné à soulager la condition des Irlandais n'apaisa pas même pendant quelques instants l'agitation qui régnait dans cette île. Quatre mois après sa promulgation, une nombreuse assemblée de magistrats à Tipperary déclara qu'on ne pouvait assurer la tranquillité du pays qu'en renouvelant l'Acte sur les Ré-

voltes. Avant la fin de l'année, l'Irlande vit de nouveau des scènes plus brutales et plus violentes qu'il n'y en avait eu dans le pays depuis 1798, et, depuis l'émancipation, il s'est passé plusieurs dizaines d'années sans qu'il y ait eu de trêve dans les luttes armées entre catholiques et protestants, et sans que les campagnards aient fait cesser les excès sanglants auxquels ils se livraient contre les seigneurs fonciers.

En retardant cette concession pendant trente ans, et en la traînant toujours en longueur, on n'avait que trop longtemps entretenu l'enivrement de l'agitation politique. En conquérant la concession et en l'arrachant à leurs adversaires, qui avouaient qu'ils ne cédaient que pour éviter la guerre civile, les Irlandais étaient beaucoup trop remplis du sentiment de leur force et de la victoire. En outre, l'insuffisance de la concession définitive sautait trop aux yeux pour que les Irlandais eussent pu accueillir ce don par des résolutions qui auraient été une preuve de leur reconnaissance, et pour qu'ils ne l'eussent pas reçu plutôt avec une ingratitude insolente. Car enfin, c'était un don que les anciens adversaires des catholiques leur avaient présenté de bien mauvaise grâce et avec une mauvaise humeur extrêmement désobligeante ; en outre, ils firent le double aveu que, d'une part, ce n'était pas à eux que les catholiques devaient ce cadeau, mais bien aux Grattan, aux Plunkett et aux Canning et que, de l'autre, les protestants avaient simplement modifié leur manière d'agir pratique et non leur manière de voir telle qu'elle reposait sur leurs principes (1).

(1) Cf. Peel : *Speeches*, t. I^{er}, p. 667, 742.

On offrit, en apparence, une mesure de réconciliation, mais on l'accompagna de peines sans exception pour tous ceux qui, par leur activité avaient eu le mérite de concourir à sa réussite. On offensa le clergé, dans la personne de ses évêques, en leur défendant de porter le titre de leur diocèse. On supprima l'Association. On priva les électeurs de Waterford et de Clare de leur droit électoral et O'Connell du succès qu'il avait eu dans son élection. De cette manière, on infligea de profondes blessures à l'émancipation elle-même, qui avait été considérée de tous comme la condition préalable sans laquelle on ne pourrait songer à guérir les maux de l'Irlande. Mutilée comme elle était, et bien qu'elle fût un commencement de guérison, elle devint cependant un obstacle fort grave qui s'opposait à la guérison ultérieure ; effectivement, elle ne contenait pas en elle-même le germe de salut, parce que les concessions politiques et juridiques qu'elle renfermait ne pouvaient pas directement remédier à la détresse matérielle et aux besoins les plus urgents du peuple irlandais.

« L'Irlande demande du pain, disait un orateur dans la Chambre des Communes au gouvernement (1), et vous lui donnez l'émancipation ! — Vous guérissez une indisposition, disaient d'autres en accusant le cabinet et vous ne touchez pas à la maladie mortelle ! » La pauvreté des paysans était le véritable mal qui accablait le pays, et ceux qui connaissaient ce dernier et qui voulaient y porter remède demandaient à grands cris qu'on fit des lois sur les pauvres ; qu'on facilitât l'émigration.

(1) Sadler, le député pour Newark et l'auteur de : *Ireland, its evils and their remedies*. London, 1828.

gration ; qu'on favorisât le trafic et les industries ; qu'on améliorât l'instruction publique ; qu'on inaugurât une administration de la justice qui fût bon marché et efficace, et, avant tout, qu'on exemptât les catholiques des dîmes et des contributions qu'ils avaient à payer à une Église qui pour eux n'en était pas une.

La « destruction » de l'Église protestante, écrit lord Redesdale en 1822 (1), *semblerait et serait* seule un véritable soulagement pour les basses classes. Ces démagogues radicaux étaient du moins d'avis que cette théocratie pouvait toujours rendre gorge et restituer ses richesses qu'elle avait en partie volées ; que dorénavant elle pouvait bien contribuer de son superflu à l'entretien du clergé catholique dont la position n'avait été en rien modifiée par l'émancipation, ce qui était absolument contraire à l'opinion émise autrefois par Pitt.

Wellington lui-même (2) déclara, plus tard, lorsqu'il avait cessé de gouverner, que son intention avait été de fonder, en Irlande, une espèce de système social, afin de guérir les plaies de ce pays auxquelles personne n'avait touché jusqu'à ce moment. Mais, de même qu'à ses yeux l'émancipation devait être précédée de la fin de l'agitation, de même il aurait cru nécessaire, avant d'aborder cette œuvre salutaire, d'« annihiler » préalablement les agitateurs. Cette manière de voir peut avoir contribué à déterminer la conduite du duc, lorsque, cédant à la soif de vengeance peu royale de son souverain, il fit déclarer non valide l'élection d'O'Connell à Clare,

(1) Cf. *Colchester Diary*, t. III, p. 265 sq.

(2) Cf. *Memoirs of the courts and cabinets of William IV and Victoria*. By the duke of Buckingham, 1861, t. 1^{er}, p. 341.

et qu'il refusa en outre à l'agitateur l'honneur de porter la robe de soie dont Sheil lui-même put se revêtir plus tard.

Ce fut là, parmi tous les faits par lesquels on affaiblit l'émancipation, le moins important, le plus mesquin et le plus misérable, mais qui allait produire les conséquences les plus funestes pour ses auteurs. Il prouva que ni le roi, ni les ministres ne connaissaient ni le peuple irlandais, ni l'homme qui, dans sa personne, était pour ainsi dire la quintessence de sa nation. En 1825, il avait prédit que l'émancipation, si elle n'était pas donnée dans le véritable esprit de la réforme, ne ferait qu'aiguillonner de nouveau l'agitation en Irlande. Dès lors, le gouvernement lui-même aiguillonna l'agitateur à faire de sa prédiction un fait accompli.

O'Connell.

Ceux des amis de l'Irlande qui étaient remplis des espérances les plus vives s'étaient attendus à ce qu'on y exploitât l'émancipation avec une sage circonspection, comme, en 1782, on avait commencé à exploiter l'indépendance. Cette espérance devait être nécessairement partagée de tous ceux qui considéraient tous les terribles malheurs de ce pays comme la conséquence de l'oppression et du mauvais gouvernement, et l'abrutissement du peuple comme le produit naturel de la mauvaise politique et de la mauvaise législation de l'Angleterre.

Si les Irlandais n'étaient absolument que ce que les Anglais les avaient faits (1), c'est-à-dire paresseux et ignorants, uniquement parce qu'on avait supprimé chez eux l'industrie et l'instruction publique ; s'ils n'étaient

(1) Cf. Greville, *loco cit.*, p. 17 sq.

hostiles et transgresseurs des lois que par la seule raison que la haine et la vengeance avaient été provoquées chez eux par la violence et par l'insulte, la conséquence logique aurait demandé que les Irlandais eussent répondu par la confiance aux dernières mesures prises en leur faveur. A l'abolition légale des dernières oppressions exercées par la loi, le peuple irlandais aurait dû répondre par une attitude également conforme à la loi, bien que l'émancipation fût considérablement gâtée par les dispositions qu'on y avait mêlées. A la fin du gouvernement systématiquement mauvais aurait dû répondre au moins le commencement d'une attitude conciliante, d'une activité et d'une industrie intelligentes : de cette manière seulement il aurait été *possible* qu'à la place de la misère il y eût eu enfin la prospérité, et que le peuple fût sorti de son abjection pour prendre un nouvel essor.

Mais peu d'Anglais, même parmi ceux qui étaient animés des intentions les plus bienveillantes, partageaient ces espérances, parce qu'ils n'avaient pas, quant au génie de la race irlandaise, les préjugés favorables qui avaient fait naître ces espérances. Depuis longtemps, le gouvernement anglais s'était plaint de ce que chaque bienfait, prodigué à l'Irlande, le fût en pure perte; de ce qu'on y encourageât un commerce et qu'on secourût des manufactures qui ne *voulaient* ni être secourus, ni encouragés. Pitt s'était plaint de ce que les lois y fussent impuissantes, parce que l'énergie des mœurs y avait été détruite par les aveugles préjugés religieux qui existaient toujours, et par les anciennes luttes armées qui par leur fureur continuaient à désoler le pays. Les quelques rares esprits non prévenus parmi les patriotes

irlandais eux-mêmes, qui croyaient toujours que leur peuple surpassait par son génie la plupart des autres nations, ces rares esprits, disons-nous, se plaignaient cependant de ce qu'en intelligence pratique les Irlandais fussent dépassés par la plupart des autres peuples. Ils disaient que, s'arrêtant comme toutes les nations arriérées aux traditions de leur passé, ils étaient indifférents quant au présent et insoucieux quant à l'avenir ; que, par suite d'une idiosyncrasie nationale, et inaccessibles aux influences civilisatrices de l'époque, ils persévéraient d'une manière incorrigible dans leurs habitudes traditionnelles qui les poussaient à briser pleins de jactance les liens sociaux et à se soustraire à leurs devoirs de citoyens.

Ainsi, pendant la période de leur indépendance parlementaire, ils n'avaient pas résisté à la tentation de sacrifier la simple prospérité civile à des aventures politiques. De même, leurs émigrants en Amérique ont aussi peu su s'accommoder à la liberté que les Irlandais restés chez eux ont pu se résigner à l'oppression des Anglais. Sous le système des lois pénales, ils étaient abreuvés de haine et ils avaient appris à violer la loi et à se montrer peu honnêtes, défiants et rusés à l'égard de leurs oppresseurs, bien que la grande masse n'eût pas la moindre idée de droit et de loi. Au moment actuel, où ce même système venait de tomber, et sans comprendre en quoi consistait le changement qui s'était fait, ils persévéraient dans la même défiance et conservaient le même esprit récalcitrant ; ils restaient toujours les mêmes esclaves de leur imagination ardente et de leur oreille crédule ; ils écoutaient, à cette époque comme auparavant, les discours excitants de leur démagogues, et même à

l'époque actuelle avec plus d'avidité qu'auparavant, parce que leurs orateurs pouvaient dès lors flatter leur orgueil semblable à celui de don Quichotte, en lui parlant des succès de leur mouvement et de l'issue de la dernière lutte en champ clos entre John Bull et Paddy.

Le grand coryphée de ces chefs du peuple était Daniel O'Connell. Après avoir passé par trois écoles préparatoires, celle des dominicains à Louvain, celle des jésuites à Saint-Omer et celle des avocats à Dublin, il était entré dans sa carrière de démagogue, où il faisait briller trois qualités qui lui assuraient la victoire sur tous ses rivaux. Dans son extérieur imposant, dans ses traits pleins de vivacité et dans sa voix sonore, il possédait, plus que tous les autres, les dons extérieurs qui imposent et qui plaisent à la multitude. Grâce à sa mémoire fidèle, à sa compréhension facile et au flux abondant de sa parole, il avait plus que d'autres les qualités intrinsèques de l'orateur populaire. Enfin, avec son activité et son énergie, avec son talent et son patriotisme, il avait su faire pénétrer l'esprit des associations et des *meetings* anglais dans les classes autrefois immobiles de l'aristocratie et du clergé.

Quant aux basses classes, plus que nul autre il savait tantôt les enivrer par ses manières séduisantes et par les caresses qu'il leur prodiguait avec toute son amabilité personnelle : tantôt il savait les entraîner par sa langue sans frein, et les faire arriver à la passion vraie en feignant une indignation qu'il n'éprouvait pas ; tantôt il savait les ébranler par la violence bruyante de ses sorties qui ne connaissaient pas de ménagements et par l'emportement avec lequel il dénonçait les adversaires

du peuple; tantôt, il savait les prendre par leur bigoterie, en se donnant des airs de piété, en prenant une attitude cléricale et en montrant aux prêtres un respect fort humble; tantôt, au contraire, il les prenait par leur humeur batailleuse, en adoptant, comme à cette époque, le système, renié plus tard par lui, d'après lequel il était toujours prêt à se mêler d'affaires d'honneur et à aller sur le terrain, comme en 1815 où il tua en duel l'officier de marine d'Esterre du parti des orangistes, ou bien lorsqu'il poussa Peel à lui adresser une provocation.

Irriter sans nécessité un homme qui pouvait disposer d'une pareille influence et de semblables moyens d'action, c'eût été insensé dans n'importe quelles circonstances. C'eût été doublement insensé à cause du double caractère de sa nature qui faisait qu'il était facile de le pousser vers le mal et qui ne s'opposait pas absolument à ce qu'on l'attirât vers le bien. De même qu'O'Connell, en tant qu'orateur, était un homme complètement différent, suivant qu'il se trouvait devant des jurés, en face de juges savants, au sein du parlement ou en présence de l'Association, de même on trouvait dans l'ensemble de ce Protée un singulier mélange de qualités sublimes et viles, puissantes et vulgaires, terribles et méprisables, d'esprit et de charlatanerie.

De chauds partisans de l'agitateur, qui auraient voulu le voir employer sa merveilleuse influence, en véritable réformateur, pour ennoblir et pour relever le caractère national, se désespéraient en écoutant ses bruyantes plaidoiries par lesquelles il divisait les hautes classes et tournait la tête aux gens des basses classes. Ses amis les plus intimes n'étaient guère édifiés de son incon-

stance et de son manque de véracité, et, chose fort caractéristique, ses propres frères étaient les derniers en Irlande à le croire sincère. Cependant, eux aussi finirent par croire à sa sincérité, et ceux qui, plus tard, furent ses adversaires les plus violents et qui le méprisèrent le plus, durent avouer que, pendant cette première période de sa carrière comme conducteur du peuple, son but était bon et honorable, et qu'on ne pouvait douter de la sincérité avec laquelle il s'était consacré à sa tâche.

On pouvait le croire complètement absorbé par l'égoïsme personnel (1) ; mais O'Connell lui-même pouvait se rendre le témoignage « qu'il y avait, dans son âme, « un mobile plus élevé qui le faisait agir, c'est-à-dire « l'aiguillon du devoir religieux et de la récompense que « lui donnait sa conscience. » Ses ennemis l'ont condamné comme un révolutionnaire et comme un traître envers sa patrie ; ses partisans dévoués ont vu avec orgueil qu'il avait l'ambition de devenir le Bolivar, le libérateur de ses compatriotes catholiques.

« Il n'y a qu'une seule façon de traiter un pareil « homme, disait le très-vénérable Sidney Smith, qui aimait à faire le mauvais plaisant, c'est de le pendre et « de lui élever une statue sous son gibet. » Wellington, qui croyait devoir le rendre inoffensif, commençait par

(1) H. Luttrell parodia, en les appliquant à O'Connell, un passage de la petite *Ode à sainte Cécile*, par Dryden :

*Through all the compass of the notes he ran,
The diapason closing full in... Dan.*

Il parcourut toutes les notes de la gamme,
Et l'accord final se termina par... Dan (Daniel).

l'irriter à coups d'épingle en blessant son sentiment d'honneur, et cela au moment où l'on venait de placer l'agitateur et son peuple au point critique où il s'agissait de prendre de grandes résolutions et de décider leurs destinées. La fatale conséquence de la carrière extraordinaire d'O'Connell avait été que, par sa supériorité, il avait complètement écarté tous ses collaborateurs ; que, pour nous servir des paroles de Moore, « il était la puissante unité à côté d'un million de zéros » ; qu'en un mot, il représentait *tout seul* l'Irlande entière.

Quelle folie alors de blesser dans sa personne tout le pays ; de faire de sa cause celle de l'Irlande, et de l'amener, par la force, à abuser de son pouvoir ! Le démocrate pratique fit dès lors les mêmes expériences personnelles que le théoricien Bentham avait faites avant lui : si le gouvernement l'avait traité d'une manière sensée, il aurait fait de lui un serviteur utile de l'État ; mais dès qu'il le rejeta, il fit de lui un adversaire implacable. O'Connell avait paru à la barre du parlement (mai), pour demander à entrer dans la Chambre ; mais, en vertu de l'Acte du *Test*, on refusa de l'admettre et on le renvoya à une nouvelle élection.

Réélu aussitôt à Clare (juillet), il haussa la voix et commença, dans un langage farouche, une agitation bien plus extravagante et bien plus dangereuse pour l'État qu'auparavant : il demanda le rappel de l'union et l'indépendance parlementaire de l'Irlande. Jadis, il avait toujours regretté et blâmé les mouvements révolutionnaires qui s'étaient produits vers 1798 ; mais, dès ce moment où il évoqua son ancienne haine contre l'union, la démocratie vit en lui l'homme qui renouvelait précisément ces mêmes temps de 1798. Autrefois, il avait été

plus disposé à conjurer timidement les rassemblements tumultueux des sauvages troupes du peuple qu'à les évoquer étourdiment; mais désormais, plein de confiance dans la puissance de sa direction, il laissa libre carrière aux masses déchainées.

Il voyait probablement avec une joie maligne, que l'exemple d'un mouvement populaire bien organisé, tel que venait de le donner l'Irlande, était aussitôt imité par l'Angleterre (fin de 1829). Effectivement, une stagnation passagère dans les affaires y irritait les classes ouvrières dont les émeutes prenaient bientôt un caractère politique, en ce que, comme à l'époque des agitations de Cobbett, le peuple commençait à demander une transformation radicale de la Constitution.

Avec un sentiment de triomphe plus grand encore, bien qu'avec une douleur profonde, lord Eldon envisageait probablement ce spectacle. Il avait cru que les Irlandais étaient trop fins pour répondre aussitôt par de nouveaux troubles à la concession qu'on venait de leur faire en leur donnant l'émancipation; or, il était maintenant témoin de l'agitation qu'on continuait aussitôt en Irlande, et il voyait que la contagion se propageait immédiatement en Angleterre. Il avait toujours vu avec un plaisir méchant les triomphes remportés par les Cobbett sur les whigs; comment donc n'aurait-il pas été heureux de voir que les O'Connell donnaient du fil à retordre aux tories apostats? Il voyait dans tout mouvement démocratique « la majorité du peuple lâchée comme les « flots de la mer auxquels le Tout-Puissant seul pouvait « dire : Jusqu'ici et pas plus loin! »

Le principe fondamental du torysme conservateur le plus ancien était incarné dans cette manière de voir, et

ceux qui voulaient lui rester fidèles devaient, avec une conséquence logique inébranlable comme les rochers, résister à la moindre infiltration d'innovations, parce qu'elle pouvait préparer la première rupture des digues qui devaient protéger l'ordre de choses établi. Le parti intermédiaire, composé des whigs étroitement unis entre eux et des Tories modérés, trouvait que la politique particulièrement nationale consistait à se placer sur le haut de la digue pour en défendre l'intégrité, et à creuser simplement quelques rares canaux solides pour y diriger les demandes les plus pressantes de l'époque. Ce parti suivait une ligne de politique placée entre les deux extrêmes et fort difficile à reconnaître, ligne qu'on ne pouvait suivre sans péril que tant qu'on était sûr d'avoir les gardes-digue les plus vigilants et les plus prudents, qui connussent exactement l'état de l'atmosphère du moment et qui fussent très-familiers avec les éléments qu'on avait à dominer, avec leurs caprices et avec leur puissance.

Aux yeux de lord Eldon, suivre un pareil système, c'était jouer d'une manière folle et impardonnable avec ces éléments que personne ne pouvait dominer et qui, un jour, au moment où l'on s'y attendrait le moins, engloutiraient inévitablement et les gardiens et les digues sous les mêmes ruines. Ceux qui se trouvaient du côté opposé, tels que Bentham, considéraient ce système comme un rapiécetage digne de mépris. Ce philosophe aurait, au contraire, conseillé de creuser un lit vaste et suffisant pour les flots impétueux de l'époque moderne, et de satisfaire ainsi les exigences, les besoins, les idées plus saines du temps, les droits égaux et les intérêts généraux de tous les citoyens; il aurait conseillé, enfin,

de laisser passer les eaux sur les débris de la digue, minés et sapés depuis longtemps, et d'abandonner à leur fureur tout ce qui restait encore des droits et des privilèges acquis et des inégalités qui dataient des temps de la féodalité.

Jusqu'à ce moment, cette opinion extrême n'avait pas encore pu se faire entendre dans le conseil restreint des politiques anglais. Bentham n'avait pu franchir le seuil de son cabinet de savant, et Cobbett était resté sur la voie publique; le radical le plus avancé au sein du parlement, sir Fr. Burdett, savait lui-même qu'au fond il était de la nature des tories. Pour la première fois, O'Connell comme député fit entendre devant le parlement le langage impitoyable et les préceptes de la doctrine de Bentham dont il se déclara le disciple à la tribune publique. Le vieux maître fut ravi, lorsque « le grand agitateur » s'engagea à élever sa voix, dans la Chambre des Communes, à la fois pour la réforme du parlement et pour celle du droit.

Effets immédiats de l'émancipation en Angleterre.

La reprise de la question relative à la réforme parlementaire fut l'effet le plus direct que l'émancipation exerçât immédiatement sur le sol de l'Angleterre. Dans les luttes qu'ils soutinrent et par les efforts qu'ils firent pour rendre à la Chambre des Communes son caractère démocratique, pour diminuer l'influence politique de la Chambre des Lords, pour dépouiller l'aristocratie de ses bourgs pourris et pour enlever à l'Église son caractère privilégié, les whigs venaient de conquérir deux positions, le rappel de l'Acte du *Test* et l'émancipation des catholiques. Il leur restait encore à enlever la réforme parlementaire dont ils n'avaient pu s'occuper, parce que

la cause catholique avait rejeté cette question à l'arrière-plan.

Au moment actuel, la réforme parlementaire put être remise sur le tapis ; ce qui, en premier lieu, permit aux whigs de s'en occuper de nouveau, ce fut la confusion que l'émancipation avait de tout temps jetée dans les rangs des partis, et qui, au moment actuel où l'émancipation venait d'être accordée, était plus grande que jamais et avait produit un véritable schisme dans le camp des tories. Brisant les liens des plus anciennes amitiés, des relations et des intérêts politiques les mieux établis, l'émancipation avait complètement brouillé le cabinet tory avec l'élite de son parti ; de plus, elle fut cause que ceux qui autrefois l'avaient combattue avec le plus de violence durent exécuter les mesures que les partisans de Canning et les whigs, les avocats constants de cette cause, avaient préparées pour eux.

D'après les idées anglaises, les convenances semblaient exiger que le cabinet cédât entièrement, ou au moins en partie, la place à ces mêmes fractions et précisément à cause de ce même mérite qu'il venait d'acquérir. Mais, bien que le cabinet de Wellington continuât à gouverner tout à fait dans l'esprit libéral de Canning et que, à la seule exception de la réforme parlementaire, il s'efforçât de s'approprier les mesures recommandées par les whigs, le duc ne pouvait cependant pas se débarrasser de son ancienne antipathie dédaigneuse pour ce dernier, et il lui répugnait de conclure avec eux une alliance ouverte. Cependant, les whigs lui étaient indispensables pour faire triompher sa politique ; s'il rejetait leur concours d'une manière trop cassante, il devait craindre de les pousser entre les bras des ultra-

tories, avec lesquels il comptait tout à fait inutilement se réconcilier, et avec lesquels les whigs pouvaient, en outre, s'allier pour amener sa chute.

A cette époque, une semblable coalition aurait même trouvé un certain point d'union, quant aux principes, précisément dans cette demande d'une réforme parlementaire. L'émancipation des catholiques était en elle-même une première grande modification de la Constitution, une réforme des droits d'éligibilité faite au profit de tout un peuple. La restriction qui y avait été ajoutée, et qui limitait le droit de vote de la classe des francs-tenanciers payant quarante shillings d'impôts, était une modification des droits électoraux qui, bien que rétrograde, avait cependant une grande importance à cause du principe qu'elle consacrait. Effectivement, en abolissant, en vertu de considérations politiques et générales, des droits qui étaient bien établis, on reconnut ainsi de fait le principe autrefois contesté avec opiniâtreté par les tories, et d'après lequel le droit électoral n'était pas un droit privé, mais un mandat qui était donné dans l'intérêt public et qui pouvait être retiré également dans un intérêt public (1).

Si c'était là pour les whigs un puissant argument qui devait les déterminer à demander de nouveaux changements plus radicaux encore, les tories, de leur côté, puisèrent à la même source, c'est-à-dire dans la mesure de l'émancipation, d'autres convictions qui devaient les pousser également à essayer de modifier la composition du parlement. Un grand nombre de ceux qui avaient été les adversaires de l'émancipation se firent dès lors

(1) Cf. Peel : *Speeches*, t. I^{er}, p. 710.

les avocats de la réforme parlementaire, en disant, pour justifier leur conduite, qu'une Chambre qui, contrairement aux sentiments manifestes de la majorité du peuple, avait voté l'égalité des droits pour les catholiques, ne pouvait être sortie que d'un système électoral vicieux. Ce parti craignait même que la vénalité de ceux des sièges de la Chambre des Communes qui étaient attachés aux bourgs pourris de l'aristocratie ne favorisât une dangereuse affluence de catholiques au parlement.

Une mauvaise récolte et un hiver fort dur exercèrent, en outre, une pression momentanée sur l'agriculture, ce qui fut cause que beaucoup de fermiers et de propriétaires fonciers cherchèrent, comme du temps de la crise commerciale, la source de cette détresse dans la nouvelle législation en matière d'économie politique, dont ils rejetèrent la faute sur la composition défectueuse de la Chambre des Communes.

Telles furent les raisons qui firent que, dès la session suivante (1830), on présenta de nombreuses motions relativement à une réforme de la représentation nationale: Ces propositions durent, il est vrai, rester sans résultat à cause de leur divergence extrême et parce qu'il y régnait une confusion inextricable (1); mais, précisément à cause de leurs différences, qui avaient leur source dans la participation de tous les partis, elles présentaient un intérêt tout nouveau.

Au sein des partis intermédiaires, Huskisson parla en faveur d'une réforme partielle et pour l'abolition de quelques abus isolés dans la représentation; lord Howick, au contraire, se prononça contre une pareille ma-

(1) Cf. Roebuck, *loco cit.*, t. 1^{er}, p. 212-242.

nière d'agir, parce qu'elle ne ferait que fortifier le système nuisible tel qu'il existait. Lord Russell proposa (23 février) d'accorder le droit d'élection aux villes de Manchester, de Leeds et de Birmingham ; aussitôt, on lui opposa comme amendement sa propre motion de l'année précédente, d'après laquelle on devait simplement enlever le droit d'élection aux communes reconnues coupables de corruption pour le donner à d'autres villes, parce que autrement, avait-il dit, il ne voyait pas comment on pourrait limiter l'augmentation du nombre des représentants.

Dans le camp des ultra-tories les plus emportés, on remarqua le marquis Blandford, fils du duc de Marlborough, qui ne semblait se risquer sur la pente rapide de la réforme que pour se briser aussitôt contre les écueils ; il présenta (18 février) un bill détaillé de réforme, destiné à faire cesser ou, comme le disait le titre de la motion, à « régler les abus », et dans lequel il proposa entre autres choses de payer une indemnité aux représentants, ce qui était une innovation jusqu'alors inouïe.

Du côté opposé extrême parut dès lors O'Connell (28 mai), en demandant, dans des motions radicales, le suffrage universel, des sessions parlementaires de trois ans et l'introduction du vote secret. Combien les conditions dans lesquelles cette question se présentait alors ne différaient-elles pas de ce qu'elles avaient été auparavant pendant de si longues années ! Depuis longtemps, on n'avait presque plus envoyé au parlement de pétitions relatives à ce sujet ; on avait régulièrement vu échouer même toute tentative isolée, faite pour transférer à une des grandes villes, restées sans représentants, le droit d'élection qui appartenait à tel ou tel autre bourg re-

connu coupable de corruption électorale; enfin, en 1826, lord Russell, découragé par la complète tiédeur du peuple, avait déclaré qu'il présentait pour la dernière fois sa motion habituelle en faveur de la réforme.

Le changement qui venait de se produire au sein des partis annonça hautement qu'en accordant l'émancipation le cabinet n'avait pas seulement enterré le dernier débris du système défendu par un régime vieilli, mais encore qu'il avait inauguré une nouvelle politique intérieure. En outre, ce changement n'était pas isolé; en effet, ce fut aussi dans d'autres questions relatives à des réformes sociales, administratives et judiciaires qu'on vit se manifester, entre 1820 et 1830, cette mobilité et cette transformation des dispositions et des sentiments qui prouvaient que la génération de cette époque venait de se rajeunir sous l'influence d'une culture intellectuelle toute moderne.

Nous aurons à revenir, plus tard, sur la question de l'émancipation des nègres, en faveur de laquelle Wilberforce avait conclu en 1821 avec Powell-Buxton une *Sainte-Alliance*, de même qu'en 1823 il avait formé une *Société contre l'esclavage* pour faire triompher cette cause. Lorsque, pendant l'année qui nous occupe, ces hommes agitèrent cette question au sein du parlement, avec beaucoup de prudence, même timidement et en proposant simplement des mesures préparatoires, ils n'y trouvèrent aucun écho, parce que le public considérait encore les partisans de l'abolition de l'esclavage comme des enthousiastes et des fanatiques. Cependant, dès 1826, Buxton présenta au parlement une pétition couverte des signatures de soixante-douze mille habitants de Londres; lorsque, dans la session de 1830, il fit une motion plus

hardie, en demandant l'abolition de l'esclavage dans le plus bref délai, il obtint déjà une minorité considérable.

Tel avait été aussi le sort des réformes proposées, dès 1808, par Romilly et ensuite par Mackintosh qui, à partir de 1819, avait remplacé ce dernier dans ses attaques contre le système pénal avec toutes ses barbaries. Eux aussi avaient dû procéder lentement, péniblement et avec une obstination tenace et inébranlable; ils avaient dû remporter leurs victoires une à une, en combattant ce système pénal qui punissait de mort les délits les plus légers comme les crimes les plus graves, « le meurtre « d'un lièvre comme le parricide, la destruction d'em-
« pires comme celle d'une perche à houblon »; ils n'avaient réussi que fort lentement à faire abolir la peine de mort dont étaient frappés ceux qui avaient commis des vols d'une nature tout à fait insignifiante. Il ne fallut plus que quelques années encore, pour que ce « pas de « tortue » se changeât en course tellement rapide, qu'il semblait à Mackintosh avoir vécu dans deux pays tout différents et au milieu de races parlant des langues différentes (1).

Peel avait beaucoup contribué à amener cet heureux changement. S'appuyant sur les travaux d'un comité qui, sur la proposition de Mackintosh, avait été institué en 1819 et chargé d'examiner celles des lois pénales qui punissaient de mort le crime de félonie, Peel avait commencé, au nom du gouvernement, à réformer le droit criminel tout à fait dans l'esprit d'un Romilly et d'un Mackintosh. Puis, dans la session de 1830, il emporta de haute lutte que le parlement abolit la peine de

(1) Cf. *Life of Mackintosh*, t. II, p. 396.

mort qui, dans la plupart des cas, frappait les faussaires.

Si Russell avait été obligé d'attribuer à la bonne direction imprimée au gouvernement la tiédeur que le peuple avait autrefois montrée quant à la question de la réforme, et s'il avait ainsi rendu un témoignage fort honorable à l'action politique d'un Canning et d'un Peel, l'activité que ce dernier déploya en faveur de la réforme judiciaire empêcha l'agitation de se produire pendant ces années-là, dans le domaine du droit.

Stimulé par les succès qu'O'Connell venait d'obtenir, Bentham avait voulu fonder une association pour la réforme des lois (1828), et il avait essayé de transformer sa petite guerre, que pendant de longues années il avait faite aux institutions judiciaires, en une grande campagne, conduite d'après un plan méthodique et aux vastes proportions. Mais ce plan fut écarté, parce que le champion radical de la codification, tout en faisant peu de cas du système de consolidation que défendait le prudent Peel, voyait cependant avec plaisir que ce dernier était en bon chemin pour faire prendre une bonne direction à la réforme judiciaire et pour lui donner dans ce sens une impulsion quelque légère qu'elle fût.

La persévérance, avec laquelle le gouvernement continuait à marcher dans cette voie libérale, fut une des raisons qui déterminèrent les whigs à ne pas se servir pour le moment de leur force d'opposition, et d'ajourner encore l'offensive contre le cabinet. Ces ménagements leur furent d'ailleurs rendus plus faciles par la probabilité que le roi, qui se mourait lentement, cesserait bientôt de vivre et qu'on n'aurait pas à craindre que son successeur fit une opposition systématique à un cabinet whig.

La mort de George IV se faisait attendre fort longtemps ; aussi la position des partis, que rien n'avait pu concilier, devint-elle de plus en plus tendue ; même la mort du roi, lorsqu'elle arriva enfin (26 juin), ne changea en rien cet état de choses. Le nouveau roi Guillaume IV confirma les ministres dans leurs fonctions. Mais toute sa manière de penser, et même la joie que lui causa sa popularité promptement acquise, rendaient fort peu probable qu'il s'opposerait longtemps au courant de l'opinion publique ; or, cette dernière était décidément hostile au ministère Wellington.

En effet, la différence tranchée entre l'attitude actuelle du gouvernement par rapport aux affaires étrangères et la position prise autrefois par Canning ; les défaites que le cabinet venait d'essuyer dans les affaires grecques ; l'ignominie profondément ressentie de sa politique portugaise ; ses relations avec les cours continentales ; le revirement qui s'était fait dans l'opinion du monde au sujet de toute la position de l'Angleterre et qui n'était certainement pas en faveur de cette dernière : toutes ces causes réunies avaient fait naître au sein du peuple anglais un grand mécontentement et une profonde méfiance.

Cette méfiance était arrivée au dernier degré, depuis que le prince de Polignac était devenu le président du conseil des ministres en France (août 1829). Il avait été appelé de Londres à Paris ; tout le monde savait qu'il possédait la faveur de Wellington ; en Angleterre et en France, on attribuait sa nomination à l'influence du cabinet anglais et, à Paris, on n'appelait son administration que le gouvernement de Wellington. C'était en vain qu'à plusieurs reprises Peel avait démenti, dans la

Chambre des Communes, ce bruit qui certainement n'était pas sans fondement (1); rien ne put l'effacer complètement.

Surtout depuis que le gouvernement anglais avait fait instruire toute une série de procès contre le *Morning Journal*, feuille ultra-tory, qui avait comblé d'insultes le roi et les ministres (commencement de 1830), tout le monde considérait comme un fait certain que, de concert avec Polignac, Wellington avait l'intention de supprimer la liberté de la presse, et que, lors du coup d'État qu'on croyait imminent à Paris, il faudrait s'attendre à un contre-coup à Londres.

Wellington ne semblait pas avoir la moindre idée ni le moindre pressentiment de cette disposition des esprits au sein du peuple, lorsqu'il prit la résolution de dissoudre aussitôt la Chambre des Communes, qui légalement pouvait siéger encore six mois après le changement du souverain; de cette manière, il espérait fortifier sa position par de nouvelles élections. Il savait encore moins quelle était la situation réelle des autres États, et il ne s'en préoccupait en aucune façon.

Dans le discours du trône, prononcé pendant la séance de clôture (23 juillet) qui fut suivie, le lendemain, de la dissolution du parlement, le ministère fit dire au roi « qu'il éprouvait une satisfaction extrême de pouvoir « féliciter les représentants de la tranquillité générale « qui régnait en Europe ». Deux jours après, « le gouvernement de Wellington » à Paris lança imprudemment dans le monde l'étincelle qui mit le feu à toute l'Europe.

(1) Cf. Peel : *Speeches*, t. II, p. 31, 221.

7. — LES PAYS-BAS

Remarques préliminaires.

Nous avons vu de quelle manière on s'était délivré, en Irlande, d'une oppression séculaire dont l'iniquité était devenue insupportable et qu'un gouvernement protestant avait fait peser sur une population catholique ; nous avons dit de quelle façon on avait enlevé à cette oppression les derniers débris des anciennes lois sur lesquelles elle reposait. A la même époque, on voyait jouer, dans le royaume voisin des Pays-Bas, un petit drame qui fait le pendant de cette histoire de l'Irlande. Effectivement, dans ce territoire, qui venait à peine de s'organiser comme État et de transformer sa constitution politique, un gouvernement protestant se laissa aller à exercer sur la partie de la population qui était catholique une contrainte toute récente, de peu d'importance et même complètement imperceptible pour la plupart des habitants. Cependant, cette contrainte extrêmement douce, exercée dans une intention tout aussi bienveillante que le but auquel tendait l'Angleterre en Irlande avait été toujours poursuivie avec une malveillance extrême, cette contrainte, disons-nous, produisit des résistances aussi promptes qu'énergiques. Et même, grâce au concours de conjonctures favorables, ces résistances allaient amener, dès les premiers efforts faits dans ce sens, une séparation politique et le détachement des coreligionnaires lésés, but dont les

radicaux anglais les plus désespérés osaient à peine concevoir sérieusement la pensée.

Nous avons dit plus haut (Cf. t. I^{er}, p. 254 sq., 342), qu'à l'époque de la Restauration les puissances résolurent de réunir la Belgique à la Hollande et Gênes au Piémont, afin d'opposer aux empiétements de la France des boulevards plus solides sur les frontières de ce dernier royaume (1). La nature et l'histoire avaient fait que la France se trouvait entourée, sur toute sa frontière de l'Est, depuis la Méditerranée jusqu'à la mer du Nord, de ces pays magnifiquement situés et dotés, qui étaient distribués entre un grand nombre de groupes de petits peuples; ces faibles jouets de l'ambition des grandes puissances devaient, il est vrai, réveiller dans chacune d'elles le désir de les acquérir, mais il n'était donné à aucune d'elles de les posséder en toute propriété. Depuis que l'expérience avait une fois démontré quels étaient les dangers inhérents à l'agglomération des États et à leur consolidation en grandes puissances, le monde européen avait toujours montré un vif désir de maintenir l'indé-

(1) Dans l'embarras du choix que présente l'abondance des ouvrages traitant l'histoire de la Belgique, nous recommandons, en première ligne, pour le comparer à notre exposé, l'ouvrage de Huybrecht : *Le règne de Guillaume I^{er} en Belgique* (*Revue trimestrielle*, t. XIII, p. 232 sq.), auteur qu'aucune exagération de l'orgueil national n'empêche de traiter son sujet avec impartialité et sans prévention. — Comp. Théodore Juste : *Histoire du congrès national de Belgique*, 1850, et Ch. White : *La révolution belge de 1830*. Édition française. Bruxelles, 1836. — Les oppositions des partis nationaux se trouvent, dans toute leur première fraîcheur, chez Nothomb : *Essai historique et politique sur la révolution belge*, 1833, et chez Keverberg : *Du royaume des Pays-Bas*. La Haye, 1834. Le point de vue catholique le plus exclusif est représenté dans de Gerlache : *Histoire du royaume des Pays-Bas, depuis 1814 à 1830*. Troisième édition.

pendance de ces petits pays, sans prendre cependant à cet égard des dispositions durables. En outre, l'impuissance de ces derniers, qui résultait de leur neutralité, semblait mieux sauvegarder la paix de l'Europe que n'aurait pu le faire le voisinage d'un État militaire, de force égale à celle de la France, qui se serait placé à côté de cette puissance avide de conquêtes.

Cet instinct politique de l'Europe ne s'était jamais montré avec plus de vivacité et avec plus de force que précisément quand il s'était agi du sort des provinces méridionales des Pays-Bas. Au moyen âge, à l'apogée même de la prospérité et du développement de la Belgique, les ducs de Bourgogne avaient essayé d'élever dans ces pays une unité nationale sur les ruines de leurs franchises municipales et fédéralistes ; Charles le Téméraire avait voulu réunir les Pays-Bas à son duché héréditaire de Bourgogne, en conquérant les territoires qui les séparaient, et former ainsi, sur le sol le plus privilégié, une espèce de nouvelle France rhénane ; mais ce projet avorta au moment même où l'on essaya de l'exécuter. Quand Louis XI s'efforça de réaliser le plan contraire et de réunir ces pays à la France, en mariant son fils à Marie, fille et héritière de Charles le Téméraire, on vit se réveiller le même instinct et les mêmes résistances au sein du peuple qui força la jeune princesse à épouser Maximilien d'Autriche.

Depuis cette époque, la Belgique avait été placée alternativement sous le sceptre de l'Espagne et sous celui de l'Autriche ; mais toujours elle a formé un royaume secondaire et complètement séparé de l'État auquel elle appartenait, et les souverains les plus puissants ont constamment paru tout disposés à s'en débarrasser. Charles

Quint isola cet Etat, son pays natal, et le plaça comme cercle de Bourgogne, sous la protection de l'Allemagne; Philippe II le céda, en 1598, à sa fille Isabelle; enfin, Joseph II songeait à l'échanger contre la Bavière.

Effectivement, ces puissances ne pouvaient tirer de la Belgique aucun avantage au profit de leurs desseins de domination à l'intérieur, parce que ses habitants maintenaient avec une opiniâtreté inflexible toutes leurs institutions et constitutions provinciales. Lorsque Philippe II et Joseph II voulurent leur imposer la conformité politique avec leurs autres États, la révolte les força chaque fois à renoncer à leurs desseins. Ces grandes puissances ne pouvaient pas non plus utiliser la Belgique pour leurs projets de domination à l'étranger, car ce pays se trouvait tellement isolé du reste de l'Europe, que tous les autres États y avaient vu une raison suffisante pour ne pas s'opposer à son union avec l'Espagne ou l'Autriche. Mais, aussitôt que Louis XIV prit des mesures pour incorporer ces pays dans son royaume, la république des Pays-Bas n'eut pas plus de difficulté que, plus tard, l'Angleterre en face de Napoléon à former toujours de nouvelles coalitions pour la protection du territoire menacé, protection qu'une simple alliance avec la république n'aurait pu leur donner.

Avant, pendant et après ces luttes avec la France, il avait été plusieurs fois question de réunir de nouveau l'héritage de Charles Quint, de former une Néerlande du Nord et du Midi, par conséquent, d'établir le même boulevard que les puissances voulaient élever en 1814; mais la république des provinces septentrionales aimait mieux exercer une tutelle sur la Belgique que de la posséder, afin de ne pas venir en contact avec la

France. Avant et après ces luttes, quelques hommes d'État en France, tels que Richelieu aussi bien que Mirabeau, avaient désiré qu'il se formât une Belgique indépendante entre la France et la Hollande; une pareille création leur paraissait une barrière plus naturelle que l'agrandissement des Pays-Bas, parce que ce dernier devait nécessairement reposer sur la base fort peu solide d'une réunion de deux nationalités incompatibles.

Opportunité de l'union entre la Belgique et la Hollande.

Les vainqueurs de Napoléon suivirent une politique différente. Sans se demander si l'union des territoires belges et bataves était possible et opportune pour des raisons intérieures, ils la décidèrent par des motifs purement extérieurs, pour atteindre le « but européen » dont il a été question plus haut; personne ne demanda s'il y avait possibilité de fondre ces races en une seule nation, fusion que les puissances avaient décrétée une fois pour toutes, comme si un pareil résultat pouvait s'obtenir d'un trait de plume. Quelque rapprochés que fussent les uns des autres les habitants de ces deux pays, soit par leur situation géographique, soit par leurs destinées historiques, cependant, depuis la plus haute antiquité, ils avaient été séparés par la différence de leurs races; de plus, par suite de l'autonomie de leurs institutions provinciales, ils avaient existé, sous le rapport local, plutôt les uns *à côté* des autres que les uns *avec* les autres; sous le rapport du temps, la distance la plus grande les séparait dans leur développement historique.

Au moyen âge, les pays belges avaient, en ce qui concerne leur importance comme promoteurs de la civilisation générale, dépassé tous les pays de l'Europe, y compris l'Italie même. Effectivement, depuis le com-

mencement des croisades, ces provinces avaient été les intermédiaires entre l'Asie et l'Europe, de même que entre le Nord et le Sud de notre partie du monde; la ville de Bruges formait alors le centre du commerce de l'univers, et les petits princes, qui régnaient sur ces territoires, donnaient des empereurs et des rois à Jérusalem et à Constantinople, à la Bohême et au Saint-Empire romain.

Les provinces écartées du Nord n'avaient eu, pour ainsi dire, aucune part à cette brillante carrière. Vers la fin de cette époque pleine d'activité et d'animation, les deux groupes d'États au Nord et au Sud tombèrent ensemble sous la domination de l'Espagne; le despotisme de Philippe II les poussa ensuite à une insurrection commune: cependant, même à ce moment suprême du danger où l'unité aurait été le besoin le plus urgent, l'union venait à peine d'être scellée entre ces deux groupes (1576), que déjà cette première communauté, formée spontanément, fut dissoute (1579). Elle fut remplacée désormais par une division beaucoup plus tranchée à l'intérieur comme à l'extérieur, dans le régime politique comme dans les institutions civiles, dans les relations sociales aussi bien que dans la vie religieuse. Cette déchirure fut élargie encore par de nouvelles divergences dans la position historique des deux groupes d'États et finit par devenir un abîme infranchissable, dès que celles des provinces qui jusqu'alors étaient restées en arrière prirent un glorieux élan, tandis que les autres, qui jusqu'à ce moment les avaient dépassées, tombèrent dans un abaissement plein d'humiliation.

La Belgique revint à la foi catholique et retomba sous la domination espagnole, ce qui fit que, pendant plus d'un siècle, elle eut à partager avec le royaume principal

les troubles de la guerre et la ruine profonde qui désorganisèrent ce dernier. Durant cette période, le pays fut déchiré, appauvri et dépeuplé; il devint la proie du clergé, qui s'empara des trois quarts de tout le sol, qui, par la plus sombre superstition, ferma les esprits à tous les progrès de la civilisation, et qui leur enleva même tout souvenir de l'ancienne histoire et de l'ancienne grandeur du pays.

Pendant ce temps, les Provinces-Réunies du Nord, où le calvinisme s'était solidement établi à la faveur des institutions républicaines, avaient pris la position occupée jadis par la Flandre au moyen âge, où cette dernière avait été, dans la musique et dans la peinture, l'émule de l'Italie; dans les humanités et dans la réforme religieuse, la rivale de l'Allemagne; par sa puissance maritime et par ses possessions coloniales, l'adversaire le plus redoutable de l'Espagne et du Portugal; par sa liberté politique, un enseignement vivant pour l'Angleterre, et, enfin, par son commerce et par sa navigation, un modèle pour tous les peuples qui, sans exception, étaient dépassés par elle. La république hollandaise s'était ensuite attaché les provinces belges par une espèce de lien féodal, d'abord comme dépendance espagnole et, plus tard (depuis 1713), comme dépendance autrichienne. En effet, par le traité de Münster, elle leur avait fermé l'embouchure de l'Escaut, et elle avait rendu impossible leur commerce avec l'Inde; puis, en vertu du Traité des Barrières (1715), elle avait obtenu le droit de tenir garnison dans un certain nombre de forteresses belges.

A partir de cette dernière époque, les Hollandais avaient été paralysés par la puissance croissante de l'Angleterre et par des troubles intestins. S'absorbant

dans les souvenirs de leur ancienne grandeur, ils s'étaient, pendant un siècle, endormis sur leurs lauriers, ce qui ne les empêchait cependant en aucune façon de conserver le sentiment de suffisance et d'orgueil avec lequel ils regardaient leurs frères dégénérés dans les provinces méridionales.

En dernier lieu, les deux peuples avaient porté en commun le joug français; mais, même sous ce régime, les différences qui les distinguaient ne s'étaient pas effacées. Pendant vingt ans, la Belgique avait été incorporée à la France; mais la république batave et ensuite le royaume de Hollande, bien que soumis à la France, n'étaient de nom que les alliés de cet empire. Pendant les quelques années (1810-1814) où les provinces du Nord avaient été également réunies à la France, ce contact plus intime des deux peuples avait plutôt augmenté qu'adouci les antipathies qui les séparaient.

Lorsque le pays fut délivré de la domination étrangère, la différence dans la nature des deux peuples et dans leur position historique s'était de nouveau fait valoir. A peine un mois après la bataille de Leipzig (novembre 1813), les Hollandais avaient secoué la domination française par un soulèvement à la vérité fort mou et sans couleur nettement accusée, mais qui pour les alliés valait une campagne victorieuse sur leur extrême aile droite. Puis, le peuple avait remis le gouvernement entre les mains de Hogendorp, de van der Duyn et de Stijrum; jugeant d'une manière fort juste non-seulement leur époque avec ses tendances hostiles aux républiques, mais encore la politique des grandes puissances, ces hommes étaient d'accord avec le peuple silencieux, en pensant qu'il fallait revenir à la maison d'Orange et

à des institutions monarchiques et constitutionnelles.

On rappela le fils du dernier stathouder héréditaire Guillaume V; le jeune prince arriva sans délai d'Angleterre (30 novembre). Agissant avec une grande sûreté de décision, il accepta la dignité de prince souverain; puis, il mit à profit cette circonstance favorable que, sous Napoléon, on avait conservé les corps de l'armée hollandaise, tels qu'ils avaient existé sous le roi Louis, et il arma dans l'espace de quatre mois une troupe de vingt-cinq mille hommes. Dans le même bref délai, il fit publier une Constitution, esquissée par Hogendorp, rédigée par une commission et adoptée par une assemblée de notables (30 mars 1814); de cette manière, il entra avec des faits entièrement accomplis dans les conseils de l'Europe régénérée.

Complètement différente avait été l'attitude de la Belgique. Privée d'un chef qui eût pu la diriger et abandonnée de son ancien maître, l'empereur d'Autriche, elle avait laissé passer cette grande époque décisive, comme l'avait fait la Pologne en 1812 et comme le fit au même temps l'Italie, avec une entière indifférence à l'égard de ses propres destinées, et sans être d'accord avec elle-même quant à ses vœux pour l'avenir. On vit sortir de leurs cachettes et de tous les coins les éléments théocratiques et féodaux, que le niveau de la République française avait fait disparaître en transformant violemment l'ancien état de choses et les anciennes idées, sort qu'elle avait également fait subir aux institutions oligarchiques en Suisse.

Une partie de l'aristocratie, du clergé et des anciennes représentations communales désirait retourner sous le sceptre de l'Autriche. Une autre partie de la population,

la nouvelle noblesse terrienne et l'aristocratie d'argent de fraîche date, les acquéreurs de biens nationaux auraient désiré rester réunis à la France. D'autres encore se résignaient à se voir rattacher à la Hollande. Personne n'osait même concevoir l'idée de l'indépendance nationale. Une députation de Bruxelles avait eu le courage de proposer éventuellement au quartier-général de Chaumont (février) l'indépendance de la Belgique sous un prince autrichien ; mais cette proposition était simplement le résultat de l'irritation que les démarches malsadroites d'agents hollandais en Belgique avaient fait naître dans les esprits, surtout dans les rangs de la noblesse.

Par suite de cette perplexité dans laquelle se trouvaient les Belges, les alliés n'avaient guère eu de difficulté à disposer du territoire belge comme d'une terre conquise, sans interroger ni écouter la population, et à l'assigner à la Hollande comme « un accroissement de territoire », selon le terme fort mal choisi du traité de Paris (30 mai) et qu'on se repentit bientôt d'avoir employé. Effectivement, on réveilla ainsi l'orgueil national des Hollandais, et on leur suggéra, dès le principe, l'idée de considérer leur ancienne république comme le noyau naturel du nouvel État et la masse belge, qu'on venait d'acquérir, comme une espèce de pays soumis.

Les premiers symptômes par lesquels se manifesta cette manière de penser aiguillonnèrent naturellement toutes les susceptibilités de la jalousie belge et firent craindre aux habitants des provinces ainsi acquises, que leur union avec la Hollande ne devînt une nouvelle domination étrangère, crainte qui était précisément le point le plus chatouilleux dans le caractère belge. Bien que n'é-

tant jamais arrivés à former un ensemble politique bien lié, les Belges n'avaient cependant jamais perdu leurs particularités nationales. Grâce à la puissance de leurs antiques institutions, ils n'étaient devenus ni espagnols sous la domination des Espagnols, ni autrichiens sous celle de l'Autriche. Ce n'était que sous le règne des Français, qu'ils avaient vidé jusqu'au fond la coupe de la véritable domination étrangère, et cette expérience les avait rendus plus irritables, plus ombrageux et plus susceptibles à l'égard d'une nouvelle expérience du même genre.

De même que ces souvenirs de l'époque la plus récente mettaient les Belges, dès le principe, en opposition avec leurs « frères du Nord », de même il y avait une cause de froissements dans presque toutes les particularités qui leur étaient restées de leur dernière union avec la France et qu'ils conservaient dans leur nouvelle position. Ils devaient à leur commerce avec les Français, et à l'influence que ces derniers avaient exercée sur leur existence privée, une plus grande habileté, un plus grand savoir-faire et une plus grande finesse dans leur culture extérieure, ce qui leur donnait un sentiment de supériorité sur la roideur lourde et aristocratique des Hollandais qui vivaient à l'écart dans leur presqu'île. Ils devaient encore aux Français leur culture politique plus libérale, qui les avait ramenés dans le monde réel en leur ouvrant les horizons réels de leur époque et en les rendant accessibles aux idées modernes sur le droit et sur l'État.

Même ceux des Hollandais dont l'esprit était plus libéral que celui de leurs compatriotes (1) trouvaient que

(1) Tels que le comte van der Duyn. Cf. Sirtema van Grovestins :

ces derniers avaient beaucoup trop tôt devancé les autres nations dans la liberté morale et politique. Ils pensaient que, se contentant beaucoup trop tôt de ses conquêtes, leur peuple s'était arrêté à mi-chemin et avait incomplètement développé sa liberté, son esprit de tolérance et sa culture intellectuelle, de sorte qu'il était actuellement dépassé par les autres nations. Il leur semblait que leurs compatriotes vivaient encore au milieu du dix-huitième siècle, tandis que les habitants des provinces méridionales leur paraissaient, en bonne partie, être les véritables enfants de l'époque actuelle. En un mot, le peuple du Sud, qui historiquement avait devancé même les Hollandais pour tomber avant eux dans une décadence plus complète, semblait s'être reposé plus longtemps, et avoir puisé dans cette longue inaction des forces vitales plus fraîches pour prendre un nouvel essor.

L'opposition de beaucoup la plus grave entre les Belges et les Hollandais, la différence religieuse, avait été un peu effacée, il est vrai, par l'indifférentisme que l'union avec la France avait fait naître dans les provinces wallonnes de l'Est. Mais, au sein du clergé, l'ancien fanatisme avait été attisé de nouveau, à trois reprises, pendant les vingt-cinq dernières années : d'abord par les actes arbitraires de l'empereur Joseph, ensuite par le scepticisme outré de la République française, et, enfin, par les tendances antipapistes de Napoléon.

A côté de la séparation sur le domaine religieux, il y avait le gouffre béant de la différence des langues qui, comme on pouvait le prévoir, devait toujours maintenir

vivant le sentiment de la division entre les deux peuples dans les assemblées des états et dans les cours de justice. Même en Flandre, où la conformité de la langue nationale et des mœurs était une raison puissante pour faire espérer qu'on arriverait promptement à réconcilier les deux races, les habitants rougissaient de leur idiome flamand fort imparfait qu'ils avaient désappris sous la domination française.

En ce qui concerne les institutions judiciaires, les Belges s'étaient habitués à la publicité des débats et au jury, parce qu'ils avaient dû les pratiquer pendant un certain espace de temps ; les Hollandais, au contraire, n'avaient supporté l'institution du jury que pendant une période fort courte et lui avaient opposé une vive résistance.

Sous le rapport de l'économie politique, l'agriculture et l'industrie belges avaient atteint une grande prospérité pendant que la domination française leur avait ouvert le vaste marché de l'Europe continentale. Tout autre devenait leur position depuis que les fabricants belges étaient unis par les mêmes liens politiques aux possesseurs des factoreries hollandaises. En effet, les uns demandaient une liberté de commerce aussi illimitée que possible, tandis que les autres voulaient qu'on élevât aussi haut que possible les droits protecteurs : de sorte que chacun des deux partis considérait les avantages des uns comme une atteinte portée aux intérêts des autres. Dans ces circonstances, ceux des hommes d'État hollandais qui étaient animés des sentiments les plus équitables et les plus bienveillants comprenaient eux-mêmes qu'en ce qui regardait l'industrie, les langues et les religions, il se passerait encore des années avant qu'on pût faire

disparaître cette séparation naturelle qui subsistait au moment actuel et qui avait existé de tout temps.

L'homogénéité intrinsèque des sentiments aurait pu faire disparaître l'antagonisme des intérêts matériels, et la communauté des intérêts aurait pu effacer les antipathies intimes qui séparaient ces deux peuples. Mais aucune de ces forces qui produisent l'union n'agissait sur ces races hétérogènes qui, sans être interrogées par les puissances sur leurs inclinations mutuelles, furent forcées par elles de contracter cette union politique que venaient d'imaginer les diplomates et pour laquelle les deux parties intéressées apportaient des dots aussi inégales que possibles. La Hollande avait une dette de 2 milliards de florins, tandis que la Belgique n'avait contracté, du temps de la domination autrichienne, qu'une dette de 32 millions. Tout en prétendant à la suprématie, la Hollande n'entraînait dans la population totale du nouvel État que pour un tiers et la Belgique pour les deux autres tiers; cette seule disproportion montrait, d'une manière pour ainsi dire palpable et avant qu'on eût même fait la moindre expérience, qu'il était impossible pour les deux races de vivre ensemble en paix et à la satisfaction de tous.

En effet, si pour l'assemblée commune des états les deux pays devaient fournir chacun un nombre égal de représentants, il était presque certain qu'avec le concours de quelques transfuges parmi les Belges, on donnerait à toutes les mesures un caractère exclusivement hollandais; si le nombre des députés devait être, au contraire, en proportion de la population, on ne pouvait douter que le nombre supérieur des députés représentant les provinces méridionales ne favorisât exclusivement les intérêts belges.

Malgré toutes ces difficultés presque insurmontables, il n'y eut, en réalité, qu'un très-petit nombre d'hommes, doués d'un esprit prophétique ou versés dans l'étude de l'histoire, qui augurassent mal de cette union politique si mal assortie. Les diplomates, ces hommes pratiques de par leur privilège, qui étaient habitués à faire de la politique sans l'histoire et un État sans le concours du peuple, considéraient leur création comme un chef-d'œuvre qui renfermait toutes les conditions d'une existence heureuse et durable. On espérait qu'avec quelques ménagements de la part des gouvernants et avec un peu de patience de la part des gouvernés, il serait facile de vaincre les préjugés et les différences naturelles qui, au fond, n'étaient pas plus grands entre Hollandais et Belges qu'entre Flamands et Wallons.

Effectivement, dans les premiers temps, le destin semblait assez disposé à donner raison à ces opinions couleur de rose. Le prince souverain, Guillaume I^{er}, avait visité les provinces belges (septembre, octobre) immédiatement après que l'union avait été proclamée par le traité de Londres (20 juillet); malgré la froideur que montrait le peuple et malgré le mécontentement qui régnait dans les classes éclairées, le prince avait su personnellement gagner bon nombre de ses futurs sujets. Il avait commencé par faire entrer dans les postes importants des hommes influents qui représentaient toutes les nuances politiques; dès le principe, il s'était occupé d'améliorer le sort de ceux des ecclésiastiques qui avaient le plus souffert par leur appauvrissement. En outre, il était entouré d'agents qui étaient les partisans exaltés de l'union, tels que le conseiller d'État Falck; celui-ci commença aussitôt à travailler en faveur de l'union des loges

franc-maçoniques et, pour donner un bon exemple, il épousa une catholique belge qui, jusqu'à la fin de ses jours, rivalisait de zèle avec son mari dans la propagande en faveur des idées de l'union.

A ce moment, le sort voulut que le grand proscrit quittât l'île d'Elbe et revînt sur le sol français (1^{er} mars 1815), faveur de la fortune que le prince d'Orange sut exploiter avec une habileté consommée. Il annonça (16 mars) à ses Néerlandais que, se trouvant dans la nécessité de fonder aussitôt le nouvel État dont la création avait été décidée par les puissances, et se voyant débordé par les événements, il acceptait le sceptre royal sans attendre les décisions formelles du congrès de Vienne. Cependant, l'ambassadeur extraordinaire du prince à Vienne, van der Capellen, lui avait déjà communiqué les points les plus importants de ces résolutions qui l'autorisaient à tenir cette conduite (1).

En même temps, le prince fit accélérer la rédaction du traité (31 mai) qui réglait l'union des deux pays, et il nomma une commission (22 avril), chargée d'ajuster la loi fondamentale de la Hollande à l'État commun. Pour combler ces faveurs du destin, la dernière victoire décisive contre Napoléon fut remportée sur le territoire belge, à Waterloo, avec le concours de la jeune armée néerlandaise. Cette bataille forma un premier lien qui rapprocha davantage les deux peuples nouvellement réunis ; l'anniversaire de ce jour fut toujours célébré dans la suite avec le plus grand enthousiasme.

La position du roi se trouvait ainsi consolidée d'une manière extraordinaire. Son fils, le prince Guillaume

(1) Cf. Sirtema van Grovestins, *loco cit.*, p. 300.

d'Orange, qui avait été blessé dans la bataille de Waterloo, devint l'idole du peuple belge. Son extérieur chevaleresque, son affabilité tout amicale, l'amabilité polie de ses manières le rapprochaient d'ailleurs davantage du naturel méridional et lui gagnaient tous les cœurs. La prédilection ouvertement montrée pour la Belgique cimentait de la manière la plus naturelle la nouvelle union entre le peuple et la dynastie. Peu à peu, on aurait donc pu croire que le mécontentement, causé d'abord par l'union, ne pouvait s'être conservé que chez quelques critiques et chez quelques obscurantistes incurables.

La loi fondamentale des Pays-Bas réunis.

De cette manière, il s'offrit donc des conjonctures favorables qui peut-être auraient malgré tout permis à une politique réellement généreuse et grande de triompher peu à peu de toutes ces oppositions dans le caractère des deux nations. Une pareille politique aurait eu le choix entre deux voies différentes. La première aurait été celle de la neutralité. Pour les premiers temps, elle semblait être inévitablement indiquée par la simple inégalité dans la proportion du chiffre des populations respectives ; elle aurait consisté dans l'union personnelle et dans l'administration séparée des deux parties, jusqu'à ce que, peu à peu, sans contrainte aucune et dans quelques branches isolées de l'administration, on eût pu arriver à des institutions communes et que la fusion se fût faite graduellement, d'elle-même, sans qu'on la fit d'en haut.

L'autre voie, qui en apparence était contraire aux Hollandais, a été indiquée par un auteur appartenant à cette nation même (1) : elle aurait consisté à négliger

(1) Cf. Sirtema van Grovestins, *loco cit.*, p. 92.

plutôt un peu les intérêts hollandais que ceux des Belges, parce qu'un mécontentement, qui se serait produit au sein du peuple auquel appartenait la famille régnante, n'aurait jamais pu présenter les mêmes dangers que quand il se serait formé dans les provinces du Sud (1). En suivant cette seconde voie, on aurait déterminé le prince d'Orange à résider à La Haye comme gouverneur général des provinces septentrionales, tandis que le siège du pouvoir royal aurait été à Bruxelles, où le nouveau souverain aurait pu braver, dès le principe et dans son voisinage le plus immédiat, la coalition de préjugés, de l'esprit national et des intérêts des classes et des castes qui menaçait de se former dans cette ville.

Mais tel n'était pas le point de vue auquel s'étaient arrêtés dans leur sagesse les diplomates des grandes puissances, le roi des Néerlandais et ses hommes d'État. Telle n'était pas non plus la manière de voir de lord Clancarty qui avait mûrement pesé et rédigé les divers points de vue de l'union, ni celle de Falck (2) qui s'estimait le plus heureux de tous les hommes lorsqu'il rédigeait les huit articles du traité qui fondaient, pour ainsi dire, le nouveau royaume sur la base des commandements de l'Europe.

D'après l'article 1^{er} de ce traité, la fusion de la Hollande et de la Belgique devait être intime et complète,

(1) De cette opinion est aussi Huybrecht et elle n'était pas étrangère au roi lui-même, au moins à une époque postérieure, lorsqu'il était déjà tout aussi détesté qu'il avait été aimé dans les premiers temps et lorsque, après avoir perdu la Belgique et non au commencement de l'acquisition de ces provinces, il était assez courageux pour braver tous les préjugés hollandais, en épousant une catholique belge.

(2) Cf. *Brieven van A. R. Falck*. — 's Gravenhage, 1837.

de sorte que les deux pays ne formeraient qu'un seul État régi par la Constitution de la Hollande accommodée à cette nouvelle organisation. Aucun changement ne devait être introduit dans ceux des articles (133 sq.) de cette loi fondamentale qui avaient trait à la religion et qui assuraient une égale protection à toutes les confessions existantes dans le pays. Les états généraux devaient siéger alternativement dans une ville hollandaise et dans une ville belge.

La solution de la question fatale relative à la représentation se trouvait déjà cachée dans un seul motif : les deux pays devaient être représentés « convenablement » (mais non proportionnellement). On devait accorder (art. 4, 5) à tous les habitants les mêmes avantages et les mêmes droits commerciaux. Les Belges devaient être admis au commerce et à la navigation dans les colonies hollandaises ; en revanche, la Belgique devait (art. 6) prendre sa quote-part de la dette hollandaise, contractée en partie pour la conservation des colonies, dont les avantages devaient également profiter à la Belgique. Les articles 7 et 8 leurraient ensuite cette dernière d'avantages apparents, en ce qu'on y chargeait le Trésor d'État des frais de la nouvelle frontière militaire, bien que cette dernière ne fût nécessaire que pour la protection particulière de la Belgique, tandis que les dépenses nécessitées par la construction et par l'entretien des digues devaient être supportées par les contrées qui y étaient directement intéressées.

Le rusé prince d'Orange n'avait publié ces articles du traité avec leurs dispositions coercitives qu'au moment où les effets produits par la victoire de Waterloo étaient encore dans toute leur fraîcheur (18 juillet), et lorsqu'il

put, en même temps, annoncer que la commission, instituée en avril, avait déjà achevé la révision et la rédaction de la commune loi fondamentale. On avait enjoint à cette commission de ne rien changer aux dispositions des huit articles, ni aux principes fondamentaux de la Constitution hollandaise.

Quant à la loi fondamentale, promulguée l'année précédente pour la Hollande, le baron Hogendorp l'avait un peu accommodée aux anciennes formes républicaines, en conservant les termes d'états généraux et d'états provinciaux, et en réservant à ces derniers le droit de nommer les membres pour les états généraux. Sous la pression du moment, la commission consultative des Hollandais de cette époque avait accepté ce projet à la hâte et sans faire d'objections essentielles; en effet, il lui était présenté par l'auteur de l'insurrection de 1813, homme qui jouissait d'une haute considération, que nul autre ne surpassait en connaissances politiques, dont le caractère honorable n'était égalé par personne, qui, en outre, était rempli d'un besoin de dominer despotique et qui était habitué à imposer ses arrêts comme ceux d'un oracle.

La Constitution était entièrement conçue dans le dessein de mettre entre les mains du roi la plus grande somme de pouvoir; la constitution communale révisée, mais discutée avec la même précipitation et avec la même légèreté par la commission mixte, qui était composée de vingt-quatre membres belges et hollandais, fortifia encore ce caractère fondamental de la Charte. Celle de la Hollande, pas plus que la Constitution commune, ne parlait de la responsabilité ministérielle. La représentation, telle qu'elle était organisée par

la Charte commune, était fondée sur le système de deux Chambres que ne connaissait pas la Constitution hollandaise. Les quarante ou soixante membres de la Première Chambre devaient être nommés à vie par le roi. Ces deux défauts, l'absence de l'hérédité ou de l'éligibilité partielle des membres de la Première Chambre et ensuite le manque de la responsabilité ministérielle, enlevaient à la Charte sa véritable force constitutionnelle.

L'égalité du nombre proportionnel des représentants, tel qu'il avait été fixé, c'est-à-dire cinquante-cinq députés pour la Belgique et cinquante-cinq pour les provinces septentrionales, fut interprétée par les Belges comme un « coup d'État permanent » à leur préjudice. Le budget des dépenses devait être approuvé (art. 121 sq.) par les états généraux ; mais les dépenses ordinaires, c'est-à-dire *toutes* les dépenses, à l'exception de celles qui dépendaient de circonstances extraordinaires et de celles que nécessitaient les besoins du département de la justice, devaient être votées pour une période de dix ans, ce qui rendait impossible tout contrôle sérieux des finances. Il était permis de rejeter les projets de loi, mais non de les amender. L'inamovibilité des juges était exprimée plus clairement dans la Constitution hollandaise (art. 113) que dans la Charte commune (art. 186) ; mais le roi voulait ajourner l'exécution de cette disposition jusqu'au moment où la législation commune et les règlements judiciaires seraient achevés. Ces retards devinrent le sujet de plaintes continuelles, après qu'en 1819 et 1820, un premier projet relatif à l'organisation judiciaire avait été rejeté.

On avait aboli par une simple ordonnance (6 nov. 1814) l'institution du jury que trois États allemands n'osaient

pas supprimer dans les territoires qui leur étaient échus en partage après qu'ils avaient été pendant quelque temps sous le sceptre français. En ce qui concerne l'interrogatoire subi par des témoins, la publicité des débats judiciaires fut écartée, d'abord en 1817 et, plus tard, dans le projet de la loi pénale de 1827.

La liberté de la presse se trouvait inscrite dans la loi fondamentale (art. 227); mais, sous le prétexte qu'on avait à craindre le danger d'une invasion napoléonienne, on l'avait de fait confisquée par une ordonnance excessivement sévère (20 avril 1815). En vertu de ce décret, on institua un tribunal extraordinaire pour connaître de tous les délits d'une nature excitante et commis soit par des écrits, soit par des paroles, soit par des actes. Dans les dispositions pénales qui accompagnaient cette ordonnance, on poussait les rigueurs jusqu'à punir les délits de presse par une exposition au pilori, par la flétrissure au fer chaud, par un emprisonnement qui pouvait durer six ans et par une amende de 10,000 francs.

Il y avait donc dans cette loi fondamentale et à côté d'elle assez de règlements et d'ordonnances qui auraient pu déterminer les états et les notables, convoqués pour les sanctionner, à les soumettre à une révision fort rigoureuse. Les états généraux de Hollande, auxquels le roi présenta la loi en premier lieu (8 août), l'acceptèrent à l'unanimité. Quant aux Belges, on ne les avait pas consultés au sujet des huit articles, parce qu'on avait trouvé que c'eût été « trop d'embarras »; même au moment actuel, la nombreuse assemblée de notables belges, à laquelle on présenta la Constitution, ne devait pas soumettre à ses délibérations celles des dispositions de la Charte qui découlaient de ces articles.

Cette assemblée avait été convoquée à Bruxelles ; mais des seize cent trois membres qui devaient la composer, il n'y eut que treize cent vingt-trois qui vinrent (18 août). Ce moment d'un caractère tout particulier fut, pour ainsi dire, l'acte de bénédiction nuptiale donnée à la nouvelle union politique. Il arriva ce qui pour le roi devait être l'embarras le plus cruel et un affront reçu en public : l'une des deux moitiés qui s'étaient engagées à la vie commune dit simplement : *Non!* Une majorité de sept cent quatre-vingt-seize voix, contre cinq cent vingt-sept, rejeta la loi ; cent vingt-six des adversaires déclarèrent expressément que leur vote avait été uniquement déterminé par celles des dispositions de la loi qui se rapportaient au culte ; or, c'étaient précisément celles-là qui devaient être consacrées par les huit articles.

Le roi était surpris et profondément irrité. Il hésita pendant un instant ; mais ensuite il marcha en avant, malgré les scrupules des personnes de son entourage qui ne se cachaient pas la position fâcheuse dans laquelle se trouvait une loi fondamentale qui, par de semblables causes, faisait naître des froissements de cette nature. Le monarque ajouta les voix de la sixième partie des notables, c'est-à-dire de ceux qui n'avaient pas paru, aux voix de ceux qui avaient rendu un vote affirmatif ; puis, il ôta du nombre de ceux qui avaient voté négativement les cent vingt-six qui rejetaient ce qu'ils ne devaient pas rejeter et, après avoir accompli ce tour de force, il déclara que la Constitution avait été adoptée (24 août).

Résistances au sein du clergé belge.

La résistance émanait du clergé, de cette race incorrigible qui, en voyant le revirement opéré par l'époque de la Restauration, croyait que le temps était venu, en

Belgique comme dans tous les pays latins, de reprendre ses projets ambitieux. Il s'agissait pour lui d'arriver à l'indépendance théocratique par une dotation, à l'influence séculière par les écoles et de revenir vers ce sombre esprit exclusif dont, trente ans auparavant, l'université de Louvain avait donné l'exemple dans ce pays, en déclarant à l'archiduc Albert « que la tolérance était « une source de désordres perpétuels, parce que la religion catholique considérait tous les hérétiques comme « inévitablement frappés de la condamnation éternelle ».

L'évêque de Gand, prince Maurice de Broglie, homme du monde et d'une grande fermeté de caractère, avait été autrefois favorisé par Napoléon; mais, depuis que ce dernier avait empiété sur les prérogatives de la théocratie romaine, il était devenu l'adversaire de l'empereur et le martyr de ses convictions; au moment actuel, il était bourbonnien et ne cachait pas le désir de voir la Belgique placée sous le sceptre de Louis XVIII. Dès que l'union avait été officiellement proclamée (8 oct. 1814), il avait fait adresser, par ses vicaires généraux, au congrès de Vienne un Mémoire dans lequel ils proposaient l'exclusion des cultes dissidents, de même que le rétablissement des anciens privilèges de l'Église, des dîmes, des couvents et des jésuites.

Peu de temps avant la réunion des notables, les chefs des cinq diocèses (1) avaient présenté au roi une protestation commune (28 juillet 1815) contre la dangereuse innovation dont le but était d'établir l'égalité des droits pour toutes les confessions, égalité que la violence seule pourrait introduire et que Joseph II avait inutilement

(1) Cf. de Gerlache, *loco cit.*, t. II, p. 58.

essayé de faire triompher. Dans des lettres pastorales, adressées au clergé et aux fidèles de leurs diocèses, Broglie (2 août) et l'évêque de Namur (11 août) avaient protesté contre ceux des articles de la Constitution qui étaient hostiles à l'Église, et ils avaient ouvertement engagé leurs ouailles à voter contre eux.

Cette excitation cléricale menaça de faire avorter, au moment même de son premier épanouissement, l'alliance fraternelle scellée par la bataille de Waterloo. L'effet produit par ces mandements épiscopaux était tellement grand, que les personnes de l'entourage du roi doutaient qu'il y eût, dans le diocèse de Gand avec son million d'âmes, un seul notable qui osât voter pour la Constitution, quand bien même ses convictions l'y pousseraient. Cependant, on s'était consolé en voyant que cette excitation ne produisait aucun effet dans les provinces orientales et parce que, au sein de la commission consultative, tous les douze Belges avaient voté en faveur de la loi fondamentale. Ce qu'on n'avait pas espéré était arrivé néanmoins. Afin de battre le fer pendant qu'il était chaud, les évêques publièrent, immédiatement après le vote des notables, un Mémoire théologique dans lequel ils flétrissaient comme une trahison des intérêts les plus chers de la religion tout serment, prêté à la Constitution qui donnait à un roi non catholique le droit épiscopal de régler l'instruction publique. Ce fut là un appel en toutes formes à la résistance ouverte, appel qui effraya tous les hommes craintifs et désireux de vivre en paix avec l'Église et avec leurs familles, et qui les empêcha d'accepter des fonctions qui exigeaient la prestation du serment constitutionnel (1).

(1) Keverberg, *loco cit.*, t. 1^{er}, p. 433.

Ces exemples remontaient jusque dans les hautes sphères : en effet, le comte Mérode Westerloo, qui sous Napoléon avait été sénateur et maire de Bruxelles, et qui au sein de la commission avait approuvé la Constitution que son fils Henri, en sa qualité de notable, venait de rejeter (1), ce même comte refusa à ce moment un siège dans la Première Chambre.

A La Haye, on était tenté d'intervenir énergiquement ; mais on craignait de « manquer le juste milieu entre la « faiblesse et une sévérité inopportune » ; on trouvait que le seul parti à prendre, pour lequel on avait dans ce moment les forces nécessaires, était de fermer les yeux. En se faisant réciproquement des concessions quant aux formes, on réussit à sortir de ce mauvais pas. Le comte Méan, archevêque désigné de Malines, vieillard débonnaire et un peu borné, prêta le serment avec la réserve tacite, qu'il ne fit connaître qu'au roi, que le pape n'y mettrait pas d'obstacle. Lorsque ce dernier insista effectivement sur une modification du serment, le prélat déclara (18 mai 1817) que, s'il avait promis selon la formule prescrite de protéger toutes les communautés religieuses, il n'avait entendu cette protection que dans le sens politique du mot. Si le roi avait accepté la réserve faite par l'archevêque, le pape agréa cette interprétation, et la difficulté se trouva levée.

Les ecclésiastiques, qui n'osaient pas trop attendre du pape, offrirent dès lors partout de prêter le serment demandé. Peut-être la remarque faite à Rome, qu'on ne devait pas pousser le roi aux dernières extrémités, avait-

(1) Cf. Thonissen : *Vie du Comte Félix de Mérode*. Louvain, 1861, p. 54.

elle déjà contribué à engager la curie romaine à faire ces concessions, Pendant l'intervalle (fin de 1816), l'évêque de Gand avait été mandé devant une commission de conseillers d'État, pour s'y justifier au sujet de toute une série de violations de la loi. Il essaya de le faire, en présentant une objection juridique portant qu'il ne reconnaissait pas la loi fondamentale. Mais le roi, montrant plus de courage que ses ministres, qui ne croyaient pas être sûrs des juges, n'eut de repos qu'il n'eût remis le prélat entre les mains du procureur général.

Lorsque l'abbé de Foere, qui avait défendu Broglie par ses publications, fut cité devant la commission extraordinaire, instituée en 1815, pour qu'il eût à répondre d'un grand nombre d'articles insultants qui avaient paru au *Spectateur* (février 1817), on vit aussitôt dans l'exécution de cette ordonnance un acte de violence à l'adresse de tout l'épiscopat (1). En effet, peu de temps après (10 juin), Broglie lui-même fut cité devant la cour d'assises de Bruxelles à cause de son Mémoire doctrinal du mois d'août 1815 et pour se justifier d'autres mesures arbitraires. L'évêque, déclinant la compétence du pouvoir séculier, ne parut pas; il fut condamné par contumace à la déportation. Le jugement fut affiché, avec une brutalité recherchée, sur la place publique, entre deux sentences qui contenaient la condamnation de deux criminels vulgaires (19 novembre).

Jusqu'à ce point, le roi avait réussi à satisfaire sa vengeance. Mais, lorsqu'il fit inviter les vicaires généraux de Gand à prendre en main l'administration du diocèse vacant, ils s'y refusèrent; ils continuèrent à cor-

(1) Cf. de Gerlache, *loco cit.*, t. II, p. 86.

respondre avec leur supérieur, qui demeurait à Paris, et ils publièrent ses lettres pastorales. Pour ces faits, on les cita, à leur tour, devant les assises; mais la cour les acquitta (12 mai 1821), car l'opinion publique était, dès lors, entièrement de *leur* côté. La plaie envenimée était restée ouverte.

Premières dispositions des esprits.

Ces événements étaient un présage extrêmement fâcheux pour le nouvel État qu'on venait d'inaugurer; l'incompatibilité de ses éléments constitutifs semblait déjà prouvée. Cependant, dans les cercles influents, on ne voulait pas reconnaître cette vérité désagréable. Comme, en dehors de la Flandre, l'opinion publique ne s'était guère émue de la révolte de l'évêque de Gand ni de sa condamnation, on pouvait facilement oublier ou mal interpréter l'expérience qu'on venait de faire. Le roi fut ainsi amené à se faire une double illusion : il conclut de là à l'indifférence politique de la population superficielle en Belgique et à l'isolement du clergé obscurantiste, dont la réforme intérieure pouvait lui paraître comme une tâche d'autant plus importante à laquelle il devait consacrer toute son activité de souverain.

Nulle part ailleurs la loi fondamentale, que le clergé avait réprouvée, ne trouva la moindre opposition; en l'exécutant, on ne rencontra aucune résistance. Plusieurs des notables, qui avaient voté contre elle, entrèrent même dans les états généraux, et jurèrent fidélité à la Constitution qu'ils avaient d'abord rejetée. Parmi les gens sensés, il en y eut un grand nombre qui, malgré toutes les objections qu'ils pouvaient lui faire, commencèrent à se rappeler toutes les bonnes qualités qu'elle présentait. Effectivement, la nouvelle Charte était un bienfait évi-

dent quand on comparait son règne à l'autocratie exercée par le César français. Elle avait même un assez grand nombre d'avantages sur les anciennes lettres de franchise. Elle donnait les garanties les plus désirables pour la sécurité des personnes et de la propriété. L'administration provinciale et communale y était traitée de manière à arracher même l'approbation à ceux qui étaient difficiles à contenter. Bientôt on s'habitua à en faire l'éloge aux dépens même de la Charte française, et l'on finit par combattre pour elle comme pour le palladium de toute liberté.

Ceux qui, par principe, appartenaient au parti libéral, ne pouvaient voir qu'avec joie que le gouvernement venait de serrer le frein au clergé récalcitrant; cette attitude énergique leur plaisait d'autant plus que le cabinet déployait, en même temps, l'activité positive la plus intelligente pour favoriser la propagation des lumières. A peine de retour sur le sol natal, le souverain s'était, en premier lieu, occupé avec une sollicitude toute particulière de l'instruction publique, dans l'organisation de laquelle les Hollandais avaient, de tout temps, montré une capacité très-remarquable. L'instruction primaire, telle que dix ans auparavant elle avait été nouvellement réglée par Schimmelpenninck (1806), fut introduite dans les provinces belges.

On continua, avec la persévérance la plus estimable, à s'acquitter de la tâche difficile qui consistait à remédier au défaut de ressources morales et matérielles qui manquaient entièrement. Vers 1825, on comptait déjà, sur mille habitants, dans les provinces septentrionales cent vingt-deux élèves d'écoles primaires, et trente-neuf en Belgique; la population des lycées, fondés et améliorés

partout, s'était élevée vers cette époque, dans l'espace de sept ans (depuis 1818), du chiffre de deux mille quatre cents à celui de cinq mille cinq cents. On reprocha même au roi de trop faire dans ce sens, lorsqu'il fonda entièrement ou qu'il réorganisa six universités complètes, ce qui exigeait une dépense d'un million de francs, tandis que Napoléon, en créant les facultés de Paris, ne les avait dotées que d'une rente de 400,000 francs.

En agissant ainsi, le roi se concilia les sympathies des libéraux intelligents; d'autre part, la masse du peuple et de la bourgeoisie se trouva satisfaite par la sollicitude avec laquelle le gouvernement s'occupait des intérêts matériels du pays; effectivement, en haut lieu on accordait aux Belges toutes les compensations nécessaires pour le préjudice inévitable que leur causait le système de la fusion. On ne pouvait adresser au cabinet aucun reproche sur l'activité qu'il déployait pour accroître les moyens de circulation et de transport, pour augmenter la construction de routes et de canaux, et pour favoriser l'agriculture, l'exploitation des mines, le commerce et l'industrie : le gouvernement s'occupait avec le même soin de toutes les parties du royaume.

L'ensemble des conjonctures favorables; la paix qui faisait sortir de leurs cachettes un grand nombre de capitaux restés jusqu'alors improductifs; l'ouverture des colonies espagnoles; la commotion terrible qui venait d'ébranler le système prohibitif de l'Angleterre; toutes ces causes stimulaient les Hollandais à montrer la plus grande activité pour ranimer leur commerce et leur navigation. Les Belges aussi, qui sous la domination française s'étaient réveillés de leur léthargie pour se consacrer de nouveau au travail, redoublaient d'activité pour

relever l'agriculture et pour exploiter sérieusement leurs mines et leurs houillères.

« La terre classique de l'agriculture et la patrie classique du commerce » prirent donc, depuis leur union, un essor extraordinaire. La ville d'Anvers devint l'heureuse rivale d'Amsterdam et de Rotterdam et, par les facilités que son port offre à la navigation, elle détermina beaucoup de maisons de commerce de ces deux villes à fonder des succursales dans ses murs. A Gand, siège de l'opposition cléricale, il se forma également, grâce à la prospérité croissante de la population, de l'université et des fabriques, un noyau d'hommes qui étaient les partisans les plus fidèles de la maison d'Orange.

Effectivement, toute industrie trouvait toujours le roi tout disposé à lui assurer son appui. Il prêtait une oreille attentive à tout ce qu'on lui disait des entreprises de cette nature qu'il aimait à encourager, soit pour un motif d'un ordre supérieur, parce qu'il espérait voir sortir de la prospérité du pays l'émancipation morale du peuple belge, soit pour satisfaire un intérêt vulgaire, parce qu'il avait coutume de s'intéresser comme associé dans un grand nombre d'entreprises industrielles.

Grâce à ces faveurs, l'industrie belge avait, dans le plus bref délai, réparé ses épreuves momentanées; les expositions quinquennales permettaient de constater exactement ses progrès; ses résultats, de même que ceux du commerce avec tous ses développements, dépassaient, de l'aveu de tout le monde, les espérances les plus favorables. Le gouvernement montra la plus grande complaisance aux Belges en ce qui regardait le système douanier, c'est-à-dire précisément sur le terrain où l'on avait craint de rencontrer les plus grandes difficultés

quand il s'agirait de tenir également compte de tous les intérêts réciproques.

En 1816, après de longs débats, le gouvernement avait résolu d'accorder l'exemption de tout droit aux produits bruts et aux objets de consommation, et d'imposer, au contraire, les objets manufacturés. Cependant, lors des négociations au sujet de cette collision des intérêts, les Belges eurent raison de leurs antagonistes : on imposa le café et le sucre, et on établit une taxe fort élevée, dans le tarif douanier, sur les principaux produits de la Belgique. Les oscillations qui se produisaient, à ce moment comme plus tard, relativement à ces décisions, étaient incontestablement une preuve du bon vouloir que montrait le gouvernement en essayant de satisfaire toutes les parties intéressées.

Bien qu'en prenant cette attitude le gouvernement ne pût ni faire disparaître tout mécontentement ni gagner la confiance de tous, il conserva cependant la tranquillité au sein du peuple et il maintint l'opinion publique dans un juste équilibre. Pour les gens qui ne voyaient pas loin et dont l'ouïe n'était pas très-parfaite, rien n'était plus facile que de croire que tout était sauvé, parce qu'ils voulaient bien se tromper eux-mêmes ; mais ceux qui savaient écouter et voir ce qui se passait autour d'eux, n'abandonnaient pas encore toute crainte. Pendant la première année de l'union, qui cependant n'avait pas encore été accomplie (1814), Falck était d'avis que, dans quelques semaines, tous les hommes sensés seraient gagnés à la cause de l'union ; puis, l'année suivante, le clergé se révolta et le pays rejeta la Constitution.

Tout en remarquant l'assoupissement des esprits qui, dans la période suivante, ne donnaient pas le moindre

signe de vie, on croyait cependant voir à Bruxelles (1816) plus de reconnaissance pour les mérites du roi ; d'autre part, on voyait à la même époque que bien des députés aux états généraux baissaient la tête, et on les entendait dire en soupirant « que cela n'irait pas ». Des Hollandais commençaient à établir domicile en Belgique ; des familles appartenant à chacune des deux nationalités s'alliaient par les liens du mariage ; la jeunesse belge apprenait le hollandais, et les jeunes gens hollandais étudiaient la langue française ; mais, en revanche, il y eut, dès 1819, une faction qui parlait d'une nouvelle séparation, et il se publia des feuilles publiques où débordait une hostilité systématique à l'égard de la Hollande.

Dans le principe, il n'y avait pas d'Opposition proprement dite au sein des états ; par suite de l'indifférence que montrait le peuple, les élections se trouvaient jusqu'en 1828 tout à fait entre les mains du gouvernement ; en outre, on usait de part et d'autre des plus grands ménagements, pour prévenir même les plus petites collisions. Cependant, la question de la libre importation des blés, puis une loi sur la chasse amenèrent bientôt de graves différends, qui éclatèrent de la manière la plus violente, lorsqu'il s'agit de fixer pour la première fois le budget décennal (1820).

A cette dernière occasion, le roi se plaignit déjà (1) de ce que les états généraux, tout en protestant de leur désir d'observer consciencieusement les prescriptions de la Charte, s'en éloignassent toujours. D'autre part, le

(1) Cf. Sirtema de Grovestins : *La Conférence de Londres*. Paris, p. 99 sq.

roi lui-même laissa échapper, dans un seul et même instant, les paroles les plus scabreuses sur la faiblesse des états et sur la force qu'il possédait lui-même, force dont il ne voulait cependant pas faire un usage précipité, mais qu'il voulait réserver pour les grandes occasions : paroles qui formaient un contraste singulier avec la réputation universelle de libéralisme dont le roi jouissait, à cette époque, dans son pays et à l'étranger.

Le roi Guillaume I^{er}.

Des hommes qui ont vécu dans l'intimité du roi (1) ont trouvé qu'il était difficile de bien connaître ce prince qu'on a comblé d'éloges et abreuvé d'insultes ; en effet, disent-ils, sa nature présentait un singulier mélange des contrastes et des contradictions les plus étranges. Un de ces contrastes se fait remarquer, tout à fait en grand et d'une manière extrêmement frappante, pendant toute l'histoire des quinze premières années de son règne.

Élevé pendant sa jeunesse avec une grande sévérité par sa mère ; solidement instruit par des maîtres capables ; obligé de passer par la rude école d'une destinée pleine de vicissitudes ; se montrant dans le malheur toujours plein de vigueur, de courage et de fermeté, rejeton de cette race qui, par sa position, avait été constamment forcée de faire son éducation diplomatique et militaire d'une façon différente de celle des autres princes, Guillaume I^{er} possédait, au moment de son

(1) Comp., pour la caractéristique du roi, les Mémoires du comte van der Duyn ; en outre, la manière dont il a été compris par le général Friedrich von Gagern, dans l'ouvrage : *Leben Friedrich's von Gagern*, écrit par son frère Heinrich von Gagern (Leipzig und Heidelberg, 1857), et enfin, White, *loco cit.*, t. I^{er}, p. 171 sq.

élévation, la confiance la plus universelle de tous les princes et de tous les hommes d'État en ce qui regardait sa sagesse de souverain et sa circonspection.

Les personnes qui, à cette époque, vivaient dans son entourage le trouvaient toujours prêt à s'approprier tout ce qui était bon et libéral ; cette qualité ne devait leur paraître que fort naturelle dans un homme chez lequel, d'après le mot de Napoléon, prononcé par lui dans l'île d'Elbe, « le libéralisme aurait dû pénétrer jusque dans « la moelle et le sang ». Simple, sans faste et accessible à tout le monde ; se promenant seul en costume civil ; n'ayant pas de goût pour la tenue roide de prince et de grand seigneur pour laquelle il n'était pas même fait ; ne trouvant aucun plaisir à jouer au soldat et n'ayant aucun penchant pour les autres passions coûteuses et nuisibles des souverains, Guillaume avait tout à fait l'air d'un chef républicain, et il semblait vouloir complètement continuer la politique des princes d'Orange, qui s'étaient toujours appuyés sur le peuple.

Quand il s'agissait de nommer de hauts fonctionnaires, il aimait à laisser de côté les patriciens et les nobles et à leur préférer des « plébéiens ». Tel il était connu, dans sa patrie, de chacun de ses Hollandais, au milieu desquels il était vénéré comme un père ; tel le voyaient les jeunes Belges qui, appartenant à l'époque moderne, pouvaient fort bien reconnaître la différence entre lui et tous les autres souverains, différence par laquelle il se distinguait partout où il travaillait pour le bien du peuple. Enfin, à l'étranger, les journaux français le prênaient partout comme le prince le plus éclairé et le plus libéral d'Europe.

Cette opinion datait surtout de l'époque où la Belgique

était l'asile des proscrits français ; où le roi avait permis au prince d'Orange de tremper dans les projets téméraires de ces réfugiés (Cf. t. IV, p. 76 sq.), et où il écoutait lui-même en silence un Teste et un Voyer d'Argenson, quand ils lui disaient que sa maison était appelée à fonder le système constitutionnel dans tous les États gouvernés par des Bourbons.

En attaquant la politique inaugurée par le congrès de Vérone (Cf. t. XI, p. 49), le roi prenait, aux yeux des membres de la Sainte-Alliance, la même attitude d'hostilité dangereuse en face de l'Europe que le roi de Wurtemberg venait de prendre à l'égard de la Diète germanique. Aussi, au moment où les résolutions de Karlsbad commençaient à assombrir tout l'horizon politique, les puissances employèrent-elles leur influence pour obliger le roi à éloigner le prince de Bruxelles. Quand on recherchait les véritables motifs, qui déterminaient ce prince autrement si calme et si prudent à accorder aux étrangers cette protection poussée jusqu'à l'imprudence, on trouvait qu'ils avaient leur source non pas tant dans un esprit vaste et libéral, que plutôt dans des préventions mesquines qui indiquaient, précisément chez le roi des Pays-Bas unis, une funeste singularité.

Cette attitude se rattachait particulièrement à sa haine contre tout ce qui était français, haine dont Guillaume I^{er} s'était imprégné pendant plus de vingt ans, lorsqu'il n'était encore que prince et qu'il avait subi avec douleur toutes les vicissitudes qui affligeaient sa maison et la nation hollandaise. Son aversion pour la France le poussa même jusqu'au don-quichottisme, lorsque, après 1820, il enjoignit à son ambassadeur, qui représentait le Luxembourg, de faire au sein de la Diète

germanique une motion sur laquelle on passa à l'ordre du jour, mais qui proposait à cette assemblée de faire les démarches nécessaires pour que la France accédât à la Confédération germanique afin d'y représenter l'Alsace et la Lorraine.

Ce seul trait dans le caractère du roi devait être au plus haut degré funeste aux relations de ce souverain avec les Belges, qui s'étaient à moitié francisés; malheureusement, des excitations toujours nouvelles fortifiaient encore en lui cette aversion pour l'élément français, précisément en ce qui regardait la Belgique. Les libéraux et les cléricaux belges étaient en relations constantes avec les membres de leur parti en France; les Français, de leur côté, ne renonçaient pas à leurs vues sur la Belgique. Vers la fin de l'année 1829, le général Richemont publia une brochure dans laquelle il engageait la France à acquérir la Belgique et à consentir, en revanche, à ce que la Turquie fût cédée à la Russie: projets qu'on discutait, à cette époque, fort sérieusement au sein du ministère Polignac.

Si le roi avait ainsi à vaincre, chez les Belges, des mécontentements qui avaient leur racine dans ses antipathies pour les Français et pour les amis de ces derniers, il lui restait, en outre, à triompher de tous les préjugés hollandais, et cependant, Guillaume était la véritable personnification du caractère national des Hollandais. D'une nature trop pratique pour alimenter les antipathies hollandaises pour les Belges, il ne fit cependant rien pour favoriser tant soit peu la fusion des deux races, pas même dans les sphères les plus élevées. Au contraire, il se brouilla avec son fils, le prince d'Orange, à cause de la prédilection que ce dernier

montrait pour les Belges. Il repoussa la noblesse belge, qui était d'une susceptibilité fort altière; cependant, un autre prince aurait considéré la richesse foncière et les sentiments conservateurs de cette classe comme un soutien fort solide pour la jeune puissance monarchique de la maison d'Orange. Guillaume ne s'entendait bien qu'avec les grands industriels, classe moyenne qui était encore en voie de formation et qui pouvait le moins le soutenir dans sa lutte contre le clergé et contre l'influence exercée par ce dernier sur les basses classes bigotes.

Quand le roi était à Bruxelles, sa cour vivait dans une atmosphère terrifiante d'ennui et d'inhospitalité, qui provenait surtout de l'avarice du monarque. Vivant en véritable Hollandais au milieu de ses riches sujets, il s'adonnait avec une cupidité fort peu royale à des spéculations mercantiles et industrielles, dans lesquelles il se faisait une colossale fortune particulière, sans que ses grandes richesses eussent développé dans son caractère des sentiments quelque peu généreux et secourables. Dépourvu de toute chaleur d'âme, il n'avait aucune libéralité naturelle et il ne savait pas donner avec délicatesse; quand il faisait des charités, il paraissait obéir plutôt au sentiment du devoir que suivre une impulsion spontanée du cœur. Il était avare dans ses récompenses; il acceptait des services et il profitait des mérites d'autrui, non sans les apprécier, mais sans les reconnaître d'une manière matérielle.

Comme tous les princes de la maison d'Orange, Guillaume était taciturne et renfermé en lui-même et il soumettait tout à un examen sérieux; les vastes mais tristes expériences qu'il avait faites quant au monde et

quant aux hommes lui avaient inspiré beaucoup trop de méfiance à l'égard des autres, beaucoup trop de confiance suffisante en lui-même et beaucoup trop de présomption à l'égard de sa supériorité personnelle ; mais, malheureusement, cette bonne opinion qu'il avait de lui-même manquait de tout fondement.

C'était un esprit dépourvu de toute grandeur et de toute profondeur ; il manquait de tout goût pour la science et pour la véritable instruction. Son intelligence positive et d'une netteté toute mathématique avait rétréci ses idées et, par conséquent, l'avait rendu inaccessible aux lumières supérieures, de sorte qu'il ne souffrait à côté de lui aucune aristocratie de l'esprit. Il se montrait, à l'occasion, rusé et fin, mais il ne possédait pas la prudence d'un ordre supérieur : il faisait parfois preuve de la meilleure volonté et de vues fort saines, mais celles-ci ne se soutenaient pas quand il s'agissait de les appliquer. Dès sa jeunesse, il avait montré qu'il aimait une activité mesquine qui ne s'appliquait qu'aux formes extérieures ; puis, comme souverain, il se trouvait complètement absorbé par une routine de détails qui l'empêchait de dominer les choses et de les voir d'en haut et en grand.

Loyal et consciencieux, selon sa manière d'entendre ses devoirs de prince ; laborieux et aimant l'ordre jusqu'à la pédanterie, dévoré, en même temps, par l'ambition de ne dépendre de personne, le roi voulait voir tout, exercer partout un contrôle personnel et faire tout, même la besogne qu'un copiste aurait pu expédier : trop affairé pour accomplir les grandes choses, il travaillait beaucoup, mais il créait peu.

Le symptôme le plus frappant du peu de portée de

son esprit était certainement la conviction qui portait le roi à croire son propre jugement absolument infaillible. Son entêtement et son obstination avaient passé en proverbe; il était impossible de le détourner d'une idée dès qu'elle était conçue par lui, et même de lui faire supporter la contradiction (1). C'était à cette présomption d'un esprit étroit que tenait la nature autocratique et absolue de ce prince dont le libéralisme apparent n'était qu'un voile d'une transparence extrême. Persuadé de bonne heure qu'il connaissait seul et à fond l'art de régner, il éloignait de son voisinage tous les hommes qui montraient du talent et du caractère. Son conseiller le plus naturel aurait été le baron Hogendorp, qui avait placé la couronne sur la tête du roi. Mais l'ambition de cet homme d'État égalait l'esprit de domination du roi, et les lumières du ministre effaçaient celles du souverain, de sorte que ce dernier ne songeait qu'à se débarrasser le plus tôt possible de ce Mentor gênant.

On croyait Falck et van Nagel capables d'avoir mis à profit le pédantisme et les prétentions exagérées du baron pour le faire tomber en disgrâce et pour se frayer ainsi un chemin vers la faveur du roi. S'il en était ainsi, Falck n'aurait eu que ce qu'il méritait : en effet, lui aussi avait le défaut d'être un homme d'esprit, et il fut bientôt relevé de ses fonctions comme secrétaire d'État.

(1) Un de ses ministres disait de lui « qu'un homme spirituel avait dit que quelqu'un avait plus raison que tous les Rousseau et que tous les Voltaire; c'est-à-dire : tout le monde. Mais que pour eux » (les ministres) le malheur était qu'il y avait quelqu'un qui prétendait avoir plus raison que ce Quelqu'un dont avait parlé cet homme d'esprit. »

Le roi Guillaume trouva, lors de son arrivée en Hollande, quatre différents partis, à savoir : les oligarques, qui représentaient l'esprit de l'ancienne république; les partisans honorables et sincères de la maison d'Orange; les véritables fils de leur époque, c'est-à-dire les disciples libéraux de la révolution, et, enfin, les renégats, qui avaient abandonné la cause de la révolution et qui, de jacobins, étaient devenus les valets serviles du prince. Parmi ces quatre classes d'hommes, Guillaume choisit la dernière pour y prendre les instruments qu'il pouvait employer, user et rejeter ensuite.

Un de ces hommes était le ministre de la justice, van Maanen, le mauvais génie du roi. Il possédait à un tel point la confiance de son maître, que ce dernier lui pardonnait même d'avoir été, en 1794, un des persécuteurs « de l'exécrable maison d'Orange », de s'être accommodé ensuite à tous les gouvernements, même aux plus opposés, simplement pour garder ses places, et d'avoir servi sous le roi Louis et sous Napoléon.

De l'autre côté du roi Guillaume se trouvait le ministre de l'intérieur, Gobbelschroy, qui partageait tous ses sentiments anticatholiques et antifrançais, et que Gerlache a caractérisé comme un aimable épicurien et homme du monde, mais dépourvu de toute importance politique. Quant à Mey van Streefkerk, qui avait remplacé Falck au secrétariat d'État, on disait de lui qu'il était comme une cloche qui ne donnait aucun son que quand le roi y frappait. Tel devait être le caractère des ministres que choisissait le roi ou qu'il daignait former, comme le disait un mauvais plaisant. C'est pourquoi il ne voulait jamais entendre parler d'une responsabilité individuelle des ministres; lui-même voulait régner en

personne, lui seul voulait être le centre de tout et la véritable âme du corps politique.

Pour cette raison, il avait concentré toute l'administration des finances entre ses seules mains; il avouait lui-même que personne ne connaissait son système financier et que, s'il venait à mourir, ce département causerait à son successeur les plus grands embarras (1). Jaloux de son pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur, il poussait jusqu'aux dernières limites, en face de la Constitution et des états, ses idées sur les droits que lui donnait sa position de roi. Il était le modèle d'un roi constitutionnel, tel qu'on le concevait à Vienne; aussi oubliait-on promptement les hérésies libérales dont il s'était rendu coupable. On croyait que, pendant son séjour en Angleterre, il avait été rempli de dégoût en voyant de quelles restrictions la Constitution de ce pays avait entravé l'exercice du pouvoir; en effet, il avait eu soin, comme il le rappelait à l'occasion avec insistance, de rédiger sa Charte de telle manière, qu'elle n'avait rien de commun avec celle de l'Angleterre. Néanmoins, il était toujours tenté de s'affranchir de ses entraves; à mesure que son règne durait, les plaintes se multipliaient au sujet de la manière dont le roi gouvernait à coups d'ordonnances et de messages royaux.

Il se fâchait de la moindre opposition qui se produisait aux états généraux contre ses projets de lois, même quand la majorité leur était favorable; c'est pourquoi il ne croyait jamais qu'il valût la peine de faire la moindre chose pour corrompre ses adversaires afin d'obtenir

(1) Cf. Sirlema de Grovestins : *La Conférence de Londres*, p. 131, note.

leurs voix ; peut-être agissait-il ainsi par probité, peut-être aussi par avarice ; cependant on croyait plus probable que le véritable motif était la présomption du roi, qui était convaincu de son infaillibilité.

Il ne supportait aucune contradiction : ni quand elle se produisait dans un tête-à-tête, ni de la part des députés, ni de ses fonctionnaires, qu'il forçait à quitter le service dès qu'ils agissaient contrairement à ses intentions, ni de la presse, qu'il était toujours disposé à poursuivre par les mesures répressives les plus violentes. La procédure extraordinaire, qui avait été instituée par cette ordonnance fort mal accueillie du 20 avril 1815, fut ramenée, plus tard (6 mars 1818), aux formes ordinaires du procès ; mais même alors on maintenait les dispositions pénales fort rigoureuses qui étaient nées d'un état de choses exceptionnel.

Pendant les premières années de l'union, on ne cessa pas non plus de poursuivre de la manière la plus mesquine, et avec la plus grande irritation, les journaux et les ouvrages qui montraient la moindre opposition libérale (1) ; cependant on aurait pu croire que les querelles du roi avec le clergé auraient dû engager ce prince à chercher plutôt un appui chez les libéraux belges et dans leur presse. Mais personne ne comprenait moins que lui le sens de l'adage qui dit que « la résistance aussi peut soutenir » ; on avait donc à craindre que le roi, plus que

(1) Cf. C. M. Friedlaender : *Polemische Schriften*. Paris, 1834. Jusqu'à quel point cette persécution était dure et implacable, c'est ce qu'on vit surtout dans le procès Vanderstraaten, fait à un livre (*De l'état actuel du royaume des Pays-Bas*. Bruxelles, 1819.) dont l'énorme volume et la lourdeur auraient dû suffire pour le faire acquitter. — Cf. de Gerlache, *loco cit.*, t. II, p. 108 sq.

tout autre, ne cherchât à s'appuyer sur un soutien peu solide et trompeur.

Ceux qui avaient pénétré ses véritables sentiments savaient qu'il aimerait mieux marcher de concert avec les libéraux qu'avec le parti clérical ; effectivement, ce dernier était miné par les bourbonniens, les congréganistes et les ultramontains, et faisait au roi une opposition beaucoup plus implacable que les libéraux, de sorte que tout le caractère de ce prince *s'opposait absolument* à ce qu'il s'alliât à ce parti. Pendant la courte période de son règne dans ses pays héréditaires en Allemagne, qui lui étaient échus après la mort de son père (1806), Guillaume n'avait pas su gagner la confiance des catholiques à Fulda (Fulde) (1) ; comment donc aurait-il pu se concilier l'affection des fanatiques belges, qui ne voyaient dans ce zélé protestant qu'un Luther ou un Calvin couronné !

Son éducation hollandaise l'avait habitué à l'idée que l'État devait exercer le contrôle suprême sur l'Église ; il était donc conforme à son système d'autocratie de chercher à maintenir la même suprématie aussi sur l'Église romaine. De cette manière, il devait être inévitablement impliqué dans des luttes sans fin avec cette race qui voulait remettre l'Église à la place que, pendant plusieurs siècles, elle avait occupée dans ce pays, c'est-à-dire *au-dessus* de l'État.

Le roi était lui-même, par sa nature la plus intime, partie dans cette cause ; il avait des convictions tout à fait arrêtées qui touchaient partout à l'esprit de parti et de secte ; en outre, il n'était pas le moins du monde ca-

(1) Cf. Leben Friedrich's von Gagern, t. I^{er}, p. 132.

pable de faire preuve d'une résignation dépourvue de toute passion et d'abandonner les deux grands partis en Belgique à leurs propres luttes. Il aurait donc dû chercher sa force dans une alliance sincère avec l'un des deux partis et combattre ainsi l'autre, pourvu que la ruse et la prudence ne lui eussent pas fait défaut. Mais l'inflexibilité de son entêtement était telle, qu'il s'attaquait à la fois aux deux partis et qu'il leur montrait une hostilité égale, de sorte qu'il leur enseignait ce qu'il ne voulait pas apprendre lui-même, c'est-à-dire à se liguier contre lui.

Les affaires se brouillent.

Nous trouvons des traits fort délicats et propres à avancer l'étude de la psychologie des peuples dans la description des effets lents et silencieux que produisirent les différences de races dans les Pays-Bas réunis, où elles avaient déjà miné l'union intime entre la Belgique et la Hollande à une époque où les diplomates la croyaient consolidée pour toujours. En effet ce qui poussa le pays vers ce résultat définitif, ce ne furent pas tant les nombreuses méprises du gouvernement ou du roi en elles-mêmes, que plutôt les antipathies intimes qui déterminaient le choix et l'exécution de telle ou telle autre mesure, prise ou interprétée dans un esprit haineux, et qui faisaient que de prime abord on l'accueillait et la jugeait avec une hostilité non déguisée.

Il faut distinguer dans l'action du gouvernement trois phases ou trois états différents, qui contribuaient à donner aux deux races le sentiment de plus en plus complet de leur incompatibilité : nous voulons parler des intérêts matériels, de la langue et de l'instruction publique ou de l'Église.

Les intérêts matériels.

L'accession de la Belgique à l'énorme dette hollandaise avait été considérée, même par les diplomates, comme une des plus graves objections à faire à l'union des deux pays. Napoléon avait passé l'éponge sur les deux tiers de cette dette, et il y avait eu un assez grand nombre de gens prêts à conseiller de maintenir cette mesure qui aurait soulagé le pays, et de laisser à l'usurpateur la responsabilité de ce manque de probité; mais le gouvernement fut assez honnête et consciencieux pour faire revivre même cette partie de la dette publique. Peu de gens comprirent le plan financier fort compliqué à l'aide duquel le cabinet comptait exécuter cette mesure sans imposer de nouvelles charges au pays. Le porteur d'une obligation de 45 florins de rente devait payer au trésor public la somme de 100 florins à titre d'arrosage, ce qui le rendait créancier d'une somme de 2,000 florins à 2 1/2 p. 100 de la dette active, et de 4,000 autres florins de la dette différée, qui ne portait pas d'intérêt pour le moment, mais qui, grâce à une opération calculée pour la durée de deux siècles et par des tirages annuels, devait se transformer peu à peu en dette active.

Ces obligations de l'État s'élevaient, en 1815, à 573 millions de florins de la dette active et à 1,149 millions de la dette différée. A cette charge venaient s'ajouter sans cesse d'immenses déficits annuels, occasionnés par les dépenses extraordinaires qu'entraînaient la reprise des colonies, la campagne de 1815 et l'organisation d'un nouveau système de défense. Ces déficits obligeaient le gouvernement à contracter toujours de nouveaux emprunts, à un tel point qu'après quinze années de paix il

s'était accumulé une nouvelle dette de plus de 10 millions de florins de rente.

Les charges qui pesaient sur le pays étaient le double de ce qu'elles avaient été sous la domination française. Néanmoins, on avait tout supporté avec patience. Personne, si ce n'est quelques rares contradicteurs de profession, n'avait fait la moindre objection à ce que tout le pays participât à la dette hollandaise; qu'on en reconnût la partie qui avait été effacée par Napoléon; qu'on adoptât le plan financier arrêté pour régler cette partie, ni à ce que le gouvernement augmentât les impôts.

Mais le cabinet commit la faute d'introduire dans le pays, par une nouvelle loi sur les impôts (30 avril 1821), les droits de mouture et d'abatage, genre de contribution auquel on n'était pas habitué en Belgique, qui, par conséquent, effrayait rien que par son nom, mais qui devenait plus odieuse encore par la manière dont cette taxe était perçue. Effectivement, on imposait ainsi les produits du pays, le pain et la viande, de sorte que l'une de ces deux taxes tombait fort lourdement sur les basses classes qui se nourrissaient presque exclusivement de pain et qui en mangeaient, par conséquent, beaucoup plus que les Hollandais. Aussitôt que le gouvernement prit cette mesure malencontreuse, les Belges, avec Dotrengé et Reyphius à leur tête, commencèrent une opposition systématique au sein des états généraux, après que la loi attaquée par eux leur avait été imposée par toutes les voix des Hollandais contre presque toutes les voix des députés belges.

Le gouvernement avait essayé d'adoucir les rigueurs de cet impôt, en assignant un fonds annuel de 1 million 300,000 florins pour les besoins de l'industrie nationale,

à laquelle il voulait ainsi venir en aide. Mais il ne réussit pas à se concilier les Belges, car dès ce moment, comme désormais dans chaque nouvelle session, ils demandèrent à grands cris la création de droits protecteurs, l'abaissement des droits de transit, l'établissement d'entrepôts et la transformation complète du système douanier en faveur des intérêts exclusivement belges. Ce fut là une première brèche dans le système de ménagements et d'égards qu'on avait maintenu jusqu'alors; la scission se produisit précisément dans le domaine où l'on avait fait le plus d'efforts pour arriver à une réconciliation, et où une opposition était le moins indiquée, parce que les deux parties de l'État étaient en pleine voie de prospérité : preuve suffisante que l'opposition ne s'adressait pas aux choses comme telles.

Effectivement, dans les griefs que les orateurs belges portaient à la tribune, ils faisaient déjà complètement abstraction des affaires dont on s'occupait actuellement, pour traiter des questions purement théoriques de principe et pour discuter des dispositions de la Constitution qui étaient fixées une fois pour toutes. Ils se plaignaient de leur participation forcée à la dette hollandaise, de « l'absurde égalité dans le nombre des représentants » à laquelle on devait des mesures telles que le nouvel impôt, mesures qui menaçaient de perpétuer la scission entre les deux parties de l'État; on devait, ajoutaient-ils, se demander avec angoisse, si ce n'était pas une entreprise téméraire de vouloir faire plier la partie la plus nombreuse sous la volonté de la partie la plus faible.

Ce que les membres des factions extrêmes avaient à peine osé se dire tout bas à l'oreille, venait d'arriver en réalité : la rupture entre le Nord et le Sud était déjà,

pour ainsi dire, ouvertement déclarée dans l'assemblée des états généraux. Reyphius dit (30 juin) « qu'il n'avait pas dépendu de lui de faire entendre les mots de Nord et de Sud, mais qu'il existait déjà une complète séparation entre les opinions des deux parties : les habitants du Nord, ajouta-t-il, appelaient système libéral ce qui était en désaccord complet avec les mœurs et les opinions et même avec l'industrie du Sud ; c'étaient eux qui avaient voulu la séparation. » L'année suivante, lors d'une délibération sur un impôt personnel, on lança du camp hollandais un défi également outrageant : « S'il arrivait, telles étaient les paroles de Hogen-dorp, aux représentants des provinces méridionales de dire : « Nous ne voulons pas de vous ! » nous répondrons : « Nous n'avons pas besoin de vous ! »

La question des langues.

En ce qui regarde la question des idiomes, la réaction qui, dans les premiers temps de la Restauration, se produisit contre la langue française était populaire même au sein du peuple ; les habitants de la ville de Bruxelles adressèrent au gouverneur général une pétition dans laquelle ils lui demandaient de faire cesser l'usage officiel de cet idiome. C'est pourquoi, vers cette époque, le roi avait pu donner libre carrière à son aversion pour la langue française, même en Belgique où environ les deux tiers du peuple parlent un dialecte qui se rapproche beaucoup du hollandais ; il avait pu faire espérer (1^{er} octobre 1814) le rétablissement de la « langue maternelle et nationale », sans s'attirer de blâme ni de reproches. Pendant les trois années suivantes, les habitants ne firent non plus, pour ainsi dire, aucune protestation contre l'ordonnance du 15 septembre 1819, d'après laquelle

le français devait cesser, après trois ans (commencement de 1823), d'être la langue officielle dans les provinces de Limbourg, des deux Flandres et d'Anvers. Le roi conclut de ce silence qu'il était dans la bonne voie, bien qu'à cette époque de lassitude générale on ne pût, en aucun pays, conclure d'une façon quelconque qu'un peuple, dès qu'il se taisait, était content et donnait son consentement à tous les actes de ceux qui le gouvernaient. Peu de temps avant l'expiration du délai fixé, le roi étendit son édit relatif à la langue officielle également au Brabant méridional (16 octobre 1822).

Toute cette mesure était comme qui dirait un échantillon soigneusement travaillé de toute cette politique qui, sans se préoccuper le moins du monde de la nature humaine, avait prescrit d'un trait de plume l'union et la fusion des deux peuples. Plus tard, lorsque la Belgique obtint sa liberté entière, on vit combien peu il est possible de prendre des décisions sur la langue d'un peuple, et avec quelle obstination les deux idiomes, qui se trouvent continuellement en contact, se combattent sans cesse sur le sol de ces pays. Cette lutte traditionnelle y dure depuis un millier d'années; il est même arrivé que, pendant ce temps, la langue et la littérature allemande l'ont emporté sur celles de la France; mais un changement de cette nature devait être abandonné à l'action du temps et à l'influence d'une instruction plus développée; certainement ce moment n'était pas venu à l'époque actuelle où l'impuissance politique de l'Allemagne était complète.

Cette seule considération fait paraître imprudente la mesure en elle-même; néanmoins, ce qu'il y avait d'irritant en elle ce n'était pas tant l'objet qu'on avait en

vue, que plutôt la manière dont on exécutait ce projet. Il n'était pas assez qu'on heurtât, par l'introduction de la nouvelle langue, les hautes classes, qui avaient reçu une éducation française; il ne suffisait pas qu'on froissât ainsi toute la classe des avocats qui avaient à s'habituer à une nouvelle façon de plaider et qui ne pouvaient plus briller par leurs plaidoyers dans les journaux français; on faisait, de plus, tout ce qui était nécessaire pour que le véritable peuple comprît cette question et qu'il s'y intéressât vivement, bien qu'autrement il n'eût probablement fait aucune attention à tout ce changement.

Les Hollandais, dans leur orgueil, ne pouvaient pas s'empêcher de taquiner de toute façon les recrues des provinces wallonnes à cause de leur langue, et de les ennuyer en leur faisant entendre la phrase souvent employée : « *Wiens brood men eet, wiens woord men sprekt* (1). » En outre, en réorganisant l'armée, on avait commis la faute de recruter les régiments belges, aussi bien que ceux des provinces hollandaises, dans certains districts et même de les y envoyer tenir garnison; par conséquent, chaque soldat en congé apportait ses chagrins tout récents dans le sein de sa famille, où il s'imprégnait de nouveau des rancunes que les ecclésiastiques ne se lassaient pas d'y semer.

Absolument ce même état de choses se reproduisait quant à une autre espèce de griefs d'un caractère semblable. Peu à peu, on commençait à se rappeler le tort que le gouvernement faisait à la nation belge comme telle, en distribuant d'une manière fort inégale, entre Belges et Hollandais, toutes les fonctions supérieures

(1) « On parle la langue de celui dont on mange le pain. »

tant dans l'armée que dans l'administration civile ; même des étrangers impartiaux trouvèrent que, sous ce rapport, le gouvernement hollandais était resté au-dessous de tout ce qu'on attendait de lui. Néanmoins, même cette injustice, on l'avait fort longtemps supportée en silence ; des Belges, d'un esprit équitable, ont même excusé la disproportion entre les fonctionnaires des deux nations, en disant que la Hollande avait déjà achevé toute son organisation militaire et civile avant l'accomplissement de l'union. A cet égard encore, ce qui produisait un fâcheux effet, ce n'était pas tant cet état de choses en lui-même, ni le nombre des fonctionnaires appartenant à l'une et à l'autre race, que la manière dont on les traitait. Un officier, du nom de Pletinckx, qui autrefois avait servi dans l'armée française, puis, en 1815, dans l'armée néerlandaise et ensuite dans les Indes-Orientales, se vit obligé, par l'état de sa santé, de retourner chez lui. Afin d'obtenir la permission de rentrer dans les rangs de l'armée, il eut à vaincre des difficultés et à faire des sacrifices d'argent considérables ; enfin, il fut reçu par le colonel de son régiment avec ces mots : « Voici le premier Brabançon qu'on m'impose. » Plein de fureur, cet officier donna sa démission ; nous le retrouverons au service d'une autre cause, c'est-à-dire en armes contre la domination hollandaise.

Les intérêts religieux.

C'était avec un intérêt très-vif et très-sincère que le roi prenait personnellement part à toutes les mesures relatives à l'instruction publique. Dans ce domaine, plus que dans aucun autre, tout ce que le roi faisait était fondé sur des convictions réelles et lui était dicté par les meilleures intentions ; il était certainement animé du

désir éclairé de donner une culture morale plus élevée au peuple belge et surtout à son clergé. Mais les qualités nécessaires pour une pareille œuvre ne se trouvaient ni chez le roi, ni chez les Hollandais de son entourage qui l'encourageaient à faire ces efforts, impérieusement commandés à leurs yeux par l'intolérance et par l'ignorance du clergé catholique. Ils ne possédaient ni l'intelligence des difficultés que ces qualités du clergé devaient infailliblement susciter dès qu'il s'agissait d'exécuter la réforme projetée, ni la sagesse pleine de circonspection dont ils auraient eu besoin pour employer, au vrai moment, les bons moyens qui seuls pouvaient faire réussir une entreprise aussi téméraire.

Les fameuses ordonnances par lesquelles le roi commença cette œuvre, il les avait laissées dormir pendant deux ans avant de les publier, parce qu'il en connaissait fort bien toute la portée (1). Lorsqu'il se résolut enfin à cette dernière démarche, il choisit le fâcheux moment où le duc d'York et les zélateurs bornés de la Haute-Église venaient d'attiser de nouveau les passions antipapistes au sein du peuple anglais.

Par la première de ces ordonnances, grosses de conséquences, le roi décréta (14 juin 1825) que dorénavant aucun collège, appartenant à l'instruction secondaire, ne devait être ouvert sans l'autorisation du ministre de l'intérieur; que les langues classiques ne devaient être enseignées dans les familles que par ceux qui avaient reçu des grades dans une des universités, et que ces professeurs particuliers ne devaient jamais enseigner dans plus d'une famille.

(1) Cf. de Gerlache, *loco cit.*, t. II, p. 450.

Par la seconde ordonnance, qui portait la même date, le roi annonça la création d'un séminaire philosophique à Louvain, dans lequel, conformément à une autre ordonnance (11 juillet), tous les jeunes ecclésiastiques devaient, à partir de la date de ce décret, achever un cours de deux années d'études préparatoires, avant d'entrer dans les séminaires épiscopaux. Une quatrième ordonnance (11 août) interdisait, enfin, aux prêtres de fréquenter des établissements d'instruction supérieure à l'étranger, sous peine de se voir exclus de toutes les fonctions civiles et cléricales.

Il était évident que les sentiments antifrçais et anticatholiques du roi n'avaient pas été étrangers à ces mesures.

Il voyait avec une véritable répugnance que beaucoup de familles, suivant une coutume fort répandue, envoyaient leurs fils à Amiens et à Fribourg, dans les collèges de Saint-Acheul et de Saint-Sulpice. Il regardait avec un égal dépit les établissements d'instruction, fondés à Dinant, à Namur, à Liège et à Tournai, par les frères de la Doctrine chrétienne, c'est-à-dire par des ignorantins et par des jésuites qui dépendaient de supérieurs français et que, depuis quelques années, on avait introduits par contrebande en Belgique.

Cependant, même ces ordonnances ne produisirent d'abord aucun effet bien visible sur la société prise en masse. Le bas peuple ne sentait pas que ces mesures le touchaient dans ses intérêts; les libéraux, dont la presse n'était qu'un écho des feuilles anticléricales en France, ne se faisaient pas faute d'applaudir; le clergé était partagé dans ses opinions; celui du Luxembourg accepta même les ordonnances avec une sympathie reconnais-

sante. Mais le-chef lui-même de l'Église romaine s'effraya et jeta un cri d'alarme.

Toute la marche de cette affaire rappela fort vivement au clergé les mesures analogues, par lesquelles Joseph II avait empiété sur le domaine de l'instruction ecclésiastique, lorsqu'il avait établi (1786) son séminaire général à Louvain, pour écarter ainsi les séminaires des évêques. L'établissement du roi Guillaume n'était, il est vrai, qu'une école préparatoire laïque et non, comme celui de l'empereur Joseph, un établissement de l'État destiné aux études théologiques ; mais l'instruction donnée aux jeunes ecclésiastiques par des professeurs, dans la nomination desquels l'archevêque n'était pour rien, était considérée comme étant au fond tout aussi pernicieuse et comme tout à fait inadmissible.

Le roi affichait une grande sollicitude pour la culture intellectuelle du clergé, à l'égard duquel on s'était rendu coupable d'une grande incurie, absolument comme Joseph avait pris la corruption morale des prêtres pour prétexte de ses innovations. Mais on croyait que c'était trop présumer de la part d'un prince calviniste que de vouloir entreprendre une œuvre dans l'exécution de laquelle un empereur catholique avait échoué, en essayant de diriger non-seulement l'enseignement laïque, mais encore l'instruction catholique donnée aux ecclésiastiques.

Guillaume pensait, à la vérité, marcher sur les traces non pas de Joseph II, mais de Marie-Thérèse, qui avait osé étendre même sur les dogmes et sur le culte le pouvoir que l'État exerçait sur l'Église (1), et qui, en exal-

(1) Cf. Gachard : *Analectes belgiques*, p. 466.

tant ainsi le principe gouvernemental de l'Autriche, n'avait pas craint d'introduire, même en Belgique, les innovations les plus graves dans les affaires ecclésiastiques et scolaires. Mais, à ce sujet, le roi se trompait sur deux points fort essentiels. Marie-Thérèse s'était gardée de se rendre coupable, à côté de ses empiétements sur le domaine clérical, de ces actes arbitraires et illégaux sur le terrain de la politique, qui ne rapportaient à son fils d'autres fruits que la révolte et la défaite. A cet égard, le roi Guillaume n'avait pas à se reprocher d'aussi gros péchés que Joseph, mais il n'était pas non plus aussi inattaquable que Marie-Thérèse.

Il y avait encore un autre point auquel n'avait pas songé le roi des Pays-Bas : entre les deux époques, où Marie-Thérèse et Joseph avaient introduit leurs innovations en Belgique, il y avait eu la grande crise historique à partir de laquelle les peuples commençaient à discuter et à vouloir diriger les destinées que les gouvernements voulaient leur préparer ; or, le roi Guillaume oubliait qu'il était placé en deçà de cette époque historique. C'est pourquoi, en essayant d'agir d'une manière semblable à celle de Joseph, il rencontra absolument la même opposition que ce dernier. Du temps de cet empereur, le peuple avait d'abord montré une grande réserve, et la résistance avait commencé au sein du clergé, qui avait été excité par la curie, par le nonce et par l'archevêque de Malines (1). De même, à l'époque actuelle, le pape fit recommander aux pasteurs des diocèses la réclamation, faite par les évêques sous le règne de Joseph,

(1) Cf. Borgnet : *Histoire des Belges à la fin du dix-huitième siècle*. 1861, t. I^{er}, p. 73.

comme le modèle d'une semblable réclamation. Il protesta lui-même auprès de l'ambassadeur hollandais Reinhold, et le nonce à Paris, Mazio, invita l'archevêque de Malines, M. de Méan, vieillard faible et débile, à recommander à son clergé une attitude purement passive.

Les évêques présentèrent leur protestation, et M. de Méan refusa d'obéir au roi, lorsque celui-ci le fit inviter à fermer son séminaire. Le roi, maintenant entièrement le point de vue épiscopal (1), était excessivement contrarié en voyant cette immixtion de la curie romaine et la docilité absolue de son archevêque. Il fit dire à M. de Méan que, s'il avait cru les intérêts de la religion lésés par les ordonnances royales, il aurait dû agir exclusivement comme archevêque et il n'aurait pas dû demander à Rome des instructions sur la conduite à tenir; que le pape n'avait rien à voir dans cette affaire.

A cette époque, il ne se laissa pas plus qu'en 1815 décontenancer par la nouvelle opposition du clergé. Il ferma les écoles nouvellement autorisées des frères ignorants; il ouvrit le collège de Louvain (17 octobre), et il fit confirmer les ordonnances par les états généraux. Au sein de cette assemblée, les champions belges de l'opposition dans les questions d'économie politique formaient eux-mêmes l'appui le plus solide pour le gouvernement dans sa lutte contre le faible parti clérical, parce qu'ils redoutaient l'influence et les empiètements de la Congrégation française.

(1) On dit qu'il demanda, un jour, à un évêque si, avec de bons évêques, on ne pouvait pas se passer de pape? — Et avec de bons ministres, ne pourrait-on pas se passer de roi? fut la réponse.

Toutefois, un effet extrêmement fâcheux se produisit lorsque cette nouvelle collision fut aussitôt ouvertement discutée au sein des états généraux. En outre, dans son opposition contre le monopole que le gouvernement réclamait à l'égard de l'instruction publique, le parti clérical trouva un instigateur hardi dans de Gerlache (1), homme très-versé dans la science du droit et dont l'extérieur, le corps vigoureux et l'expression d'une volonté ferme et inflexible annonçaient une individualité qui exerçait un pouvoir absolu non-seulement sur elle-même, mais encore sur les autres.

A cette époque, de Gerlache était encore seul et isolé. Les cléricaux ne se fiaient pas à l'ancien avocat de Paris qui, à ce moment encore, bien qu'il s'en repentît plus tard, estimait son pays heureux d'avoir éloigné les jésuites, et qui attaquait encore violemment la politique des Philippe II et des Louis XIV, bien qu'elle devint dans la suite l'objet de toute son admiration. Les libéraux regardaient peut-être son opposition comme une apostasie, puisque, peu de temps auparavant, il avait travaillé à Liège, avec un collègue protestant comme membre d'une commission de contrôle sur l'instruction publique, et qu'il s'était parfaitement bien entendu avec le gouvernement. C'est pourquoi, lorsque les états généraux adoptèrent les ordonnances royales, sans qu'il y eût d'autre opposition que celle de cinq ou six députés belges, de Gerlache se vit confondu dans la grande masse des obscurantistes, qui furent dès lors inondés de véritables flots de pamphlets et de satires.

(1) Cf. de Chasse : *M. de Gerlache, Revue trimestrielle*, t. XIV, p. 5 sq.

Ce fut après cette issue que Gagern, le père, chanta triomphe (1826), en disant que « les événements *avaient* « déjà dépassé l'attente de ceux qui avaient cru, que « l'ancienne connexion entre les deux pays, la prudence « des princes d'Orange et le temps amèneraient cette « fusion que les intérêts commerciaux, la religion et la « langue avaient fait paraître encore douteuse. » Cependant, c'était précisément cette fatale victoire qui renfermait dans son sein le germe d'un revirement dangereux. Dans un discours qui eut un long retentissement, de Gerlache avait déjà prononcé (13 décembre) le mot d'ordre de l'union entre cléricaux et libéraux, union qui devait devenir funeste à celle qui avait été faite entre Belges et Hollandais : en réclamant la liberté de l'enseignement, il avait réclamé toutes les libertés et il avait indiqué les rapports qui existaient entre la liberté de la presse et celle de l'instruction.

Dans sa nouvelle position intermédiaire, de Gerlache était encore obligé de songer à « faire comprendre sa « doctrine aux catholiques et à y faire croire les libéraux ». Le roi lui-même allait faire tout ce qu'il pouvait pour que ce but fût atteint par lui. En se faisant franchement les défenseurs des ordonnances, les libéraux avaient, pour ainsi dire, formellement offert au roi de se liguer avec lui contre les cléricaux. Bien que l'immixtion incessante et fort efficace du gouvernement dans toutes les affaires lui parût très-grave, Louis de Potter trouva cependant, à cette époque (1), qu'il était indispensable de soutenir même l'absolutisme du gouverne-

(1) Cf. Lettre à Sirtema van Grovestins, du 29 octobre 1825. *Denkschriften van den Graaf van der Duyn*, p. 30. Note.

ment dans cette lutte contre les adversaires extrêmement dangereux auxquels on avait affaire.

Au sein des états généraux, à la fin d'un long discours, mais dans une demande fort courte, Dotrengue avait montré aussi clairement que possible (16 décembre) que les libéraux étaient tout prêts à marcher avec le roi, en disant : « Sire, protégez-nous contre les « jésuites, mais délivrez-nous de la mouture ! » Le roi ne voulait pas ou ne pouvait pas comprendre une parole aussi simple, et ses partisans les moins libéraux l'ont jugée plus tard incompréhensible (1). Cependant, les catholiques et les libéraux commençaient à s'habituer à l'idée inimaginable d'une union entre leurs partis séparés par une inimitié mortelle.

Guillaume, avec sa roide droiture, continuait à marcher contre deux murs à la fois, tandis que les de Potter, avec une mobilité de serpent, étaient tout prêts, au moment même où ils offraient leur concours au gouvernement, à changer immédiatement de front, si ce dernier ne déposait pas à temps sa dictature. De même, plus tard, lorsqu'ils conclurent leur alliance avec « les calotins » ils étaient décidés d'avance à se débarrasser de ces auxiliaires, dès qu'ils auraient usé jusqu'au bout leur assistance dans la lutte contre le gouvernement.

Le concordat.

Le roi se vit poussé entre les deux partis, dont il devait choisir l'un ou l'autre comme allié, mais qu'il n'aimait ni l'un ni l'autre. Il se décida comme on avait dû le craindre : il chercha à tranquilliser les cléricaux, et

(1) Tel le fameux Libri-Bagnano, dans son livre intitulé : *La ville rebelle, ou les Belges au tribunal de l'Europe*. La Haye, 1831.

il envoya le comte de Celles à Rome, pour qu'il y négociât avec la curie romaine (1826). Le pape Léon, qui tenait beaucoup à vivre en paix avec ce roi énergique, ravit le comte par sa dignité et par sa franchise : il lui donna pour le roi une lettre à laquelle ce dernier répondit respectueusement, en joignant à sa missive la somme de 50,000 francs pour l'église de Saint-Paul.

De Celles retourna à Rome comme ambassadeur chargé de conclure un concordat ; il réussit à accomplir ce qui avait été tenté en vain par Reinhold à Rome et, plus tard (1823), par le nonce Nasalli à La Haye (1). Conformément à la convention arrêtée le 18 juin 1827, on devait ajouter trois nouveaux sièges épiscopaux aux cinq évêchés qui existaient déjà en Belgique, d'après l'article 3 ; toutes les fois qu'il s'agissait d'élire un nouvel évêque, le roi devait avoir le privilège de pouvoir effacer de la liste des candidats, qu'il fallait lui présenter, tous ceux qui ne lui plaisaient pas.

En s'assurant ainsi une coopération réelle dans la nomination des évêques, le roi se montrait assez pénétré d'un optimisme tout à fait protestant et débonnaire, pour espérer qu'il se procurerait de cette manière des évêques qui connaîtraient mieux les véritables besoins des jeunes ecclésiastiques et avec lesquels il comptait s'entendre lui-même sur ses projets relatifs à l'instruction publique. Pour répondre à cette concession, il consentit à retirer l'ordonnance d'après laquelle la fréquentation de son collège philosophique avait été obligatoire pour les jeunes ecclésiastiques. Lorsque le pape an-

(1) Cf. *Rom im Concordat mit den Regierungen* (par le professeur Royaards). Leipzig, 1831.

nonça, dans une allocution (17 septembre), la conclusion du concordat (1), il en passa le troisième article entièrement sous silence; il dit seulement que les jeunes ecclésiastiques seraient uniquement élevés de la manière que prescriraient les évêques, et il régla conformément à cette idée, par une bulle en date du 17 août, l'enseignement tel qu'il devait être fait dans les séminaires.

Mais telle n'était pas l'interprétation que le roi avait donnée à la convention. Son opinion était que, pour répondre à la concession qu'il venait de faire en permettant aux jeunes ecclésiastiques de fréquenter son collège sans y être forcés, le pape reconnaît au moins tacitement cette école de l'État; mais il n'entendait nullement que le pape considérât l'abolition du caractère obligatoire de cet enseignement comme une abolition du collège même. Le roi et le pape voulaient se duper mutuellement, mais chacun d'eux avait trouvé son maître.

Le roi n'accepta pas la bulle du 17 août et il répondit à l'allocution par une circulaire confidentielle, adressée le 5 octobre par Gobbelschroy aux gouverneurs. Il y disait que les termes de l'allocution, où l'instruction avait été représentée comme dépendant complètement des évêques, n'étaient pas tout à fait exacts; il maintenait toutes ses ordonnances et l'existence de son collège; enfin, il affirmait que l'exécution du concordat était ajournée, comme c'était convenu, jusqu'à ce qu'on nommât les évêques aux sièges vacants.

Les cléricaux, qui venaient à peine de se prosterner

(1) Cf. Artaud : *Vie de Léon XII*, t. II, p. 305.

aux pieds du roi après qu'ils avaient obtenu la concession importante du concordat, retombèrent avec une nouvelle aigreur dans leur ancienne opposition, lorsqu'ils apprirent cet ajournement. Les libéraux, de leur côté, étaient furieux en apprenant la conclusion de la convention, parce qu'ils craignaient que, si elle s'exécutait, tout l'édifice élevé par le roi ne s'écroulât. Le roi poussa donc presque de vive force les partis les plus hétérogènes à se jeter l'un dans les bras de l'autre.

De Potter représenta ce danger à son ami Gobbelschroy (1). On lui répondit « qu'on avait cru devoir « faire, au moins en apparence, quelques concessions « aux catholiques » ; en lui envoyant la circulaire confidentielle, on lui permit d'en faire l'usage qu'il voulait, quand même il commettrait l'indiscrétion de la publier. Cet homme, difficile à contenter, qui aurait peut-être mieux aimé monopoliser pour ses menées factieuses une pareille politique de fourbe, se sentait révolté, disait-il, par cette fourberie du gouvernement qui n'avait pas peu contribué à modifier ses opinions.

Effectivement, peu de temps après, on voyait ce propagandiste et cet ennemi du papisme, qui, dans son ouvrage le plus récent (2), venait d'élever aux nues le réformateur de la Toscane et les innovations de Léopold I^{er}, attaquer avec l'hostilité la plus acharnée Guillaume I^{er}, qui poursuivait de semblables desseins. Mais, avant d'en venir là, il fallait que le gouvernement l'irritât d'une manière plus forte encore que par ses tergiversations à l'égard de la curie romaine.

(1) Cf. de Potter : *Souvenirs personnels*. Bruxelles, 1839.

(2) Cf. *Vie et pontificat épiscopal de Scipion de Ricci*. Bruxelles, 1825.

Union des catholiques et des libéraux.

Vers l'époque où se réunit la session de 1828-29, le gouvernement avait fait instruire un procès contre Ed. Ducpétiaux, rédacteur du *Courrier des Pays-Bas*. A cette occasion, de Potter fit insérer dans cette feuille une lettre où il se déclara contre la persécution de ceux qu'on appelait jésuites, terme sous lequel le gouvernement semblait vouloir comprendre tous ceux qui s'occupaient tant soit peu d'affaires belges. Il proposa, en outre, de mettre nom contre nom et de poursuivre de la même manière, auprès de l'opinion publique, tous les partisans aveugles du gouvernement sous le nom collectif de ministériels.

Alors de Potter fut arrêté (5 novembre 1828) et traduit devant la cour d'assises. Déterminé par ces événements, de Brouckère, fils du gouverneur de Limbourg, présenta aux états généraux une motion dans laquelle il proposait de retirer l'ordonnance généralement détestée sur la presse, qui avait été publiée le 20 avril 1815. Ce furent encore les Hollandais en masse qui rejetèrent cette motion. Ce vote donna une nouvelle vie à l'esprit d'opposition au sein de la Chambre et en dehors d'elle. Un autre fait, qui se passa à la même époque, fit entrer le peuple dans une voie toute différente et donna à son action une direction complètement nouvelle.

Les états provinciaux de Liège, de Namur et du Hainaut avaient adressé au roi des pétitions, pour lui demander d'abolir le droit de mouture et de faire cesser la cause d'autres griefs. Dans le discours du trône, le prince avait interprété cette pétition comme un abus de pouvoir. Aussitôt le pays tout entier se substitua aux états provinciaux; il eut recours au droit de pétition que

lui garantissait la Constitution et, pour appuyer ses députés, il inonda les états généraux d'un véritable flot de requêtes, dans lesquelles il demandait qu'on fît droit aux nombreux griefs des Belges.

Les pétitions commencèrent à affluer dans la Chambre, aussitôt que celle-ci eut écarté la motion de Brouckère ; dans le principe, les pétitionnaires ne s'étaient ni concertés ni entendus ; aussi avait-on à craindre que les préjugés des libéraux et des antilibéraux ne se trouvassent en contradiction et n'égarassent l'opinion publique. Les habitants de Bruxelles ne demandèrent d'abord que la liberté de la presse et ceux de Gand seulement celle de l'enseignement (1). Bartels, rédacteur du *Catholique* à Gand, était un des très-rares radicaux qui, en toute conscience de cause, voulaient obtenir un *repeal* belge, c'est-à-dire la séparation de l'administration des deux pays, séparation qui devait former un état transitoire et conduire à l'exclusion de la maison d'Orange. Il se concerta avec les rédacteurs des principales feuilles politiques à Liège et à Bruxelles, afin d'empêcher qu'on ne séparât ces deux questions relatives à la presse et à l'enseignement.

Le signal décisif fut donné par de Potter, qui saisit l'occasion de son procès en cour d'assises (20 décembre), pour demander publiquement qu'on redressât les griefs des Belges. Par ce discours et par une adresse qu'il envoya de la prison aux rédacteurs de tous les journaux

(1) Cf. Ad. Bartels : *Les Flandres et la révolution belge*. Bruxelles, 1834. C'est la principale source sur l'histoire de cette agitation provoquée par les pétitions. La seconde édition est intitulée : *Documents historiques sur la révolution belge*. 1836.

indépendants, il engagea le pays directement à organiser un mouvement général de pétitions et, en même temps, il donna l'impulsion immédiate à l'union entre les catholiques et les libéraux. Il demanda qu'on proclamât le grand principe de « la liberté en toute chose pour tous », et qu'on fît un compromis afin que les libéraux travaillassent, en faveur des catholiques, pour la liberté de l'enseignement, et que ces derniers fissent tous leurs efforts pour faire triompher, dans l'intérêt des libéraux, la cause de la liberté de la presse.

Ce furent d'abord les journaux eux-mêmes qui répondirent à cet appel ; leur exemple fut suivi par les villes, au sein desquelles la noblesse, froissée par la manière dont le roi favorisait l'aristocratie de l'industrie, se mit à la tête du mouvement, tandis que le clergé ne venait qu'en seconde ligne. La première pétition, couverte de signatures en masse, fut envoyée de la ville de Roulers sous l'instigation des frères Rodenbach ; pendant deux mois, ce mouvement de pétitions se propagea dans toutes les villes belges et pénétra jusque dans les communes catholiques de la Hollande. Avec toute la fierté que lui inspirait le magnifique spectacle de ce mouvement de réforme au sein du peuple, le journal *le Catholique* disait : « Bientôt il faudra plus de courage pour s'abstenir que pour donner sa signature ! »

On estimait à soixante-dix mille le nombre des signatures recueillies pendant ce premier mouvement impétueux des pétitions ; les sept huitièmes des catholiques avaient donné leur signature en faveur des garanties libérales, et les libéraux avaient dans la même proportion signé les pétitions en faveur des garanties catholiques. L'union des partis était donc accomplie de fait, presque

avant que ce mot fût clairement prononcé et sans qu'on eût rien fait pour organiser l'agitation en sa faveur d'une manière artificielle.

Le mouvement fut secondé par une singulière faveur du sort; des ressources dont on n'avait pu calculer l'importance vinrent lui donner une énergie tout à fait inespérée. Presque au même moment il arriva en France que l'abbé Lamennais (1) subit une transformation intérieure complète; après avoir travaillé pendant plusieurs années pour les intérêts de l'Église, il s'était vu persécuter par le gouvernement sans être secondé ni par la curie romaine ni par l'Église. Au moment actuel, il fit paraître, comme le résultat de cette transformation morale, son livre intitulé : *Des progrès de la révolution et de la guerre contre l'Église* (comm. de 1829), qui contenait déjà en germe sa doctrine postérieure sur la séparation de l'Église et de l'État et sur l'alliance du catholicisme et de la liberté, qui, à ses yeux, étaient les seuls moyens de placer la société sur ses véritables bases.

Cet ouvrage, arrivé à Bruxelles à un moment si opportun, fut dévoré par les Belges; trois éditions furent immédiatement épuisées. « Nos cœurs flamands tressaillirent, écrivit-on à l'auteur, en reconnaissant les principes qui ont dirigé nos pères dans leur longue résistance contre la violence. » Lamennais lui-même, frappé tout autant que les Belges de cette coïncidence à laquelle il ne s'était nullement attendu, poussa des cris de joie, en assistant à un des spectacles les plus grandioses qu'on eût vus depuis longtemps; en effet, la Bel-

(1) Cf. *Oeuvres posthumes de Lamennais*, t. II, p. 67.

gique venait d'accomplir de fait l'union du catholicisme et de la liberté, dont la théorie avait été décriée comme une folie chez Lamennais. Ravi de ce spectacle, il appliqua aux Belges de cette époque ce que Balzac avait dit deux siècles auparavant des Hollandais, à savoir « qu'ils « avaient mérité d'avoir Dieu seul pour roi, puisqu'ils ne « souffraient pas d'avoir un roi pour Dieu ».

Le pendant de cette transformation de l'abbé ultramontain, mais dans un sens tout opposé, fut celle de l'esprit fort de Potter. Du temps de l'empire français, cet homme avait été à Rome où il avait recueilli, dans les archives, les matériaux qui lui servirent à écrire son ouvrage : *L'Esprit de l'Eglise* et, plus tard, son *Histoire du Christianisme*. Possédant une grande fortune et une certaine réputation littéraire, et connu comme rationaliste fort sec, dont l'esprit exclusif, vide et superficiel n'était pas encore soupçonné du public, de Potter avait tout ce qu'il fallait pour produire la sensation la plus grande par son entrée dans les rangs du parti clérical.

En formant cette alliance, il ne se trouva nullement en conflit avec son intelligence, pas même, à ce qu'il paraît, avec sa conscience. Il considérait l'union comme une convention dirigée contre le despotisme et qui dépendait entièrement des circonstances; se rattachant à l'union, il s'efforça dès lors, avec un dévouement en apparence très-sincère, de faire triompher les demandes les plus étendues des catholiques et même de faire rétablir les couvents, tout en étant, au fond du cœur, un ennemi plus acharné des catholiques que dix Guillaume auraient pu l'être. Pour se débarrasser plus tard des couvents, disait-il, il y avait un moyen simple, bien

que d'une action lente, à savoir de convertir les catholiques au protestantisme.

De Potter était, comme on le voit, un savant peu pratique qui connaissait fort peu les habitudes du monde et la nature des hommes. Aussi, ne l'avait-on pas connu jusqu'alors comme politique. Il avouait lui-même (1), qu'il était un homme de principes uniquement généraux, qu'il s'occupait de théories plutôt sociales que politiques, et que ses connaissances, relativement à tout ce qui était du domaine de l'État, étaient fort insuffisantes. A l'issue de son procès il fut condamné à dix-huit mois de prison et à une amende de 1,000 fr., au milieu des huées et des sifflets du public; ensuite, dans la rue, il se vit saluer par les cris d'allégresse de la multitude, qui combla d'imprécations le nom de van Maanen et qui lança des pierres contre la maison de ce dernier.

Enivré de ce succès, de Potter publia, pendant sa captivité, toute une série de pamphlets bien liés entre eux; il se fit dès lors un véritable agitateur et joua le rôle d'un O'Connell belge. Placé par son procès à la tête de l'Opposition, il saisit « ce moment, le plus beau et le plus « solennel de sa vie », pour le rendre aussitôt fécond en résultats favorables aux intérêts du peuple. Il commença par attaquer les ministres et il augmenta sa popularité auprès des masses en déclarant la guerre aux droits sur la mouture et sur la viande (2). Ensuite, dans

(1) Cf. *Souvenirs personnels*, t. 1^{er}, p. 62.

(2) Cf. *Rapport d'un ministre, ami de la patrie et peu attaché à son portefeuille, au Roi des Pays-Bas, sur la disposition actuelle des esprits et la situation des choses en Belgique* (4 avril 1829).

des écrits accueillis avec enthousiasme et qui firent de lui l'idole de la nation, il parla en faveur de l'Union qui « devait faire le tour du monde » (1). Ces ouvrages scellèrent l'Union par des exemples aussi brillants que l'était l'alliance de de Potter avec Lamennais, cet homme enthousiaste qui lui pardonnait toutes ses hérésies philosophiques, ou celle qu'il forma avec de Gerlache, ce froid calculateur qui, d'après ce que lui écrivit son ami Tielemans, était son plus grand admirateur.

Quelques-uns de ces hommes fort experts se rappelèrent que, déjà auparavant, les griefs des Belges avaient eu toujours un caractère mixte, à la fois religieux et politique ; ils se souvinrent que, dans les mouvements dirigés contre Joseph II, l'absence d'une étroite entente entre prêtres et avocats était devenue funeste à la cause du peuple, et que, par conséquent, l'Union était indiquée aussi bien par les leçons de l'histoire que par les intérêts du moment actuel. Les publicistes catholiques firent comprendre aux dévots rigides que leur résistance contre le monopole de l'enseignement ne pouvait pas prendre une plus grande extension sans la liberté de la presse. La jeunesse libérale, de son côté, trouvait dans la séparation de l'Église et de l'État la formule qui, à ses yeux, sauvait ses principes. Les deux parties se démontraient mutuellement qu'ils étaient Belges avant d'être catholiques ou libéraux : expression nette et facile à comprendre et qui caractérisait le mouvement entièrement instinctif qui agitait le peuple belge tout entier ; en

(1) Cf. *Union des Catholiques et des Libéraux dans les Pays-Bas* (juin). *Réponse à quelques objections* (juillet). *Dernier mot à l'Anonyme de Gand sur l'Union* (août).

effet, ses antipathies nationales l'avaient déjà emporté sur tous les griefs particuliers, pour le redressement desquels on luttait en ce moment.

Les Hollandais ne comprenaient rien à cette agitation, qui leur semblait être l'œuvre accidentelle de quelques démagogues ambitieux. Lorsque la seconde Chambre des états généraux s'occupait du premier rapport sur les pétitions qu'on lui avait envoyées (25 février), les députés des provinces septentrionales traitèrent toute cette affaire avec le dernier mépris; quand un député proposa de remettre au roi la pétition avec une adresse, M. Sypkens appela cette idée le fruit d'un cerveau malade. Néanmoins, l'adresse fut votée (25 mars) par une majorité de quarante-huit Belges et de sept Hollandais. Ce vote ouvrit, devant ceux qui voyaient tout en rose, une riant perspective en leur faisant espérer que, par la défection des Brabançons du Nord, on finirait par voir la représentation numériquement égale pencher du côté de la Belgique.

Pendant la discussion, les Hollandais avaient fait des allusions piquantes entre autres aussi au nombre mesquin des signatures et à la nature des signataires, qui, à leurs yeux, étaient des imbéciles conduits par des intriguants. Aussitôt, la presse invita les pétitionnaires à paraître, à la nouvelle session, avec trois cent mille nouvelles signatures devant la Chambre.

Tout cela se passa à la même époque où les catholiques irlandais arrachèrent leur émancipation aux tories, ce qui ne manqua pas de donner une grande confiance et le sentiment de sa force à l'Union qui, au fond, était une levée en masse du peuple comme l'Association irlandaise. *Le Catholique*, de Gand, se plaisait à raconter dans

tous leurs détails, chacune des scènes piquantes que présentaient les agitations d'O'Connell, et à consigner régulièrement tous les indices d'une séparation future de l'Irlande en ce qui regardait son administration.

On profita de l'intervalle entre les deux sessions pour fonder de nouveaux organes destinés à propager l'agitation. Le *Courrier des Pays-Bas*, rédigé par des capacités remarquables, telles que Ducpétiaux, Nothomb, van de Weyer et Lesbroussart, était vivement entré dans les idées de l'Union. A côté de ces hommes, de Potter et Gendebien concouraient à la rédaction du *Belge*, et Lebeau, Rogier et Devaux à celle du *Politique*, à Liège.

Le gouvernement trouva nécessaire de descendre lui-même dans l'arène de la presse. Il fonda, à Bruxelles, le *National*, dont la direction fut confiée à un favori du roi qui était, en même temps, l'instrument servile de van Maanen. Cet homme était un Italien du nom de Libri-Bagnano, qui autrefois avait subi deux condamnations à Lyon, qui avait été marqué du fer chaud comme faussaire (1816), et qui, après avoir reçu sa grâce, avait quitté le bagne de Toulon pour se rendre à Bruxelles. Par son habileté et par sa logique rigoureuse, il l'emportait sur un grand nombre de ses adversaires; mais il gâtait tous ces avantages par les personnalités blessantes auxquelles il se livrait et par le langage cynique de son journal qui, pour cette raison même, équivalait aux yeux de l'Opposition révolutionnaire à « une armée » combattant pour la cause qu'elle défendait. « Il faut mettre aux Belges une muselière comme à des chiens », cette citation du *National* fut colportée dans le pays tout entier.

La presse opposée, de son côté, ne ménageait pas

davantage les formes. Déjà auparavant (fin de 1828), le *Courrier de la Meuse* avait dénoncé la distribution inégale des fonctions publiques avec toutes les formes employées par la statistique, bien que ses indications ne fussent pas toujours de la même exactitude; les chiffres donnés par ce journal avaient produit la plus grande sensation. D'autres journaux se plaisaient à examiner la manière dont on employait le million de florins destiné à encourager l'industrie et à scruter les opérations secrètes du syndicat d'amortissement dirigé par le roi en personne, opérations dans lesquelles, outre le président et le secrétaire de ce conseil, les autres membres mêmes n'étaient pas initiés.

A la grande frayeur de tous les hommes modérés, le *Journal de Louvain* osa, pour la première fois, attaquer le roi personnellement (été 1829), tandis que le *Courrier des Pays-Bas* se livra à des discussions hardies sur l'origine des droits dynastiques. Les haines les plus envenimées et les calomnies les plus effrontées développèrent un tel zèle, en couvrant tout le monde de leur venin, que le prince d'Orange lui-même perdit son ancienne popularité. Il arriva, à cette époque (fin de 1829), que les diamants de la princesse d'Orange, sa femme, disparurent d'une manière inexplicable, fait dont on s'empara pour faire planer sur le prince le soupçon d'être lui-même le voleur et d'avoir employé les diamants pour payer ses dettes (1).

(1) Cette opinion s'était tellement accréditée dans le public, qu'on ne voulait pas se laisser convaincre de sa fausseté lorsque, plus tard, le véritable voleur (Polari) fut pris en Amérique et condamné en Hollande.

Cependant, Bartels et ses amis mirent tout en œuvre (septembre), pour déchaîner la seconde tempête de pétitions. La grande impulsion pour l'agitation fut donnée, cette fois-ci, par les prêtres, en Flandre, qui, presque sans exception, y prirent une part active. Les pétitions furent colportées dans la Belgique tout entière et se couvrirent de trois cent soixante mille signatures. Toute la société fut ainsi agitée jusque dans ses couches les plus basses.

Oscillations dans le système du gouvernement.

Le roi, attaqué dès lors par les deux partis qu'il avait excités contre lui, était profondément irrité en voyant s'accomplir cette union « monstrueuse ». Lorsque, dans le cours de l'été, il visita les villes de la Belgique et qu'il fut accueilli partout avec les plus grands honneurs et avec des démonstrations de joie, il se laissa de nouveau tromper sur la véritable disposition des esprits. Reçu devant les portes de Liège par l'autorité municipale de cette ville (23 juin), il la remercia du « bon accueil qu'on lui « faisait et qui était une preuve de l'union intime entre « la nation et son roi ; il savait dès lors, ajouta-t-il, « ce qu'il avait à penser des prétendus griefs dont on « avait fait tant de bruit ; tout cela, on le devait aux « intentions malveillantes de quelques rares personnes « qui ne pensaient qu'à leurs intérêts particuliers ; une « pareille conduite était infâme ».

Ce dernier mot du roi fut recueilli avec avidité ; dans la Flandre, ce grand foyer des agitations cléricales, on vit se réunir un petit noyau des gens les plus révolutionnaires qui aimaient à faire un peu d'*irlandisme* ; ils formèrent un Ordre de l'infamie, dont les membres portaient une médaille représentant un livre ouvert qui

rappelait les articles 151 et 161 de la Constitution et qui portait comme inscription, ces mots : *Fidèles jusqu'à l'infamie*.

Le roi comprit la nécessité de faire quelque chose pour dissoudre cette association extrêmement dangereuse. Suivant les inspirations de sa haine implacable contre la tourbe méprisée des libéraux, il fit des démarches décisives pour s'entendre avec le clergé qui, de son côté, était au fond tout aussi désireux de conjurer l'orage de la démocratie qui grondait à l'horizon. Les ecclésiastiques d'un grade supérieur étaient médiocrement édifiés du langage rebelle de la presse, à laquelle ils devaient cependant se montrer serviables. Ils auraient voulu se séparer avec éclat des terroristes de la presse, si seulement ils avaient pu croire à une réconciliation sincère avec le gouvernement. L'abbé van Bommel, désigné déjà par le roi pour être évêque, se donna toute la peine possible afin de rappeler à la prudence le clergé de Flandre, dans les rangs duquel quelques jeunes ecclésiastiques s'étaient liés avec les radicaux extrêmes (1). En même temps, il essaya de rendre le roi favorable à quelques mesures conciliantes, afin de mettre ainsi un terme à ce catholicisme flamand à la façon d'un O'Connell, et de fournir aux évêques les moyens d'apaiser les curés qui étaient mêlés au mouvement populaire.

Au sein de la curie romaine elle-même, on n'éprouvait guère des appréhensions moindres qu'à La Haye. Dans les audiences que lui donnait le pape, Falck, qui séjournait à cette époque à Rome (février 1830), trouvait occasion de se convaincre que la curie désapprouvait au

(1) Cf. C. Rodenbach : *Épisodes de la révolution des Flandres*.

dernier point la mutinerie irréfléchie du clergé. Lorsque, plus tard, le prince d'Orange demanda indirectement à la cour de Rome d'intervenir auprès du clergé belge afin de faire cesser l'union des partis, on s'y montra disposé et prêt à accéder à ce désir ; en effet, Rome considérait cette alliance léonine comme une grande erreur dont les catholiques auraient, au bout du compte, à payer les frais : on craignait qu'elle ne finit par pousser le roi dans le camp des libéraux (1).

Les avances n'auraient donc pas, de ce côté-ci, fait défaut au roi. Mais le malheur était que le souverain des Pays-Bas, comme le gouvernement en Angleterre, ne pouvait être amené à agir que par l'intimidation. Et même, quand il agissait, il ne prenait que des demi-mesures pleines d'hésitation, qu'il était toujours tenté de retirer quand, dans des moments où il avait un accès de courage, son emportement gâtait de nouveau tout ce qu'il venait de faire, et lui inspirait mal à propos des mesures très-fâcheuses destinées à faire preuve d'une fausse énergie.

Ainsi, à cette époque, le gouvernement faisait les démarches nécessaires pour préparer l'exécution du concordat à laquelle il avait fini par se résoudre ; dans ce dessein, il avait nommé des évêques aux sièges vacants de Gand, de Namur et de Tournai (13 février 1829), au moment même où les flots des pétitions avaient atteint le plus haut point. Si ces nominations avaient été faites plus tôt, on aurait fait échouer tout le mouvement. Ainsi

(1) Lettre du cardinal Albani à Senft von Pilsach, du 8 juin 1830. Chez Crétineau-Joly : *L'Eglise romaine en face de la révolution*. Paris, 1859, t. II, p. 178.

encore, lorsque, par une ordonnance royale du 20 juin, on déclara que la fréquentation du collège philosophique était facultative, cette concession aurait satisfait la grande masse du clergé, si l'effet de la mesure n'eût pas été de nouveau détruit en grande partie par une autre résolution royale, publiée au même moment. Effectivement, par cette dernière on imposa aux évêques l'obligation vexatoire d'envoyer au ministre de l'intérieur les listes des élèves qui devaient être reçus dans les séminaires épiscopaux, d'indiquer en outre les noms des professeurs qui avaient préparé les jeunes séminaristes, de même que les endroits où ils avaient fait leurs études et, enfin, de les soumettre à un examen public. Ensuite, lorsque par une autre ordonnance (comm. d'octobre) le roi avait pris les dernières mesures pour exécuter le concordat, ce qui lui valut la reconnaissance complète du pape, il détruisit encore l'heureux effet de cette bonne volonté. Il publia de nouveaux règlements sur l'instruction publique (novembre), dans lesquels la critique soupçonneuse de ses adversaires découvrait de nouveau un mélange singulier de résistances opiniâtres et de concessions de la part du roi, qui ôtait d'une main ce qu'il venait de donner de l'autre. Pour citer un dernier exemple de ces hésitations du gouvernement, le roi ouvrit, en automne (21 octobre), les états généraux par un discours qui, de l'aveu même des agitateurs les plus redoutables, aurait coupé dans sa racine le second mouvement des pétitions, si ce dernier n'avait pas été commencé depuis un mois. Mais, quelques semaines s'étaient à peine écoulées, que déjà le roi se sentit fortifié par la satisfaction que montrait la curie et encouragé par l'attitude timide des députés belges qui semblaient toujours comme paralysés

à La Haye : tout à coup, il donna libre carrière à ses caprices personnels et à ses sentiments les plus intimes, de manière à effrayer même ses partisans les plus fidèles.

Dans les premiers jours du mois de décembre, le roi eut, avec un député belge (1), une conversation dans laquelle il montra, avec un sans-façon complet, toute sa mauvaise humeur en parlant de chacun des griefs qui lui avaient été exprimés. Il reproduisit immédiatement après (11 décembre), les points principaux de cet épanchement de son cœur devant les états généraux, en leur adressant un message dans lequel il s'exprimait presque avec la même franchise sans gêne. Ce parvenu, issu d'une famille révolutionnaire, y parlait comme le précepteur des plus anciens rois de la trempe la plus despotique et, en avouant de la manière la plus naïve quel était le caractère autocratique de son système de gouvernement, il assumait toute la responsabilité de ce dernier.

« Au sein de la paix et de la prospérité, disait-il dans ce document, un petit nombre de ses sujets s'étaient, de la manière la plus dangereuse et la plus ignominieuse, mis en opposition avec les lois et avec ses intentions paternelles ; la direction imprimée à la presse avait fait naître l'esprit de faction, de critique et de mutinerie : afin de réprimer ces abus, ajoutait le roi, il présentait aux Chambres une nouvelle loi sur la presse, et il saisisait cette occasion pour exprimer son *opinion personnelle* sur la marche du gouvernement. » Ensuite, il examinait, dans ce message, tous les différents sujets dont s'étaient occupées les pétitions et les plaintes des Belges. « En ce qui concernait les intérêts religieux, di-

(1) De Gerlache, t. II, p. 214 sq.

« sait-il, l'Église jouissait depuis la conclusion du concordat, d'une plus grande somme de liberté qu'elle n'en avait jamais possédée ; quant à l'intégrité du pouvoir séculier, le roi continuerait à la maintenir en face d'un zèle exagéré. A l'égard de l'instruction publique, il croyait avoir droit à la reconnaissance des gens éclairés, à cause des dispositions législatives, prises par lui d'une manière tout à fait spontanée. Au sujet de la langue française, il était prêt, comme il le déclarait, à faire les changements désirables, si l'usage de cette langue pouvait, sans inconvénient, être étendu aux transactions publiques. Le principe de l'inamovibilité des juges avait été sanctionné par la loi ; aussitôt qu'on aurait achevé l'introduction imminente de la nouvelle organisation judiciaire (qui avait été discutée en 1827), l'intervention du roi à cet égard ne serait plus nécessaire. » En s'en référant à la Constitution, le roi déclinait toute autre responsabilité des ministres que celle qui avait été établie pour eux par les lois. « Les prérogatives des états provinciaux, ajoutait-il, avaient fait naître des différences d'opinion ; ils n'avaient donc pas à s'occuper du pouvoir législatif. Les vœux exprimés relativement aux droits sur la mouture avaient été satisfaits, de même que ceux qui avaient eu pour but de prévenir autant que possible les abus du syndicat de l'amortissement, etc. »

Encore dans ce curieux document, on retrouve le même accouplement funeste de concessions et de refus, de promesses et de menaces, par lequel les modérés se laissaient peut-être apaiser, mais qui devait nécessairement irriter les mécontents. On y condamnait comme factieux tout le mouvement de la réforme, et

cependant on reconnaissait que les griefs étaient justifiés, puisqu'on offrait de faire des changements. Il y avait là évidemment un essai tenté pour entrer dans des voies nouvelles; néanmoins, la tentation de ses passions retenait le roi dans l'ancienne route.

Le lendemain du jour où ce message fut lu devant la Chambre (12 décembre), le ministre de la justice, van Maanen, et le ministre de l'intérieur adressèrent à tous leurs subordonnés une circulaire qui devait à l'avenir rendre impossible, de leur part, toute tiédeur et toute timidité dans l'accomplissement de leurs fonctions; on leur demanda d'envoyer, dans les quarante-huit heures, la déclaration formelle qu'ils adhéraient aux principes exprimés dans le message royal.

L'effet immédiat de ces ordonnances fut indicible. Les Hollandais dans la masse des fonctionnaires accueillirent avec joie le message, parce qu'il atteignait les Belges; cependant, des hommes tels que le comte van der Duyn disaient très-ouvertement au roi, même dans des rapports officiels, de quelle manière ils envisageaient tout ce que la circulaire avait d'immoral et de despotique. En Belgique, on considérait que ces actes, appelés plus tard les ordonnances de juillet belges et le tocsin de la révolution, avaient inauguré dans ce pays le système que Polignac représentait en France et qui, suivant l'opinion publique, était défendu par Wellington en Angleterre.

La presse se livra, aux sorties les plus violentes. Dès ce jour, van Maanen devint, à cause de sa circulaire, le point de mire des attaques les plus virulentes. « Le message, disait le *Courrier de la Meuse*, est le manifeste du despotisme contre la liberté et le projet de loi sur la presse est l'organisation légale de la tyrannie. »

Peu de temps avant la publication du message, de Potter avait déclaré (15 novembre), dans une *Lettre de Démophile* qu'il adressa à Gobbelschroy, que l'établissement d'une nouvelle ère de liberté et de justice en Belgique était désormais assuré, et il avait prédit que l'Opposition serait invincible. Dans une nouvelle *Lettre de Démophile au roi*, il osa dès lors opposer au système de l'autocratie le principe le plus tranché de la souveraineté de la Charte. « On vous parle, Sire, d'une « monarchie tempérée par une Constitution. C'est un « mensonge odieux et perfide, c'est une absurdité ; une « Constitution ne tempère rien, elle fonde ; avant elle, « rien n'était légal, après elle, tout est légal et ne l'est « que par elle ; sans elle, rien n'existerait. » Il prédisait à la face du roi que son système rendrait une catastrophe inévitable ; il annonça même tout simplement qu'on s'efforcerait d'obtenir une administration séparée de la Belgique et il dit « que les Belges avaient combattu le « roi, la Constitution à la main, comme lui-même avait « invoqué aussi la Charte ; mais puisque le souverain « venait d'arracher la dernière feuille de ce livre, les « Belges aussi répudiaient le traité qu'on venait de « rompre et reprenaient leur indépendance. »

Si de Potter avait voulu donner ainsi un avis aux députés pour leur montrer de quelle manière ils avaient à opérer, on leur donna, d'un autre côté, des indications plus pratiques encore du même genre. Le *Courrier de la Meuse* avait fait ressortir avec éloge un seul bon côté du message, à savoir que le gouvernement avait révélé ses véritables tendances avant de présenter le budget : il ne restait plus, ajoutait-il, qu'à refuser les subsides. Le *Courrier belge* fournit d'autres matériaux :

afin de compléter les renseignements insuffisants que possédait la Chambre sur l'emploi du million destiné à encourager l'industrie, ce journal lui fit des communications détaillées, en disant que, pendant trois ans (1827-1829), trois ordonnances royales avaient assigné à l'ex-galérien Libri-Bagnano la somme de 85,000 francs sur les fonds consacrés à l'industrie nationale.

Effectivement, tous ces faits ne laissèrent pas que de produire une certaine impression sur la Chambre. Lors des débats orageux sur le budget décennal (décembre), Gerlache exprima le principe anglais que venaient d'indiquer les journaux et d'après lequel les griefs et les subsides se tendent la main. Les Hollandais et les Belges se trouvaient de nouveau en face les uns des autres en formant deux partis nationaux nettement tranchés. Il sautait de nouveau aux yeux jusqu'à quel point il était impossible de vouloir tenir réunis ces deux pays avec une Constitution rejetée par la plus nombreuse des deux parties, avec un mode de représentation qui assujettissait la partie la plus grande à la plus petite, et avec des budgets décennaux que la partie la plus petite imposait à la plus grande.

On adopta le budget des dépenses annuelles à la majorité d'une seule voix ; celui des dépenses décennales eut pour lui soixante et une voix contre quarante-six, mais celui des voies et des moyens fut rejeté. Le ministre en présenta un autre, provisoirement pour une seule année, dans lequel on avait rayé le droit sur la mouture : la Chambre l'adopta à l'unanimité. Le roi avait obtenu ainsi ce dont il avait besoin pour le moment. Il crut donc devoir mettre à exécution son nouveau système d'une manière sérieuse et avec toute la rigueur

nécessaire. Exaspéré par l'opposition qu'on venait de faire au budget, il destitua six fonctionnaires qui avaient voté contre ce dernier.

Aussitôt la presse releva le gant avec une nouvelle vigueur. Le *Courrier de la Meuse* émit l'idée d'une souscription nationale, d'une assurance, d'une espèce de rente irlandaise pour ceux des députés qui perdaient de cette manière leur place. Dix-sept journaux présentèrent à la fois le plan d'une pareille assurance (31 janvier 1830): A ce moment de Potter reparut sur la scène, en conseillant (1^{er} février) de donner une extension beaucoup plus universelle à cette caisse nationale et de former une fédération afin de garantir tous les membres qui lui appartiendraient de tous les coups de violence dont ils pourraient devenir les victimes.

Cette proposition acheva de faire perdre au roi toute patience. Immédiatement, on expédia de La Haye (7 février) des ordres pour faire examiner les papiers de de Potter. On saisit une correspondance qu'il avait entretenue, depuis un certain temps, avec Tielemans, référendaire au département des affaires étrangères. Tielemans fut arrêté en même temps que Bartels, rédacteur du *Catholique*; la cour suprême de Bruxelles les renvoya tous les trois, avec trois imprimeurs (13 mars), devant la cour d'assises. Dès le commencement des débats de ce procès (16 avril), tout le monde savait que les accusés seraient condamnés. De Potter fut exilé pour la durée de huit ans, Tielemans et Bartels pour sept ans.

En déployant cette vigueur, le roi parut atteindre le but qu'il s'était proposé. Les journaux hollandais triomphèrent en voyant que les plaintes se taisaient au sein des états généraux; que les feuilles ultramontaines s'impo-

saient silence; que les journaux ultra-libéraux modéraient leur langage, et que le mouvement des pétitions était à l'agonie, puisque cette fois-ci les députés ne présentaient aucune motion afin de faire remettre ces requêtes au roi.

Néanmoins, le roi n'était pas fort à l'aise après avoir remporté cette victoire. L'état de choses en France lui donnait beaucoup à penser. La fermentation des esprits en Belgique était devenue une véritable anarchie. Les publicistes, voyant leur activité entravée chez eux, envoyèrent des correspondances à la presse libérale de Paris, qui dissipa violemment l'auréole dont elle avait autrefois entouré le roi néerlandais. Un homme, tel que Hogendorp, sentait dès cette époque qu'une seule étincelle, lancée d'un côté quelconque, ferait sauter le baril de poudre rempli jusqu'au bord.

Bien que les états généraux fussent devenus complètement muets, il y eut cependant, lors de la présentation d'un projet de loi sur la presse (mai), un conflit violent au sein de la Chambre. Pendant cette discussion, Gerlache parla le langage que de Potter avait employé dans sa lettre; en face « des prétentions orgueilleuses d'une « légitimité de quinze ans », il proclama le principe de la souveraineté du peuple, en s'appuyant sur une autorité devant laquelle tous les députés devaient s'incliner; interrompu par les cris de l'assemblée, il jeta à la face des Hollandais décontenancés le nom de Guillaume le Taciturne et lut un fragment d'un de ses discours, qui à la vérité, disait-il, n'était qu'un acte de circonstance, puisqu'il avait eu pour but... de faire déclarer la déchéance de Philippe II.

Les députés se séparèrent moins réconciliés que

jamais. Vers la fin de la session, le roi eut encore une fois la velléité capricieuse de montrer du bon vouloir ; il retira quelques restrictions imposées à l'enseignement, et il rétablit la liberté de la langue (4 juin). Ce furent des concessions tellement bien choisies, que le *Courrier* des Pays-Bas constata avec satisfaction les bons effets qu'elles avaient eus pour le rétablissement de la tranquillité. Mais, d'autre part, le roi agit d'une manière véritablement insensée, en permettant à la presse gouvernementale de continuer la lutte de la même manière irritante qu'auparavant ; en outre, il fit commencer de nouveau toute une longue série de poursuites contre des délits commis par la presse libérale, bien qu'elle eût considérablement modéré son langage (juillet).

A ce moment encore, il semblait se repentir de toute concession qu'il avait faite, et dont chacune semblait faire naître en lui le sentiment d'une humiliation qui réclamait la vengeance. Tout d'un coup, il détruisit tous les bons effets qu'il venait de produire par ces derniers décrets ; par une résolution datée du 21 juin, il transféra à La Haye le siège de la Cour suprême. Depuis longtemps, on avait compris qu'il y avait une connexion intime entre les retards que subissait l'introduction de la nouvelle organisation judiciaire et la sévérité draconienne avec laquelle on sévissait contre la presse. Le gouvernement avait peur de l'indépendance et du pouvoir que la loi fondamentale assurait à la Cour suprême qu'il s'agissait de créer. En l'établissant à La Haye, et en mettant à sa tête van Maanen, qui était universellement détesté, on semblait vouloir s'assurer une influence plus grande sur cette Cour ; on négligea tranquillement les prétentions plus légitimes que toute une série de

villes hollandaises et belges, et parmi elles surtout la cité hollandaise mais catholique de Bréda, avaient fait valoir pour demander qu'on établît la Cour dans leurs murs. Enfin, on ne se préoccupa en aucune façon du préjudice qu'on causait par cette mesure aux avocats belges; en effet, on les forçait à se présenter devant une Cour éloignée, dans les causes d'appel (1) bien plus nombreuses en Belgique qu'en Hollande et avec des dépenses infiniment plus grandes, ou bien à renoncer à leur clientèle et à céder ainsi aux avocats hollandais un véritable monopole.

Le mécontentement trouvait ainsi de nouveaux aliments. Depuis que la presse avait été bâillonnée, les hommes d'action les plus avancés avaient été jetés dans la voie des conspirations (2), pour lesquelles ils trouvaient un levier fort puissant dans le clergé qui dominait d'une manière exclusive toute la Flandre, qui jouissait d'une grande influence dans les autres provinces et dont tous les membres étaient étroitement liés entre eux. Bartels avait élaboré un projet détaillé dont le but était d'employer les pétitions, c'est-à-dire la menace en permanence, et une opposition passive, pour préparer d'abord les esprits à l'abolition de toute monarchie et pour trouver ainsi les ressources nécessaires à l'exécution de ce plan hardi.

Mais la participation à ces projets extravagants se bornait à un nombre extrêmement limité des ennemis les

(1) Le tableau comparatif des causes d'appel de 1820 à 1830 indiquait 6,352 causes plaidées à Bruxelles, 3,082 à Liège et 1,940 à La Haye.

(2) Cf. Bartels, *loco cit.*, p. 331.

plus passionnés de la maison régnante et du système en vigueur. Dans la masse du peuple, même en Belgique, l'autorité des princes d'Orange était toujours très-solide-ment enracinée. Dans le monde industriel, ils avaient des partisans nombreux et fidèles. Il s'en fallait même beaucoup que la grande masse des membres de l'Union, tant libéraux que cléricaux, dont les sentiments étaient favorables à la rébellion, fût poussée assez loin pour qu'elle eût « facilement franchi l'abîme qui sépare la « théorie de la pratique ».

D'ailleurs, on aurait manqué d'un chef capable d'exercer une influence imposante sur la troupe indisciplinée des adversaires du gouvernement. De Potter, qui aurait été le plus apte à jouer ce rôle, se trouvait avec ses compagnons sur la route de l'exil, et lui-même avoua, plus tard, qu'à cette époque les Belges n'avaient pas encore cru à la possibilité d'une révolution. Cependant, lui et ses compagnons proscrits n'avaient pas encore dépassé Aix-la-Chapelle, lorsqu'ils furent vivement agités en apprenant les nouvelles de Paris, qui leur annonçaient des événements dont l'importance pouvait tout à coup devancer les espérances et les efforts des esprits les plus hardis. Il venait d'éclater, au sein de cette ville, un incendie d'une telle violence, qu'on pouvait prévoir avec certitude que les étincelles jailliraient au loin et embraseraient toutes les matières combustibles qui s'étaient entassées en Belgique.

8. — LA FRANCE

Les éléments religieux et cléricaux pendant l'époque de la Restauration.

Il est difficile de trouver, dans les temps d'une civilisation très-avancée, au sein des masses considérables d'un peuple, cette unanimité instinctive qui peut conduire à des mouvements généraux dont le but est de faire cesser des abus politiques et sociaux. Il n'y a que les pays catholiques où il soit beaucoup plus facile, quand ce sont des intérêts d'Église et le zèle religieux qui entrent en jeu, de faire naître, sous la conduite de pasteurs qui s'entendent entre eux, cet instinct aveugle, grâce auquel les masses obéissantes suivent leurs conducteurs comme un troupeau docile.

Pendant les quinze années de la Restauration dont nous venons de donner un aperçu, on fit cette expérience dans tout l'ouest de l'Europe, c'est-à-dire dans les pays qui appartiennent particulièrement au catholicisme; en effet, la réaction religieuse formait, comme nous l'avons vu, la partie essentielle et caractéristique de l'histoire de la restauration dans les divers États. Dans tout l'est, en Russie, en Autriche et en Allemagne, nous avons à peine rencontré, pendant les événements de cette période, quelque mouvement religieux ou quelque agitation relative aux confessions religieuses, pas même dans les pays où, comme en Pologne ou en Hongrie, les éléments opposés ne manquaient en aucune façon. Dans cette

direction, le règne de Napoléon n'avait exercé aucune influence. Mais partout où la domination française avait pénétré profondément dans le peuple, en agissant sur sa condition intérieure, il s'était produit d'abord, avec le concours de l'empereur lui-même, une réaction religieuse contre le scepticisme outré de la République; puis, après la chute de Napoléon, la réaction cléricale contre ses propres méfaits antipapistes s'était propagée dans tout l'ouest catholique de notre partie du monde.

A partir de 1820, c'est-à-dire depuis la révolution espagnole et les événements qui en furent les conséquences, il y eut un mouvement hostile aux exagérations de la Restauration : les partisans des principes proclamés par la Révolution française commencèrent une nouvelle lutte contre la réaction. Aussitôt nous avons vu que, dans tous les pays catholiques, une partie du clergé se mit à la tête de partis ou de masses populaires, afin de poursuivre des entreprises aux tendances également religieuses, mais d'un caractère politique fort différent.

En Espagne, en Italie et en Suisse, le catholicisme se trouvait dans l'alliance la plus étroite avec le pouvoir souverain et avec la réaction; ceux qui combattaient pour la cause de la liberté, tels que les carbonari et les francs-maçons, étaient poursuivis par l'Église comme hérétiques, non-seulement en matière de religion, mais encore en ce qui regardait l'orthodoxie politique. Or, nous avons vu avec quelle force le parti apostolique en Espagne, s'appuyant sur le bigotisme du peuple, établit son pouvoir sur le trône et sur le pays. Le phénomène contraire se produisit en Irlande et dans les Pays-Bas, où le clergé catholique se vit placé entre deux ennemis, à savoir le libéralisme démocratique des classes éclairées

de la population catholique et un gouvernement appartenant à une autre religion, c'est-à-dire au protestantisme. Dès que, dans ces deux pays, le clergé se vit forcé de faire un choix, il attira de son côté les forces de la liberté et de l'intelligence, ce qui lui assura partout les mêmes succès importants et décisifs. En peu d'années, l'Association irlandaise sut conquérir l'émancipation qu'autrefois un Pitt n'avait pu obtenir, et qu'au moment actuel Wellington n'était pas en état d'empêcher. L'Union belge rassembla sous sa bannière un peuple rajeuni, qui pendant un millier d'années n'avait su acquérir l'instinct de l'unité politique et de l'indépendance nationale.

La France se trouvait placée entre les deux groupes, où elle occupait un milieu fort caractéristique. Bien qu'elle fût, comme l'Espagne et l'Italie, déchirée et divisée par les mêmes partis séculiers et cléricaux, révolutionnaires et réactionnaires, on trouvait cependant, au sein de son parti clérical, une certaine disposition à former deux grandes ligues et à représenter les tendances opposées qui divisaient le catholicisme au Nord et au Midi. Le pouvoir mystérieux de la Congrégation française, c'est-à-dire les *ultras* de l'ultramontanisme et du royalisme, formait le centre de l'obscurantisme clérical et politique ; il dépassait encore en zèle les apostoliques et les *con-cistoriali* en Espagne et dans les États de l'Eglise. Se souvenant du terrible mot de Mirabeau, d'après lequel il fallait décatholiser la France afin de la démonarchiser, ce parti avait commencé une lutte à outrance avec les disciples de la Révolution, car il s'agissait pour lui de défendre la cause du trône et de l'autel, qui à ses yeux était la même. Au milieu de cette mêlée, Lamennais avait vu avec indignation l'incapacité et l'impuissance qui

caractérisaient la cour de Rome aussi bien que celle de Paris ; il s'était senti poussé à la révolte contre la doctrine de la soumission aveugle par laquelle le parti de la Congrégation blessait la conscience générale et avilissait la nation française dans son propre sein : il adressa donc un appel au catholicisme et l'invita à conclure une alliance avec la liberté et avec la cause du peuple. Tant qu'il était en lui, il aurait voulu, par rapport à l'attitude du clergé catholique, assimiler à la Belgique cette même France que les révolutionnaires de 1818 auraient désiré imprégner des principes que défendait le prince d'Orange. De tout temps, les congréganistes et les ultra-royalistes auraient mieux aimé assimiler la France complètement à l'Espagne.

Nuance théocratique des affaires publiques en France.

Nous nous souvenons (Cf. t. III, p. 274) que ce parti des royalistes exaltés aurait voulu, dès le commencement de la Restauration, fonder une autre Espagne en-deçà des Pyrénées. Neuf ans plus tard, l'heureuse issue de l'invasion espagnole lui suggéra la pensée de reprendre tranquillement et avec un ordre systématique tous ces projets, dont on avait manqué l'exécution à cause du zèle anarchique déployé en 1814 et 1815. Selon les idées de ces *ultras*, la campagne espagnole avait eu pour but de mettre un terme à la révolution en France aussi bien qu'en Espagne, ou, comme Courier l'avait exprimé, de conquérir la France en Espagne ; de répondre au projet déjoué des libéraux, qui avaient voulu importer la révolution de l'Espagne en France, par un autre projet dont le but était d'implanter en France l'absolutisme espagnol, et, enfin, après la destruction de la Constitution en Espagne, d'écarter aussi la Charte en France.

On se racontait qu'un des généraux français, le prince Hohenlohe, s'était engagé, dans les salons du faubourg Saint-Germain, à brûler, lors de son retour, sur la place du Carrousel, la Charte française, après avoir jeté au feu d'abord à Madrid la Constitution des cortès. Cependant, la masse du parti royaliste, qui renfermait dans son propre sein une fraction des chartistes les plus ardents, était beaucoup trop prudente et beaucoup trop satisfaite lors de son arrivée au pouvoir, pour songer à diriger contre les institutions politiques des attaques précipitées de ce genre, qui auraient remis en jeu toutes ses conquêtes et toutes ses espérances.

Ce n'était que dans le domaine moral et religieux, que les cléricaux revendiquaient comme le terrain particulier soumis à leur domination, qu'on avait permis aux plus hardis des membres de la faction royaliste de faire une invasion des plus graves, même avant la guerre d'Espagne et avant ses heureux résultats. Effectivement, de ce côté-ci, on avait donné aux affaires publiques et à l'état de choses en France une teinte théocratique qui, sous plus d'un rapport, pouvait rappeler les ombres les plus noires et les abus les plus criants sous lesquels gémissait l'Espagne.

Ce mal avait éclaté immédiatement, dès que les royalistes avaient vu que seuls ils étaient maîtres du terrain, du gouvernement et des Chambres. Peu de temps après l'entrée de Villèle dans le cabinet, l'abbé Frayssinous, évêque d'Hermopolis et premier aumônier du roi, avait été placé (1^{er} juin 1822) comme grand maître de l'Université à la tête de l'instruction publique : cette nomination avait été saluée, avec assez de raison, par les cléricaux comme une nouvelle ère qui s'ouvrait à leur influence.

Dans les commencements de la Restauration, l'influence la plus importante avait été exercée sur l'instruction publique par Royer-Collard en sa qualité de membre de la commission royale de l'instruction publique; il s'était toujours montré le défenseur le plus brillant du principe d'après lequel l'éducation nationale doit être dirigée par des laïques. Au contraire, l'homme auquel on confia dès lors la direction de ce département avait été, pendant l'époque révolutionnaire, du nombre de ces pieux prêtres qui, au risque de leurs jours, avaient dit pendant la nuit et en secret la messe, prohibée sous les peines les plus sévères. Ensuite, lorsque Bonaparte avait de nouveau ouvert les portes des temples, Frayssinous avait été parmi les premiers prédicateurs notables; de 1803 à 1809, il avait fait des conférences dans la chapelle de Saint-Sulpice (1), par lesquelles il s'était efforcé de ramener la jeunesse sceptique aux vérités du christianisme.

Frayssinous était un digne savant, plein de calme et de modération; en écrivant son ouvrage principal (2), il avait su se maintenir fort prudemment et sans blesser personne dans un juste milieu entre les gallicans et les ultramontains. Cependant, dès sa première jeunesse, il avait été entouré de zélateurs de la trempe de Boyer, son ami d'enfance, de gens fanatiques, tels que les trois frères Clausel de Coussergues, ses parents, et d'hommes zélés, tels que l'abbé Legris-Duval, qui, pendant quelque temps, avait été le chef spirituel de la Congrégation, lorsqu'elle n'était encore qu'à ses débuts inoffensifs et purement religieux.

(1) Imprimées en 1825 sous le titre : *Défense du christianisme*, t. I-III.

(2) Cf. *Les vrais principes de l'Église gallicane*. 1818.

Dans les premières circulaires qu'il adressa aux fonctionnaires de l'Université et aux évêques, le nouveau grand maître ne cacha en aucune façon qu'il considérait, non la science, mais la religion comme la chose essentielle dans l'éducation, et qu'il fallait inculquer à la jeunesse non-seulement des idées religieuses, mais encore des sentiments monarchiques : c'était là, ajoutait-il, ce qui avait surtout déterminé sa nomination.

Sachant fort bien que dans le domaine scolaire tout dépend des questions de personne, il s'efforça de faire des changements radicaux dans le personnel du corps enseignant, en agissant conformément au nouveau système et en procédant d'abord avec les plus grandes précautions, mais en suivant une direction nettement indiquée (1). Il suspendit (octobre) les cours de Guizot sur l'histoire moderne, par la seule raison que le professeur était protestant. Il suspendit également le cours de philosophie de Royer-Collard, bien que son enseignement fût imprégné d'une grande austérité morale et destiné à faire opposition au sensualisme de Voltaire ; mais Royer-Collard, qui au fond de sa nature était cependant un véritable chrétien et par principe même un catholique rigide, se montrait l'adversaire beaucoup trop déclaré de cette invasion systématique du clergé dans le domaine de l'instruction publique. Cette invasion détermina aussi le digne Sylvestre de Sacy à donner sa démission comme membre de la commission de l'instruction publique, où

(1) Les traits suivants sont empruntés en grande partie de deux ouvrages qui certainement ne peuvent être suspects : Henrion : *Vie et travaux apostoliques de M. de Quélen*, et *Vie de M. Frayssinous*. Paris, 1844.

il fut remplacé aussitôt par un initié, l'abbé Clausel de Coussergues.

Au Collège de France, la place de l'astronome Delambre, qui venait de mourir, fut donnée à un congréganiste (Binet), bien que le corps des professeurs eût proposé à l'unanimité Mathieu pour ces fonctions. A la tête des académies et des collèges royaux et communaux, on mit désormais, autant que possible, seulement des ecclésiastiques comme recteurs, proviseurs, censeurs et principaux. Partout où se montrait, dans ces établissements, un esprit de résistance, on ne reculait pas devant les remèdes les plus énergiques, tels que suspensions, suppressions et transformations. Afin de remédier à un inconvénient qui se présentait dans les collèges, où l'instruction religieuse cessait pour les élèves dès qu'ils avaient fait leur première communion, on nomma des aumôniers chargés de continuer l'éducation religieuse des élèves dans les classes supérieures, en leur faisant des conférences d'après la méthode suivie autrefois par Frayssinous lui-même.

Mais cette sollicitude si minutieuse ne satisfit pas encore les zélateurs les plus ardents. De ce nombre était, à cette époque, aussi Lamennais qui, dans une lettre fameuse adressée (22 août 1823) par lui au *Drapeau blanc*, disait au grand maître qu'il espérait voir détruire toute l'Université. Sous la protection de cette institution, ajoutait-il, étaient placées des écoles françaises au sein desquelles les enfants étaient formellement élevés dans un athéisme pratique; c'étaient des repaires du vice, disait-il, que ces écoles, dont il désignait une dans laquelle trente élèves avaient gardé l'hostie pour en cacheter leurs lettres.

Cet état de choses dans les collèges royaux avait fait qu'un grand nombre de familles, et non pas seulement de familles nobles ou dévotes ou appartenant à la cour, aimaient mieux confier leurs enfants aux jésuites. Sous le nom de frères de la foi, ces pères avaient été tacitement tolérés tels qu'ils avaient déjà existé sous le règne de Napoléon; ils possédaient dans le royaume sept établissements scolaires dont la direction centrale se trouvait à Montrouge et à Saint-Acheul. Ces écoles étaient, de nom, « de petits séminaires, » c'est-à-dire des maisons d'éducation pour de jeunes ecclésiastiques; mais, de fait, on les avait étendues, de manière à les transformer en établissements d'instruction pour des laïques, en véritables collèges qui, abstraction faite de Paris, comptaient plus d'élèves que tous les trente-huit collèges royaux ensemble.

Afin d'achever l'épuration religieuse de ces établissements mal famés, le grand-maître eut l'idée d'envoyer l'abbé Scorbiac, en sa qualité d'aumônier de l'Université, successivement dans tous les collèges royaux pour en évangéliser environ douze par an, c'est-à-dire pour habitude les élèves, dans la retraite, à des exercices religieux. Cet homme savait prendre ses auditeurs, jeunes et vieux, par la rigueur de son argumentation aussi bien que par les terreurs que faisaient naître ses images; lorsqu'il fit, à Avignon, un sermon sur le jugement dernier, tous ses auditeurs, professeurs et élèves, se jetèrent à terre et restèrent pendant un quart d'heure en proie à une émotion et à un engourdissement profonds.

De la même manière, Frayssinous fit visiter les écoles par les missions dont on avait gardé depuis 1815 un terrible souvenir; pendant plusieurs années, elles furent

de nouveau en vogue et produisirent de nouveaux scandales. Partout où les missionnaires nomades firent entendre leurs prédications, ils semèrent d'une manière durable ou seulement passagère la discorde au sein des populations. D'ordinaire, ils laissaient dans les localités visitées par eux des sociétés pieuses qui étendaient successivement les réseaux d'une communauté religieuse sur la France tout entière et dont les chefs, bien qu'en butte à des hostilités incessantes, devenaient les maîtres des communes.

Les missionnaires se montraient rarement dans une localité, sans que les théâtres se moquassent par des pièces satiriques des scènes horripilantes qu'ils décrivaient dans leurs sermons; quand ils plantaient des croix et quand ils faisaient des processions, il y avait presque toujours des conflits dans lesquels on était obligé de faire intervenir la troupe, mal disposée, qui répugnait à servir sous les ordres du clergé. L'armée elle-même avait ses propres missionnaires dans les aumôniers des régiments, source constante de délations et d'espionnages, de mauvaise humeur et de haines. La classe ouvrière aussi trouvait un missionnaire particulier dans la personne de l'abbé Lœwenbruck, jésuite d'une imagination confuse, à qui l'on donnait, à partir de 1822, toutes les facilités possibles pour prêcher devant les ouvriers à Paris, jusqu'à ce que, quelques années plus tard, il devint complètement fou.

Tous les actes odieux que peut produire l'intolérance étaient de nouveau à l'ordre du jour. Le zèle des convertisseurs s'exerçait sur protestants et juifs; on faisait de nouveau des tentatives pour enlever aux familles leurs enfants et pour les faire entrer dans des couvents; les

prêtres refusaient d'accepter des personnes mal notées sous le rapport politique comme parrains; ils ne voulaient ni admettre au mariage des conjoints de confessions différentes, ni à la distribution des aumônes des mendiants dépourvus de billet de confession, ni à la messe des morts les corps de gens sceptiques et irréligieux.

La célébration du dimanche était observée de la manière la plus rigoureuse. Courier a immortalisé le préfet de l'Indre-et-Loire, qui avait fait traduire en justice les paysans d'Azai pour avoir dansé à l'issue du service divin; « cependant, disait Courier, le roi David dansa devant « l'arche d'alliance, et le Seigneur le trouva bon. » Dans des départements entiers, on ne trouvait chez les libraires que livres de prières, légendes et traités religieux, expédiés en masses énormes par certains dépôts, tels que Lyon. On ne permettait plus aux bouquinistes d'exposer à l'étalage les œuvres de Rousseau et de Voltaire. S'il n'avait tenu qu'à l'abbé Liautard, qui par madame du Cayla exerçait une influence considérable sur le roi décrépît, on aurait fait une attaque générale contre les écrivains, les imprimeurs, les libraires, les bibliothèques, les cabinets de lecture, les collèges, les pensions, les théâtres et les cafés, pour détruire d'un seul coup tous les livres impies (1).

On persécuta la presse libérale avec une cruauté méchante; à cet égard, on fit revivre même les horreurs judiciaires de 1815. Après que Magalon, rédacteur de *l'Album*, avait été condamné à treize mois de prison pour délit de presse, il fut traîné à Poissy à pied, les

(1) Cf. Liautard : *Mémoires*, t. 1^{er}, p. 313. Voir le fragment *Le Trône et l'Autel*.

mains liées et en société d'un galérien ivre et galeux ; dans la prison, on le traita comme un criminel vulgaire. Afin d'être sûr des juges, on procéda à une épuration fort étendue des tribunaux et des autorités administratives. Le ministre de la justice et son secrétaire général Vatisménil allèrent jusqu'à destituer en masse tout le corps des huissiers et des greffiers, parmi lesquels un grand nombre avaient acheté leurs places à prix d'argent.

L'abbé Liautard, qui aurait voulu faire occuper les tribunaux, les autorités administratives, l'Institut, l'Académie et la Chambre des pairs uniquement d'hommes sûrs, imagina tout un système destiné à inaugurer une nouvelle ère. Il pensait qu'en ne craignant pas de dépenser des millions et en versant cette pluie d'or aussi sur les injustes, on pourrait effectuer un changement aussi énorme sans secousse aucune, sans inquiéter directement qui que ce fût, sans porter atteinte à personne, et sans priver de tout espoir les personnes contre lesquelles il voulait agir.

A la place des fonctionnaires mal vus qu'on venait d'écarter, on mit, pour la plupart, les protégés du parti royaliste et surtout de la Congrégation qui formait le noyau pieux de ce parti. Nous avons vu plus haut (Cf. t. III, p. 286, sq.) comment, dans les temps agités de la Restauration de 1815, cette Société était arrivée à une grande influence politique et quelle était son ambition à cet égard. Depuis cette époque, elle s'était servie de ses membres les plus distingués, les Montmorency, les Rivière, les Doudeauville, les Damas et autres, pour entretenir ses relations avec la cour et pour continuer à exercer son influence sur l'esprit et sur la marche du

gouvernement; les membres subordonnés, avides de places, avaient recherché les affiliations de la Société et leurs recommandations comme un moyen d'avancement.

L'imagination échauffée de ses adversaires libéraux et sceptiques avait vu dans ces sourdes influences le fantôme d'un pouvoir organisé d'après un plan méthodique; on croyait que la Congrégation formait un corps solidement constitué et une espèce d'Ordre secret, qui avait pris dans ses filets toutes les classes et toutes les conditions; qui donnait à ses initiés toutes les places dans l'armée, dans l'administration, dans le parlement et dans les tribunaux, et qui avait pour but de s'emparer de tous les pouvoirs dans l'État.

Effectivement, la Congrégation se servait de tous les moyens possibles pour fonder des ramifications par lesquelles elle étendait ses tentacules dans toutes les provinces et dans tous les cercles de la société. On avait maintenu partout l'ordre administratif centralisé, tel qu'il était consacré par la tradition; en outre, par suite d'abus nouvellement répandus, surtout sous le règne de Charles X, la cour était de nouveau devenue le centre de toutes les cliques et de toutes les intrigues personnelles, et elle seule distribuait les avancements, les dignités, les distinctions honorifiques et les faveurs personnelles. Par conséquent, la Congrégation, qui possédait une influence énorme sur cette cour, pouvait facilement disposer de toutes les fonctions, y compris celles de conseiller départemental et de conseiller municipal.

Par ces voies, l'influence de la Congrégation et la couleur cléricale qu'elle imprimait à tout ce dont elle s'occupait pénétraient partout, depuis les sphères les

plus basses jusqu'aux plus hautes. Ce qu'on avait eu l'intention de faire dès 1817, mais ce qui n'avait pu être accompli dès cette époque, on l'effectua à ce moment; on créa (31 octobre 1822), dans la Chambre des pairs, un banc ecclésiastique et, en même temps, on éleva à la dignité de pair d'abord huit évêques et archevêques. Plus tard (26 août 1824), on reçut trois prélats au Conseil d'État, comme on avait l'habitude de le faire sous l'ancien régime; puis, le cardinal la Fare fut nommé ministre d'État et membre du Conseil d'État.

Le même jour, on créa, à l'instigation de Liautard (1), pour le grand maître de l'Université, un nouveau ministère du culte et de l'instruction publique, mesure qui fut accueillie à Rome avec enthousiasme. La curie romaine, écrivit M. de Sambucy à Frayssinous, caressait l'idée que, sous sa protection, « le clergé libre » et dégagé de toute crainte pourrait enfin prendre le « rang qui lui était dû. » Ce qu'on comprenait sous ce « rang », c'est ce que l'archevêque de Toulouse, M. de Clermont-Tonnerre, avait trahi lorsque, annonçant pour ainsi dire le nouveau pontificat de Léon XII, il publia à Rome la lettre pastorale dont nous avons parlé plus haut (Cf. t. XVII, p. 220, sq.), et dans laquelle il indiqua ouvertement dans toute leur étendue les demandes et les espérances du clergé. Le gouvernement, profondément consterné de cette publication, fit supprimer le mandement (10 janvier 1824) qui était complètement désapprouvé par beaucoup de catholiques sincères.

Un peu plus tard, dans la session de 1824, le conseiller d'État Ferdinand de Berthier formula (9 juillet)

(1) Cf. Liautard : *Mémoires*, t. I^{er}, p. 126 sq.

le même programme des changements à faire, programme dans lequel le parti ultramontain aurait salué la consolidation de la véritable restauration en France. Il proposa « d'abolir les lois impies de la Révolution ; de « punir le sacrilège ; de rendre aux liens du mariage leur « ancien caractère sacré, en faisant le mariage civil « précéder du mariage religieux ; de rendre au clergé « une position indépendante ; de consoler le roi au sujet « de la spoliation dont ses compagnons de malheur, les « émigrés, avaient été victimes ; enfin, de soumettre les « codes à une révision et de les mettre en harmonie avec « les sentiments religieux et avec les institutions monar-
« chiques. »

Dans le même sens, le pape Léon aussi avait, peu de temps auparavant (4 juin), dans sa lettre secrète adressée à Louis XVIII (Cf. t. XVII, p. 221), élevé des plaintes à la face du roi au sujet du manque de zèle que son gouvernement montrait pour les intérêts de la religion ; puis, il lui avait indiqué les changements à introduire dans la législation qui, disait-il, « trahissait les principes et les « temps néfastes de la révolution et de l'usurpation ». Depuis qu'on croyait le zélantisme établi sur le trône papal, et qu'on espérait voir la curie romaine former une alliance avec la Congrégation, les *ultras* cléricaux, en France, semblaient croire que rien ne leur était impossible.

Du temps du jubilé romain (1825) et l'année suivante, lors de la célébration du jubilé universel en France (1826), la théocratie se vit arrivée au faite de sa puissance. Ce fut pendant cette même année qu'en face de la presse libérale, qui jetait des cris de détresse et qui continuait une lutte désespérée, le gouvernement provoqua, par les

conseils généraux des départements, une manifestation de l'opinion publique qui, plus directement encore que la Chambre des députés, devait exprimer les véritables sentiments du pays. Les conseils généraux aussi répétèrent, sous une forme plus rigoureuse encore, les demandes faites par Berthier et par Clermont-Tonnerre. Selon les Mémoires que présentèrent ces assemblées, les vœux universels du pays auraient réclamé : la restriction des libertés accordées à la presse ; la révision de la loi sur la librairie ; la suppression de l'Université ; la bénédiction nuptiale donnée par l'Église avant le mariage civil ; la dotation du clergé à l'aide de propriétés fixes et inaliénables ; la protection légale des congrégations religieuses, et, enfin, la remise de l'instruction publique entre les mains des communautés ecclésiastiques ou, comme le disait ouvertement le conseil général des Bouches-du-Rhône, entre les mains des jésuites.

Ceux qui siégeaient et qui votaient dans ces conseils étaient des créatures du ministère ; néanmoins, on se tromperait si l'on croyait que leurs votes étaient tous nécessairement le résultat d'un ordre ou de la corruption ; on se tromperait également, si l'on s'imaginait que la masse du peuple français s'était toujours et partout sentie aussi mal à l'aise dans cette atmosphère théocratique que les agitateurs qui actuellement se voyaient réduits au silence ; on se tromperait enfin, si l'on pensait que le peuple n'avait supporté le pouvoir pieux de ses prêtres que parce qu'il s'était associé au pouvoir séculier.

Effectivement, beaucoup plus tard, sous le règne de Louis-Philippe, lorsque la licence était à l'ordre du jour et que la presse se trouvait complètement libre, des phénomènes semblables ont cependant pu se reproduire en-

core. Les esprits libéraux et inquiets de ces années-là ont dit la vérité en donnant libre cours à l'indignation amère avec laquelle ils voyaient le peuple donner sa « démission » (1). Dans leur angoisse pleine de doutes, où ils craignaient déjà que la secte des *ultras* ne réussît à ramener violemment la loi, le droit et les mœurs vers des époques passées depuis longtemps, ils avouèrent eux-mêmes jusqu'à quel point ces événements et un pareil état de choses avaient fait tomber leurs illusions.

Effectivement, il existait toujours au sein des provinces en France un fonds de sentiments religieux, bien qu'ils fussent mêlés d'un résidu de la plus sombre superstition. Tout le monde ne croyait pas que la Congrégation ne fût qu'un nid de cabales et de protections et qu'un bureau de placement; tout le monde ne voyait pas dans l'ordre des jésuites une terrible hydre à cent têtes; tous les paysans ne considéraient pas comme des incendiaires spirituels les missionnaires dont ils écoutaient les sermons et dont ils suivaient les processions avec une véritable contrition; enfin, tous les Français ne pensaient pas que le clergé français tout entier fût une bande de conjurés; animés uniquement de convoitises égoïstes.

Il faut dire cependant que la partie respectable du clergé, qui aurait pu cultiver le terrain le plus fertile au sein du peuple et y faire naître une véritable moralité

-
- (1) « Nargue du sot qui meurt pour la patrie!
« Rions des dieux, sifflons les sages,
« Flattons nos maîtres absolus,
« Donnons-leur nos fils pour otages;
« On vit de honte, on n'en meurt plus!
« ... Traînons galement nos fers dans la fange. »

Béranger (mai 1824).

et la vraie religion, se tenait à l'écart et se renfermait dans une tranquillité et dans un silence pleins de modestie. Cette partie du clergé abandonnait le champ vaste et important de la vie publique à ceux qui, pleins d'hypocrisie, exploitaient cette époque d'une agitation religieuse dans les desseins les plus mondains, c'est-à-dire à la tourbe insolente des égoïstes importuns que l'opinion publique comprenait tous dans la coterie commune des congréganistes et des jésuites.

Comme nous l'avons dit ailleurs, cette oligarchie cléricale avait, à l'occasion, montré assez ouvertement, par les organes du parti royaliste, quel était le but qu'elle poursuivait et quelles étaient ses tendances dangereuses. Les membres passionnés du parti opposé voyaient de bonne foi et sérieusement, ou bien ils prétendaient voir avec crainte chez leurs adversaires des intentions plus dangereuses encore et non avouées, qui cependant étaient tout au plus les arrière-pensées de gens fantasques et des fanatiques les plus insensés. En exagérant les choses, ils les croyaient capables de projets imaginaires ou ils leur attribuaient des plans et des moyens d'action qui, dans leur imagination excitée ou dans leurs représentations excitantes, paraissaient à dessein ou sans intention beaucoup plus terribles qu'ils n'étaient en réalité. Les formules abstraites et généralisantes, sous lesquelles on désignait ces projets des cléricaux, faisaient paraître la Congrégation comme une vaste et unique conspiration contre la sûreté de l'État. Comme on voyait la Congrégation s'appuyer à la fois sur le trône en France et sur l'autel à Rome, on lui prêtait l'intention d'anéantir tout l'héritage de la Révolution ; de ramener à la barbarie du moyen âge la génération des temps

modernes qui avait une si haute idée de ses propres qualités ; d'établir sa suprématie au milieu de ce peuple avide d'égalité ; de soumettre le trône à la domination cléricale ; d'entraîner le gouvernement dans la théocratie politique et, enfin, de miner la charte « antichrétienne ».

Le gouvernement fit preuve d'un aveuglement inconcevable lorsque, dans ce pays tel qu'il était sorti des orages de la Révolution, il favorisa par sa négligence, par son indulgence et même par sa protection toute cette exagération du zèle théocratique chez le parti cléricale qui nourrissait ou qui faisait craindre ces idées et ces passions antisociales. Le pouvoir continuait à s'aveugler ainsi jusqu'à ce que la nation, d'abord soumise, se réveillât peu à peu de cette ivresse religieuse à moitié roduite par des moyens artificiels, et qu'elle se sentît animée contre le clergé d'une hostilité nouvelle qui plus que jamais était imprégnée d'amertume.

On a dit avec esprit que le peuple français ne sait pas ce qu'il veut, mais qu'il sait d'autant mieux ce qu'il ne veut pas. Dans la série des choses qu'elle ne voulait pas, il faut placer en première ligne pour une nation aussi guerrière les empiétements du clergé sur le domaine du pouvoir séculier, la domination de la calotte et du froc. On se souvenait trop bien des temps où, à la tête de ses phalanges victorieuses, la France avait imposé sa volonté aux populations sur les bords du Niemen et du Danube, pour qu'à l'époque actuelle et chez eux les Français voulussent se laisser dicter la loi par les tristes légions des lévites sur les bords du Tibre. « Hier, disait « Courier, on nous demandait si nous serions les maîtres « du monde ; aujourd'hui, on nous demande si nous al-

« lons devenir des capucins. Qui aurait prédit cela à Austerlitz? »

Le comte Villèle.

Par suite de la position que le gouvernement venait de prendre à l'égard de l'état de choses monstrueux dans lequel se trouvaient les affaires publiques, le pouvoir semblait être de plus en plus le simple instrument du parti dominant, comme il l'avait été dans les commencements de la Restauration (Cf. t. 1^{er}, p. 120). Cette faiblesse semblait incompréhensible chez le président du ministère, Villèle; en effet, ce dernier avait personnellement pris part à toutes les expériences de 1815; il comprenait fort bien jusqu'à quel point l'imprudence des exaltés ou des *pointus*, comme il les appelait, était pernicieuse pour le pays; enfin, en s'opposant aux exagérations des royalistes et en les dirigeant pendant sept ans, il leur avait appris lui-même à acquérir les aptitudes nécessaires pour l'exercice du pouvoir. On était surpris de lui voir cette condescendance et cette faiblesse avec lesquelles, bien qu'il fût placé à la tête du gouvernement, il permettait au parti des *ultras* de lui enlever, pour ainsi dire, les rênes des mains et de modifier chez lui la modération par laquelle il avait autrefois refrené ce parti au sein du parlement et dans les rangs de l'Opposition.

Nous manquons de sources très-exactes (1) qui puissent nous fournir des renseignements détaillés sur la nature de cet homme d'État peu communicatif et sur ses relations personnelles et intimes. Il est fort difficile d'éta-

(1) Cf. *Notice historique sur le comte de Villèle*, par le comte de Neuville. Et l'article : *Villèle* dans la *Biographie universelle* (Supplément, t. 1^{er}, p. 85), de Boullée.

blir avec certitude, et par conséquent on a indiqué d'une manière fort différente, ce qui, dans cette conduite du célèbre ministre des royalistes, était le résultat de la nécessité et ce qui doit être attribué à sa propre volonté et à ses fautes personnelles; ce qui, dans sa politique, était le résultat de ses principes ou le fruit de ses inconséquences, et, enfin, ce qui était le but suprême d'après lequel il dirigeait toute sa manière d'agir dans les questions politiques.

Ces différences de jugement résultaient presque nécessairement de l'examen des diverses modifications qui se montraient dans la direction donnée par Villèle à son action politique, changements qui, en bonne partie, étaient une conséquence des difficultés insurmontables dont chacun des serviteurs de la Restauration se voyait entouré dans ces temps « impossibles ». Tous ces serviteurs avaient à accepter l'héritage de la grande Révolution; cependant, bon nombre d'entre eux, obéissant au grand revirement des temps, voulaient effacer autant que possible les souvenirs et les effets de l'époque révolutionnaire. Tous se voyaient placés au milieu même de l'abîme qui séparait la population dont une partie voulait que le pouvoir reconnût l'existence légale des institutions qui lui avaient été léguées, tandis que l'autre partie en demandait l'abolition, mais qui toutes les deux, par ces efforts en sens contraire, poussaient sans cesse les destinées de la France dans une direction diamétralement opposée. Tous ces serviteurs étaient enchaînés à une tâche presque impossible à accomplir. On leur demandait de dédommager la France de l'excessive liberté révolutionnaire qu'on lui avait enlevée; Napoléon lui avait donné la puissance et la gloire comme compensation de

cette perte ; mais les serviteurs de la Restauration devaient la faire oublier aux Français par une liberté très-modérée dans les institutions politiques. Cependant, les légitimistes n'avaient aucun désir de posséder cette liberté, parce qu'ils craignaient qu'on n'en abusât et qu'on ne fit ainsi retomber la France dans la révolution ; d'autre part, leurs adversaires n'avaient aucune confiance en elle, parce qu'ils appréhendaient qu'on ne la diminuât ou qu'on ne la retirât entièrement et qu'on ne rejetât la France dans les abus de l'ancienne royauté absolue.

Les Talleyrand, les Richelieu et les Decazes, de même que leur maître, Louis XVIII, qui tous ensemble étaient les élèves de la sage diplomatie européenne, avaient essayé de modérer et même d'arrêter, par un jeu de bascule systématique, les oscillations auxquelles obéissait le vaisseau de l'État et qui étaient produites par ces mouvements en sens inverse ; mais toutes les tentatives faites dans ce sens à plusieurs reprises avaient complètement échoué. Depuis 1822, époque à laquelle Villèle entreprit de diriger le vaisseau, les royalistes s'efforcèrent d'appuyer de tout leur poids et d'une manière continue sur l'un des deux bords du navire et de jeter à la mer leurs adversaires qui occupaient le côté opposé. Mais avec cette manière de conduire le vaisseau, on ne se sentait guère plus rassuré, et on voyait qu'il fallait marcher presque aussi prudemment qu'auparavant ; en effet, la forte brise, que le mouvement moderne avait fait naître, n'était pas encore entièrement tombée parce que le parti libéral, qui aurait voulu déployer toutes les voiles, se trouvait pour le moment écarté de la scène.

Villèle aussi se vit obligé d'accommoder sa marche au temps et au vent ; c'est pourquoi ses contemporains et

ceux qui ont vécu après lui, ont assigné à sa politique es directions et les buts les plus différents. Les libéraux ont trouvé qu'il était venu et parti comme royaliste et que, enchaîné à cette faction, il avait sans trop de scrupule pris part à toutes les folies de cette dernière; un grand nombre de ses propres amis ont dit que, craignant trop les libéraux, il avait trop hésité entre les partis; les *ultras* lui ont reproché de s'être entièrement livré aux libéraux dans des affaires excessivement graves (Cf. t. XV, p. 273 sq.). Les historiens et les auteurs de Mémoires, enfin, ont dit que, louvoyant entre les prétentions qu'élevaient l'opinion publique, la cour et les nuances de son parti, Villèle s'était mis du côté de celui qui avait pu le soutenir pour le moment, se montrant tour à tour complaisant envers chaque parti et échappant aussitôt à chacun d'eux, par la seule raison qu'il voulait à tout prix se maintenir soi-même dans sa position. Dans chacune de ces conceptions il y a une certaine vérité; il s'agit seulement de coordonner avec justesse toutes ces manières de voir.

Les premières vicissitudes de sa jeunesse avaient poussé Villèle pour toujours dans les rangs des légitimistes; entré dans la marine, il avait été jeté sur les côtes de l'île Bourbon où il s'était vu en butte aux persécutions des jacobins. S'étant retiré, depuis 1807, dans sa terre de Morville près de Toulouse, il était par principe resté étranger à la vie publique tant que dura l'Empire. Dans la première année de la Restauration, il s'était pour la première fois fait connaître par le caractère tranché de ses opinions royalistes, lorsque, dans un Mémoire (1814), il avait conseillé d'abandonner toute espèce de Constitution (Cf. t. 1^{er}, p. 95).

Il était « venu » ainsi comme royaliste, mais il avait bientôt perdu ce caractère exclusif; dès 1815, il avait commencé à prendre la Constitution au sérieux (Cf. t. III, p. 298); en 1817, il s'en était déclaré le partisan de plus en plus chaleureux, puisque, dans la condition fâcheuse où se trouvaient le pays et le gouvernement, la Charte donnait aux citoyens le seul titre légal qui leur permit de s'occuper des intérêts du pays. Les nécessités, qui le contraignaient à capituler ainsi avec ses convictions, ne cessèrent plus d'influencer Villèle (dans la plupart des cas par suite de la force coercitive des circonstances) ni avant son entrée au ministère, ni surtout après qu'il fut parvenu au faite de sa puissance.

Si, dans des temps d'un développement tranquille, il eût pu travailler comme simple ministre d'un département spécial, il aurait évité cette nécessité en ne se préoccupant pas des intérêts de parti et en s'efforçant de suffire uniquement aux besoins les plus manifestes de l'État comme un grand ensemble. Esprit positif et intelligence droite, claire et ferme, bien que dans des limites nettement arrêtées, Villèle aurait préféré avant tout jouir de son instinct et de son talent pratiques et s'occuper de la prosaïque expédition des affaires dans toute simplicité, sans vanité et sans le moindre désir de briller.

Selon Frayssinous, Villèle se donnait pour un maire de village, bien qu'il fût *major domûs*; Bertin de Vaux disait de lui qu'il aurait autant aimé à être ministre des finances dans les caves que dans les salons de son hôtel et que, s'il avait su les autres affaires bien expédiées, ce qu'il aurait le mieux aimé, c'eût été de n'être autre chose que ministre des finances. C'était un sujet d'orgueil pour ses partisans, comme pour Villèle lui-même, de pouvoir

dire qu'il avait fondé un système financier qui avait survécu à trois révolutions, et qu'il avait réglé la comptabilité de telle façon que l'administration n'avait pas à craindre de soumettre ses comptes à l'examen le plus rigoureux. Malgré les charges exceptionnelles les plus écrasantes, il avait, à la fin de sa carrière de six ans, éteint toutes les créances courantes sur l'État qui dataient d'une époque antérieure à sa gestion : il avait maintenu dans un état satisfaisant la dette flottante et le budget ; il avait diminué de trente et un millions de rentes la dette consolidée ; dans les bilans annuels, il avait constamment obtenu des excédants de revenus ; il avait diminué les contributions directes et poussé les contributions indirectes à une productivité toujours croissante ; toutes les sources de revenus se trouvaient fécondées ; la valeur de toutes les propriétés était augmentée ; la marine marchande venait de prendre un nouvel essor, et la prospérité générale, à laquelle contribuait cependant pour la meilleure part la paix universelle, s'était élevée à une hauteur presque inconnue jusque-là.

Même un adversaire, tel que Chateaubriand, fit l'éloge de Villèle, en disant qu'il avait été « roi » dans un ordre de choses où les hommes ne s'étaient préoccupés uniquement que d'objets purement matériels. Placé au milieu d'un monde qui s'intéressait à des choses fort variées et qui se laissait exciter et agiter par des causes intérieures et extérieures, par mille prétentions idéales et réalistes, tantôt vagues et fantastiques et tantôt viles et égoïstes, Villèle ne trouvait ni en lui la force de principes nécessaire, ni dans les rangs de son parti l'unité dans les principes qu'il aurait fallu pour le maintenir dans une direction immuable.

La grande histoire des changements dans l'état de choses de chaque année reflète donc, dans les contours les plus nets, les diverses phases changeantes de la conduite de ce ministre. En 1822, lorsque le parti des royalistes avait encore à craindre le danger d'une révolution à l'intérieur et serrait par conséquent ses rangs, nous avons vu Villèle en complet accord avec lui-même et avec les tendances les plus saines de son parti ; nous l'avons vu donner à son gouvernement cette attitude vigoureuse, qu'il put prendre grâce à la netteté, à la conséquence logique et à la franchise des principes proclamés par lui et par laquelle il se distingua avantageusement des systèmes précédents de fusion et de transaction. Plus tard, cédant à la pression de la Sainte-Alliance, il se chargea (1823) de la guerre d'Espagne, bien qu'à ses yeux elle fût contraire aux intérêts de la France et qu'elle se trouvât en contradiction avec ses penchants pour l'économie, penchants qui auraient été bien plutôt satisfaits par la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles. L'année suivante (1824), lorsque la tranquillité était consolidée, le gouvernement royaliste eut à accomplir une tâche fort importante : il s'agissait de faire entrer dans les lois le système que les adeptes de la révolution appelaient la contre-révolution et qui, depuis longtemps, se trouvait incarnée dans les personnes, dans les pensées et dans les actes.

Nous verrons dès maintenant Villèle occupé à accomplir cette œuvre tout à son aise ; nous le verrons introduire des périodes septennales pour les élections, sans se laisser troubler par le tumulte des élections, et se créer ainsi les loisirs nécessaires pour faire en faveur de la religion et de la royauté tout ce que la Chambre introu-

vable avait essayé d'accomplir en 1815. Telle fut la promesse qu'il fit, dit-on, aux membres de son parti (Cf. t. III, p. 289 sq.). A ce moment vivait encore Louis XVIII, qui avait abandonné son ancien système de fusion et de réconciliation, plutôt parce qu'il y était forcé que parce que cet abandon était le fruit de ses convictions. C'est pourquoi nous verrons Villèle se préoccuper, pendant la première année de son activité comme législateur, uniquement de l'indemnité des émigrés qui, plus que toute autre chose, intéressait au plus haut degré toute la famille des Bourbons.

Mais le parti cléricale n'était pas content de voir donner ces préférences à l'ancienne aristocratie. C'est pourquoi, dans la lettre confidentielle qu'il adressa au roi, le pape ne voulut pas entendre parler d'un ministre qui mettait au-dessus des « grands intérêts de la religion » les affaires mondaines, telles que la durée septennale de la Chambre et une loi de rentes destinée à indemniser les émigrés. La résistance que le clergé opposa à cette loi de rentes fit pencher la balance, et la loi fut rejetée. L'année suivante (1825), lorsque les cléricaux, confiants en la faveur du nouveau roi, osaient s'abandonner à tous les excès avec une hardiesse infiniment plus grande, nous trouverons Villèle briguant les suffrages du clergé par le moyen de différentes lois.

Cependant, à ce même instant, les antipathies les plus vives pour l'influence cléricale se réveillèrent au sein du peuple; nous verrons donc Villèle reprendre l'année suivante (1826) sa plus forte position au milieu de son parti, c'est-à-dire de la noblesse des provinces, et la satisfaire par quelques lois d'un caractère aristocratique. Lorsque le sentiment d'égalité des Français se redressa

également contre ces lois, nous trouverons encore que, vers la même époque (1826-1827), Villèle donna à la politique extérieure une tournure qui était destinée à flatter le libéralisme et l'amour-propre national.

On voit donc jusqu'à quel point même le ministre du plus exclusif de tous les partis était soumis à toutes les fluctuations dans les affaires publiques. Néanmoins, on lui ferait tort en le croyant un homme sans caractère et une girouette de la trempe d'un Decazes. Villèle lui-même se connaissait la faculté de voir les choses sous deux faces différentes, de juger impartialement, de n'avoir pas de passions à l'égard des personnes; il disait même que, grâce à cette faculté, il était « né pour la fin des « révolutions ».

Néanmoins, il n'aurait jamais consenti à se réconcilier avec le principe révolutionnaire, ni à tendre véritablement la main au libéralisme. Il pouvait bien se désespérer en voyant les passions et l'égoïsme des membres de son parti; mais ses sentiments étaient beaucoup trop ceux du véritable torysme, pour qu'il n'eût pas repoussé avec une horreur encore plus grande tout envahissement de la démocratie. Vis-à-vis d'un Polignac, il pouvait bien montrer, par sa propre conduite, qu'il jugeait mieux l'esprit de l'époque que ne le faisaient les incorrigibles de son parti qui, malgré ses convictions les plus profondes, l'obligeaient à renoncer malgré lui à un assez grand nombre de lois qu'il avait présentées lui-même. Néanmoins, en face de Metternich, ce diplomate froid et peu sensible aux exagérations, il promit d'accomplir la restauration dans le sens le plus complet du royalisme. Dans une lettre, adressée le 31 octobre 1824 à Polignac, il exprima les maximes fondamentales de sa ma-

nière de gouverner, telles que les nécessités du temps les lui avaient imposées lors de sa nomination comme ministre, en disant : « Savoir où il est opportun d'aller ; « rester toujours fidèle à la direction ; faire un pas vers « le but chaque fois qu'on le peut et ne se mettre, à au- « cune occasion, dans le cas de devoir reculer. »

C'est là le programme d'une politique de parti prudente, mais tenace, programme auquel Villèle est toujours resté fidèle et conformément auquel il s'est avancé d'un pas sûr en restant royaliste tel qu'il était venu. Mais *jusqu'où* il avancerait dans cette direction et *où* était le but vers lequel il voulait avancer d'un pas, chaque fois qu'il le jugerait opportun et possible, c'est ce qu'il n'avait probablement pas encore décidé en lui-même d'après les principes immuables d'un véritable homme d'État. A cet égard, il *s'est* laissé déterminer, pour ainsi dire, instinctivement, suivant les circonstances, par son parti et par les diverses fractions qui le composaient ; à cet égard, il se *serait* laissé déterminer, suivant les circonstances, probablement aussi par la cour, à laquelle il était dévoué avec un attachement et une discrétion aveugles.

On disait avec éloge de lui (1) qu'il avait fort habilement profité de la légèreté inconséquente du roi Charles, pour lui faire prendre des décisions tantôt rigoureuses et tantôt molles, et pour mettre dans sa bouche des manifestations libérales afin de neutraliser ainsi ses expressions absolutistes. Ce qu'il aurait fait, si le même roi avait voulu le mettre à l'épreuve en lui faisant essayer les caprices de son entêtement absolutiste, c'est

(1) Guizot, dans ses *Mémoires*, t. I^{er}.

ce qu'on n'aurait guère pu prédire avec certitude, du moins en ce qui regarde les bons résultats.

Un des premiers actes du gouvernement de Villèle avait été (15 mars 1822) une loi sur la presse, loi dont les dispositions avaient acquis une fâcheuse réputation; elle permettait aux tribunaux de suspendre et de supprimer un journal simplement à cause de ses tendances, et elle réservait même le rétablissement de la censure dans le cas où il se produirait de nouvelles agitations. Par conséquent, on avait créé dans cette loi non pas tant un préservatif juridique, mais plutôt un remède politique, afin de se protéger non pas contre les abus de la presse, mais contre des situations critiques dans l'intérieur du pays. Cette mesure avait été ramenée, dès ce moment, d'une manière expresse, unanime et franche, par les ministres, par les rapporteurs et par les orateurs du parti à l'article 14 de la Charte (Cf. t. I^{er}, p. 112), qui était l'idée fixe de la maison régnante, idée qui était dangereuse pour la Constitution et qui allait devenir funeste à la dynastie. Qui pouvait savoir et qui aurait pu dire où et de quelle manière finirait un jour cet homme d'État qui débutait d'une pareille façon!

On sait que, plus tard, Villèle craignait et blâmait les coups d'État que projetait Polignac; mais il semblait les blâmer uniquement parce qu'ils avaient Polignac pour auteur, parce qu'il les croyait mal conçus et mal préparés et parce qu'il supposait qu'ils seraient mal exécutés. En effet, le peu qu'on sait des projets positifs de Villèle, projets qu'il semblait considérer comme la restauration accomplie dans le sens du royalisme, ce peu qu'on sait, disons-nous, semble être d'une nature encore plus fâcheuse que les coups d'État de Polignac.

Depuis les commencements de sa carrière parlementaire, Villèle était pour ainsi dire engagé vis-à-vis de l'aristocratie terrienne, puisqu'il avait promis de faire abolir le système d'une centralisation contre nature et de procéder à l'émancipation de la province, de la commune et de l'administration locale, réformes que ce noyau de son parti s'était sans cesse efforcé d'obtenir depuis 1815 et qu'on lui avait rappelées à plusieurs reprises. Effectivement, suivant les révélations postérieures de la *Gazette de France*, Villèle aurait eu, avant la fin de son activité comme ministre, l'intention de présenter aux Chambres reconstituées le projet d'une nouvelle organisation du pays. D'après ce plan, les conseils communaux et cantonaux, élus sur une base fort large, auraient eu les prérogatives les plus étendues; on aurait maintenu les départements et leurs préfetures, mais on les aurait réunis, au nombre de cinq ou six, en groupes qui auraient formé des provinces gouvernées par des surintendants et par des conseils d'intendance. Cette modification aurait été, en outre, accompagnée d'un changement formel de constitution : on aurait aboli l'hérédité de la pairie; la seconde Chambre aurait été remplacée par une assemblée d'états généraux organisée d'une tout autre façon; la royauté aurait eu une dotation fixe et le clergé aurait reçu des rentes sur l'État à la place de ses appointements.

Si un pareil projet avait été simplement posé d'une manière sérieuse par Villèle (1), celui-ci se serait abîmé

(1) On voudrait ne pas le croire, bien qu'un admirateur aussi solide de Villèle que Boullée (*loco cit.*, p. 517 sq.) doute seulement qu'on ait pris la résolution réelle d'exécuter ce projet dans un délai aussi rapproché.

dans les extrêmes d'une véritable contre-révolution, extrêmes qui, pour leur caractère aventureux, ne l'auraient cédé en rien à tout ce que les pires des royalistes auraient pu inventer. Bien que, comme homme d'affaires, il dépassât de beaucoup les Vaublanc et les Polignac, il serait descendu cependant comme organisateur sur la même ligne que ces hommes qui tous les deux couvaient des projets semblables, l'un à une époque antérieure (Cf. t. III, p. 272), et l'autre au moment actuel. Relativement à la maturité de ces projets dus à l'imagination de Villèle comme homme d'État, de même que, par rapport à ses relations supposées avec la cour, on ne peut faire que des suppositions; mais quant à ses rapports avec le parti royaliste, nous les connaissons par des faits palpables.

Les libéraux se moquaient de la soumission servile avec laquelle Villèle s'était plié sous la volonté des royalistes. En effet, il se courbait devant ce parti quand il s'agissait d'avoir pour lui de petits égards inoffensifs, comme il le faisait également quand il fallait prendre des mesures importantes et funestes. Il ne fallait pas attacher trop d'importance à ce qu'il se laissât imposer, par le pavillon Marsan, M. de Vitrolles comme ministre d'État et, par la Congrégation, MM. Franchet et Delaveau à la préfecture de police, ou bien M. de Rainneville, élève de Liautard, comme conseiller d'État dans la commission des finances. C'était bien plus grave lorsque, dans les départements de l'intérieur, de la justice et des cultes, il laissa faire ce dont lui-même n'aurait pas voulu prendre la défense. Ce qui le perdit complètement, ce fut qu'il donna aux convoitises rétrogrades de son parti des gages dans la législation, gages d'une nature réellement impardon-

nable. A cette occasion il prouva qu'il était plutôt simple membre que chef de ce parti, plutôt le pair des autres membres que leur supérieur, plutôt le représentant que le réformateur des royalistes. Il était leur guide, disait en se moquant un des coryphées du parti libéral ; il était donc naturel qu'il les suivit. En marchant dans cette voie, en cédant à l'importunité des gens déraisonnables, avant tout des cléricaux, et en se rendant à leurs désirs également déraisonnables, il fit ce qui n'était pas « opportun », car il souleva contre lui toute la partie intelligente de son pays sans pouvoir satisfaire néanmoins son parti. Il pouvait bien satisfaire les roturiers parmi les royalistes, en leur donnant des emplois et en assurant leur avenir ; il pouvait bien contenter la noblesse dans la province en lui permettant d'exercer une influence locale : mais jamais il n'aurait pu faire assez pour le parti clérical.

En effet, ce qu'il faisait et ce qu'il laissait faire était condamné par les hommes intelligents de toutes les couleurs politiques. Chateaubriand était révolté en voyant qu'on voulait « imposer à la France le faix de l'obscurité pour la punir d'avoir porté le joug de la gloire » ; Royer-Collard reprochait aux auteurs de ce système, qui avaient toujours compris la Restauration comme une punition pour la France, d'avoir désorganisé la Constitution, l'administration et la religion ; enfin, les diplomates étrangers eux-mêmes s'inquiétaient, en voyant favoriser un esprit de secte avec lequel on traitait la France comme si c'était un pays païen.

De même que le roi des Pays-Bas considérait l'agitation cléricale contre l'hostilité qu'on l'accusait de nourrir à l'égard de l'Eglise catholique comme un égarement

momentané causé par un fantôme imaginaire, de même Villèle pouvait croire éphémères les passions anticléricales qui se révoltaient contre ce qu'on croyait être le règne de l'obscurantisme en France. Mais ces deux natures dépourvues de tout esprit ne devinaient pas ou ne voulaient pas voir qu'une illusion est plus dangereuse que la certitude, quand un peuple, en proie à une agitation morale, soupçonne chez les gouvernants de mauvaises intentions qu'il ne veut pas laisser traduire en actes d'une funeste portée.

En se voyant face à face avec de pareils problèmes, Villèle trahissait toute sa faiblesse comme homme d'État ; à une époque pareille, il n'était pas de taille à s'acquitter de sa tâche, parce qu'il manquait de la profondeur d'esprit nécessaire pour pénétrer les forces morales de son époque et pour comprendre le fond et les grands côtés des choses. Il était également inaccessible aux inspirations d'une morale d'État élevée comme à celles d'une sagesse politique d'un ordre supérieur. Il pouvait servir à son parti de modèle très-honorable pour tout ce qui regardait l'intégrité et le désintéressement le plus pur dans toutes les affaires d'argent ; mais quand il portait atteinte à la liberté électorale, quand il favorisait son parti en le comblant d'avantages et quand il prodiguait des millions pour corrompre la presse, il se moquait de la manière la plus impudente de toute moralité politique.

Il était ministre habile et il dirigeait la Chambre avec une grande adresse ; ayant peu d'expression oratoire, il possédait cependant un talent remarquable pour la discussion : son argumentation était claire et logique, il dominait son sujet d'une manière supérieure et il savait avec une grande force maîtriser ses impressions person-

nelles. Mais quand il s'agissait de montrer une action créatrice comme législateur et comme organisateur de l'État, il lui arrivait même de ne pas savoir apprécier avec intelligence les conjonctures générales, bien qu'il possédât ce talent dans les petites choses et dans les détails.

Un autre homme d'État aurait peut-être essayé de remédier à ces imperfections et à ces défauts en ralliant tous les grands talents autour de lui et autour du trône ; mais, à cet égard, Villèle partageait la funeste faiblesse de tous ceux qui gouvernaient les pays voisins : comme Guillaume I^{er} et comme Wellington, il aimait mieux s'entourer de nullités que d'hommes de talent ; comme eux, il se trompait sur la portée de ses propres capacités. En suivant lentement les voies sinueuses d'une politique prudente, il s'était peu à peu élevé jusqu'au faite du pouvoir ; arrivé à ce point culminant, il commença, bien que l'orgueil ne fût pas inhérent à sa nature, à se montrer présomptueux au sein de la fortune et de la puissance ; à mépriser non-seulement ses adversaires, mais encore ses amis et ses partisans ; à être sourd aux conseils et à se montrer acrimonieux et irritable envers ceux qui le contredisaient.

Cédant à l'illusion de se croire seul appelé à exercer le pouvoir, il se laissait aller à une obstination égoïste qui le livrait entre les mains des imbéciles et des hypocrites et qui le rendait exclusif à l'égard de tous les hommes de talent et jaloux envers toute influence rivale. De cette manière, il transformait en ennemis dangereux tous ceux qu'il rebutait et qu'il écartait, et il s'attirait le reproche d'avoir produit une scission profonde au sein même du parti des royalistes.

On pouvait le défendre de ce reproche en faisant remarquer qu'il était dans la nature des choses, qu'une fois le libéralisme écarté ce qui restait du parti royaliste devait nécessairement se scinder en plusieurs fractions. Cependant, il n'en est pas moins vrai qu'il faut mettre sur le compte de Villèle la faute d'avoir employé tous les moyens licites et illicites pour écarter précisément ce parti hostile, et d'avoir obtenu ainsi un résultat dont les conséquences ne furent pas du tout à l'avantage du royalisme.

Session de 1824. La Chambre retrouvée.

En voyant le moment favorable à ses desseins et en tenant compte de la résignation du peuple, de la victoire remportée sur les anarchistes et de l'impression toute récente laissée par les triomphes en Espagne, Villèle était tout naturellement amené à former le projet et le vœu de mettre un terme aux odieuses batailles des sessions précédentes; il se proposa, par conséquent, de chasser les libéraux des derniers sièges qu'ils occupaient encore au sein de la Chambre. On procéda donc, peu de temps après la fin de la campagne dans la Péninsule, à la dissolution de la Chambre (24 décembre 1823); on convoqua les collèges électoraux pour de nouvelles élections; ces dernières se firent sous le coup d'un système de violences dont la fâcheuse réputation s'étendit au loin, et qui exerça même, comme nous l'avons vu plus haut, une influence directe sur les affaires électorales dans les petits États voisins de l'Allemagne méridionale.

Le gouvernement ne se contenta pas d'influencer les élections de sa manière habituelle en encourageant les uns et en intimidant les autres; il fit expédier, par les divers ministères, des circulaires (janvier 1824) dans

lesquelles on ordonnait à toutes les autorités d'enjoindre de la façon la plus sévère aux fonctionnaires de leur ressort qu'ils auraient à prêter au pouvoir leur concours loyal et actif. Mais en même temps on avertit, avec une franchise éhontée, tous les fonctionnaires du sort qui leur était réservé s'ils ne rendaient pas au pouvoir les services qu'on attendait d'eux : dans ce cas, leur disait-on, ils donneraient eux-mêmes leur démission d'une manière certaine et irrévocable. Cette menace fut commentée d'une manière particulièrement piquante par le procureur du roi à Évreux, quand il disait « que, d'après le précepte du christianisme qui dit : *Ce que tu ne veux pas qu'on te fasse*, etc., le roi disposerait de leur place de la même manière dont ils disposeraient de leur voix ».

Dans toutes les provinces on falsifia les listes électorales avec un arbitraire qui ne connaissait pas de mesure : dans le département de la Meuse, par exemple, on retrancha cinquante-six électeurs sur deux cent cinquante; dans les Deux-Sèvres, on effaça quatre cent quarante-six libéraux de la liste de treize cent neuf électeurs et on les remplaça selon le bon plaisir de l'administration par d'autres noms. Le résultat ne pouvait être douteux. Parmi quatre cent trente députés, l'Opposition libérale ne comptait plus que dix-sept membres dont treize appartenaient à l'ancienne gauche et quatre au centre gauche. La seconde Chambre devint ce qu'on avait voulu en faire, c'est-à-dire le pendant de la Chambre introuvable de 1815 : aussi l'appela-t-on la *Chambre retrouvée*.

Le gouvernement avait insolemment annoncé d'avance le but principal qu'il voulait atteindre à l'aide de la nou-

velle Chambre composée de cette manière : il voulait abolir l'article 37 de la Charte, c'est-à-dire le renouvellement annuel du cinquième de la Chambre élective, et le remplacer par un renouvellement septennal de tous les députés. C'était un essai hardi de politique parlementaire sur la valeur et sur l'opportunité duquel il n'y avait en France ni une expérience quelconque, ni une opinion bien arrêtée.

En 1815, la Chambre introuvable avait essayé d'en arriver à un renouvellement quinquennal de tous les membres (Cf. t. III, p. 299) ; plus tard (1819), ce fut Decazes qui, on le comprend, pour des raisons tout à fait différentes, désira obtenir des élections générales tous les sept ans (Cf. t. IV, p. 94). Nous avons retrouvé, dans l'histoire constitutionnelle de l'Allemagne, également cette expérience pleine de tâtonnements qui consistait à vouloir exécuter une seule et même mesure à des points de vue complètement différents et dans des desseins également tout à fait différents. Même au sein du gouvernement de Villèle, les opinions et les desseins n'étaient nullement identiques. Chateaubriand attribuait ce changement à sa propre initiative et le vantait comme son plus grand exploit à côté de la guerre d'Espagne. Il voulait ainsi imiter l'exemple de l'Angleterre, et il comptait donner au parlement français une plus grande stabilité par cette mesure ; pour compléter cette dernière, il aurait trouvé nécessaire d'abaisser l'âge requis (de quarante ans) pour les députés, manière de voir qu'il ne réussit cependant pas à faire prévaloir.

D'après ce que prétendent les admirateurs de Villèle(1),

(1) Cf. Véron : *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, t. II.

ce dernier voulait, à l'aide de sa loi, exécuter des desseins politiques d'une vaste portée, c'est-à-dire consacrer l'élection indirecte aussi bien que le suffrage universel, et introduire dans le gouvernement du pays l'élément conservateur que représentaient les paysans; mesures qui, d'après ces mêmes panégyristes, auraient été rejetées par les amis du ministre comme étant trop révolutionnaires. Ce qui seul est certain, c'est que Villèle poursuivait un dessein de parti tout à fait vulgaire, c'est-à-dire qu'il voulait pouvoir disposer pendant sept ans d'une faction compacte et serrée, sans être troublé par des menées électorales, et qu'il comptait profiter de ce temps pour organiser, selon l'esprit et selon les vœux des royalistes, le gouvernement, l'administration et les institutions politiques.

Le projet de loi fut présenté par Corbière, en premier lieu, à la première Chambre (5 avril); dans la seconde Chambre, il rencontra (8 juin) deux cent quatre-vingt-douze voix qui l'adoptèrent contre quatre-vingt-sept voix qui le désapprouvèrent. Les décisions de la majorité étaient prises d'avance; les arguments les plus rationnels des royalistes et des conservateurs les plus sensés restèrent comme non avenus. Les adhérents de Richelieu dans la Chambre des Pairs combattirent la loi avec des arguments frappants, en citant l'autorité de Napoléon et en invoquant l'expérience qui avait prouvé qu'en France le suffrage universel avait produit toutes les assemblées révolutionnaires, la Constituante, l'Assemblée législative et la Convention. Dans la seconde Chambre aussi on fit valoir que cette institution appartenait en propre au principe républicain; que, pour cette raison, elle existait en Amérique et qu'elle n'avait été

introduite en Angleterre que pour restreindre le pouvoir royal en face d'une royauté absolue; ce pouvoir royal, ajoutait-on, était en France le principe régulateur qui imprimait au gouvernement son caractère particulier.

Tout fut en vain; Royer-Collard fit ressortir le caractère dangereux de la stabilité qu'on voulait obtenir à l'aide de cette nouvelle organisation : « Par cela seul, » dit-il, qu'elle était contraire à la Charte, elle portait « en elle-même la contagion de l'instabilité. Il y a sept « ans, ajouta-t-il, il y eut des ministres; où sont-ils? « Y a-t-il eu, depuis un demi-siècle, un système qu'on « ait suivi pendant sept ans, un ministère qui ait sub- « sisté si longtemps, une vérité ou un nom politique qui « ait duré si longtemps? Que fera-t-on dans sept ans? » — Ce furent là des paroles prophétiques pleines d'un sens fort grave; mais personne n'avait d'oreilles pour les entendre.

La loi sur les rentes.

Une des obligations les plus anciennes, dont un gouvernement royaliste aussi consolidé que le cabinet actuel devait chercher à s'acquitter, était l'indemnité des émigrés. On en avait fait espérer l'exécution dès le commencement du nouvel ordre de choses en 1814 (Cf. t. I^{er}, p. 115); mais, à ce moment, l'époque « d'une libéralité « extrême » n'était pas encore arrivée. Pour Villèle en particulier, la satisfaction à donner à ces personnes lésées par la Révolution était un des vœux les plus ardents, dès le moment où il entra dans la scène politique en publiant son premier écrit.

Le parti des royalistes ne voulait pas voir ajourner inutilement d'un seul jour l'exécution de cette mesure. On peut supposer qu'il n'y a pas eu une seule affaire

dans laquelle le président du ministère ait été plus disposé à céder aux membres de son parti avec plus d'empressement et avec plus de conviction. Cependant, en sa qualité de ministre des finances, il pouvait douter que le jour de la libéralité extrême fût déjà venu; en effet, les dépenses nécessitées par la guerre d'Espagne avaient obligé l'État à faire des efforts extraordinaires, et les dépenses publiques, qui en 1821 s'étaient élevées à 881 millions, avaient été augmentées de plus de 100 millions pendant les deux ans qu'avait gouverné le nouveau cabinet.

Le chiffre de l'indemnité à payer aux émigrés avait été calculé à un milliard. Comme on ne désirait avoir recours ni à de nouveaux emprunts ni à une augmentation des taxes, Villèle se décida à abaisser le taux de l'intérêt de la dette publique, afin d'obtenir ainsi les ressources nécessaires pour atteindre le but que le discours du trône (23 mars) avait clairement indiqué, c'est-à-dire « pour fermer les dernières blessures faites par la « Révolution ».

Selon le projet de loi que Villèle présenta à la Chambre (5 avril), les possesseurs de rentes 5 p. 100 avaient à choisir entre le recouvrement de leur capital et la conversion de leurs titres en obligations 3 p. 100 au taux de 75, ce qui en faisait en réalité des rentes 4 p. 100. Des 197 millions de rente 5 p. 100, qui formaient le montant de la dette totale, le gouvernement ôta 57 millions qui appartenaient à l'État et dont la conversion ne semblait pas nécessaire. Les 140 millions de rente 5 p. 100 qui restaient furent réduits par la conversion, c'est-à-dire par la réduction d'un cinquième, à la somme de 112 millions; enfin, de la somme économisée ainsi,

28 ou 30 millions de rente 3 p. 100 devaient être émis au cours de 75 pour subvenir au paiement du milliard de l'indemnité.

Dès qu'on sut que cette opération financière devait atteindre un semblable but, tous ceux qui, au sein de la Chambre comme en dehors d'elle, étaient opposés à la mesure de l'indemnité en général, s'agitèrent pour faire avorter la loi sur les rentes; en effet, cette partie du public considérait l'indemnité uniquement comme une rançon que la Révolution devait payer aux privilégiés détestés, comme une « saignée pratiquée au taureau », qui montrait encore trop de force révolutionnaire. D'ailleurs, la loi en elle-même provoqua l'opposition d'une foule d'hommes qui se croyaient capables de porter sur elle un jugement pratique et qui n'avaient aucune foi en la capacité financière de Villèle, bien que ce fût là sa qualité saillante (1). Ils ne voyaient, au contraire, dans cette mesure qu'une entreprise funeste et propre à favoriser l'agiotage; ils critiquaient le mode de conversion, parce que, malgré l'économie faite sur les rentes, il augmentait d'un milliard le capital de la dette publique; ils doutaient qu'on trouvât les moyens disponibles pour amortir éventuellement une dette de 2 milliards 800 millions; enfin, voyant que le gouvernement refusait de présenter aux Chambres les traités conclus dans cette affaire avec les banquiers Laffitte, Baring et Rothschild, ils n'étaient que fortifiés dans leurs soupçons.

(1) A l'époque dont il s'agit ici, on voyait prédominer sur ce point les opinions défavorables qui, plus tard, furent remplacées par les jugements absolument contraires. Cf. Ganilh : *De la science des finances et du Ministère de M. le comte de Villèle*, 1825, et le marquis d'Audiffret : *Souvenirs de l'administration financière de M. de Villèle*, 1855.

A l'égard de toutes ces questions purement financières, les critiques eux-mêmes étaient d'ailleurs plus ou moins dans l'obscurité; ceux qui seuls y voyaient clair, c'étaient les détenteurs des effets publics qui, en perdant un cinquième de leur rente, devaient payer les frais de cette opération destinée à indemniser les émigrés.

Ces adversaires étaient d'autant plus dangereux, qu'ils étaient en grande masse réunis à Paris et qu'ils se trouvaient ainsi sur le théâtre de l'action. On calculait que les deux tiers de la réduction auraient atteint les habitants de la seule ville de Paris, qui aurait perdu ainsi pour 20 millions de ressources; on disait qu'un grand nombre d'obligations se trouvaient précisément entre les mains de petits rentiers, d'ecclésiastiques de tout rang, de militaires en disgrâce et de malheureux fonctionnaires en retraite: d'après un tableau répandu parmi les députés, il y avait sur cent quarante-cinq mille rentiers cent vingt-deux mille qui possédaient de 40 à 4,000 francs de rente.

Aucune impression ne fut produite sur la seconde Chambre par l'Opposition bruyante que provoquait cette loi et qui formait un contraste frappant avec l'indifférence qui avait accueilli la septennalité des élections. A l'égard de cette question encore, l'opinion de la majorité était arrêtée d'avance: les nombreux propriétaires fonciers de la province, qui depuis longtemps s'étaient plaints de l'immunité accordée à la propriété mobilière, voyaient avec un véritable plaisir qu'on allait pratiquer une petite saignée à la capitale. La loi passa donc (5 mai), bien qu'une forte minorité de cent trente-huit voix diminuât considérablement la majorité ordinaire

des trois cents voix qu'on appelait les trois cents Spartiates de Villèle.

Cependant la voix de l'opinion publique trouva un écho au sein de la première Chambre. Dans cette assemblée, Villèle avait un grand nombre d'adversaires personnels, qui ne lui pardonnaient ni la chute de Richelieu ni l'éloignement de Montmorency. Il y avait là encore des hommes qui, par principe, étaient les adversaires de la loi et qui, en essayant de la faire rejeter, voulaient faire avorter la mesure relative à l'indemnité des émigrés. Il y avait là, en outre, des autorités en matière de finances, telles que Roy, qui par leurs explications ébranlaient les convictions de bien des pairs. Il y avait là, enfin, ce qui était la chose la plus importante, un grand nombre de vieux généraux et d'anciens fonctionnaires de l'administration qui étaient parties dans la cause et dont l'opposition se renouvela absolument de la même manière lorsque, beaucoup plus tard (1845), on fit une autre proposition relative à la conversion des rentes. Mais ce qui, avant tout, fut d'un poids considérable et ce qui, en réalité, détermina la majorité, ce fut le vote de M. de Quélen, archevêque de Paris, que les détenteurs de petits coupons de rente parmi les membres du clergé avaient assailli de pétitions pour le prier de voter contre la loi.

En vain Villèle avait-il gagné la commission des pairs en lui soumettant le traité qu'il avait conclu avec les banquiers et qui, malgré les instances de Périer, n'avait pas été présenté à la Chambre des Députés; en vain le rapport de la commission avait-il été favorable à l'adoption de la loi; en vain le ministre avait-il promis de faire une situation exceptionnelle aux détenteurs de

rentes dont les titres étaient inférieurs à la somme de 4,000 francs : la loi fut rejetée à la majorité de cent ving-huit voix contre quatre-vingt-quatorze (3 juin). Il fallut donc chercher d'autres moyens pour indemniser les émigrés.

Avènement de Charles X. Solidité de la position de Villèle.

Dans un autre État et dans des circonstances différentes, une semblable défaite aurait causé la chute ou du moins l'affaiblissement de la puissance du ministre qui, avec une prédilection toute paternelle, s'était attaché précisément à cette loi. Mais, en réalité, elle lui donna des avantages momentanés qui concouraient, au contraire, à consolider sa position, et qu'il savait exploiter avec un grand zèle pour la fortifier davantage.

Lors de la discussion de la loi sur les rentes au sein de la première Chambre, Chateaubriand, le collègue de Villèle, avait gardé un silence fort surprenant. D'après ce qu'il disait lui-même, ce silence avait été simplement fortuit et n'avait eu pour cause que l'impudence avec laquelle Corbière, homme violent et ennemi de Chateaubriand, s'était mis en avant pendant les débats. Cependant on prêtait à Chateaubriand des paroles amères par lesquelles il se serait moqué du projet funeste de Villèle, qu'il aurait qualifié d'invention de banquier. On prétendait lui avoir entendu dire dans les salons « qu'il « avait bien vu des gens se briser la tête contre un mur, « mais que jusque-là il n'avait jamais vu quelqu'un « construire lui-même un mur pour s'y briser la tête ».

Lorsque la Chambre des Pairs rejeta la loi sur les rentes, Chateaubriand dit à Villèle en lui révélant beaucoup trop ouvertement ses arrière-pensées : « Si vous « vous retirez, nous sommes prêts à vous suivre. » A la

place de toute réponse, Villèle lui lança « un regard « inoubliable ». Villèle était jaloux du chevalier, auquel il ne pardonnait ni la gloire de sa guerre d'Espagne, ni sa supériorité intellectuelle, ni ses relations distinguées, ni les faveurs exclusives de l'empereur Alexandre, qui avait décoré Chateaubriand sans faire le même honneur à Villèle. A cette jalousie vinrent s'ajouter la haine implacable de Corbière et les antipathies de la cour pour Chateaubriand, ce rival peu accommodant du premier ministre, que tout le monde voulait écarter et qui, tout à coup, fut relevé de ses fonctions (6 juin) avec des formes dont le caractère peu gracieux frappait tout le monde (1).

Déjà auparavant, Villèle avait éloigné du ministère de la guerre le second auteur de la guerre d'Espagne, le duc de Bellune; il l'avait remplacé par un soldat de cour, Damas, qui devait sa nouvelle dignité à un petit avantage que, dans la rencontre de Llers, un autre avait remporté en son nom (Cf. t. IX, p. 198). Au moment actuel, Villèle mit cet homme insignifiant, qui n'avait pas la moindre notion de la politique, à la place de Chateaubriand comme ministre des affaires étrangères (4 août); il le remplaça au département de la guerre par Clermont-Tonnerre, et il substitua à ce dernier, au ministère de la marine, Chabrol, qui était complètement étranger à cette branche de l'administration. Le duc de Doudeauville remplaça le maréchal Lauriston comme

(1) Villemain (*M. de Chateaubriand*, 1838, p. 383) conteste le motif particulier de la disgrâce de ce ministre, tel que nous l'avons indiqué plus haut (Cf. t. IX, p. 232) d'après les *Mémoires de Marmont* auxquels, il est vrai, on ne peut pas ajouter beaucoup de foi.

ministre de la maison du roi. Peu de temps après (le 26 août), Frayssinous entra au ministère des cultes, qui venait d'être créé pour lui. De cette manière, la famille ministérielle présentait un ensemble plus homogène, après que le grand seigneur Chateaubriand et les notabilités militaires en avaient été éloignés.

Les noms seuls et les capacités des ministres privilégiés révèlent les deux desseins que poursuivait Villèle. D'une part, il voulait donner satisfaction au parti cléricale, qui lui avait montré sa puissance et son mécontentement lors du rejet de la loi sur les rentes et lors du retrait d'une loi sur le sacrilège, loi sur laquelle nous aurons à revenir ; d'autre part, il voulait réunir autour de lui un groupe de nullités, qui devaient faire ressortir avec d'autant plus d'éclat toute son autorité et toute son influence.

En même temps, la bonne fortune et l'habileté de Villèle secondaient les efforts qu'il fit lui-même pour consolider sa puissance. Ses partisans le virent dans une position encore plus forte et plus sûre au moment de la mort de Louis XVIII qui arriva immédiatement après (16 septembre). Affaissé sur lui-même et courbé en cerceau, ce prince n'avait fait que végéter depuis assez longtemps. Les femmes et même les militaires dans son entourage vantèrent la patience avec laquelle il avait supporté les terribles souffrances causées par la gangrène, qui lui rongait les pieds et les jambes ; ils vantèrent également le courage que cet homme sans religion avait montré sur son lit de mort, où il avait été un modèle de résignation calme. On avait pris les mesures nécessaires pour que le monde contemporain avec son vernis de piété ne fût pas scandalisé par le spec-

tacle discordant d'une scène de paganisme : on ne voulait pas laisser le roi très-chrétien mourir en esprit fort. Madame du Cayla réussit là où l'abbé Frayssinous avait échoué : sur ses instances, le roi se confessa et communia ; puis il s'éteignit lentement.

Le nouveau roi, Charles X, déclara à la première députation, qui se rendit auprès de lui à Saint-Cloud, qu'il continuerait à régner d'après le même système que son frère. Villèle et Corbière eux-mêmes s'étaient attendus à voir le nouveau maître appeler dans le gouvernement quelques-uns de ses conseillers les plus intimes, et, dans ce cas, ils étaient prêts à se retirer. Mais, en réalité, personne ne songea à modifier d'une manière quelconque le personnel du gouvernement. Du concours de Villèle, en particulier, on n'aurait pu se passer, tant que la loi sur l'indemnité restait encore à l'état de projet. Les Vaublanc, qui croyaient certainement que le moment était venu pour eux, de même que pour les Vitrolles et pour les Polignac, de reprendre le timon des affaires, furent complètement déçus dans leur attente ; ils eurent à se lamenter sur l'aveuglement du nouveau roi qui, lui aussi, croyait les faibles seuls intelligents et qui considérait les hommes forts comme impropres à son service. Et cependant, durent-ils se dire, c'était le même prince qui, pendant de longues années, avait été l'espoir de tous ceux qui, parmi les royalistes, étaient les plus zélés et qui avaient attendu son règne comme le commencement d'une nouvelle ère du régime contre-révolutionnaire.

Les cléricaux et les *ultras* avaient espéré qu'on s'occuperait dès lors à faire subir à la Charte des modifications au moins restrictives ; en effet, le prince qui

venait de monter sur le trône avait des constitutions la même opinion que l'empereur François ; fort tard, sans observer les formes habituelles et à contre-cœur, il avait juré fidélité à la Charte, et, en 1815, il aurait voulu déterminer son frère à mettre fin à toute Constitution. Mais Charles X était devenu vieux, il avait besoin de repos et il n'était plus très-enclin à s'embarquer dans des entreprises aussi risquées. Il promit aux pairs « de
« consolider le grand acte qu'il s'était engagé à main-
« tenir ».

Par cette promesse, par quelques autres mesures empreintes d'un esprit de douceur et par quelques habiles discours improvisés, le nouveau monarque gagna tout à coup même les cœurs de ceux qui jusqu'alors avaient attendu l'avènement de ce roi comme le moment d'une grave épreuve. La grâce accordée à un grand nombre de personnes, condamnées en partie pour crimes politiques, avait précédé l'entrée du roi aux Tuileries (27 septembre) ; s'adressant, dans cette occasion, à quelques groupes séparés du peuple, le monarque fit usage de son talent particulier en donnant un ton de cordialité et de grâce à ses paroles que le public, colportait ensuite avec enthousiasme.

Cette solennité fut suivie immédiatement de l'abolition de la censure (29 septembre), à laquelle le ministre s'était cru obligé de recourir de nouveau, peu de temps auparavant (15 août), pour des motifs sur lesquels nous aurons à revenir. Pour montrer sa reconnaissance, la multitude accueillit le roi avec des cris d'allégresse, lorsque, le lendemain, il passa en revue la garde nationale au Champ de Mars. Les hommes faciles à exalter s'enivraient de nouvelles espérances. On se con-

solait encore une fois des malheurs passés, en se disant que les portes de la Révolution étaient fermées pour jamais.

« Se laissant emporter par cette mobilité d'esprit qui est le défaut de la nation française, on vit les feuilles (libérales) passer soudainement de la défiance à une confiance illimitée, composer chaque matin un nouveau cabinet, et annoncer, chaque soir pour le lendemain, la chute de Villèle » (1). Mais la position de ce ministre était plus forte que jamais.

Cette position était plus forte à l'intérieur, où ceux qui professaient des opinions royalistes formaient encore un parti compact et uni, où toute opposition avait pour ainsi dire disparu et où le cabinet était, pendant la session suivante, le maître absolu de la situation. Cette position était également plus forte par rapport aux relations étrangères : donnant en même temps satisfaction à ses rancunes personnelles à l'égard de l'empereur Alexandre, Villèle se rapprocha de l'Autriche et essaya de se débarrasser de l'influence russe qui, depuis la Restauration, ne s'était que trop solidement établie en France (Cf. t. III, p. 297).

Nous rappelons ici l'époque où les puissances orientales, consternées des excès de l'année 1815, croyaient les royalistes absolument incapables de former un parti gouvernemental. On sait que, vers l'époque du congrès d'Aix-la-Chapelle, le comte d'Artois avait fait une tentative pour rendre l'empereur Alexandre favorable à l'ultraroyalisme, en lui faisant remettre un Mémoire rédigé par Vitrolles, tentative qui échoua complètement. Ce qui est moins connu, c'est que, du temps des résolutions de Karlsbad, on avait fait parvenir aux cours un

(1) Cf. Vulaballe, *loco cit.*, t. VII, p. 84 (3^e édition).

nouveau Mémoire provenant de la même source (1); dans ce document, on avait encore une fois conseillé, avec beaucoup d'instances, de faire une démarche commune auprès du roi, peut-être par l'intermédiaire du comte d'Artois, pour lui donner des conseils, pour relever son courage et pour lui promettre le secours des puissances; mais les cours avaient jugé aussi cet écrit comme peu politique et comme fort dangereux.

Peu de temps après, lorsque l'assassinat du duc de Berry avait terrifié toutes les cours, les royalistes, qui à ce moment s'emparèrent du pouvoir, avaient obtenu plus de crédit auprès des cabinets. La guerre d'Espagne, qui avait mis la France au service de la Sainte-Alliance, avait placé le gouvernement royaliste dans les relations les plus intimes avec les puissances orientales. Ces relations étaient plus cordiales avec la Russie qu'avec les autres cours, tant que Chateaubriand restait à la tête des affaires étrangères; ses rapports personnels avec l'empereur Alexandre suffisaient pour lui aliéner l'Autriche. En outre, le prince Metternich détestait Chateaubriand à cause de ses projets relatifs à l'introduction de la Charte française en Espagne; ces projets étaient tellement odieux au grand chancelier, qu'il avait vu avec un certain plaisir les secrètes convoitises des *ultras*, qui comptaient exploiter l'invasion d'Espagne dans le dessein de renverser leur propre Constitution en France.

Dès que la guerre se trouva terminée et que l'état de choses à Paris fut tel qu'on pouvait espérer voir la politique intérieure suivre une marche plus régulière, le

(1) *Mémoire sur la situation de la France et sur les moyens de sauver cette monarchie.* Octobre 1819. MS.

grand chancelier avait formé le vœu ardent « de forcer » la France à marcher de concert avec les puissances et à adopter aussi les principes conservateurs. Afin d'obtenir que les trois cours orientales prissent la même attitude, le grand chancelier insista donc auprès de la cour de Saint-Pétersbourg, pour qu'elle donnât des instructions plus précises à Pozzo di Borgo et pour qu'elle lui enjoignît d'agir de concert avec les autres ambassadeurs : effectivement, pendant longtemps ce diplomate avait été considéré comme le véritable ministre en France, et il avait beaucoup trop éclipsé le représentant de l'Autriche, Saint-Vincent, qui était un homme indolent et incapable.

Cette démarche de Metternich avait essentiellement le même but que les *ultras* s'étaient proposé relativement à la Charte. En effet, le prince était pénétré de la nécessité qu'il y avait d'introduire, tôt ou tard, « des changements « considérables » dans cette « affreuse » Constitution française, qui était une cause constante d'affaiblissement pour le gouvernement (1). Il espérait que ces changements se feraient, dès que la France aurait un roi qui serait décidé à gouverner lui-même et à gouverner d'une main ferme. C'est pourquoi, tant que vécut Louis XVIII, les diplomates autrichiens s'efforcèrent constamment d'entretenir et de fortifier la funeste méfiance avec laquelle l'héritier du trône regardait la Charte et ceux qui lui étaient sincèrement dévoués.

Or, bientôt se produisirent successivement et avec une promptitude surprenante les événements qu'on n'avait guère osé prévoir : d'abord Chateaubriand dut quitter

(1) D'après les lettres et les rapports du prince Hatzfeld. Commentaire de 1824. MS.

le ministère; immédiatement après, Louis XVIII mourut et Charles X monta sur le trône sans se laisser entraîner à des actes précipités ni à des excès dans l'exercice du pouvoir. Pour le grand chancelier qui, en 1824, année si riche en succès de tout genre, avait terminé toutes ses victoires en Allemagne, en Suisse et en Italie, ces conjonctures étaient trop favorables pour qu'il n'eût pas tenté de jeter les mêmes réseaux de son influence aussi sur le grand État français.

Il vint en personne à Paris (printemps 1825), où il trouva un accueil plus brillant qu'aucun autre homme d'État n'en avait jamais reçu à cette cour (Cf. t. XIV, p. 45). Peu de jours suffirent à ce diplomate clairvoyant pour s'orienter complètement. Du côté des libéraux, il trouva « le tableau peut-être renforcé de 1789; non pas « les dangers du bonapartisme de 1815, mais ceux du « constitutionalisme de 1789 ». En revanche, il vit de l'autre côté, à sa grande consolation, le roi, Villèle, le gouvernement et les royalistes entièrement pénétrés de la nécessité d'arriver à une restauration complète et employant les moyens les plus efficaces pour s'avancer à pas de géant vers le but qu'ils s'étaient proposé ainsi.

Le clergé seul lui semblait marcher avec une trop grande précipitation : on comprend que la nouvelle alliance entre Rome et la France, entre Léon et Charles, ait pu lui inspirer des inquiétudes. Mais sur ce point encore il se laissa probablement rassurer par Villèle, qui personnellement se rapprochait par tous les moyens de lui, qui l'initiait dans tous ses secrets politiques et qui lui faisait espérer des relations politiques et amicales de longue durée. Le prince lui-même se sentit rempli d'une confiance également ferme, en entendant

Villèle parler avec une assurance innébranlable de sa propre personne et de la solidité de sa position politique : sûr de posséder la confiance du roi et du parti royaliste, ajouta le ministre français, « il espérait effectuer la restauration complète en détruisant peu à peu toutes les institutions révolutionnaires et représentatives (1) ».

Metternich était frappé et ravi de trouver tant d'énergie dans ce ministre, chez lequel, précisément depuis cette même époque, Pozzo di Borgo prétendait ne voir qu'une incapacité complète et que l'absence totale de toute dignité et de considération. Effectivement, le mécontentement que Villèle inspirait aux diplomates russes datait depuis le moment où s'était opéré ce revirement dans la politique extérieure, revirement que Pozzo caractérisait en disant que depuis cette époque le grand chancelier dictait toutes ses dépêches à l'ambassadeur français à Vienne ; désormais les hommes d'État de Saint-Pétersbourg qualifiaient Villèle de déserteur de la Sainte-Alliance et lui reprochaient son ingratitude envers l'empereur Alexandre (2).

Avant qu'une année se fût écoulée, Villèle se vit également délivré d'Alexandre, dont la puissante influence aurait le plus facilement pu ébranler sa position. Mais le czar mourut ; sous le règne du successeur d'Alexandre et pendant les complications qu'amena la question grecque, Villèle réussit à se soustraire d'une manière plus résolue à la dépendance dans laquelle les puissances l'avaient tenu jusqu'alors. Pour la première fois depuis longtemps, il fit reprendre à la politique française une

(1) Rapport du prince Hatzfeld, en date du 11 mai 1825. MS.

(2) Cf. *Recueil de documents relatifs à la Russie*. 1854, p. 34.

marche indépendante ; il passa de Metternich à Canning et il conclut le traité de juillet, afin de travailler, de concert avec la Russie, à la délivrance de la Grèce et de pouvoir, avec le concours de l'Angleterre, tenir en bride la Russie. Ce fut surtout cette attitude prise par Villèle dans la politique extérieure que blâmèrent ceux des membres de son parti qui étaient le plus conséquents avec eux-mêmes, parce qu'ils y voyaient un hommage rendu au libéralisme.

Session de 1823. Du 22 décembre 1824 au 13 juin 1825.

Lorsque, à la fin de la dernière session, le conseiller d'État Berthier énuméra les différentes questions que son parti s'attendait à voir résolues, comme nous l'avons dit plus haut, il trouva, en jetant un coup d'œil rétrospectif sur la session qui venait de s'écouler, que rien n'avait été fait. La première des sept années grasses qu'on s'était promis de trouver dans le parlement septennal, avait fourni aux cléricaux une récolte trop maigre. Villèle se hâta de réparer, dans la session de l'année suivante, tout ce qui avait été négligé.

Loi sur les couvents.

Parmi les nombreux symptômes qui avaient signalé le nouveau réveil cléricale des dernières années, il faut citer l'établissement et la réorganisation des couvents, qui s'étaient répandus sur tout le territoire français et qui, en partie, étaient dotés de ressources considérables. Un des vœux les plus ardents du clergé était de prendre sous sa direction exclusive ces commencements qui promettaient de si heureux résultats.

Le ministère des cultes répondit à ce désir du clergé, en proposant d'abolir une coutume restrictive d'après laquelle la fondation de couvents de femmes était subor-

donnée à l'autorisation par une loi spéciale; désormais l'autorisation à donner par le roi devait être substituée à la loi. On se laissait guider par deux motifs, en ne s'occupant pour le moment que des couvents de femmes. D'une part, ces derniers paraissaient moins dangereux à l'opinion publique, qui n'y était guère favorable, que les couvents de moines auxquels elle était positivement hostile. D'autre part, la sollicitude qu'on montrait aux couvents de femmes se rattachait, en même temps, à une autre loi projetée qui était destinée à rétablir les majorats et qui naturellement devait déshériter les filles : il était donc équitable de songer à pourvoir à leur subsistance en leur préparant une retraite dans les couvents.

La loi, présentée en premier lieu aux pairs (29 janvier), donnait au souverain le droit d'autoriser, par simple décret, la création de couvents de femmes; grâce à cette autorisation, les couvents devaient avoir la faculté d'acquérir toute espèce de biens, à la seule réserve que, pour protéger les intérêts des familles, la portion des biens dont on pourrait disposer en faveur des couvents serait limitée au quart de toute la fortune du donateur. Cependant les pairs maintinrent l'ancienne disposition d'après laquelle l'autorisation par une loi spéciale était indispensable. Après avoir subi cette transformation, le projet de loi fut présenté à la seconde Chambre, qui l'adopta.

Loi du sacrilège.

Nous avons vu le grand maître de l'Université très-occupé à refréner l'esprit de scepticisme qui avait fait irruption dans les écoles et qui portait la jeunesse à se moquer de tous les sujets sacrés; le gouvernement, à son tour, devait avoir soin d'extirper cet esprit aussi dans la génération qui ne fréquentait plus les écoles. On avait observé

que les vols dans les églises s'étaient multipliés; or, ces délits, les tribunaux les punissaient, d'après la teneur littérale de la loi, non pas même comme des vols ordinaires dans des maisons habitées, mais ils les assimilaient à ceux qui étaient commis dans des édifices non habités. Dès la session précédente, le ministre de la justice, Peyronnet, avait présenté un projet de loi (5 avril 1824), d'après lequel on devait punir de mort tout vol avec effraction commis dans une église de n'importe quelle confession.

Cette disposition ne suffit pas aux fanatiques qui siégeaient sur le banc ecclésiastique nouvellement créé dans la Chambre des Pairs. L'assimilation des églises protestantes et de leur « mobilier » aux églises catholiques leur déplut extrêmement; « comme s'il y avait dans les temples « protestants rien qui fût sacré », avait dit le pape lui-même, d'un ton de blâme, dans la lettre au roi Louis dont il a été question plusieurs fois. Les pairs ecclésiastiques désapprouvaient surtout qu'on trouvât coupable uniquement le vol et non la profanation ou la violation du sanctuaire (sacrilège). Le garde des sceaux s'était expressément prononcé contre les prétentions des cléricaux qui, contrairement à tous les principes de législation, voulaient confondre les crimes et les péchés. Mais les congréganistes avaient insisté avec une telle violence sur l'adoption d'une loi de sacrilège, qu'on avait dû retirer le premier projet et présenter aux pairs, dans la session actuelle (4 janvier 1825), une loi complètement modifiée. On y fit entrer le crime nouvellement inventé du sacrilège, et l'on proposa de punir de la mort simple la profanation des vases sacrés, de la peine des parricides la profanation de l'hostie consacrée et, enfin, de la mort simple le vol à l'aide d'effraction commis dans

un édifice consacré à la religion de l'État, crime qui auparavant était puni des travaux forcés.

Un homme d'affaires aussi sec que Villèle avait été amené à approuver ce projet de loi d'une barbarie digne du moyen âge et qui répugnait même à un ultramontain tel que Lamennais (1); un jurisconsulte aussi pointilleux que Peyronnet n'hésita pas à citer l'exemple des Égyptiens, des Grecs et des Romains païens pour défendre les horribles dispositions pénales de cette loi. A un magistrat qui ne cachait pas au ministre de la justice combien il était étonné de le voir proposer une loi qu'il avait lui-même combattue quelques mois auparavant, Peyronnet répondit : « Nous sommes heureux d'avoir échappé à une loi contre le blasphème ! (2) »

Quand on compare la loi de cette année à celle de l'année précédente, on voit d'une manière palpable jusqu'à quel point le parti clérical avait réussi à soumettre le gouvernement à son influence croissante. Si le projet de loi était terrifiant, la discussion dans les deux Chambres ne l'était guère moins. Les fanatiques débordaient de discours qui inspiraient l'horreur et qui laissaient une impression de dégoût plus forte que la loi elle-même, au sujet de laquelle les gens calmes prédisaient avec beaucoup de justesse qu'elle resterait lettre morte. Dans la Chambre des Pairs, Bonald prononça ces paroles horribles : « En ce qui regarde le profanateur du sanctuaire, la sentence de mort ne fait que le renvoyer devant son juge naturel. »

(1) *Du projet de loi sur le sacrilège*. Paris, 1825.

(2) Cf. Barante : *La vie politique de Royer-Collard*. 1861, t. II, p. 242.

Un amendement, destiné à transformer la peine de mort proposée en celle des travaux forcés, fut rejeté, même par les pairs ecclésiastiques. Les pairs écartèrent seulement la peine de mort telle qu'elle était infligée aux paricides. A cette occasion, Royer-Collard prononça, dans la Chambre des Députés, un de ses discours les plus brillants qui, avec un esprit libéral, faisait ressortir l'absurdité qu'il y aurait à faire découler un crime d'un dogme contestable et contesté. Mais toutes les objections tombèrent devant le fanatisme religieux des cléricaux. La seconde Chambre adopta la loi par deux cent dix voix contre quatre-vingt-quinze (15 avril).

Loi sur l'indemnité.

A côté des lois sur les couvents et sur le sacrilège, on vit reparaître, sous une nouvelle forme, celle de l'indemnité, qui fut présentée par Villèle et dont les motifs furent exposés par Martignac. On l'introduisit comme le complément nécessaire de la Restauration et comme une garantie contre tout retour de confiscation.

Les adversaires du projet se trouvaient aux deux côtés extrêmes de la Chambre. De la Bourdonnaie considérait la mesure comme trop mesquine. « Ou, disait-il, les assemblées nationales de la République avaient été illégales, « alors tous les actes émanant d'elles étaient nuls et non « venus; ou bien, elles avaient été légales, alors l'émigration n'avait aucun droit à une indemnité. Que si la « Charte garantissait la validité de la vente des biens « nationaux, l'article relatif à cette question n'était qu'une « simple mesure politique qui garantissait aux acquéreurs « la valeur des biens achetés par eux, mais qui ne leur « conférait nullement un droit de propriété. »

Dans le même esprit, Beaumont demanda qu'on resti-

tuât les biens et qu'on dédommageât les acheteurs ; le zéléateur Duplessis de Grenedan réclama tout simplement la restitution sans indemnité aucune. Les quelques rares députés du parti opposé, qui restaient attachés aux conquêtes de la Révolution, parlèrent contre l'indemnité en invoquant des précédents historiques, puisque, disaient-ils, ceux qui, par suite de la révocation de l'édit de Nantes avaient émigré, n'avaient pas été non plus indemnisés de la perte de leurs biens vendus en masses énormes. Ils invoquèrent, d'autre part, des arguments juridiques, puisque, ajoutaient-ils, les dispositions de la Charte relativement à l'abolition de la confiscation ne pouvaient avoir de force rétroactive et réagir sur l'ancienne législation, en vertu de laquelle cette peine avait été prononcée comme une mesure exceptionnelle et politique, afin de frapper ceux qui s'étaient armés contre la patrie. Si néanmoins il devait y avoir une indemnité patriotique, il faudrait la demander à la nation, mais non pas la lui laisser imposer par ceux qui étaient juges et parties dans leur propre cause ; en outre, cette indemnité devrait être sagement mesurée d'après les ressources du pays et étendue, sans exception, à tous ceux qui avaient souffert des atrocités de la Révolution.

Toutes ces attaques et toutes ces objections contre la mesure projetée ne pouvaient guère produire d'effet, parce qu'il y avait bien des choses qui émoussaient et ébréchaient le tranchant de cette argumentation. La haine des partisans de la Révolution ne pouvait pas se donner libre carrière, parce que la royauté elle-même avait été à la tête de l'émigration. Avec une grande sagesse et avec beaucoup d'efficacité, Villèle fit ressortir ce fait que, sans les émigrés, la France n'aurait pas trouvé

de Bourbons en 1814, c'est-à-dire des princes capables de se placer comme médiateurs entre le pays et les vainqueurs. Toutes les fois que cette question avait été mise sur le tapis, on avait eu des appréhensions fort vagues, mais très-sérieuses, parce que tout le monde savait jusqu'à quel point il répugnait à Louis XVIII de maintenir la validité des ventes des biens nationaux ; au moment actuel encore, on entendait parfois exprimer la crainte que le gouvernement n'eût l'intention de restituer ces biens et qu'il ne fit de la loi une déclaration de guerre.

Cependant personne n'entretenait plus sérieusement de pareilles craintes au sujet de cette mesure qui, au contraire, fermait une blessure toujours béante, qui délivrait les acheteurs des biens nationaux de l'épée de Damoclès, jusqu'alors toujours suspendue au-dessus de leur tête, et qui donnait une quittance définitive relativement aux prétentions des émigrés. Si on la considérait sous le rapport de l'économie politique, elle offrait d'immenses avantages : effectivement, en levant l'interdit qui frappait, pour ainsi dire, les biens nationaux, elle rendait à ces propriétés l'entière valeur que leur avait fait perdre l'opinion publique ; on pouvait même prévoir qu'elle ferait pénétrer un nouveau mouvement dans la propriété foncière. Ce qui était la chose principale, il y avait au sein des Chambres mêmes une foule de personnes directement intéressées dans cette question et, parmi elles, un grand nombre de libéraux qui faisaient de longues tirades sur cette « fête des émigrés », mais parmi lesquels il n'y avait pas un seul qui eût voulu renoncer à sa part du butin, par exemple en faveur de quelque établissement public.

Il n'avait pas été facile de fixer le chiffre de l'indem-

nité. Quant aux biens vendus après le 12 prairial de l'an III, sur les revenus desquels on n'avait fait d'évaluations qu'à partir de cette époque, on en dédommagea les anciens possesseurs en leur donnant dix-huit fois le montant de ces revenus ; la valeur des biens vendus antérieurement à cette époque fut estimée d'après le prix d'adjudication. Conformément à ce principe, la somme totale de l'indemnité montait presque à un milliard de francs (987,819,962 fr.). Cette somme devait être couverte par une inscription de 30 millions de rentes 3 p. 100 dans le Grand Livre de la dette publique ; on comptait l'amortir, pendant les cinq années suivantes, en payant chaque année 6 millions de rente, dont une moitié devait être fournie par les fonds généraux et l'autre par la caisse d'amortissement.

On joignit à ce système le plan d'une conversion des obligations 5 p. 100, conversion qui n'était plus obligatoire mais facultative, et qui excluait toute intervention des maisons de banque ; elle permettait au gouvernement d'ajourner, pendant plusieurs années, le retrait de ces obligations par des mesures successives et dans des délais échelonnés, si ce retrait ne devenait même pas tout à fait inutile. Cette opération, fondée en partie sur des suppositions erronées, n'eut qu'un faible succès, et encore ce succès ne fut obtenu que parce qu'on avait fait appel aux détenteurs de rentes parmi les fonctionnaires et à tous les dépôts publics.

Metternich s'entretint avec Villèle de sa loi sur les rentes, telle qu'elle avait été présentée cette année-là ; le ministre français lui-même l'appela mauvaise ; mais, disait-il, puisque les Chambres avaient rejeté sa loi de la dernière année bien qu'elle fût fort bonne, il était obligé

d'emporter de haute lutte l'adoption de la loi actuelle qui était beaucoup plus mauvaise ; « puisque, ajoutait-il, un « gouvernement ne devait jamais reculer », maxime que, peu de temps auparavant, il avait proclamée aussi devant Polignac.

C'était là parler avec cette énergie qui imposait à Metternich. Cependant, les gens experts de la Chambre, les Périer et les Bertin de Vaux, dévoilèrent bientôt le véritable but de cette conversion, en démontrant qu'il s'agissait tout simplement de tirer d'embarras les banquiers qui s'étaient engagés l'année précédente en se chargeant d'une masse d'obligations 5 p. 100. « Si la loi « passe, disait Bertin de Vaux, on sortira de cet embarras sans perte et même avec profit ; si elle est rejetée, que dirai-je ? Il y aura grand deuil à Jérusalem. » Dans la seconde Chambre, la loi fut adoptée (26 mars) par deux cent trente-sept voix contre cent vingt-neuf ; le lendemain, elle fut acceptée aussi par les pairs.

Symptômes plus graves de la puissance des prêtres.

A cette époque, Villèle était à l'apogée de ses succès ; mais au même moment se montrèrent aussi les premiers embarras de sa situation. La faveur dont il jouissait à la cour commençait à être ébranlée par des coteries où l'on ourdissait des intrigues ; la faveur que lui témoignait son parti était lentement minée par l'attitude exclusive du ministre, et celle que lui avait montrée le peuple se trouvait singulièrement amoindrie par les lois de la dernière session qui rebutaient tout le monde.

A la cour, Villèle avait des ennemis personnels dans les Fitz-James, les Rivière, les Maillé, les Glandives et autres qui minaient son influence par des plaintes et des accusations continuelles. Dans la première Chambre, la

majorité certaine lui avait manqué dès le principe ; au sein de la seconde, les minorités augmentèrent en nombre, depuis qu'il avait poussé Chateaubriand avec les Hyde de Neuville, les Agier et les Bertin de Vaux dans la fraction dite de la défection, et depuis que son autocratie avait de plus en plus irrité la contre-opposition des *ultras* réactionnaires que dirigeait de la Bourdonnaie. La société, dans tout son ensemble, depuis les plus hautes classes jusque dans les plus basses, s'était émue en voyant présenter aux Chambres un projet de loi aussi imprudent que celui du sacrilège ; l'attention générale s'était réveillée, et on surveillait de plus près le monstrueux pouvoir clérical qui, plus que toute autre chose, humiliait et exaspérait les sentiments du peuple français.

Depuis le changement de souverain, c'est-à-dire depuis que le clergé n'avait plus rien à craindre de Louis, cet homme mondain, et qu'il avait tout à espérer de Charles, ce prince bigot, le principe clérical fit sentir son influence prédominante d'une manière de plus en plus brutale ; aussi, voyait-on augmenter, dans les mêmes proportions, les défiances des gens sceptiques et observateurs à l'égard de la cour et du gouvernement. Ce qui contribuait beaucoup à amener ce résultat, c'était que la popularité que le nouveau roi avait su acquérir s'était évanouie déjà, après n'avoir duré que bien peu de temps.

Lors des funérailles de son frère, le roi Charles avait vu les généraux de l'ancienne armée, qui étaient mis à la demi-solde, suivre le cortège à pied, et il leur avait dit que désormais ils appartenaient à sa suite, et qu'ils l'accompagneraient à cheval. Peu de temps après (1^{er} dé-

cembre 1824), on publia un nouveau règlement pour l'état-major, en vertu duquel on mit à la retraite deux catégories de généraux; à cause du nombre des années de service indiqué comme limite du service actif, ces catégories ne pouvaient comprendre que des généraux de la République et de l'Empire; de cette manière, on frappa cent soixante-sept hommes qui, en partie, étaient encore très-vigoureux et à qui on enleva une existence convenable en réduisant ainsi leurs ressources.

De même qu'en 1814, où l'on avait récolté d'une manière très-soudaine pendant les Cent-Jours les fruits d'une mesure pareille (Cf. t. 1^{er}, p. 136), de même, au moment actuel, on excusa cette mesure en prétextant le devoir de faire des économies. Certainement, si on consultait les tableaux de l'armée (1), l'économie semblait réclamer qu'on balayât tout autrement encore les cadres; mais on doit convenir que l'époque où le cabinet fit valoir ce prétexte était aussi mal choisie que possible, parce que c'était le moment où l'on demandait le milliard pour les émigrés.

Le revirement qui s'opéra dans l'opinion publique au sujet de la personne du roi suivit immédiatement cet acte final qui termina le licenciement de l'armée de la Loire: un Clermont-Tonnerre seul pouvait mener à bout une pareille entreprise, un Damas même aurait été jugé incapable de se charger de son exécution. Toutes les autres choses qu'on voyait s'accomplir à la nouvelle cour contribuaient également à effacer complètement les premières bonnes impressions que Charles avait laissées lors de son

(1) Pour 161,000 simples soldats, il y avait 21,448 officiers et environ 50,000 sous-officiers.

avènement au trône. On n'avait eu rien de plus pressé à faire que de déterrer les absurdités déjà oubliées de l'ancienne étiquette de cour. Le duc d'Angoulême, âgé alors de cinquante ans, avait repris le titre de dauphin; la duchesse de Berry s'appelait de nouveau Madame et sa fille Mademoiselle; les chambellans et les écuyers barbus du dauphin étaient de nouveau appelés *menins*. Le duc de Bordeaux avait été nommé, à l'âge de cinq ans, commandant en chef des gardes suisses.

A une époque postérieure, le couronnement du roi à Reims marqua le moment funeste où, par un fait palpable, le peuple français commençait à sentir et à voir l'odieux « gouvernement de capucins » qui jusqu'alors n'avait guère frappé ni scandalisé les masses, parce qu'il ne s'était occupé que d'affaires d'Église. Cette solennité, dans laquelle les cléricaux voyaient le complément spirituel de la Restauration, se fit avec un immense déploiement de magnificence (29 mai 1825). Le roi, armé de l'épée de Charlemagne, fut couronné avec le diadème du grand empereur, non pas comme Napoléon l'avait fait de ses propres mains, mais par l'archevêque de Paris; ce prélat l'oignit aussi avec le saint chrême, que des mains fidèles prétendaient avoir sauvé en le recueillant sur les débris de la Sainte-Ampoule qui, pendant l'époque révolutionnaire, avait été brisée sur la place publique à Reims. Pendant la cérémonie, on voyait le roi prosterné devant les prêtres d'une façon qu'on trouvait tout à fait dégradante. Le lendemain, le monarque tint un chapitre de l'ordre du Saint-Esprit et, à l'hôpital Saint-Marceul, il toucha cent vingt et un goitreux, qui partirent sans être guéris, il est vrai, mais emportant un cadeau royal.

L'année suivante, la France célébra le jubilé général.

Les frivoles Parisiens virent, dans l'espace de six semaines, quatre grandes processions qui, la cour, les fonctionnaires publics et deux mille prêtres en tête, passaient dans les rues de la capitale en chantant le *Misere-re*; la dernière de ces processions se termina par la pose de la première pierre pour le monument en l'honneur de Louis XVI, dont l'érection avait été décrétée, en 1815, par les Chambres (Cf. t. 1^{er}, p. 119). Dans ces occasions, on voyait le roi en habit de deuil, de la même couleur violette qui distingue les vêtements des prélats, ce qui faisait naître dans les classes du peuple le bruit que le roi était secrètement affilié à un Ordre ecclésiastique et qu'il avait été promu à la dignité d'évêque.

Voilà des sujets tout trouvés pour Béranger qui, par la publication de sa chanson pleine de venin intitulée : *Sacre de Charles le Simple*, se vit pour la seconde fois placé sous le coup de poursuites judiciaires; c'étaient là des sujets complètement compris par les myriades qui, jusque dans les derniers rangs de la société, dévoraient les satires du chansonnier. On répandait des pièces de cinq francs qui montraient l'effigie du roi coiffé du bonnet des jésuites, et des caricatures qui bafouaient sa personne de la manière la plus grotesque.

Pendant ce temps, d'autres symptômes fournissaient aux personnes intelligentes et perspicaces des classes instruites d'autres sujets de raillerie et de réflexion. Vers la même époque où l'on célébra le jubilé, le roi nomma le duc de Rivière gouverneur du duc de Bordeaux (12 avril 1826), après que Montmorency, choisi d'abord pour ces fonctions, était mort; l'abbé Thorin, évêque de Strasbourg, fut nommé précepteur du jeune prince (15 octobre). Cet évêque était un des zélateurs les plus

sombres qui, dans une lettre pastorale pleine de venin, accusait les « philosophes du mensonge », les écrivains de la presse politique, de vouloir détruire le trône, la noblesse et les institutions sacerdotales sous le masque d'une feinte religion, et qui avait dit que les jésuites étaient appelés par la Providence à élever la monarchie sur des bases plus solides. Le duc de Rivière avait été un des plus zélés compagnons d'exil du roi; il avait toujours montré le plus grand empressement à servir son maître; complice de George et de Pichegru, il avait été, de même que Polignac, arrêté en 1804 comme conspirateur à Paris; de même que Polignac il était devenu pieux en lisant les Psaumes dans sa prison (1).

Ces nominations consternèrent les partisans les plus fidèles de la maison royale, que les *Débats* disaient poussée dans l'abîme comme par une fatalité implacable. Les légitimistes auraient voulu ajourner leurs espérances d'un meilleur avenir jusqu'après la mort du vieux roi et de son fils qui n'était plus jeune, pour les concentrer sur son petit-fils, s'ils pouvaient croire que ce dernier serait élevé suivant les besoins du siècle; mais les plus patients même parmi les légitimistes voyaient leurs dernières espérances complètement déçues par ces nominations qui, pour un long temps à venir, semblaient avoir scellé la domination des prêtres.

Le clergé, surtout dans ses sphères les plus élevées, semblait se croire le maître absolu de la situation. C'est toujours le signe certain, bien que funeste, d'une grande confiance que les membres d'une même classe et d'un même parti ont en leur propre valeur et en leur propre

(1) Cf. *Mémoires posthumes de Ch.-Fr. duc de Rivière*. 1829, p. 69.

puissance, quand, sans les moindres égards pour leurs amis, ils commencent à s'attaquer les uns les autres et quand, en face de leurs adversaires, ils croient inutile de conserver la concorde et l'union dans leurs propres rangs. C'est ce qui arriva, à ce moment, au sein du clergé français, parmi les chefs et dans tout le corps de ses membres.

Pendant que Metternich se trouvait à Paris, le grand aumônier du roi, le prince de Croy, avait publié (19 mars 1825) une lettre pastorale dans laquelle il déclarait de son propre chef que tout mariage civil était nul et équivalait au concubinage; il y menaçait des foudres de l'Église ceux qui négligeaient de fréquenter la messe et d'aller à confesse, et il déclarait qu'il citerait devant son tribunal ceux qui se rendraient coupables du crime d'hérésie et de magie; il rétablissait les jours de fête qui avaient été abolis, et il ordonnait de remplacer, par des vases d'argent, tous les ustensiles d'étain et de cuivre, dont on se servait dans les églises.

Ce mandement mit en émoi toute la capitale. Metternich disait que, si un document pareil était publié à Vienne, on enfermerait le grand aumônier dans un séminaire. Louis XVIII aussi, qui l'année précédente avait fait supprimer le mandement de Clermont-Tonnerre, n'aurait pas non plus passé sous silence une publication de ce genre; mais, sous le règne du roi Charles, la conduite du prince de Croy ne fut pas même désapprouvée. Depuis longtemps déjà, le grand aumônier avait eu des querelles avec M. de Quélen, archevêque de Paris. Se prévalant de ses fonctions comme surveillant des maisons dites royales, il s'était arrogé aussi la juridiction dans les paroisses de ces chapelles et de ces églises fon-

dées par le roi ; mais l'archevêque maintint (commencement de 1825) sa juridiction exclusive dans toute l'étendue de son diocèse, bien que le grand aumônier se donnât toute la peine possible, pour démontrer au roi que les prétentions de l'archevêque lésaient les intérêts du souverain et de l'État.

Vers cette même époque, l'archevêque se mit encore, dans une autre occasion, en opposition avec ces intérêts du roi. Après le couronnement de ce dernier, quelques évêques présents à Paris délibérèrent sur la fondation d'une école supérieure de théologie, destinée à donner une nouvelle vie à la Sorbonne ; ils venaient de nommer une commission chargée de rédiger les statuts d'un établissement de cette nature, lorsque tout à coup l'archevêque mit fin à leurs travaux (milieu de 1826), en déclarant qu'il ne permettrait pas que le roi nommât les professeurs de cette école.

A l'époque où ces évêques se trouvaient à Paris, une division sérieuse se produisit au sein du clergé et forma bientôt une séparation qui s'élargit de plus en plus. Dans ces temps, l'abbé Lamennais avait soumis les libertés de l'Église gallicane à un examen d'une portée tout à fait ultramontaine. Le ministre des cultes profita de la présence des évêques, pour obtenir d'eux (3 avril) une déclaration par laquelle ils défendirent, contre les qualifications outrageantes de l'ouvrage de Lamennais, les quatre propositions (1) de la déclaration du clergé fran-

(1) Il y était dit que, dans les affaires séculières, le pape n'avait à exercer aucun droit sur les princes et sur les rois ; qu'il était soumis aux décisions d'un concile général ; que sa puissance en France était déterminée par les statuts du royaume et de l'Église, tels qu'ils y étaient

çais de 1682, en tant qu'elles avaient été acceptées en France.

Ensuite l'abbé Frayssinous invita aussi le reste de l'épiscopat à adhérer à cette déclaration : aussitôt la division éclata. Une partie des évêques y accéda ; une autre fraction ne voulut donner son consentement qu'à la première des quatre propositions gallicanes ; une troisième demanda qu'on renvoyât toute cette affaire au pape et une quatrième refusa de faire une déclaration quelconque. Le ministre des cultes, qui appela tous ses partisans aux armes contre Lamennais, crut que, par cette déclaration des évêques en faveur de la doctrine gallicane, il pourrait désarmer l'opinion libérale, qui fondait précisément sur le livre de Lamennais l'accusation d'ultramontanisme qu'elle élevait contre les prêtres. Mais l'opinion publique ne se laissait pas ébranler dans ses convictions : de même qu'on savait que derrière le parti dominant des royalistes il y avait encore la fraction extrême des *ultras* qui jouissait d'un grand crédit auprès du roi, de même, tout le monde était persuadé que, derrière le clergé gallican influent qui gouvernait, il y avait encore une petite Église cachée qui cherchait ses appuis directement à Rome.

Lamennais.

Ce fut dans le centre d'un parti de cette nature que chercha à se placer, vers cette époque, Hugues-Félicité-Robert de Lamennais (1). Il était né en 1782 à Saint-

en vigueur, et, enfin, que même en matière de foi son jugement n'était pas immuable.

(1) Cf. *Oeuvres posthumes de F. Lamennais*. Éd. Forgues, 1858, t. I-II.

Malo en Bretagne. Au sein d'une famille dont la fortune avait été anéantie par la Révolution, il avait été élevé dans la haine des jacobins et dans le culte du dogme proscrit pendant l'époque de la Terreur. Maladif pendant toute sa vie, ayant grandi sous la férule d'un frère aîné d'un tempérament clérical très-rigide, et exclu du monde pendant sa jeunesse, Lamennais avait pris l'habitude de lire très-vite et de dévorer avec une véritable fureur des livres sans nombre. Entretenant un commerce plus intime avec les morts qu'avec les vivants, il était un vieillard dès ses jeunes années et il souffrait d'une mélancolie qui le consumait lentement. S'étant instruit lui-même dans la solitude de son cabinet, il poursuivait avec une ardeur précoce des idées et des systèmes, tandis que son intelligence et sa sagacité avaient à lutter, pendant toute sa vie, contre sa naïveté enfantine et contre son ignorance inexpérimentée.

Pendant les Cent-Jours, il s'était réfugié en Angleterre; sur ce sol protestant, il était tombé entre les mains du pieux abbé Carron et son orthodoxie avait pris un caractère encore plus rigide. Même plus tard, il entretenait un commerce constant avec des conventicules et avec des prêtres, et il correspondait avec un petit nombre d'hommes appartenant à la couleur la plus exclusive, tels que Senfft-Pilsach, le marquis Coriolis, Berryer et Vitrolles. Tout ce qui était étranger à sa nature glissait sur lui sans laisser la moindre impression. Pendant quelque temps, il s'occupait avec le plus grand zèle de l'étude de l'allemand, et s'assimilait avec satisfaction les idées homogènes qu'il découvrait chez Schlegel et chez Goerres; bientôt, il trouva que le Werther de Goethe n'était qu'un « système d'idées destructives » et

que l'Histoire ancienne de Schlosser renfermait un « esprit détestable ».

L'atmosphère exclusivement protestante en Angleterre et à Genève l'étouffait; il aimait cent fois mieux vivre en Turquie. Même le grandiose spectacle de la nature en Suisse le laissa complètement froid; « sa cheminée, écrit-il, lui était plus chère que les merveilles des rochers chers avec un peu de neige dessus ». Cette manière de voir mesquine et cet horizon étroit de sa culture intellectuelle formaient le contraste le plus singulier avec sa suffisance gigantesque, qui ne trouve son pendant que dans l'imagination de son compatriote Chateaubriand.

Effectivement, sur des points très-essentiels, Lamennais présente, au milieu de l'élément clérical, les mêmes phénomènes que Chateaubriand au sein de la royauté. Comme ce dernier, il n'était rempli que de lui-même, il ne ramenait tout ce qui existait dans l'univers qu'à sa seule individualité et il méprisait, en apparence, tout ce qui était du domaine du monde. On aurait dit que l'un et l'autre ne désiraient que la solitude et une vie complètement cachée, et cependant, avides d'influence et d'action, ils recherchaient toute occasion de se mettre en avant; Lamennais s'érigeait en appui de la papauté, absolument comme Chateaubriand se croyait le soutien de la royauté; il désespérait comme lui du monde monarchique, lorsqu'il devait se convaincre que ce monde l'abandonnait et que néanmoins il se persuadait que c'était ce monde qui s'abandonnait *lui-même*.

Si Léon XII ne s'était pas laissé empêcher par le gouvernement français de nommer Lamennais évêque *in partibus*, ce dernier serait toujours resté le champion

élu de l'ultramontanisme ; mais, dans la position où on l'avait laissé, on devait toujours craindre en lui le lion indompté qui pouvait un jour s'échapper. Il fut présenté par Vitrolles au comte d'Artois ; mais le succès qu'on avait espéré de cet entretien manqua complètement, parce que Lamennais montrait une grande timidité qui se communiquait également au prince. Ainsi, son ambition extérieure ne put se satisfaire dans sa patrie ; mais, en revanche, son ambition intérieure et son égoïsme s'enflaient, comme chez Chateaubriand, jusqu'à un point réellement bizarre. Il était scandalisé en voyant l'amour-propre pousser un Bonald à s'attaquer à Chateaubriand et à son besoin constant de changement ; mais Lamennais lui-même était possédé d'un égoïsme bien plus grand : il était rempli d'un mépris souverain pour tout le monde, pour gallicans et jésuites, pour les enfants du monde et les gens pieux, pour Chateaubriand comme pour Bonald et de Maistre eux-mêmes, bien qu'au fond tous ses efforts ne tendissent qu'à introduire dans le monde, sous une forme pratique, toutes les théories théocratiques de ces derniers.

Un homme de cette nature, qui n'avait de respect pour rien ni pour personne, si ce n'est pour lui-même, s'attira naturellement la rétribution qu'il méritait : il ne put gagner la confiance de personne, et on crut de bonne heure possible qu'avec le même abandon absolu il tombât d'une conviction et d'une erreur dans les opinions diamétralement opposées. A l'époque de la grande réaction contre le scepticisme, il s'était placé à côté de Chateaubriand et de tant d'autres défenseurs laïques de la religion comme le champion clérical le plus spirituel de la même cause. Dans le premier volume de ses

Essais sur l'indifférence en matière de religion (1817-1823, 4 vol.), il avait attaqué avec une éloquence attrayante les esprits forts, ceux qui se croyaient bien au-dessus du commun des mortels, les déistes et les raisonneurs orgueilleux du dix-huitième siècle. Aussi les cléricaux l'avaient-ils élevé jusqu'aux nues comme le défenseur sublime et l'apôtre éloquent de la religion, tandis que les libéraux avaient déchainé contre lui toute leur fureur en l'attaquant comme jésuite.

Les choses changèrent complètement, lorsque Lamennais publia son second volume. En s'enfermant dans un système philosophique comme dans une coque, il disait dès lors que la connaissance de la vérité avait son unique source dans la raison générale, dans l'esprit collectif de l'humanité qui conduisait l'homme à se placer sous l'autorité de la religion, tandis que la confiance en la raison individuelle l'entraînait dans les abîmes du doute. Dès ce moment, tous les ecclésiastiques comprirent que ce penseur était insondable; son ami et protecteur, l'abbé Carron lui-même l'exhorta vivement à ne publier ses écrits qu'après les avoir fait examiner par des hommes experts dont le jugement fût pleinement éprouvé.

Lamennais eut une telle confiance en sa valeur, qu'il soumit lui-même (1820) son ouvrage à l'examen de l'instance suprême à Rome. Comme il s'aperçut qu'il avait, dans cette ville, d'une part, des adversaires qui redoutaient l'excès de son zèle imprudent et, de l'autre, des protecteurs qui le considéraient comme un champion capable de « pulvériser » le gallicanisme, il alla lui-même à Rome (1824), pour y éclaircir sa situation douteuse. C'était à l'époque où Léon XII se trouvait encore entre les mains des *zelanti*; le pape reçut donc Lamennais

avec bonté et fit même suspendre son portrait dans le salon d'audience.

Pendant quelque temps, Lamennais crut donc avoir à Rome un appui solide et il s'enhardit davantage. La vanité, cet écueil contre lequel le caractère français se brise le plus facilement, le poussa à vouloir augmenter la considération déjà acquise en causant un plus grand éclat. Par conséquent, il attaqua, comme nous l'avons dit plus haut, sur le ton violent d'une satire polémique, la déclaration de 1682 qui, selon lui, était une œuvre schismatique (1). Ainsi, dès le début de la nouvelle union de paix et de concorde entre Rome et la France, et au grand ennui de tous les partis qui, par conséquent, le désavouaient tous, Lamennais remit sur le tapis le point controversé le plus stérile que la curie romaine aurait voulu faire oublier complètement; même, en l'interprétant avec son exaltation ordinaire, il lui donna une forme nouvelle et une profondeur plus grande que, par bonheur, rien ne justifiait dans l'état réel des choses.

Dans sa polémique contre l'esprit gallican, il se déchaîna, en même temps, contre le matérialisme qui, disait-il, avait détruit tous les liens moraux de la famille et de l'État; il s'éleva contre l'impudeur et contre l'insolence qui s'étaient mises à la place de la moralité complètement extirpée. Le seul remède contre ces maux était à ses yeux le principe de l'autorité, une seule et suprême loi divine qui devait régner sur tous les États,

(1) Cf. *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*. 1825-1826. Dans ses *OEuvres complètes* (Paris, 1844, 10 vol.), sous le titre : *Du catholicisme dans ses rapports avec la société politique*.

sur les peuples comme sur les rois et qui n'aurait qu'un seul interprète, à savoir l'Église, c'est-à-dire le pape.

Avec son exaltation malade, Lamennais ne voulait pas démordre de l'idée fixe que les gallicans projetaient une rupture complète avec Rome; qu'une nouvelle révolution, dont le but était la destruction du catholicisme, était imminente; qu'outre cette question il n'y en avait pas d'autre dans le monde (1) et, enfin, qu'en France tous les hommes puissants, les ministres, les magistrats, les représentants du peuple et de la presse étaient tous unis contre l'Église.

Il chercha dès lors un centre capable de rallier tous les partisans et les défenseurs de la religion menacée; il trouva nécessaire que le pouvoir se remuât pour résister aux puissants oppresseurs de l'Église: il se tourna donc vers Rome, espérant que le réveil de la ville éternelle donnerait au monde le signal de la résurrection. Mais Rome resta plongée dans le sommeil. Lamennais l'appela le siège de la peur et de la faiblesse, où la sottise et l'ambition s'embrassaient comme en France. En voyant cette autorité se croiser les bras, il trouva fort naturel qu'il se formât au sein de l'Église une espèce de protestantisme effectif. Il lut dans le *Globe* que la vérité, telle que la proclamait le catholicisme et telle que l'enseignait même le jansénisme, avait cessé d'être la vérité universelle; il crut trouver dans l'*Étoile* une explication du protestantisme d'après laquelle ce dernier serait la vraie doctrine du catholicisme pur.

Abandonné de l'autorité ecclésiastique, de Rome et du pape, Lamennais conçut dès lors l'idée de s'aider

(1) Cf. *Oeuvres posthumes*, t. 1^{er}, p. 303.

d'une *Union pour la défense de la religion catholique*, qui était sortie de son organe, le *Mémorial catholique*, et de fonder, à Malestroit, une petite colonie, une université catholique, afin d'y former de jeunes prêtres d'après son système et dans son esprit. Mais les ministres dénoncèrent ce projet dans le conseil du roi; la cour trouva l'Union aussi dangereuse que le journal en question. Lorsque les propres disciples de Lamennais parmi les ecclésiastiques timides refusèrent de suivre leur maître, celui-ci crut remarquer qu'une vaste intrigue dominait la société tout entière et que le parti Villèle y régnait en maître absolu.

On comprend fort bien le phénomène bizarre qui se présenta dès lors : les chefs des oppositions extrêmes, en prenant pour point de départ des fictions tout à fait contraires, se rencontrèrent pourtant dans un seul et même point pour se tourner contre le système du gouvernement; peu à peu, ce dernier dut porter la peine de l'indifférence avec laquelle il avait permis que la condition morale de la société devînt la proie d'une sombre confusion. Le parti libéral accusa le gouvernement de Villèle d'être l'auteur de la conspiration de l'ultramontanisme, dont l'existence lui semblait prouvée par l'action de Lamennais. Au contraire, l'ultramontanisme, personnifié dans ce dernier, désespérait de sa propre cause, et accusa le même gouvernement d'avoir ourdi une conspiration contre le catholicisme.

Les libéraux mirent tout en œuvre pour remuer la société et pour la soulever contre l'obscurantisme du gouvernement. Au même moment, il se produisit un revirement complet dans l'âme de Lamennais, qui voyait frappés de mort le chef et les principaux membres du

monde catholique dont le corps lui semblait exposé à de graves dangers. Ce revirement le rapprocha de plus en plus du peuple et lui fit concevoir l'idée d'une alliance entre le catholicisme et la liberté; s'il avait dépendu de lui, il aurait menacé ainsi la société d'un schisme religieux et politique très-réel, tout en voulant la préserver d'un schisme complètement imaginaire dans l'Église.

Premières résistances.

Lamennais avait eu le sentiment réel de la situation actuelle, quand il avait dit que, dans les couches supérieures de la société, la représentation nationale, la magistrature et la presse formaient une phalange serrée; seulement, dans leur lutte commune, ces diverses classes ne s'alliaient pas aux ministres pour combattre le principe du catholicisme; elles se tournaient, au contraire, de plus en plus contre le cabinet, qui tolérait avec une trop grande indulgence les empiétements monstrueux du clergé sur le domaine séculier de l'État et de la société.

Dès le principe, la presse libérale s'était avancée jusqu'aux dernières limites du champ laissé à son action, en soumettant à la discussion tout cet état de choses et en rendant compte des faits scandaleux qui caractérisaient de la manière la plus frappante la nouvelle situation faite à la France. Le mouvement des esprits, les attaques littéraires qui se produisaient au sein même du clergé, lui fournissaient l'occasion de pénétrer plus profondément dans ces sujets. Ce qui était surtout un sujet de satisfaction pour elle, c'était de voir que les cléricaux eux-mêmes ne dédaignaient nullement d'entrer, dans leurs feuilles, en lutte avec les opinions libérales et nationales. En effet, en agissant ainsi, la

milice cléricale descendait sur un champ de bataille dangereux où elle ne pouvait en aucune façon se mesurer avec les tacticiens de l'armée régulière des publicistes, qui ne se montraient nulle part aussi vifs, aussi mobiles et aussi hardis que précisément sur ce terrain où tous les avantages étaient de leur côté.

Dans aucune direction, on ne pouvait avec plus de facilité montrer quelle était l'action des cléricaux. Soit qu'on les blâmât, soit qu'on les vantât, qu'on le leur imputât comme un crime ou qu'on leur en fit un mérite, il fallait attribuer aux cléricaux la confusion croissante qui régnait en France et les troubles de plus en plus sérieux qui faisaient naître même à la cour et au sein du cabinet des appréhensions de plus en plus grandes. Effectivement, depuis l'année du jubilé, les missions avaient déployé une activité incessante dans toutes les villes importantes où elles trouvaient des cercles plus étendus de lecteurs qui réfléchissaient, comme par exemple à Rouen, à Brest et à Lyon : partout elles n'avaient fait que fomenter l'agitation et le désordre.

On se racontait que, vers la fin de 1826, au moment où se terminait une mission près de Poitiers, les fidèles avaient vu paraître au ciel une croix lumineuse, mais que le dauphin lui-même s'était étonné de voir le bon Dieu montrer si peu de prudence à ce moment. De tout temps, rien n'avait pu irriter le gouvernement royaliste autant que la presse, qui précisément par rapport au domaine cléricale, où le simple récit des faits dans toute leur nudité produisait un effet suffisant, pouvait facilement éviter toute transgression des lois et enlever au parquet tout prétexte pour des poursuites judiciaires.

Néanmoins, afin d'exercer la même influence toute-

puissante aussi bien sur la presse quotidienne que sur les Chambres, le gouvernement de Villèle avait, dès le principe, suivi la même politique : il gagna à prix d'argent toutes les feuilles dociles, et toutes celles qui se montraient récalcitrantes il les accablait, malgré leur attitude légale, de procès de tendance que la loi de 1822 sur la presse, faite dans ce dessein, lui permettait d'intenter aux journaux.

Les fonds secrets de la maison royale avaient été employés, jusqu'à concurrence, dit-on, de la somme énorme de deux millions, pour acheter l'*Oriflamme* (200,000 fr.), le *Drapeau blanc* (180,000 fr.), les *Tablettes universelles* (300,000 fr.), de même que l'*Éclair*, la *Gazette de France*, le *Journal de Paris* et le *Journal des Débats*. On avait surtout fait des sacrifices considérables pour gagner la *Quotidienne*, l'organe de la contre-opposition, qui avait beaucoup de lecteurs à la cour et qui était l'adversaire implacable de Villèle. Parmi les trois propriétaires de cette feuille, on en acheta deux (Bonneau et Laurentie) pour la somme de 400,000 fr. ; mais le troisième, Michaud, le célèbre historien des croisades, resta inflexible ; il fut violemment expulsé de la rédaction, bien qu'il fût le plus dévoué des royalistes et que, sous la République et sous l'Empire, il eût subi, pour la cause monarchique, la persécution pendant vingt ans et la prison pendant onze autres années. Michaud commença un procès et, après avoir été renvoyé en première instance, il présenta sa cause à la cour royale où tous les scandales de corruption dont nous venons de parler furent publiquement dévoilés : le demandeur fut réintégré dans tous ses droits (25 juin 1824), décision qui produisit une immense sensation.

Le gouvernement avait fait sans succès d'autres tentatives de corruption auprès du *Constitutionnel* (Étienne) et auprès du *Courrier* (Constant et Kératry). A côté du *Journal du Commerce*. (Laréguy) et des *Débats* (qui avaient fait défection et où Chateaubriand inaugura, depuis sa chute, une brillante opposition), ces journaux combattirent, avec une grande persévérance, l'influence des congréganistes et toutes les exagérations du système des royalistes exaltés.

Le *Courrier* avait été déjà une fois suspendu, pendant quinze jours, à cause d'un article sur la guerre d'Espagne; d'après les dispositions de la loi sur la presse, une nouvelle condamnation pouvait entraîner pour lui une prompte suppression : le public suivit donc avec un double intérêt le nouveau procès que le gouvernement intenta (19 juin) à cet organe récalcitrant de la presse. Les débats eurent lieu peu de jours après le procès de la *Quotidienne*, qui avec raison avait été un objet de dégoût pour la magistrature : l'acquittement du *Courrier* (10 juillet) fut donc un signe caractéristique de la disposition des esprits.

Les tribunaux avaient soutenu Villèle tant qu'il s'agissait de la Couronne et de ses prérogatives; mais, en face des scandales publics et des fâcheux abus dont se rendaient coupables les cléricaux, les juges sentirent se réveiller en eux le sentiment de leur dignité et firent naître cette opposition à laquelle le gouvernement s'attendait le moins.

La dernière décision de la cour royale avait été le motif qui avait déterminé Villèle à recourir momentanément à la censure (Cf. p. 218), malgré la réserve faite à cet égard par la loi de 1822 sur la presse. C'était une

mesure fort grave; mais, en supprimant la censure immédiatement après l'avènement de Charles X, Villèle scella sa propre ruine. Telle était l'opinion de Frayssinous, qui avait désapprouvé la première mesure, mais qui blâma encore davantage la seconde après que la première avait été prise. Tel était aussi l'avis de Peyronnet, qui attribua la chute de cette administration à l'erreur de ceux des membres de ce cabinet qui autrefois, dans les rangs de l'Opposition, avaient été les champions de la liberté de la presse et qui, encore à ce moment, croyaient devoir maintenir ce principe, bien qu'il fût contraire au principe politique sur lequel s'appuyait leur ministère (1).

Les feuilles libérales, encouragées par l'attitude indépendante des tribunaux, continuèrent la lutte. A mesure que la situation s'éclaircissait davantage, ces journaux attaquaient avec une virulence croissante le gouvernement de la sacristie, les agitations ultramontaines, la tolérance accordée à l'existence illégale des jésuites, en un mot tout ce qui se rattachait à l'influence cléricale. Le gouvernement tenta encore une fois la fortune, en instituant à la fois deux procès de tendance contre le *Constitutionnel* et le *Courrier*; il fit incriminer toute une série d'articles qui, prétendait-il, avaient pour but d'avilir le caractère sacerdotal et de mettre tout le clergé dans une espèce d'accusation permanente.

Les défenseurs de ces deux journaux, Dupin et Mérilhou, commencèrent, à cette époque, à s'attirer la célébrité et la faveur populaire qui s'attachèrent plus

(1) Cf. Peyronnet : *Pensées d'un prisonnier*. 1834, 3^e édition, t. I^{er}, p. 270.

tard à leur nom. Dans le procès du *Constitutionnel* (19 novembre 1825), Dupin réveilla chez les membres de la cour royale tous les sentiments de dignité, de puissance et d'honneur qui avaient distingué les anciens parlements ; il excita toutes les opinions jansénistes et gallicanes contre l'intolérance du parti des ultramontains et des jésuites avec ses menées souterraines ; il essaya, enfin, de bien établir la conviction que, loin d'avoir attaqué la religion, le journal incriminé avait, au contraire, défendu l'État contre des attaques dangereuses.

Si, d'une part, les arguments du défenseur flattaient les juges, le rassemblement énorme d'auditeurs, prouvant jusqu'à quel point le public s'intéressait à la question débattue, donna d'autre part un grand poids aux convictions qui poussaient les magistrats à rendre une décision conforme aux vœux de l'opinion publique. Dans sa sentence, proclamée (3 décembre) par Séguier, la cour trouva que, d'après leur esprit, les articles incriminés n'étaient pas susceptibles de causer un préjudice au respect dû à la religion d'État. Elle déclara que la presse ne commettait pas d'abus si elle attaquait l'introduction de Sociétés non autorisées ; si elle dénonçait des faits connus de tout le monde et qui blessaient à la fois le sentiment religieux et moral ; ou si elle indiquait les exagérations et les dangers non moins certains d'une doctrine qui menaçait à la fois l'indépendance de la monarchie, la souveraineté du roi et les libertés publiques, garanties cependant par la Charte et par la déclaration de 1682 qui était toujours reconnue comme loi d'État.

Deux jours plus tard, le *Courrier* fut acquitté dans des termes presque identiques. Ces décisions étaient

plus que des sentences judiciaires ; c'étaient des proclamations indirectes de principes et des protestations directes contre la marche du gouvernement. Quel immense effet elles produisirent sur le parti qu'elles venaient d'atteindre, c'est ce qu'on peut voir dans les *Réflexions* furieuses que Lamennais publia sur les deux procès. Il voyait dans ces sentences le commencement du schisme prédit par lui, et il s'écria, d'un ton de menace et comme en délire, « que les dates se suivaient ; « que 1682 n'était pas loin de 1688 et que la distance « de 89 à 93 était petite ». Il ne devinait pas que bientôt le gallicanisme tirerait de lui personnellement vengeance des soupçons que Lamennais lançait contre lui.

Peu de temps après, le second volume de son ouvrage *De la religion dans ses rapports avec l'ordre politique et civil* fournit au ministre des cultes l'occasion de procéder par les voies disciplinaires contre l'auteur. Le cabinet eut dès lors l'idée de faire comparaître ce dernier devant la police correctionnelle (20 avril 1826), sous l'accusation d'avoir excité à la désobéissance contre la déclaration de 1682 : de cette façon, le ministère voulait faire une concession au libéralisme dans sa lutte contre le fantôme de l'ultramontanisme, intention qui avait été aussi au fond de la déclaration que les évêques venaient de lancer presque à la même époque contre Lamennais.

L'accusé se réjouit d'avance de ce procès comme d'une grande lutte dont les conséquences pourraient être incalculables. Son défenseur Berryer considéra cette affaire au même point de vue grandiose : il rechercha si la déclaration de 1682 était réellement une loi d'État, et il s'attacha à démontrer que, par ce procès, on ne vou-

lait rien moins qu'arriver à la fondation d'une Église nationale et préparer à la France un avenir pareil au sort que Henri VIII avait fait à l'Angleterre. Lamennais lui-même ne produisit qu'une brève déclaration, en disant « que la foi du chef de l'Église était également sa « foi ; que la doctrine du pape était aussi la sienne et « que, jusqu'au dernier souffle de sa vie, il la défendrait « et la confesserait. » Mais par un tour extrêmement méchant, la sentence du tribunal déjoua toutes ses velléités de martyr : les juges ordonnèrent la confiscation de l'ouvrage et condamnèrent l'auteur à 30 francs d'amende.

On se trouvait, à ce moment même, au milieu des solennités du jubilé général, c'est-à-dire à l'époque où les désordres fomentés par les cléricaux étaient à leur comble, où la situation était extrêmement tendue et pouvait produire à tout moment un violent éclat. Au milieu de ces derniers événements, le comte Montlosier avait contribué à la fête par un cadeau fort piquant. A tout le chaos d'idées vagues et mal définies qui troublaient toutes les têtes, il donna (1^{er} mars), pour la première fois, des paroles et des expressions claires dans un écrit (1), dont le contenu se résumait en quelques mots : l'auteur dénonça formellement quatre grands fléaux qui affligeaient le pays : la congrégation, les jésuites, les ultramontains et l'esprit d'usurpation de ce qu'il appelait pour la première fois « le parti des prêtres », dont l'influence menaçait tout le pouvoir de l'État.

Ce livre eut un immense succès, bien que sa forme ne

(1) *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la religion, la société et le trône.* 1826.

pût attirer en aucune façon : dans quelques semaines, sept ou huit éditions se trouvèrent épuisées. Ce qui lui donnait toute son importance, c'était la personne de son auteur. Montlosier était un respectable vieillard qui avait été autrefois délégué de la noblesse auvergnate et qui, au sein de la Constituante, s'était déjà fait remarquer comme royaliste rigide ; puis il avait émigré ; il méprisait la gent libérale et était l'ami de Gentz ; on se moquait de lui en sa qualité de « publiciste féodal » et même comme d'un pieux dévot qui, l'année précédente, s'était plaint à Peyronnet de ce que dans la loi sur le sacrilège on n'avait fait entrer aucune disposition pour punir le blasphème. Mais, malgré tout cela, c'était un homme indépendant qui n'avait jamais été ni l'ami ni l'adulateur du despotisme, de l'émigration ou de la restauration ; en réalité, il n'avait jamais été homme d'État pratique, mais il avait toujours critiqué les affaires publiques avec un amour indélébile de la vérité, avec une absence complète de tout scrupule et, sans aucun doute, avec une bizarrerie qu'on pouvait rarement calculer d'avance.

Lamennais ne put revenir de sa surprise lorsqu'il vit cet homme s'élever contre le clergé ; son étonnement augmenta encore lorsque, sans se contenter de ses succès littéraires, Montlosier s'occupa aussitôt à donner suite à son accusation. Pendant que le comte faisait les démarches nécessaires pour la présenter directement aux tribunaux, Agier, royaliste du parti de la défection, ému par les révélations de ce livre, plaça la question devant la Chambre (15 mai). Il obtint ainsi que l'abbé Frayssinous, que ses propres amis pressaient de donner satisfaction à l'opinion publique, montât inopinément à

la tribune (25 mai) pour y fournir quelques explications, que l'assemblée, en proie à une profonde consternation, accueillit avec un silence complet. Le ministre avoua que la Congrégation avait existé depuis vingt-sept ans; il nia que cette Société eût fait les moindres empiétements sur le domaine séculier et qu'elle eût exercé la moindre influence sur le gouvernement, comme le prétendaient ses adversaires; mais il ne disconvint pas que quelques-uns de ses membres eussent pu cacher sous le masque de la piété des desseins ambitieux.

Cette confession fut suivie, le lendemain, par un autre aveu : jusqu'à ce moment on avait toujours affirmé qu'il n'y avait pas de jésuites en France ; le gouvernement avoua dès lors leur existence, mais, ajouta-t-on, bien que le territoire français leur fût interdit, les ordonnances qui les en avaient exclus se trouvaient modifiées par le temps. Si l'on voulait donner à la Société une existence civile, ajouta le ministre des cultes, il faudrait certainement faire une loi à cet égard; mais on n'avait pas encore pu délibérer sur la question de savoir si l'on devait les admettre ou les exclure.

Ces communications, qui égayaient l'assemblée autant qu'elles la consternaient, avaient été faites avant que Montlosier présentât à la cour royale sa dénonciation écrite, rédigée par Dupin sous la forme d'une plainte. Le procureur du roi conclut simplement au renvoi de la plainte, mais il n'y eut que deux voix qui adhérèrent à cet avis; la cour écarta, par quarante voix contre quinze, la contre-proposition, qui tendait à renvoyer la plainte à une commission d'enquête. La même majorité se décida ensuite (18 août) pour une déclaration d'incompétence, mais en ajoutant des considérants qui équivalaient à une

condamnation, à savoir « que l'état actuel de la législation s'opposait formellement au rétablissement de la Société de Jésus ; que les décisions et les édits respectifs étaient fondés sur l'incompatibilité reconnue des principes de cette Société avec l'indépendance de tout gouvernement et, en particulier, avec la Charte, qui formait actuellement le droit public en France ; mais qu'il n'appartenait qu'à la haute police du royaume de dissoudre des corps constitués contrairement à la loi ».

Puisant une plus grande force dans cette décision, Montlosier soumit, dans la session suivante, toute cette affaire à la Chambre des Pairs où Portalis, comme rapporteur d'une commission de juriconsultes, proposa de passer à l'ordre du jour sur la plupart des points en litige, mais de renvoyer, en même temps, au ministère la partie de la plainte qui se rapportait « à l'établissement d'un Ordre monastique non autorisé par la loi ». Lamenais considéra l'adoption de cette motion de la commission (19 janvier 1827) comme une sentence de mort prononcée contre les jésuites.

Session de 1826. Du 31 janvier au 6 juillet.

Ce vote de la Chambre des Pairs n'était pas le seul indice qui montrât que la représentation du pays commençait aussi à se ranger du côté de l'opposition dans la magistrature et dans la presse. Au commencement de la session de 1826, Villèle avait annoncé la reconnaissance de Saint-Domingue comme État autonome. Depuis la déclaration d'indépendance de l'année 1794, les anciens colons français de cette île avaient été dispersés dans toutes les Antilles, où ils avaient vécu en partie dans la plus grande misère ; après la tentative infructueuse faite

en 1802 pour reconquérir cette île, ces colons avaient reçu des subventions du gouvernement impérial et ensuite de la Restauration. A partir de 1814, le gouvernement français avait, à plusieurs reprises mais toujours avec le même insuccès, essayé de conserver au moins la suzeraineté sur cette île; mais la République ne voulut entendre parler que tout au plus d'une indemnité à payer.

Villèle fit dès lors conclure par le baron Mackau un traité (1825), en vertu duquel la France reconnut l'indépendance de la République, en échange d'une indemnité de 150 millions à payer aux colons en cinq termes annuels. Les Chambres sanctionnèrent, il est vrai, cette mesure avec satisfaction et à des majorités imposantes; mais les royalistes les plus conséquents avec leurs principes exhâlèrent toute leur fureur en voyant le gouvernement pactiser ainsi avec la Révolution sous sa forme la plus noire. En effet, cet accommodement avec l'insurrection des nègres leur semblait être en contradiction directe avec le principe antirévolutionnaire de la Restauration, tel qu'il avait été affirmé tout récemment dans la guerre d'Espagne.

Dans cet acte, les royalistes ne voyaient que le prélude de la reconnaissance des colonies espagnoles, et ils le plaçaient sur la liste des concessions faites aux libéraux et par lesquelles Villèle s'attirait le mécontentement de son propre parti. Toute l'attitude prise par ce ministre dans les questions extérieures, non-seulement sa politique espagnole qui venait d'échouer misérablement, mais encore le jeu qu'il venait de perdre en Portugal et son entente cordiale avec Canning : tout cela fournissait à ses adversaires royalistes de plus en plus nombreux des nuances les plus diverses, aux la Bourdonnaie, aux

Chateaubriand et aux Lamennais, une chaîne non interrompue de sujets d'accusation qui ne le laissèrent pas même jouir en paix des lauriers qu'il avait cueillis en aidant à faire triompher la cause grecque.

La loi sur le droit d'aînesse.

En restant fidèle à son système, Villèle ne pouvait présenter une loi de cette nature sans donner une compensation au parti qu'il venait de léser par elle. Il la fit donc accompagner d'une autre loi, projetée depuis longtemps et calculée pour lui concilier la faveur de l'aristocratie, parce qu'elle devait rétablir, dans de certaines limites, les privilèges de la primogéniture mâle qui avaient été supprimés en 1792. Longtemps avant la Restauration, il s'était fait entendre de nombreuses plaintes au sujet des dangers dont était menacée l'aristocratie territoriale par le morcellement progressif des terres, morcellement qu'on avait l'habitude de présenter à soi-même ou aux autres sous un aspect très-exagéré.

Déjà le gouvernement impérial avait introduit dans les codes des dispositions qui permettaient de rendre immobile, par un majorat, la partie de la propriété foncière dont un père pouvait disposer. La Charte ne connaissait pas de privilèges de ce genre ; d'après l'esprit qui y régnait, ces privilèges étaient au contraire interdits par les articles qui déclaraient tous les Français égaux devant la loi, et qui ne statuaient pas de noblesse « exempte des charges et des devoirs de la société ».

Néanmoins, depuis 1814, on avait, sans le concours de la législature, publié un grand nombre d'ordonnances qui fondaient des majorats ; dans une d'elles on engagea les pairs à les faire entrer dans le droit public et, dans une autre, on exclut même à l'avenir de la pairie toute

personne qui ne possédait pas de majorat. Puisque cette atteinte portée au principe de l'égalité se bornait ainsi à la noblesse représentée par la Chambre des Pairs, on s'y était résigné sans trop crier. Cependant, quelquefois les adversaires de toute institution de cette nature avaient avec beaucoup d'énergie élevé leur voix au sein des deux Chambres, pour protester contre ces innovations, comme par exemple en 1818, lorsqu'on avait proposé d'offrir au duc de Richelieu une récompense nationale sous forme de majorat.

En examinant mûrement et en préparant cette loi nouvellement présentée, le cabinet avait parfaitement compris qu'il allait se jeter dans un guépier. Villèle n'avait aucune illusion à cet égard, car deux ans auparavant il avait déjà écrit à Polignac que les mœurs du peuple, entièrement changées par la Révolution, étaient en opposition directe avec une pareille loi. Peyronnet aussi, qui était chargé de défendre le projet, n'avait aucune confiance dans la valeur et l'efficacité des mesures qui y étaient proposées. Néanmoins, ces deux ministres qui, l'année précédente, avaient, contrairement à leurs convictions, offert aux cléricaux la loi du sacrilège, se virent amenés encore cette fois-ci à violenter leur conviction, en offrant la loi sur le droit d'aînesse à une fraction d'aristocrates ambitieux et avides de pouvoir qui, à ce qu'il paraît, étaient précisément groupés autour de ce même Polignac.

Dans cette coterie, on avait découvert, à force de raffiner, que, pour neutraliser les deux funestes puissances de l'absolutisme et de la démocratie révolutionnaire, qui entraînaient constamment la France dans des directions opposées et la jetaient tour à tour dans la

ruine, il fallait absolument créer une aristocratie nouvelle. Celle-ci devait être prise et complétée dans les rangs du peuple et consolidée par les forces de toutes les classes éclairées ; sans être attachée à la naissance ou à d'autres conditions accessibles au petit nombre seulement, elle devait être dotée de privilèges honorifiques et politiques, et devenir le chaînon intermédiaire entre la couronne et le peuple. Cette nouvelle aristocratie devait trouver sa représentation dans un second corps privilégié, placé à côté des pairs et élu par la haute bourgeoisie qui, de son côté, par des privilèges personnels, serait solidement attachée au système gouvernemental qui les lui accorderait.

Ce projet ne faisait que reprendre les plans constitutionnels, conçus par les royalistes en 1815 et d'après lesquels tout droit électoral devait être limité à la propriété foncière, de même que tout le système devait être fondé sur l'unique base de l'aristocratie. Ces plans venaient d'être révisés, à l'instant même, par un homme qui, plus tard, était le favori du cabinet Polignac (1), et qui penchait si fortement du côté de l'aristocratie séculière, parce qu'on voyait que celle de l'ordre clérical faisait périr Villèle.

Nous ne sommes pas en état de dire si, abstraction faite de leur origine commune, c'est-à-dire des projets de 1815, il existait un rapport quelconque entre cette pensée contre-révolutionnaire et l'idée de Villèle dont nous avons parlé plus haut. Il est assez probable que tous ces grandioses projets d'une modification impossible

(1) Qui seul fournit des renseignements sur ces affaires. C'est Cottu, dans son ouvrage : *De la nécessité d'un changement du ministère*. 1827.

du régime politique et d'une réforme de la Constitution avaient été couvés dans les conciliabules secrets de quelques coteries méprisables qui, avec une rivalité rebutante, essayaient de l'emporter les unes sur les autres. Ce qui est certain, c'est que les auteurs des derniers projets considéraient la loi sur le droit d'aînesse et deux motions postérieures, relatives à la diminution des taxes foncières et au jury, comme des mesures destinées à satisfaire leurs désirs. Mais ces projets mêmes, les personnes qui formaient ce cercle secret les écartaient comme des tâtonnements et des tentatives faites pour arriver à une création qui, selon leur opinion, n'aurait pu et n'aurait dû être commencée avec vigueur que par des ministres sur lesquels les hommes les plus soupçonneux du parti n'auraient pu faire planer une ombre de doute. Or, ce cercle qui servait de foyer secret à ces projets de loi, on n'en put deviner l'existence que grâce à quelques allusions qu'on entendit faire quelquefois pendant les discussions.

D'après ce que le discours du trône avait annoncé, la loi sur le droit d'aînesse était destinée « à arrêter le morcellement de la propriété foncière qui était essentiellement opposé au principe du gouvernement monarchique », afin de mettre ainsi d'accord les lois politiques et civiles et de conserver le patrimoine des familles. Dans cette loi, il était dit « que, dans chaque propriété héréditaire qui payait 300 francs de taxe foncière, si le défunt n'avait pas disposé de la partie disponible, cette dernière devait échoir comme préciput légal au premier-né des enfants mâles du défunt propriétaire. »

L'article troisième étendait à un degré de plus le droit de substitution, tel qu'il était accordé par l'article 1048

du Code civil; il le modifiait de façon que la substitution pouvait avoir lieu même en faveur d'un enfant quelconque du donataire, ce qui autrefois était interdit sous peine de nullité. On annonçait donc tout simplement un retour vers les anciennes institutions, et l'opinion publique terrifiée et pleine d'appréhensions ne voyait dans ce projet que l'avant-coureur des mesures ultérieures et que le fragment d'un plan destiné à relever toute l'ancienne aristocratie et à réédifier la société en « étages ». Toutes ces plaintes agitèrent vivement le peuple français, parce que de tous les peuples, c'est lui qui a le moins de goût pour les antiquités inanimées et beaucoup moins encore pour les vivantes.

Tout le monde, au sein des Chambres et en dehors d'elles, s'éleva avec une rare unanimité contre le projet de loi, en fondant cette opposition sur des motifs empruntés du droit, de la politique, de l'économie politique et même sur des antipathies sociales et nationales. Ces résistances se firent jour dans des protestations et dans des Mémoires, dans des écrits (1) et dans des discours, et surtout dans les lettres d'un grand nombre de fils aînés, lettres dont tous les journaux étaient remplis.

Dans ce pays de l'égalité, l'âme même du peuple fut atteinte par cette loi qui créait de nouveaux privilèges, en consacrant l'inaliénabilité des majorats, en les exemptant de tout droit hypothécaire et en leur assurant une juridiction particulière. Jusqu'à cette époque, les tribunaux, en se fondant sur la base de l'égalité, avaient permis d'introduire l'inégalité par le moyen des testaments. On renversait complètement cet état de choses par le

(1) Cf. Dupin : *Du droit d'aisne*. 1826.

piège qu'on tendait à l'aide de cette nouvelle loi; on comptait sur l'apathie des hommes de même que sur leurs antipathies et sur les accidents qui empêchent de faire des testaments : au lieu d'entraver de difficultés plus grandes l'action des classes privilégiées, on accablait au contraire le principe de l'égalité.

Au sein des Chambres, les objections qui furent élevées de tous les côtés contre les articles de cette loi les brisèrent complètement. Devant les pairs, Molé et Pasquier attaquèrent le projet au point de vue de l'économie politique (fin de mars). Ils mirent en opposition, d'un côté, la grande prospérité de la France sous le règne du morcellement, même au milieu des désordres et des crimes de la Révolution et, de l'autre, la terrible misère en Italie et en Espagne, ces pays malheureux qui consacrent les majorats et l'enchaînement de la propriété foncière, et où pullulent les révoltes et les lois agraires. Molé fit ressortir le danger d'une désorganisation complète de la famille, danger que présentait cette loi qui forçait tout père à léser un ou plusieurs de ses fils, les cadets s'il ne testait pas et l'aîné, auquel la loi accordait un privilège, s'il faisait au contraire un testament; de cette manière, ajouta-t-il, on faisait des cadets les disciples d'une démocratie dangereuse, tandis qu'à l'aide des fils aînés on voulait soutenir l'aristocratie. Peyronnet, de son côté, au lieu d'invoquer ces sentiments naturels qui, disait-il, n'étaient naturels qu'au milieu des forêts et dans l'état grossier d'une nature brutale, aima mieux faire appel à d'autres sentiments naturels mais appartenant à des hommes moralement cultivés, qui non-seulement étendaient leur sollicitude sur leurs enfants, mais aussi sur leur famille.

Les véritables points de vue des législateurs furent indiqués par le baron de Montalembert; il fit ressortir la nécessité de réformer les codes antimonarchiques qui devaient leur origine à la République, et de modifier les lois héréditaires qui, dans leur forme actuelle, n'étaient compatibles qu'avec le système républicain et despotique, mais non avec la monarchie constitutionnelle qu'il cherchait, disait-il, sans la trouver. La société actuelle, ajoutait-il, était divisée en deux classes formées par les industriels qui penchaient vers les idées républicaines et par les fonctionnaires publics qui inclinaient vers l'absolutisme. La forme du gouvernement exigeait qu'on établît entre ces deux classes une classe moyenne d'un caractère politique, telle que la loi projetée voulait la fonder, c'est-à-dire une bourgeoisie privilégiée comme l'appelait Peyronnet, qui pût mettre des bornes aux progrès de la démocratie et fournir à la royauté les appuis nécessaires pour s'opposer à cette dernière.

Mais presque personne, ni les membres de la bourgeoisie ni les nobles, ne voulait entendre parler de la création de cette nouvelle classe moyenne; on ne voulait pas de cette mesure qui aurait donné un caractère aristocratique à la bourgeoisie et un caractère démocratique à la noblesse; puisqu'elle conférait des privilèges aristocratiques à toutes les familles bourgeoises qui possédaient une propriété payant cent écus de taxes. Les pairs n'avaient aucun goût pour la création d'une nouvelle aristocratie, reposant sur la base bien faible et vacillante d'un impôt qu'on ne pouvait pas même mettre à l'abri des empiétements de la faveur et de l'arbitraire : aussi, pendant la discussion à laquelle avaient pris part tous les hommes de talent et d'expérience, les premiers articles

du projet furent-ils rejetés à la majorité de vingt-cinq voix. Il ne resta de la loi que le troisième article sur les substitutions, puisque, au moment du vote, le parti de Richelieu s'était séparé de la majorité. La seconde Chambre vota ensuite, sous cette forme tronquée, la loi, qui se maintint, sans jamais être attaquée, pendant tout le temps du règne de Louis-Philippe.

La demi-victoire remportée sur le ministère excita une vive joie parmi la population de Paris. Le soir, on illumina les quartiers habités par la population industrielle. Le lendemain, une foule d'étudiants s'assembla à l'entrée du Luxembourg pour saluer les pairs de leurs acclamations. Ce que la presse ne pouvait pas imprimer, on l'entendait dire à haute voix dans les cafés et dans les salons. L'expérience prouva que la Chambre septennale et l'exclusion absolue du libéralisme n'étaient pas la panacée politique qu'on avait espéré trouver en elles. La Fayette, qui n'avait pas été élu et qui, pendant tout ce temps était obligé de se tenir tranquille avec tous les membres de son parti, voyait avec plaisir que les ennemis de la liberté travaillaient eux-mêmes avec tant de zèle pour le triomphe de la cause libérale; malgré ses soixante-dix ans, il était presque sûr de voir encore l'Ouest de l'Europe en harmonie avec l'hémisphère républicain.

Session de 1827. Du 12 décembre 1826 au 22 juin 1827. La loi sur la presse.

Par les bévues que fit le gouvernement en tolérant les usurpations et les insolences des cléricaux, il avait poussé la magistrature et la presse dans les rangs de l'Opposition; en s'attaquant, par la loi sur le droit d'aînesse, aux mœurs et aux coutumes du peuple, il venait de se rendre hostiles aussi les deux Chambres. Sans se laisser

avertir par les conséquences de ces fautes, qui avaient irrité contre lui les représentants des classes instruites, le cabinet s'égara de plus en plus : pendant la session suivante, il s'oublia au point de s'attaquer encore aux moyens de subsistance des classes bourgeoises qu'il fit ainsi entrer dans les rangs de ses adversaires.

C'est ce que fit le gouvernement par le projet d'une nouvelle loi sur la police de la presse, auquel il se laissa entraîner soit en cédant à de nouvelles influences du clergé, ennemi des lumières, soit en obéissant à la haine passionnée contre la presse et contre les tribunaux, haine que les expériences les plus récentes avaient inspirée aux ministres. Même dans cette œuvre législative, les principaux membres du ministère n'étaient complètement d'accord ni avec leur conscience, ni avec leurs lumières. Ils savaient jusqu'à quel point l'opinion des hommes les plus modérés était facile à effaroucher à cet égard. Pendant la session précédente, le vénérable Royer-Collard avait mis les ministres sur leurs gardes, en leur montrant, avec des paroles véritablement prophétiques, les dangers de leur censure facultative et les risques qu'ils courraient en faisant la moindre tentative pour l'appliquer. « Une
« pareille tentative, ajoutait-il, serait un vrai coup d'État ;
« en 1787 et 1788, on avait agi de la même manière
« lorsqu'on avait touché aux grands corps de magistra-
« ture qui étaient la presse d'alors ; mais les hommes
« qui avaient conseillé ces déplorables mesures étaient
« tombés chargés de la haine publique ; ils avaient été
« remplacés par la Révolution. »

En tout cas, une nouvelle loi sur la presse était superflue, puisque on se réservait encore la faculté de recourir à un rétablissement de la censure ; mais, après

que par la loi sur la septennalité on avait suspendu l'unique action du peuple, c'est-à-dire les élections, on semblait croire nécessaire d'arrêter aussi la pensée au sein des masses et de dompter, dans toute son étendue, la presse, que Villèle considérait comme la grande tyrannie qui pesait sur le pays.

Le projet fut soumis à de longues délibérations de la part des ministres, qui lui firent subir de nombreuses modifications, tantôt en l'adoucissant et tantôt en augmentant ses rigueurs. Dans deux comités du Conseil d'État, on avait fait de graves objections contre la loi. Peyronnet et Villèle avaient tous les deux des doutes sur son opportunité, parce qu'ils craignaient qu'on ne tendit trop violemment la corde. Néanmoins, ils se laissèrent pousser à accepter une rédaction qui pouvait faire croire que l'intention du gouvernement était d'anéantir la presse entière et non-seulement la presse quotidienne, et d'étouffer toute culture de l'esprit et toute intelligence, afin de pouvoir développer ainsi d'une manière de plus en plus conséquente le système contre-révolutionnaire dans le sens de l'obscurantisme et de la domination cléricale.

Les articles du projet de loi regorgeaient de duretés et de dispositions vexatoires et montraient, en même temps, la plus grande ignorance par rapport aux différentes branches des affaires auxquelles touchait la loi et qui étaient atteintes par elle. Tout imprimé, suivant qu'il avait moins ou plus de vingt feuilles, devait rester déposé, pendant cinq ou pendant dix jours, à la direction de la librairie. Si on enlevait, avant la publication, de chez l'imprimeur des parties séparées d'un livre, chose qu'il était absolument impossible d'éviter, on se rendait coupable d'une tentative criminelle de publication. On

considérât encore comme punissable l'impression d'un nombre de feuilles plus grand que celui qui avait été préalablement déclaré, bien qu'il fût impossible de l'indiquer d'avance d'une manière exacte. Toute publication de cinq feuilles et au-dessous, à l'exception seulement d'ouvrages ecclésiastiques, de discours prononcés à la Chambre, de livres élémentaires et de Mémoires de Sociétés savantes, devait être soumise à un droit de timbre d'un franc pour la première feuille de chaque exemplaire, et de dix centimes pour chaque feuille suivante. Cette mesure aurait tout simplement supprimé les productions théâtrales les plus innocentes et les publications quotidiennes qu'il fallait au public parisien.

Les mesures fiscales auxquelles on soumettait la presse quotidienne étaient telles qu'on y lisait l'intention du pouvoir de l'anéantir complètement. En effet, devant toute la Chambre, de la Bourdonnaie reprocha plus tard à Villèle d'avoir dit « que cette loi exterminerait tous les « journaux à l'exception de trois ». Ce qui révolta tout particulièrement le public, ce fut qu'on déterra une ancienne ordonnance d'après laquelle le délit de la diffamation, défini arbitrairement et puni avec sévérité, pouvait être poursuivi par le procureur du roi sans le concours et sans la plainte de la partie diffamée.

Au sein de la Chambre, on entendit les interruptions les plus impatientes dès la lecture même du projet de loi qui, disait Périer, pouvait être résumé dans un article unique ainsi conçu : « L'imprimerie est supprimée « en France et transférée en Belgique au profit de « l'étranger et des pays libres. » L'impression produite par la publication de ces débats ne peut se décrire. L'apathie et l'indifférence que la société avait si long-

temps montrées à l'égard de la marche des affaires politiques étaient violemment interrompues. Les conversations ne roulaient que sur cette loi qu'on considérait bien plus comme un outrage que comme une menace pour la nation ; en voyant l'irritabilité que montrait à cette époque le peuple français, personne n'aurait pu deviner que, plus tard, il se courberait, pendant de longues années, avec une grande docilité, sous des lois restreignant la liberté de la presse d'une façon infiniment plus honteuse.

Les journaux, qui avaient à combattre pour les derniers vestiges de leur liberté, s'abandonnèrent à des licences bien plus excessives qu'auparavant. Le projet, que Chateaubriand flétrit comme une œuvre de Vandales, Peyronnet le fit passer dans la bouche des moqueurs sous le sobriquet de « loi de justice et d'amour », lorsque, entrant en lice avec la presse, il désigna, au *Moniteur*, les prescriptions de cette loi comme « des mesures justes, « utiles, favorables et clémentes ».

On comprend que l'émotion fût à son comble au sein des métiers qui se rattachaient à la librairie. Une pétition, signée de deux cent cinquante-deux imprimeurs et libraires, appartenant à des partis de toutes les nuances, exposait à la Chambre des Députés, que la loi en question jetterait dans la misère le plus grand nombre des différents métiers occupés par la librairie, c'est-à-dire plus de cent mille familles en France. Dans d'autres pétitions, on évaluait au chiffre de quarante mille le nombre des ouvriers qui, dans la seule ville de Paris, perdraient tout moyen de subsistance par la loi.

Le projet irréfléchi du ministère enseigna de nouveau à toutes ces masses l'ancienne haine populaire contre les

Bourbons. On aurait dit un signal donné pour le réveil de l'esprit public, lorsque, malgré la dissuasion fort onctueuse de l'archevêque de Paris, l'Académie française s'était levée pour le droit menacé de la pensée libre et avait résolu de présenter une supplique au roi. Villèle crut nécessaire de faire un exemple sévère pour intimider les esprits : il détermina le roi à ne pas recevoir cette requête. Ceux des académiciens qui occupaient des emplois publics furent destitués; tels furent : Villemain, qui autrefois avait déployé un très-grand zèle comme directeur de la librairie; l'historien Charles Lacretelle, dont les *Leçons d'histoire* avaient été dédiées à la *Société des bonnes études*, colonie de la congrégation; et, enfin, le plus fidèle des fidèles, Michaud, qui, avec tout l'entêtement d'un esprit vivant en dehors du monde, avait toujours été le champion le plus sincère de l'ancienne royauté, mais qui, au moment actuel, disait en soupirant à Chateaubriand : « Pour quelle cause nous sommes-nous sacrifiés ! »

La majorité de la seconde Chambre n'avait besoin ni d'intimidation, ni d'encouragements. Le rapport de sa commission proposa (7 février 1827) d'adopter la loi après qu'on y aurait fait quelques modifications. Néanmoins, cent quatre orateurs se firent inscrire contre le projet. Toute la discussion se résuma dans les attaques de Royer-Collard, ce patriarche des doctrinaires qui, à cette époque, était à l'apogée de sa gloire et dont les maximes politiques étaient colportées comme des oracles.

Son discours contre la loi sur la presse, saisissant par la hauteur de ses points de vue, par la forme pure et par le grand style qui distinguaient toutes les harangues de cet orateur, l'était bien plus encore par la hardiesse

inaccoutumée de ses protestations et par l'effet accablant d'une apostrophe écrasante adressée aux ministres.

« L'apologiste officiel de la loi, disait-il, en avouant qu'il
« regrettait autant que ses adversaires le sort des bons
« journaux et des bons écrits, avait prononcé ces éton-
« nantes paroles que le mal produisait cent fois plus de
« mal que le bien ne produisait de bien. Or, c'était dire
« que l'auteur des choses, qui avait cru autrefois le con-
« traire, s'était trompé; c'était dire qu'il fallait ensevelir
« ensemble et le bien et le mal, la vérité et l'erreur et
« étouffer, dans ce dessein, la liberté qui, selon la loi de
« la création, produisait incessamment l'un et l'autre. »

Il appela la loi, qui niait la morale et qui renversait les règles éternelles du droit, une loi athée à laquelle l'obéissance n'était pas due. Il rappela, lui royaliste, que, dans le temps où l'autorité de la loi avait été usurpée par la tyrannie, lui et ses contemporains n'avaient pas cherché la règle de leurs actions dans la loi, mais dans leurs consciences, qu'ils avaient obéi à Dieu plutôt qu'aux hommes. « C'est ce qu'ils feraient encore à ce moment,

« ajouta-t-il, car ils étaient toujours les mêmes hommes
« qui autrefois avaient fabriqué des passe-ports et rendu
« peut-être de faux témoignages pour sauver des vies
« innocentes. La loi serait vaine, car la France valait
« mieux que son gouvernement. Deux fois en vingt ans,
« la tyrannie s'était appesantie sur la France, la hache
« révolutionnaire à la main ou le front brillant de l'éclat
« des victoires. Personne ne voudrait ressaisir la hache;
« dans la gloire seule la tyrannie devait dès lors tremper
« ses armes. Conseillers de la couronne, auteurs de la
« loi, continua-t-il en se tournant vers les ministres, qu'il
« nous soit permis de vous le demander : Qu'avez-vous

« fait jusqu'ici qui vous élève à ce point au-dessus de
« vos concitoyens que vous soyez en état de leur imposer
« la tyrannie? Dites-nous quel jour vous êtes entrés en
« possession de la gloire, quelles sont vos batailles ga-
« gnées, quels sont vos immortels services? Obscurs et
« médiocres comme nous, il nous semble que vous ne
« nous surpassiez qu'en témérité! — Cette audace in-
« sensée, ajouta l'orateur, ne pouvait se rencontrer que
« dans les factions. La loi en question annonçait la pré-
« sence d'une faction qui retournait en arrière dans la
« religion, dans la société et dans le gouvernement. Elle
« proposait en ce moment la destruction de la presse.
« Il se pourrait qu'à l'avenir il ne s'imprimât plus une
« ligne en France; mais les bibliothèques et les livres
« avaient passé dans les esprits : c'est de là qu'il vous
« faut les chasser. Aurez-vous pour cela un projet de
« loi? Si la charrue ne passe pas sur la civilisation tout
« entière, ce qui en restera suffira pour tromper vos
« efforts. »

Un pareil discours ne fit qu'exciter encore à une résis-
tance plus opiniâtre tous les hommes résolus du parti
opposé. Conformément aux conclusions du rapport, les
députés adoptèrent la loi (12 mars) par deux cent
trente-trois voix contre cent trente-quatre. Tout autre fut
le résultat dans la Chambre des Pairs qui se montra en-
core cette fois-ci le soutien de la liberté. A la façon an-
glaise, elle nomma une commission d'enquête qui appela
devant elle et qui interrogea toutes les corporations inté-
ressées et même les propriétaires et les rédacteurs des
journaux. Un des membres les plus actifs de cette com-
mission était le duc de Broglie; sur la base de ces déposi-
tions, il élaborait une loi tout autre, conçue dans un esprit

entièrement différent et que la commission approuva à l'unanimité.

Pour ne pas s'exposer à une défaite entière, le gouvernement retira sa loi (17 avril). Par suite de ce triomphe, l'universelle joie de la population de Paris fut bien plus bruyante encore que lors du rejet de la loi sur le droit d'aînesse. Des quartiers entiers de la ville illuminèrent et donnèrent ainsi l'exemple aux villes de la province, où l'on s'empressa de célébrer aussi cette victoire par des feux d'artifice, des illuminations et des promenades aux flambeaux. Des personnes qui ne se connaissaient pas du tout se saluaient et se félicitaient dans les rues en se donnant des poignées de main. Les employés des imprimeurs et des libraires se répandirent dans les rues de Paris, non sans quelque désordre qu'il fallut réprimer par la force publique.

En voyant l'opposition passer ainsi dans le peuple, Chateaubriand fut tellement consterné (1), qu'il écrivit une lettre au roi (25 avril) pour l'avertir des dangers de ce secret qui venait d'être révélé et pour insister tout simplement sur l'éloignement des ministres qui, disait-il, « avaient appris à la France que le peuple était tout vivant encore. Paris, pendant deux fois vingt-quatre heures, avait échappé à l'autorité. Les mêmes scènes se répétaient dans toute la France, et les factions, non pas des républicains, mais les partisans d'une monarchie illégitime, n'oublieraient pas cet essai. »

Chateaubriand écrivit cette lettre en présentant les dangers qui pourraient se montrer lors de la revue de la garde nationale, fixée pour le surlendemain ; il prédit au

(1) Cf. *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. VIII, p. 30 (73).

roi, d'un ton d'assurance, qu'au milieu des cris de : Vive le roi ! il pourrait encore entendre d'autres cris qui lui feraient connaître l'opinion publique sur ses ministres. Effectivement, c'est ce qui arriva : les légions accueillirent le roi au Champ de Mars (27 avril) avec les acclamations ordinaires, mais une légion et des voix isolées dans deux autres légions (1) firent, en outre, entendre les cris de : « Vive la Charte ! A bas les ministres ! A bas « les jésuites ! »

Le roi dit avec humeur qu'il était venu pour recevoir des hommages et non des leçons. Néanmoins, cet incident ne lui laissa pas d'impressions fâcheuses. A son retour aux Tuileries, il dit avec satisfaction à Oudinot, commandant en chef de la garde nationale, « qu'à l'exception de quelques brouillons, la masse était bonne ». Mais immédiatement après, le roi apprit que la duchesse d'Angoulême et la duchesse de Berry avaient été reçues avec les mêmes cris ; en même temps, Villèle, en ce moment à dîner chez Appony, fut informé que la légion de la Chaussée d'Antin, en rentrant en ville, avait crié devant le ministère des finances : « A bas Villèle ! »

Aussitôt, on proposa dans le conseil des ministres le licenciement de la garde nationale. C'était une idée désastreuse. Aussi Chabrol et Frayssinous conseillèrent-ils de punir les légions coupables simplement par voie disciplinaire. Lorsque Villèle fut appelé aux Tuileries, il conseilla aussitôt au roi de licencier la garde nationale. L'ordonnance décrétant cette mesure fut publiée comme qui dirait avec une hâte passionnée, sans le moindre adoucissement, parce qu'elle ne contenait pas même la

(1) Cf. Marmont, *loco cit.*, t. VIII, p. 485 sq.

promesse d'un rétablissement futur, et sans la moindre prudence, puisqu'on n'enlevait pas même les armes aux gardes nationaux.

Le duc Doudeauville adressa sa démission au roi dans une lettre où il motivait cette décision. Il pressentait les conséquences funestes de cette mesure irréfléchie. En effet, à cause d'une partie turbulente qui ne formait qu'un neuvième de la milice urbaine, on punissait le corps tout entier ; on se privait d'une force réellement conservatrice et naturellement intéressée au maintien de l'ordre public ; enfin on insultait toute la bourgeoisie qui, jusqu'alors, avait ressenti le service de la garde nationale comme une charge pénible, mais qui actuellement considérait son licenciement comme un outrage.

La loi sur le jury.

Villèle avait pris l'habitude de ne poursuivre que ses propres intérêts et de ne plus reculer devant aucune mesure de violence. Absolument content de lui-même, il écrivit (6 mai) à Polignac « que la dissolution de la « garde nationale avait eu un plein succès ; que les « mauvais étaient confondus et les bons encouragés ; « que jamais Paris n'avait été plus calme que depuis « cet acte de sévérité, de justice et de vigueur ». Avant la fin de la session, on parlait déjà de l'intention qu'avait le ministre de dissoudre la Chambre élective pour s'assurer de nouveau la majorité vacillante, et de faire une grande fournée de pairs, afin de regagner la majorité de la première Chambre qui venait de lui échapper.

Cependant il continua à suivre la voie dans laquelle il était entré en proposant la loi sur le droit d'aînesse ; il présenta de nouvelles mesures dans lesquelles on ne voyait d'abord que l'intention de transformer le régime

électoral, afin d'arriver par tous les moyens à purger la Chambre. Lorsque, dans la session précédente de 1826, Villèle avait présenté aux députés une diminution désirée depuis longtemps de l'impôt foncier, qui devait être réduit de 19 millions, il avait révélé aussitôt l'arrière-pensée qui avait inspiré ce projet de loi. En effet, il voulait diminuer ainsi le nombre des électeurs, puisque la réduction de cet impôt enlevait le droit de suffrage à quelques milliers d'électeurs, et précisément à la partie la plus démocratique des électeurs qui était étroitement liée aux couches les plus basses de la population.

Dans la session actuelle, le cabinet présenta un nouveau projet de loi sur l'organisation du jury et sur la formation des listes électorales, projet qui était destiné, comme la mesure précédente, à renforcer l'élément aristocratique dans les élections. Les jurés devaient être pris parmi les membres des collèges électoraux; le 1^{er} septembre de chaque année, les préfets devaient dresser la liste des personnes qui remplissaient les conditions requises pour faire partie de ces collèges; là où il n'y avait pas cinq cents électeurs, on devait compléter ce chiffre par ceux des contribuables qui payaient le plus d'impôts; de ce nombre, le préfet avait ensuite à choisir deux cents individus parmi lesquels on devait tirer au sort les jurés pour toute l'année.

Ce furent de nouveau les pairs qui, encore à cette occasion, ne se sentirent pas la moindre vocation de créer une caste nobiliaire au petit pied. Par conséquent, ils modifièrent la loi sur des points essentiels: ils étendirent au chiffre de six cents le nombre des jurés de chaque liste; ils y comprirent toute une série de classes de fonctionnaires, d'officiers et de notabilités de la science

et du négoce; ils soumièrent la confection de chaque liste électorale à des conditions nouvelles qui enlevaient, à cet égard, aux préfets leurs prérogatives illimitées; enfin, en prescrivant que les listes électorales fussent publiquement affichées pendant six semaines, ils enlevèrent à l'administration toute chance d'user de fraude lors de l'élection des députés. La loi, modifiée ainsi, prit Peyronnet dans son propre piège; elle fut adoptée par les deux Chambres et se montra, peu de temps après, d'une efficacité inattendue.

Par suite de tous ces événements, l'autorité du ministère baissa de plus en plus pendant le cours de cette session. Tout le monde semblait las de ce gouvernement qui continuellement tourmentait et irritait le pays et qui cependant, au milieu même de ses efforts et tout en montrant de la force, révélait lui-même sa faiblesse et trahissait combien peu il se fiait à son propre pouvoir. Au contraire, la puissance de l'opinion publique augmentait de jour en jour. Le mot d'ordre de la Charte ôtait leurs scrupules même aux gens timorés et les déterminait à se rallier aux sentiments hostiles qui pénétraient de plus en plus dans toutes les classes de la société. Là où, dans cet intervalle, des élections complémentaires étaient devenues nécessaires, elles étaient toujours hostiles au ministère.

Parmi les adversaires du cabinet, les publicistes de la presse quotidienne comparaient déjà Villèle à un pilote naufragé qui, solitaire et sans savoir que faire, était balotté par les flots sur les écueils du pouvoir. Pendant les débats au sein de la Chambre relativement aux divers projets de lois, les orateurs des deux oppositions avaient dit les choses les plus fortes à la face des ministres. Lors de la discussion du budget, Constant énuméra tous les

appuis qu'ils avaient brisés au sein du peuple, dans l'opinion publique, chez les pairs, parmi les membres de la magistrature et dans les rangs de la garde nationale. Un orateur, autrement très-réservé, Gautier, répondit aux griefs contre la presse, en disant « que le gouvernement rejetait sur les écrivains tous ses propres torts « qui faisaient naître les abus de la presse dont on se « plaignait ».

Lorsque Peyronnet assura que la loi sur la presse ne serait appliquée que pour maintenir l'ordre légal et la liberté légale, Labbey de Pompières lui répondit : « Oui, « vous avez pour cette liberté un amour tellement « paternel, qu'à force de tendresse, vous voudriez l'étouffer ! » De la Bourdonnaie alla jusqu'à faire entendre aux ministres des prophéties très-clairvoyantes ; il leur disait « que s'ils refusaient à la France la Charte, c'est-à-dire toute la Charte telle que la demandait le pays, « il était à craindre que ce dernier, désespérant de voir « triompher sa cause, ne l'acceptât d'une autre main que « de la leur et avec de moindres garanties pour la tranquillité publique et pour la monarchie légitime ! » Faisant ensuite allusion au bruit d'une prochaine fournée de pairs, il ajouta « que ce changement serait un coup « d'État qui, si le gouvernement était victorieux, renverserait la Constitution ou, dans le cas contraire, le « gouvernement ».

Dans la seconde Chambre, on proféra déjà la menace d'une accusation ; au sein de la Chambre des Pairs, Chateaubriand déclara dès ce moment qu'on rejeterait le budget.

Le comte Preissac dit aux ministres, en s'adressant directement à eux : « Il vous reste un grand service

« à rendre au trône et au pays : c'est de vous retirer ». Hyde de Neuville, faisant allusion à l'alternative dans laquelle se trouvaient les ministres, soit de faire un coup d'État, soit de se retirer, s'écria : « C'est une fatalité qui nous poursuit; ils opteront mal! Que Dieu et le roi sauvent la France! »

Chute de Villèle.

Les ministres optèrent mal. Bien que dépourvus de courage et d'une conscience nette, ils prirent toutes ces mesures désastreuses devant lesquelles tout le monde essayait de les faire reculer. Deux jours après la clôture de la session (24 juin), une ordonnance rétablit le « bâillon facultatif de 1822 », la censure. Ce petit coup d'État, des dangers duquel Royer-Collard avait averti les ministres avec tant d'insistance, ne devait être d'ailleurs qu'un moyen passager d'intimidation; Villèle pensait que le retrait de cette mesure exercerait, comme en 1824, une influence avantageuse qui compenserait la fâcheuse impression des coups d'État plus importants projetés par lui (la fournée des pairs et la dissolution des Chambres), et produirait un effet favorable sur les élections.

Vers la fin de l'été, lorsque le roi visita le camp de Saint-Omer pour y assister aux manœuvres militaires (commencement de septembre), et qu'il fut partout l'objet des ovations les plus extravagantes, préparées par les autorités, Villèle se sentit encore davantage fortifié dans ses projets, parce qu'il crut pouvoir rapporter ces témoignages d'approbation aussi au système suivi par le gouvernement.

Des bruits fort étranges furent provoqués par ce voyage du roi. Polignac arriva d'Angleterre : on parla

de son entrée au ministère (1); on dit même qu'à Saint-Omer le roi abolirait la Charte. Effectivement, des spectacles militaires de ce genre réveillaient d'ordinaire chez le roi des vellétés d'absolutisme; il avait dit, à Saint-Omer, avec une certaine satisfaction, au duc de Mortemart, qu'avec de pareils braves on pourrait facilement devenir maître de la maison et simplifier la marche du gouvernement.

Cependant, en réalité, toute pensée de cette nature était à ce moment fort loin de son esprit. Il ne céda même qu'avec une répugnance extrême aux instances de Villèle lorsque celui-ci, après le retour du roi, demanda la dissolution des Chambres et la nomination d'un certain nombre de nouveaux pairs. Peu de gens comprenaient que le président du ministère, qui avait toujours montré une très-grande prudence, pût avoir recours à des mesures aussi extrêmes dont la nécessité ne leur était nullement démontrée. Néanmoins, si le gouvernement voulait maintenir son existence et son système actuels, une nomination de nouveaux pairs était certainement devenue indispensable; cette nécessité était même tellement grande, qu'elle faisait naître des objections auxquelles Villèle répondit, dit-on, avec ce mot « d'un cynisme spirituel » : « J'en nommerai tant qu'il sera honteux d'être parmi le nombre et qu'il sera également hon-teux de ne pas en être ».

Le ministre voulut nommer cent nouveaux pairs, mais le roi et le dauphin réduisirent ce chiffre au quart. Pour remplacer les amis, que Villèle prit dans la seconde

(1) Cf. Salvandy : *Sixième lettre à M. le rédacteur du JOURNAL DES DÉBATS*, le 22 août 1827.

Chambre afin de les élever à ce poste d'honneur, il fallut songer à des élections nouvelles. En outre, les ministres avaient été déjà informés que ceux des députés qui avaient voté contre la septennalité et d'autres encore qui, plus consciencieux que le gouvernement, croyaient que leur mandat ne dépassait pas la durée de cinq années, quitteraient leur siège dans la Chambre.

La nécessité poussait donc également à la dissolution de la Chambre élective, mesure que Villèle, dans son aveuglement incroyable, considérait comme tout à fait inoffensive. Trompé par les préfets, qu'il avait consultés à ce sujet, il était sûr que la France n'enverrait « aucun « factieux » à la Chambre : que l'Opposition, récemment augmentée, serait éclaircie par les nouvelles élections. Quant à ces dernières, il espérait concentrer toutes les forces électorales sur des membres du centre modéré et obtenir ainsi des renforts aussi contre les congréganistes et contre les *ultras*.

Villèle fit donc paraître, en même temps, quatre ordonnances (5 novembre) : il abolit de nouveau la censure ; il décréta la dissolution de la seconde Chambre ; il convoqua pour le 17 novembre les collèges électoraux d'arrondissement, et, pour le 24 du même mois, ceux des départements, tandis que le commencement de la nouvelle session était fixé au 5 février 1828 ; enfin, il nomma soixante-seize nouveaux pairs.

Ces décrets soulevèrent de nouveau toute la société. En faisant la fournée de pairs, le cabinet avait pour ainsi dire donné refuge, dans un asile honorable, à un grand nombre d'hommes détestés, jugés depuis longtemps dans l'opinion publique, et qui n'auraient plus trouvé grâce devant aucun collège électoral. Cette me-

sure exaspéra donc à un point extrême le peuple français, chez lequel l'anoblissement ne protége pas, comme dans l'aristocratique Angleterre, les hommes de mérite contre les atteintes de l'envie et même le vice contre le mépris public, mais où il ne fait que déchaîner avec d'autant plus de force l'envie contre les hommes éminents et le mépris contre les gens vicieux.

La Chambre des Pairs n'avait pas jeté de racines au milieu du peuple français après que le niveau de la Révolution avait égalisé la société ; elle n'y avait aucune racine, surtout à l'époque actuelle, où il n'y avait plus de clients pour soutenir un patriciat ni de vassaux pour donner de la force et de la puissance aux grands barons. Cette Chambre avait donc, sous le gouvernement de Villèle, essayé de conquérir une considération politique par ses mérites parlementaires ; mais, en commettant la seule faute d'accepter sans protestation cette fournée des nominations de Villèle, elle perdit tout à coup, irréparablement et à jamais, comme par une chute morale, tout le respect et toute la dignité qu'elle venait d'acquérir.

Lors des affaires électorales, toute la population semblait avoir profité des leçons de l'expérience et s'être entièrement rajeunie. Quatre ans auparavant (1823-1824), pendant les élections nouvelles, elle s'était résignée à son sort, en subissant avec une indolence apathique l'influence que le gouvernement avait exercée sur elle. A l'époque actuelle, les partis contraires opposaient une activité toute nouvelle et fort remuante à l'action du gouvernement. Les cris que les royalistes avaient poussés autrefois, en se plaignant d'un comité directeur lorsqu'il n'en existait pas, avaient fait comprendre l'utilité d'une

pareille institution. On forma la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, qui trouvait son centre d'union dans les bureaux du *Globe*, dont les rédacteurs étaient parmi les fondateurs. Au sein du comité siégeaient des hommes tels que Guizot, Duchâtel, Duvergier de Hauranne, Rémusat, Joubert et autres, dont la modération et la prudence, connues de tout le monde, attiraient à leur opposition autant d'adhérents que le faisaient les imprudences des royalistes.

Les moyens d'action auxquels cette Société avait recours étaient fort divers. On se servait des journaux libéraux, dont le nombre d'abonnés dépassait celui des feuilles royalistes, dès 1824, des deux tiers et, à l'époque actuelle, des trois quarts (1). On répandait des feuilles lithographiées, contenant des passages et des articles supprimés par la censure, et des brochures d'un caractère sérieux ou bien amusant et malin, écrites par Montalivet, Salvandy, Constant et autres. On formait des comités dans les chefs-lieux des départements et des arrondissements; on aiguillonnait les électeurs autorisés mais négligents; on surveillait la composition des listes électorales et, avant tout, on répandait promptement les noms des candidats recommandables à l'aide de listes de coalition, sur lesquelles on mettait les hommes des opinions les plus opposées et des couleurs les plus différentes, ralliés uniquement sous la devise du général Foy : « La Charte, toute la Charte, rien que la Charte ! »

Les systèmes électoraux les plus subtils et l'art le plus raffiné d'influencer les élections ne peuvent tenir contre des mouvements aussi indépendants au sein du peuple.

(1) Cf. Nettement : *Histoire du JOURNAL DES DÉBATS*, t. II, p. 73 sq.

Par conséquent, la loi de 1824 sur le renouvellement général de la Chambre devint le salut de ceux qu'elle était destinée à perdre, et la perte de ceux qui l'avaient faite pour leur propre conservation. Tous les efforts et toutes les circulaires des ministres, des préfets et des procureurs, toutes les falsifications des listes électorales, toutes les illégalités commises pendant les élections, restèrent stériles. Le gouvernement avait fixé des délais fort courts pour les opérations électorales, afin de surprendre les libéraux ; mais ces derniers contrecarrèrent cette manœuvre par un moyen fort simple : conformément à la loi sur le jury, les listes des électeurs avaient été dressées depuis plusieurs mois, de sorte que quelques jours suffirent aux partis unis des adversaires du gouvernement pour s'entendre sur le choix de leurs candidats.

Par suite d'un succès bien plus grand qu'on ne l'avait espéré ou craint dans l'un et dans l'autre camp, il se forma une Chambre complètement anti-ministérielle. L'homme du moment, Royer-Collard, fut élu sept fois : Peyronnet ne réussit pas à se faire réélire. A Paris, les huit candidats de l'Opposition réunirent (17-18 novembre) six mille sept cents voix, tandis que le ministère n'en trouva pour les siens que mille. Pendant deux soirées (18-19 novembre), il y eut des illuminations dans les quartiers Saint-Denis et Saint-Martin ; on fit partir des pétards, on se promena aux flambeaux et l'on cassa des vitres. La police ne se montra nulle part pour rappeler à l'ordre les perturbateurs. Le soir du 19 novembre, on vit paraître, à neuf heures du soir, un détachement de gendarmes qui, après avoir été accueilli à coups de pierre, rejeta la foule dans la direction de l'église de Saint-Leu et vers le passage du Grand-Cerf ; dans cet

endroit, les mutins les plus ardents élevèrent des barricades qui ne furent prises par la troupe qu'à une heure avancée de la nuit. Dans la soirée du lendemain (20 novembre), des scènes semblables se répétèrent à la même heure et dans les mêmes endroits, où elles coûtèrent la vie à un nombre d'hommes absolument pareil.

Ces événements firent une grande impression sur le public et opérèrent, relativement aux élections qui restèrent encore à faire dans les grands collèges électoraux, une réaction visible en faveur du ministère : résultat qui fit soupçonner que les troubles avaient été fomentés à dessein et entretenus par l'inaction que montrait d'abord la police. Si la garde nationale avait continué à exister, ces tentatives de désordre n'auraient guère pu être commencées; en tout cas, elles auraient difficilement pris ce caractère sérieux. C'était la première fois, depuis le 13 vendémiaire de l'an III, qu'on avait entendu le bruit d'une fusillade dans les rues de Paris.

Les avertissements prophétiques, qui avaient été écrits ou prononcés, commencèrent dès lors à se réaliser; les faits dans lesquels ils s'accomplirent étaient eux-mêmes un avertissement pour les temps à venir. Si, à ce moment, Villèle avait été solidement établi dans la faveur du roi; si le roi était resté fidèle aux paroles qu'il avait écrites à ce ministre (« Entre nous, mon cher comte, c'est à la vie et à la mort »), et si tous les deux s'étaient obstinément acharnés à vouloir maintenir l'administration telle qu'elle avait été jusque-là, les événements, qui à ce moment commençaient à se dérouler en France, se seraient accomplis deux ans et demi plus tôt, comme tout le faisait croire.

Effectivement, de la même manière dont on procéda

plus tard en 1830, les serviteurs trop zélés du pouvoir irritèrent dès ce moment l'opinion publique, en trahissant leurs propres désirs ou les convoitises secrètes de leurs maîtres. La *Gazette de France* déclara ouvertement que, d'après la Constitution française, le roi était le seul législateur et que la Chambre n'était à proprement parler qu'un Conseil national, destiné à éclairer le trône. Un certain M. Dédilon disait, dans une brochure (1) qu'on fit promptement disparaître : « Que si les tribunaux étaient « un danger pour le gouvernement, il faudrait demander « des secours au Corps législatif; si celui-ci les refusait, « on devrait détruire la source du mal, la Constitution « même. »

Des indications de cette nature firent comprendre aux esprits qui pressentaient l'avenir, tels que Lamennais, que, si Villèle continuait à régner, on ne ferait qu'aggraver les outrages et les violences qui mûriraient bientôt une terrible catastrophe. Il y eut, dès ce moment, comme en 1830, quelques membres du ministère qui conseillèrent (octobre) de profiter d'une brouille avec Alger, pour occuper et pour gagner la nation par un brillant fait d'armes. Cette proposition émanait du ministre de la guerre, mais elle ne fut approuvée que de Chabrol et de l'ecclésiastique Frayssinous, que Clermont-Tonnerre appelait « le seul militaire au ministère hormis lui-même. »

Si l'expédition contre Alger eût été décidée, elle aurait aussi peu réconcilié la nation avec Villèle que plus tard, en 1830, elle la réconcilia avec Polignac; même l'heu-

(1) Cf. *Coup d'œil sur les constitutions et les partis en France*. Lyon et Paris, 1827.

reuse issue de la bataille de Navarin, dont la nouvelle bienvenue arriva immédiatement avant la publication des ordonnances de novembre, ne put en rien changer les dispositions de l'opinion publique à l'égard du gouvernement.

Tout le monde était convaincu que le ministère n'était plus tenable et ne pourrait plus ouvrir les nouvelles Chambres. Les anciens adversaires personnels que Villèle avait à la cour firent les derniers mouvements pour terminer le jeu qui était déjà perdu. Ils n'eurent pas de difficulté à montrer au roi qu'un grand nombre même des adhérents personnels de Villèle avaient fini par ne plus savoir à quoi s'en tenir sur son compte. En effet, dirent-ils, en 1822 et 1823, après les victoires remportées sur la Révolution, il avait été placé à la tête d'une forte administration, et on lui avait donné à gouverner une société monarchique et purgée de toute opposition bruyante. Ensuite, il avait soulevé contre lui successivement toutes les forces de l'opinion publique et toutes les classes de la population, le droit, la science, la législature et la bourgeoisie. Il avait fait croire qu'en se mettant au service d'un parti, qui était l'ennemi déclaré du régime constitutionnel, l'autorité royale avait donné prise sur elle. Enfin, ajoutèrent ces accusateurs, Villèle avait paralysé tous les ressorts du pouvoir gouvernemental en les soumettant à une tension trop forte et, en dernier lieu, il avait avec une pétulance à la fois stupide et téméraire poussé le vaisseau de l'État au milieu même de la tempête, après avoir montré qu'il ne savait pas le diriger sur une mer calme.

De cette manière, on ôta au roi toute envie de partager plus longtemps, avec des risques plus grands,

l'impopularité de cet homme qui, depuis la dissolution de la garde nationale, avait commencé par lui causer des embarras assez sérieux. Ce qui acheva de déraciner Villèle dans la faveur du roi, ce fut l'influence qu'il exerçait à l'extérieur. En développant sa politique grecque, il avait de plus en plus réussi à se débarrasser des filets de l'Autriche qui d'ailleurs, par l'isolement dans lequel elle se trouvait à ce moment, était devenue une alliée sans valeur. Pozzo ne laissa pas échapper ces conjonctures et cette occasion favorables pour se venger sur Villèle de sa défection et pour entraîner de nouveau la France dans l'alliance avec la Russie. Par les rapports qu'il envoya de Paris, il détermina l'ambassadeur français à Saint-Petersbourg, M. de la Ferronnays, à éclairer le roi sur le compte de Villèle, en s'appuyant sur l'autorité de la Russie.

Le baron de la Ferronnays appartenait à la noblesse bretonne; homme du monde qui prenait la vie par ses côtés faciles, il possédait des qualités séduisantes et un grand amour-propre. Il avait émigré, mais comme les Richelieu, les Langeron et les Saint-Priest, il s'était dépouillé au service de la Russie du vernis de l'émigration; il s'était même débarrassé de tout préjugé bourbonien, depuis que, étant au service du duc de Berry, il avait dû saisir un jour le bras que ce dernier venait de lever, et qu'ensuite, trop indépendant pour tolérer des manques d'égards de ce prince, il l'avait quitté.

Marchant tout à fait dans les mêmes voies que suivait le parti dit de la Défection, de la Ferronnays, comme Chateaubriand, était convaincu qu'il était nécessaire de donner à la royauté une teinte plus libérale, de sorte que même un la Fayette l'honorait comme un homme loyal

et modéré. Partageant complètement les sentiments de Chateaubriand, il se rattachait, avec une conviction sincère, à l'alliance russe; il aurait donc volontiers obéi aux instigations de Pozzo contre Villèle qui, aux yeux de ces chevaliers, n'était qu'un petit bourgeois prosaïque. Cependant, le roi ne prit pas ses résolutions sans se faire une violence extrême. Avant que la crise se décidât, on attendait (décembre) avec une vive impatience les résultats les plus différents (1). Quelques-uns croyaient qu'il y aurait un ministère Latil-Polignac; d'autres nommaient Decazes-Pasquier, tandis que d'autres encore supposaient que le roi prendrait un gouvernement de doctrinaires qui, d'après la manière juste de voir de la Fayette, semblait être indiqué par le thermomètre national, du moins dans les classes des électeurs et parmi les députés.

Au sein de la famille royale, les opinions étaient partagées; la dauphine pensait que le renvoi de Villèle serait un faux pas et que le roi, s'il le faisait, descendrait le premier degré de son trône. Villèle lui-même, avec lequel le roi s'entretenait à plusieurs reprises après avoir été informé du résultat des élections, était prêt à se retirer, mais plus prêt encore, à ce qu'il paraît, à engager la lutte avec la nouvelle Chambre. Il se flattait de pouvoir appartenir encore dorénavant à une administration qui accueillit dans son sein le centre droit et la Défection.

Mais, en réalité, les choses étaient telles que tout le monde tournait le dos à cet homme qui était sur le point de tomber. C'est ce qui se montra lorsque, dans ces

(1) Cf. la Fayette : *Mémoires*, t. VI, p. 251.

jours de perplexité, un ancien commissaire de la guerre (1), sans avoir reçu le moindre mandat que celui de son imagination échauffée, s'introduisit, à force d'importunités, auprès du roi, du dauphin, de Villèle, de Laffitte, de Périer et de Royer-Collard, pour amener un accommodement ; mais nulle part on ne voulut entendre parler de Villèle. Le ministre dédaigné fit faire des offres à la Contre-Opposition (de la Bourdonnaie), à la Défection (Hyde de Neuville, etc.) et à une fraction qui venait de se retirer de lui tout récemment, dès que son étoile avait commencé à pâlir (Martignac). « Si j'ai la capacité nécessaire pour être ministre, répondit, à ce qu'on dit, Martignac, je veux la garder pour un cabinet qui monte, mais je ne la livrerai pas à un cabinet qui descend. »

Martignac fut l'homme qui donna son nom à la nouvelle administration, lorsque le roi finit par se décider, en premier lieu, à une transformation du ministère qui ne devait en rien changer le système suivi à ce moment. Après que le marquis de Talaru, ambassadeur de France à Madrid, eut refusé de former un nouveau cabinet, le roi chargea Chabrol, qu'il désirait garder avec Frayssinous, de rédiger une nouvelle liste. Dans cette combinaison, la justice était donnée à Portalis, qui se recommandait au roi par ses formes obséquieuses et par la manière rigoureuse dont il observait les coutumes de l'Église ; la guerre à de Caux ; le commerce et les colonies à Saint-Cricq ; les finances à Roy, et l'intérieur à Martignac. Pour le département des affaires étrangères,

(1) Flandin : *Révélation sur la fin du ministère de M. le comte de Villèle*. 1829.

Chabrol avait proposé M. de Chateaubriand, mais le roi effaça immédiatement ce nom et donna la préférence à de la Ferronnays.

La veille du jour où l'ordonnance sur la formation du nouveau ministère reçut son exécution (3 janvier 1828), Villèle, Peyronnet et Corbière furent élevés à la pairie. La manière dont Villèle se conduisit lors des événements qui accompagnaient sa chute, aussi bien que sa façon d'agir pendant son élévation graduelle (Cf. t. IX, p. 107), fournit au psychologue les données les plus instructives sur le caractère de cet homme d'État. Être « enterré » dans la Chambre des Pairs, cette pensée lui était insupportable; en effet, il voyait bien que toutes ses espérances seraient perdues, dès qu'il perdrait sa position au milieu de son parti dans la seconde Chambre : pensée qui ne lui semblait même pas concevable. Il se mit dans la tête que tout cet orage dans l'opinion publique ne s'adressait pas à lui, mais à la maison royale; lorsque le dauphin lui dit ouvertement qu'il était devenu fort impopulaire, il répondit : « Dieu veuille que je le sois ! »

Même la discrétion qu'il avait toujours montrée l'abandonna lorsque la cour lui retira sa faveur. Le roi s'en aperçut personnellement. Le pair nouvellement nommé osa décliner cette dignité. Le roi lui écrivit que ce refus l'obligerait à lui rendre son portefeuille, puisque chacun des nouveaux ministres avait fait dépendre sa propre acceptation du portefeuille de l'élévation de Villèle à la pairie comme d'une condition indispensable. Villèle persista encore. Le roi dut lui répondre : « Vous voulez donc « vous imposer à moi comme ministre ? » Villèle lui écrivit encore une fois d'une manière assez équivoque : « que le roi savait bien le contraire; mais que, puisqu'il

« avait voulu le lui écrire, il devait faire de lui ce qui
« lui plairait. »

On fit donc paraître au *Moniteur* l'ordonnance relative au nouveau conseil des ministres (5 janvier). Les rapports du cabinet avec le roi auraient pris un caractère plus favorable, si le ministère s'était consolidé sous sa première forme. Mais, lorsque, dès le commencement de la session, la nouvelle Chambre ne choisit pas un seul membre de la droite comme un des cinq candidats pour la présidence, les derniers débris de l'ancienne administration durent disparaître encore.

On offrit la place de Frayssinous à Chateaubriand, qui la refusa et qui ne voulut accepter que le portefeuille des affaires étrangères, comme une satisfaction pour l'outrage qu'on lui avait fait. On appela donc dans le cabinet, comme ministre des cultes, non pas Royer-Collard, que Chateaubriand avait proposé, mais l'abbé Feutrier, évêque de Beauvais, homme universellement estimé et d'une douce piété. Le département de l'instruction publique, séparé de celui des cultes, fut donné à Vatisménil qui s'était fait une fâcheuse réputation comme secrétaire général au ministère de la justice, mais qui tout récemment venait de scandaliser le roi en passant dans le camp de la Défection. Chabrol fut remplacé au ministère de la marine par Hyde de Neuville, que Chateaubriand avait proposé. Ce dernier, heureux d'avoir vu son désir de vengeance satisfait par la chute de Villèle, accepta le poste d'ambassadeur à Rome, ce qui l'excita « à y retrouver
« son autre soi-même », le second des deux êtres qui, chez lui, étaient l'un superposé à l'autre, sans qu'il y eût le moindre rapport entre eux.

Les meilleurs présages pour la nouvelle administration,

étaient l'éloignement de Franchet et de Delavau (qui durent quitter la direction de la police), et la nomination de Belleyme comme préfet de police; ce dernier promit d'exercer ses fonctions d'une manière constitutionnelle et uniquement avec des moyens légaux, et même plus tard la ville de Paris lui devint redevable de plusieurs excellentes institutions. Mais ce qui était de très-mauvais augure pour le cabinet, c'était qu'il ne renfermait aucun des familiers réellement intimes du roi, tels que Chabrol, Vitrolles ou Polignac, qui seuls auraient pu maintenir ouvertes les voies d'une entente sincère. Polignac et Vitrolles occupaient des postes d'ambassadeur à l'étranger; quant à Chabrol, avec lequel le roi entretenait des relations non interrompues, c'était un homme auquel on attribuait une ambition insatiable et qui, par sa critique dénigrante de tous les jours, devait, dès le premier moment, devenir dangereux à une administration qu'il voyait de mauvais œil.

Le vicomte de Martignac.

Le chef de la nouvelle administration, vicomte de Martignac (né en 1776), était un des nombreux avocats de la Gironde, tels que Lainé, Ravez, Dufaure et Peyronnet, qui, à force de travail, d'habileté et d'activité, s'étaient élevés pendant l'époque des grandes vicissitudes par laquelle venait de passer leur patrie. Dans sa jeunesse, Martignac avait été secrétaire de Sieyès, pendant que celui-ci s'était trouvé comme ambassadeur à Berlin; puis, à Paris, il s'était consacré pendant quelque temps au vaudeville, jusqu'à ce que son père l'eût rappelé à Bordeaux pour qu'il y terminât ses études de droit.

S'associant à l'élan royaliste qui venait de s'emparer de sa ville natale, il était entré le 12 mars 1814, dans

les rangs des légitimistes; en 1821, il était devenu représentant du collège électoral de Marmande. En 1823, il avait pris part à la campagne dans la Péninsule en qualité de commissaire civil, époque qu'il traita, plus tard, dans un exposé historique. Plus tard encore, nous l'avons mentionné comme rédacteur de la loi sur l'indemnité du temps de Villèle, à l'administration duquel il rendit des services dans des directions fort différentes.

De cette manière, Martignac était devenu un homme habile et expérimenté à bien des égards; son caractère honorable et estimé, de même que son esprit droit et sans détour, qui avec une grande lucidité pénétrait l'esprit et la situation de l'époque, l'élevaient considérablement au-dessus de la grande masse du parti royaliste. Par cette raison même, il n'était pas fait pour être un homme d'État qui, avec l'énergie exclusive d'un homme de parti, eût dirigé les affaires d'une manière prépondérante dans un seul sens et dans une seule direction. La nature ne lui en avait donné ni la taille physique ni la taille morale. D'une santé délicate; de manières inoffensives et aimables; d'une voix douce, et possédant un talent d'orateur fort agréable, il avait tout ce qu'il fallait pour jouer mieux que beaucoup d'autres le rôle d'un médiateur conciliant.

Effectivement, facile, aimable et élégant comme il l'était; possédant une veine épicurienne qui n'aurait pu former un contraste plus marqué avec la manière morose dont Villèle s'absorbait dans les affaires, de Martignac était personnellement tout à fait l'homme qu'il fallait à Louis XVIII; grâce à son art de persuasion délicate, il avait été, comme homme d'État, tout ce dont ce monarque avait besoin pour faire réussir son système de transac-

tion. Par la manière claire dont il comprenait et exposait toute question ; par les ménagements avec lesquels il traitait chaque sujet, et par la douceur avec laquelle il réfutait ses adversaires ; par toutes ces qualités, il flattait l'amour-propre et la vanité des députés ; au commencement de sa carrière ministérielle, il savait enchaîner les esprits en fermentation, et apaiser les orages dans les séances comme par un charme et par un art de séduction presque féminin. A ce sujet, il n'y avait qu'une seule voix : Guizot entendit, un jour, que Dupont lui dit tout bas de sa place : « Tais-toi, sirène ! » Le roi lui-même l'appela « la Pasta », après que Martignac avait produit un de ses chefs-d'œuvre oratoires les plus brillants.

Mais précisément ces arts et ces dons étaient complètement perdus, car d'une part l'esprit étroit et les préventions de Charles X et, de l'autre, les passions des partis en lutte, qui jaillissaient avec une force nouvelle, les empêchaient de se faire valoir. Pour dominer et pour maîtriser ces deux puissances, il aurait fallu une supériorité décidée de lumières et de convictions politiques, une grande ambition d'homme d'État, une force de volonté peu ordinaire et un talent tout particulier de manier les hommes. Mais telles n'étaient pas les qualités caractéristiques du nouveau ministre qui ne semblait pas même comprendre quelle était la tâche ingrate dont il se chargeait, tâche qui consistait à être le médiateur entre un roi, qui agissait autrement qu'il ne pensait, et une Chambre qui était déchirée par les factions et qui n'était pas sûre d'elle-même.

Lorsque le régime contre-révolutionnaire de 1815 avait fait *fiasco*, il avait été tout naturellement suivi d'une politique d'accommodement, c'est-à-dire du système de

bascule inauguré par Richelieu et Decazes (1816-1821). De même, lorsque le gouvernement du parti royaliste sous Villèle échoua à ce moment, on revint à un semblable système de fusion qui, même au cercle où régnait Polignac, semblait inévitable pour égaliser l'énorme différence entre les principes révolutionnaires et ceux de l'absolutisme.

Mais, dans les circonstances actuelles, ce système de fusion n'avait absolument aucune chance de durée ni de succès, ne fût-ce que parce qu'il était complètement privé du bon vouloir du roi, tandis que Louis XVIII avait au moins secondé les tentatives de conciliation par la bonne volonté qu'il avait montrée. Le nouveau ministère, qui n'était pas le choix de Charles X, mais qui lui avait été imposé comme une concession arrachée à sa prudence, pesait comme un véritable joug sur ses sentiments de prince, absolument comme pour son voisin Guillaume I^{er}, la moindre condescendance était toujours un lourd fardeau qui pesait sur sa conscience.

Cédant à la pression du moment, le monarque accepta les rapports avec son nouveau cabinet comme une tentative dont l'insuccès lui tenait au cœur. Il reprit les anciennes habitudes du pavillon Marsan, en jouant avec ses familiers un jeu secret contre le cabinet qui dirigeait l'administration publique. Martignac n'avait pas voulu écouter les avertissements de ceux qui lui avaient conseillé d'attirer dans le gouvernement un de ces amis personnels du roi, ce que Villèle n'avait pas négligé de faire. En nommant les nouveaux ministres, le roi leur avait indiqué le système de Villèle comme le sien, et il leur avait dit qu'il désirait y persévérer. Cependant Martignac était arrivé au timon des affaires, parce que

ce système venait de s'écrouler. En outre, le ministère renversé se voyait menacé d'une mise en accusation de la part de la nouvelle Chambre; Martignac déclara ne pouvoir empêcher cette accusation qu'en reniant résolument ce même système dans ses points les plus importants, c'est-à-dire les affaires ecclésiastiques et l'influence à exercer sur les élections. Le roi s'était, à regret, vu obligé de donner son consentement à ces sacrifices.

Le chef du nouveau ministère commença donc son administration dans des conditions tout à fait inconciliables : suivant la volonté du roi, il devait continuer le système en vigueur et, en même temps, il lui fallait, dès le principe, faire des concessions à l'opinion libérale. Le roi croyait que, ressemblant trop peu à Villèle, il lui sacrifierait ses prérogatives l'une après l'autre, et les libéraux soupçonnaient que, ressemblant beaucoup trop à Villèle, il livrerait à la cour une liberté après l'autre.

Effectivement, la position de Martignac était fausse, non-seulement en face du roi, mais encore à l'égard des partis libéraux, dont la résurrection avait amené son élévation, bien que ni lui ni ses collègues ne fussent sortis de leurs rangs. La nouvelle Chambre était composée d'un côté gauche ressuscité et du centre gauche des doctrinaires (fractions que les congréganistes appelaient « le club des jacobins », et qui comptaient de cent cinquante à cent soixante-dix membres), ensuite de la Droite, de la réunion Piet, des anciens adhérents de Villèle qui, en se réunissant à la fraction extrême de la Contre-Opposition (de la Bourdonnaie), égalaient à peu près en nombre la partie libérale de la Chambre; enfin, il faut ajouter la Défection (réunion Agier) qui, placée entre les

deux masses de ces partis, disposait par son vote des décisions de la Chambre.

C'est ce qu'on vit dès le moment où l'on procéda à l'élection du président de la Chambre. Lors du premier scrutin, la dispersion des partis et des opinions était telle, qu'on ne put pas arriver à obtenir une majorité; mais alors la Défection, qui, pendant le premier scrutin n'avait pas obtenu une seule voix, se rallia à la Gauche, obtint au second tour de scrutin un vote complètement hostile à la Droite et fit passer, sur cinq candidats, deux de ses membres qui réunirent le plus grand nombre des voix.

Or, le gouvernement se trouvait avoir encore le plus de relations avec ce groupe qui dans l'opinion de la nation était le plus faible, qui au sein du parlement était la fraction la plus petite, mais qui par sa position momentanée avait un grand poids. Le cabinet devait toujours s'attendre à l'hostilité des royalistes, dès qu'il prendrait n'importe quelle mesure de la moindre apparence libérale; il pouvait être sûr que ce parti le combattrait en masse compacte et en usant de toute son influence que lui donnait l'appui solide de la cour, du clergé et de la noblesse. Quant à ses relations avec les libéraux et quant à ses sympathies pour eux, le cabinet ne pouvait même pas les avouer. La ligne qu'il avait à suivre était si fine, qu'il dut, avec le plus grand soin, désavouer tout accord intime même avec les doctrinaires inoffensifs, qui étaient son principal appui et dont les conseils et les connaissances lui étaient aussi indispensables qu'ils l'avaient été à l'administration de Decazes; cependant, le roi lui-même ne voyait pas de trop mauvais œil Royer-Collard, le chef des doctrinaires.

Absolument comme du temps de Decazes, le gouvernement avait de nouveau pris sa position au milieu des centres neutres et indécis, en se proposant de lutter contre les deux extrêmes. Effectivement, les deux fractions de la Gauche, qui, sous une administration rigoureusement royaliste, auraient marché ensemble dans la plus grande concorde, étaient divisées entre elles quant à leurs relations avec ce gouvernement incolore qui, après avoir fait trois pas en avant faisait toujours deux en arrière. Les doctrinaires s'efforçaient sans cesse de s'attacher ces deux fractions par des procédés prudents et diplomatiques qui ne laissaient pas que de mettre la partie radicale de la Chambre dans une gêne fort pénible, de sorte que le ministère avait à craindre, à l'occasion, une explosion violente dans les rangs de la Gauche, de même qu'il était presque constamment exposé aux orages que déchaînait la Droite.

Les modérés, dont la confiance était à toute épreuve, auraient été heureux de ménager le roi dans la personne des ministres et ces derniers dans celle du souverain ; de mettre peu à peu l'Opposition dans des relations plus intimes avec le pouvoir, en adoucissant leurs exigences dans ce qu'elles avaient de trop violent, et de vaincre ainsi les défiances du monarque. Mais les anciens indépendants perdirent bien vite toute patience, en voyant de quelle manière astucieuse on voulait arriver à la liberté, procédé qui leur semblait indigne de représentants de la nation.

De cette manière, les différentes minorités de la Chambre continuaient tantôt à s'unir les unes aux autres et tantôt à se séparer, n'offrant que les éléments d'une majorité mélangée, changeante et inégale, sur laquelle

on ne pouvait pas compter d'avance et qui tantôt s'imposait d'une façon incommode au cabinet et tantôt lui échappait à un moment fort importun. Les majorités vacillantes cherchaient en vain à s'appuyer sur le ministère, de même que le cabinet chancelant essayait inutilement de trouver dans la Chambre un appui certain et solide.

Villèle avait su où il voulait aller, et il ne s'était laissé détourner du droit chemin que par des influences secondaires; il était toujours résolu d'obtenir dans la Chambre une majorité docile à ses ordres. Martignac, au contraire, semblait vouloir arriver, par des tâtonnements, à savoir quelle direction il devait suivre et jusqu'à quel point il pouvait s'avancer; il paraissait attendre les ordres d'une forte majorité pour y trouver un solide appui en face du roi.

Il était impossible qu'un gouvernement, dans une position aussi fâcheuse, eût des succès quelconques. De nouvelles expériences démontrèrent une fois de plus que l'ancienne impuissance, qui a toujours caractérisé le régime constitutionnel en France, le rendait encore à ce moment stérile : effectivement, ce régime ne peut pas subsister, si l'on se montre incapable de toute modération et d'une confiance mutuelle; s'il n'y a pas de possibilité que les hommes réfléchis s'entendent entre eux et si, en cas de besoin, les partis vaincus ne savent pas sincèrement se subordonner aux vainqueurs. Or, en France, tout gouvernement d'un juste milieu et plein de modération, qui eût favorisé ce nivellement des oppositions de parti, était toujours frappé d'une stérilité complète. Avec le désir impatient d'échapper au mal présent et sans se soucier dans quel autre mal ils allaient se jeter, les Français obéissaient à leur fâcheux instinct,

qui ne se plaît que dans des contrastes continuels, et se laissaient pousser d'un extrême impossible dans un autre. Le peuple était dégoûté des tentatives faites tout récemment par les royalistes, qui considéraient la Révolution comme un accident, et les vingt-cinq ans qu'avaient duré ses excès comme une excroissance qui défigurait l'histoire bien des fois séculaire de l'ancienne monarchie, dont la pourpre royale devait de nouveau couvrir et étouffer la jeune France. Dès cette époque, le parti d'action, qu'on avait cru mort depuis quatre ans, guettait le moment où sonnerait son heure; c'était lui qui représentait toute la Révolution et, si faire se pouvait, sa phase extrême, depuis qu'il avait vu de quelle manière Villèle, en dominant les élections, avait encore une fois avili le système constitutionnel et en avait fait un vain simulacre. Les modérés auraient mieux aimé s'arrêter à la première phase de la Révolution et, prenant sincèrement au sérieux les formes constitutionnelles, ils auraient voulu s'organiser pacifiquement et patiemment. Mais, de même que jadis sous le ministère Decazes-Richelieu, de même au moment actuel ils se voyaient condamnés à l'impuissance; ne satisfaisant ni l'ancienne ni la jeune France (Cf. t. III, p. 342), ils se trouvaient déconsidérés et abandonnés de tout le monde; n'en étant encore qu'à leurs débuts, ils étaient déjà pour ainsi dire arrivés à la fin.

Session de 1828. Du 5 février au 18 août.

Le nouveau ministère n'eut rien de plus pressé à faire que de prouver, par ses premières manifestations, qu'il ne marcherait pas dans les voies impopulaires de ses prédécesseurs et, avant tout, qu'il ne se laisserait pas, comme eux, traîner à la remorque du parti clérical. On

éloigna les fonctionnaires les plus détestés de toute une série de préfectures et d'autres emplois supérieurs; le ministre des finances abolit (31 janvier) l'indigne institution du cabinet noir à l'hôtel des postes; les trois académiciens destitués obtinrent une satisfaction honorable; mais, avant tout, on institua (22 janvier) une commission chargée d'examiner, par rapport à l'enseignement dans les établissements ecclésiastiques d'instruction secondaire, quelles seraient les mesures qu'on aurait peut-être à prendre pour exécuter les lois du royaume.

Ces mesures furent appelées par les cléricaux une déclaration de guerre contre l'Église, ou bien encore le morceau de pain que le gouvernement fourrait dans la gueule du Cerbère libéral, avec sa triple gorge, afin de l'apaiser ainsi. Ce qui caractérisait d'une manière parfaite le nouveau ministère, c'était que par ce premier acte il cacha sa faiblesse et son indécision sous une impartialité apparente; sur les neuf membres qui composaient cette commission, il en nomma cinq qui, dans la question des jésuites, sujet principal de l'enquête, étaient favorablement disposés pour cet Ordre (1).

On attendait donc avec une très-grande impatience le discours du trône (5 février), dans lequel les *ultras* raillaient trouver le programme d'un système à bascule sans caractère : « J'aime papa, le bon Dieu ; « j'aime aussi maman, la Révolution, » Mais, en réalité, par les paroles qu'il prononça à cette occasion, le roi produisit un effet des plus favorables et qui allait même

(1) C'étaient les archevêques de Paris et d'Albi, le comte Alexis de Noailles, de la Bourdonnaie et de Courville. Du côté opposé se trouvaient Lainé, Mounier, Séguier et Dupin.

jusqu'à l'enthousiasme ; en effet, il accentua avec satisfaction le concours que la France avait prêté à la délivrance de la Grèce, passage qu'on pouvait comprendre comme une satisfaction donnée au peuple, pour le réconcilier avec la politique impopulaire qui avait fait naître la guerre d'Espagne. Le roi mentionna le traité conclu avec l'Angleterre et avec la Russie, la base de la pacification en Grèce et la bataille de Navarin qui, disait-il, avait été une occasion de gloire pour les armes françaises et qu'on devait considérer comme le gage le plus éclatant de l'union des trois pavillons. Par rapport aux affaires intérieures, il parla de la séparation du ministère de l'instruction publique d'avec celui des cultes ; il rappela qu'il avait juré fidélité à la Charte, et il dit qu'il s'efforcerait de mettre la législation en harmonie avec elle. Quelques hautes questions d'administration publique devaient être examinées et vidées dans l'esprit de l'observation la plus rigoureuse des lois.

Le roi dut croire avoir fait, dans cette production oratoire, un effort extraordinaire pour contenter le parti libéral. Néanmoins, ce dernier se laissa entraîner, par sa haine contre Villèle, jusqu'à qualifier dans son adresse, de « déplorable » le système renversé, que le roi cependant avait déclaré être le sien, et jusqu'à dire que ce système avait trop souvent rendu illusoire la vérité de la Constitution. De cette manière, les libéraux provoquèrent presque, dès le principe, une rupture formelle entre le roi d'une part, et les ministres et la Chambre de l'autre. « Vous voyez où l'on nous entraîne, disait le roi à Martignac et à Portalis ; mais je ne souffrirai pas qu'on jette ma couronne dans la boue ! »

Les ministres expliquèrent au roi la nécessité de leur

retraite, s'il n'acceptait pas l'adresse. Aussitôt, Charles recula et voulut se contenter de marquer son mécontentement dans quelques phrases sévères. Mais encore ces paroles se transformèrent en une allusion obscure mais grosse de signification : « Vous n'oublierez pas, dit-il à « la députation de la Chambre, que vous êtes les gar- « diens naturels de la majesté du trône, la première et « la plus noble de vos garanties. »

Le ministère se présenta devant la Chambre, en lui soumettant quelques mesures, destinées à prévenir désormais les principaux griefs contre l'ancienne administration. Le plus important de ces griefs était la suppression de la liberté des élections et de la presse telle qu'elle avait été opérée par Villèle. Quelques scènes au sein de la Chambre, qui étaient amenées par les discussions sur la validité des élections et qui semblaient devoir renouveler dans toute leur violence les querelles de parti des années 1820 à 1822, avaient prouvé, dès le début, jusqu'à quel point les députés prenaient au sérieux le premier de ces griefs. Par suite de ces scènes, les ministres avaient été amenés à déclarer, de la manière la plus formelle, que, ennemis jurés de toute imposture, ils combattraient toutes les illégalités commises pendant les élections.

Conformément à cette promesse, le cabinet présenta (25 mars) une loi sur la révision annuelle des listes électorales et des listes des jurés, loi qui était destinée à rendre impossible toute falsification aussi bien que toute supercherie dans les affaires électorales. Les listes des électeurs cantonaux, confectionnées dans des réunions annuelles (le 1^{er} juin de chaque année) par les maires et par les percepteurs des communes cantonales, devaient

être revisées et rectifiées par les préfets, puis affichées, le 15 août, dans chaque commune. Dans toutes les préfectures, il devait y avoir un registre spécial destiné à recevoir les réclamations du public. Tous les quinze jours, une nouvelle affiche devait faire connaître les listes rectifiées, après que les conseils de préfecture auraient examiné les réclamations inscrites dans le registre ; suivant la nature des réclamations, il était permis d'en appeler des décisions du conseil de préfecture soit au Conseil d'État, soit aux cours royales. La clôture définitive des listes électorales ne devait être faite que le 12 octobre de chaque année.

La Droite, qui était dès lors du côté de la résistance, attaqua la loi tout entière, tandis que la Gauche ne combattit que l'appel au Conseil d'État, autorité qui dépendait complètement du gouvernement. Montrant l'esprit de conciliation le plus sincère, Martignac proposa de faire statuer sur les griefs en matière électorale par les préfets en conseil de préfecture, et de soumettre les causes d'appel seulement aux cours royales respectives.

La loi ayant été modifiée dans ce sens, le cabinet obtint qu'elle fût acceptée par cent cinquante-neuf voix contre quatre-vingt-trois. Jusqu'à quel point ce ministre, qui de tous les cabinets français se montra le plus fidèle à la Constitution, voulait maintenir sincèrement la liberté électorale, c'est ce qu'il prouva dès le principe, lors des quarante-cinq élections complémentaires pendant lesquelles il s'abstint rigoureusement de toute immixtion. Il se présenta un phénomène tout à fait nouveau pendant les élections complémentaires à Paris : des électeurs exigèrent des candidats qui se présentaient dans leurs réunions que, selon la coutume anglaise, ils

fissent des professions publiques de foi ; aussi le roi tout effrayé disait-il à Martignac : « Vous voyez où nous allons avec votre loi ! »

La loi sur la presse, que Martignac fit succéder (14 avril) à sa loi électorale, contenait des soulagements et des améliorations que le ministre offrait avec le même esprit de conciliation sincère. Plus d'autorisation préalable, plus de procès de tendance, plus de censure : la faculté de publier un journal accordée à tous ceux qui rempliraient les conditions exigées par la loi, c'est-à-dire la caution et la présentation d'un gérant responsable. La caution exigée pour toute feuille paraissant plus de deux fois par semaine était de 200,000 francs ; on attaqua vivement cette disposition qui, disait-on, constituait un privilège exclusif en faveur de la richesse ; la Chambre réduisit ce chiffre à 120,000 francs, bien que le gouvernement objectât qu'en agissant autrement qu'il ne le proposait on donnerait le privilège dont on se plaignait à la pauvreté, qui échappait à toute punition.

La Chambre adopta la loi (19 juin), après que cette dernière eut subi cette modification et quelques autres encore que la Gauche emporta de haute lutte. Même à ce sujet le roi fit ses gloses, dans lesquelles les ministres reconnaissaient aisément le langage de la camarilla. Lorsque Charles X lut les concessions faites par les ministres, il demanda : « Qu'est-ce qui reste encore ? » Il se consola en se disant qu'en cas de besoin il lui restait l'article 14 de la Charte. Les ministres avaient répondu à sa question d'une manière très-juste, en disant : « Un bon système défensif et les tribunaux. » Chose surprenante ! aussitôt après la publication de cette loi plus libérale, les jugements des tribunaux montrèrent une sé-

vérité beaucoup plus grande. C'est ce qu'apprit Cauchois-Lemaire lorsque, dans une brochure sur laquelle nous aurons à revenir, il engagea le duc d'Orléans à mettre la main aux rouages de la machine politique qui ralentissait de plus en plus sa marche. C'est ce qu'apprirent encore le jeune Fontan, à cause de sa satire contre le roi (*le Mouton enragé*), et Béranger, qui fut condamné à neuf mois de prison et à une lourde amende pour ses *Chansons inédites*, dans lesquelles il voulait expressément protester à sa façon contre la fusion et contre la suspension d'armes conclue entre le gouvernement et le libéralisme.

La question des jésuites.

Vers l'époque où fut terminée la nouvelle loi sur la presse, le cabinet s'apprêta à exécuter les mesures dont on avait menacé les jésuites. Les libéraux, impatientes d'abord, et ayant ensuite conçu des doutes sur les intentions des ministres, parce qu'ils ne savaient pas quand ces derniers commenceraient cette œuvre, ni même s'ils la commenceraient, les libéraux, disons-nous, avaient mis en mouvement un levier puissant pour remettre à flot les ordonnances relatives à cette affaire, qui venaient effectivement d'échouer. La commission des neuf, instituée le 22 janvier, n'était pas parvenue, avant le commencement de mai, à tenir sa première séance. Les informations prises par elle avaient constaté le fait que les jésuites possédaient et dirigeaient huit séminaires qui faisaient une active concurrence aux collèges royaux.

Les ministres partageaient tous l'opinion de leur collègue Portalis qui, l'année précédente, avait déclaré, devant la Chambre des Pairs, que l'existence des jésuites était illégale; ils demandèrent au roi de res-

treindre à la seule éducation des prêtres ceux des séminaires ecclésiastiques qui étaient soumis aux évêques et non à l'université. Mais le roi leur résista, parce que, au sein de la Commission, cinq membres s'étaient prononcés contre la légalité des jésuites et quatre pour elle.

Du reste, le roi ne montra pas un très-grand zèle dans cette question (1), que son ministre de la justice lui avait représentée comme une question de droit public et non de théologie. Il n'avait pour les jésuites ni sympathies ni antipathies personnelles; les querelles constantes sur ce sujet lui répugnaient. Il voyait beaucoup d'hommes très-religieux prévenus contre l'Ordre, et à leur tête le dauphin qui, en Espagne, avait vu les abus cléricaux dans tout leur épanouissement et qui trouvait qu'il était temps de se débarrasser de ces gens. Malgré tout, Charles X ne put vaincre ses doutes; dans la première moitié du mois de juin, il s'entretint cinq fois, à Saint-Cloud, avec Frayssinous et lui dit, en se lamentant, qu'il avait examiné la question, qu'il avait médité et demandé à Dieu de l'éclairer; il était convaincu, ajouta-t-il, qu'il mettait en péril le sort du clergé et peut-être même celui de l'État s'il ne cédait pas à la demande de ses ministres.

Parmi ces conseillers du roi, l'évêque de Beauvais (Feu-trier) était le moins courageux; il voulait avant tout se couvrir d'une autorisation du clergé s'il devait se décider à signer les ordonnances concernant cette affaire. Pour se prêter à cette demande, le roi chargea Frayssinous de consulter un petit nombre d'ecclésiastiques qu'il lui désigna. Ces prêtres, consultés, furent unanimes à déclarer

(1) Cf. Henrion : *Vie de Mgr Frayssinous*, t. II, p. 633 sq.

que les ordonnances projetées leur semblaient offrir plus d'inconvénients que d'avantages; aucun d'eux, déclarèrent-ils, ne prendrait sur lui de les signer. Cependant, en se servant d'une formule pleine de prudence curiale, que le chevalier Vargas, ambassadeur d'Espagne à Rome, avait l'habitude d'appeler le *nondimeno*, ils ajoutèrent « que
« si néanmoins, de son point de vue élevé, le roi, qui était
« le meilleur juge de la situation politique de son gouvernement, croyait devoir prendre cette mesure par des
« raisons de nécessité, ils ne la croyaient pas condamnable. »

L'archevêque de Paris aurait voulu ne pas montrer au roi ce *nondimeno*; lorsque l'honnête M. d'Hermopolis ne put se résoudre à le cacher, M. de Quélen écrivit au roi (9 juin) une lettre dans laquelle il feignit hypocritement de supposer qu'on avait mal rendu sa pensée. Cette lettre rejeta le pieux M. de Beauvais dans tous ses scrupules et le détermina à offrir sa démission; aussitôt, les autres ministres déclarèrent qu'ils la donneraient également dans le cas où leur collègue se retirerait.

La tactique des libéraux aida le cabinet à sortir de ces embarras. Des bruits au sujet des dernières délibérations s'étaient répandus dans le public. Déjà auparavant, on avait fait, au sein de la Chambre, des allusions au vote défavorable de la commission des neuf, allusions qui avaient déterminé Séguier et Dupin à publier leur manière de voir (1). En voyant cet état de choses suspect, la Gauche eut recours à son accusation des ministres qu'elle avait annoncée depuis longtemps, mais qu'elle avait toujours ajournée, parce qu'elle s'attendait

(1) Cf. Dupin : *Mémoires*, t. II, p. 476.

à voir le cabinet publier les ordonnances ecclésiastiques. En réalité, on n'avait jamais pris au sérieux cette accusation; la menace devait seulement empêcher toute possibilité d'un retour de Villèle et imposer une marche décidée à l'administration nouvelle. Au moment actuel, Labbey de Pompières déposa cet acte d'accusation, conçu dans les formes les plus violentes, sur le bureau du président (11 juin); trois jours plus tard (14 juin), il en développa une rédaction un peu adoucie au milieu d'une émotion indicible qui se manifesta dans les rangs de la Droite; l'examen du projet fut confié à un comité spécial.

Les ministres représentèrent au roi qu'en sacrifiant les jésuites, on rachèterait Villèle et ses anciens collègues. Portalis proposa de signer seul les ordonnances relatives aux écoles de jésuites, tandis que M. de Beauvais ne signerait que la seconde, qui concernait les séminaires ecclésiastiques en général. Cette démarche détermina le ministre des cultes à oublier ses scrupules. Le roi apposa donc sa signature aux deux ordonnances (16 juin), en se décidant ainsi à faire des démarches semblables à celles que Guillaume I^{er} avait faites quelques années auparavant. Presque immédiatement après, la grande révolution des unionistes en Belgique allait éclater contre ces mesures.

Dans la première des deux ordonnances il était dit qu'à partir du 1^{er} octobre les huit écoles des jésuites devaient être soumises à l'Université, et qu'à dater de ce jour aucun professeur ne serait toléré dans une maison d'éducation dépendant de l'Université, ni dans aucune des écoles secondaires ecclésiastiques, s'il n'affirmait par écrit qu'il n'appartenait à aucune congrégation reli-

gieuse non légalement établie en France. Dans la seconde ordonnance, on avait fixé le nombre des écoles ecclésiastiques appartenant à l'instruction secondaire, et réduit le chiffre des élèves de quarante mille à vingt mille, chiffre, disait-on, qui suffisait aux besoins religieux du pays. En même temps, on créa huit mille demi-bourses à 150 francs chacune, pour venir en aide avec les ressources de l'État à de jeunes gens sans fortune qui voudraient se consacrer à l'état ecclésiastique.

En frappant ainsi les jésuites, on ne fit rien pour les proscrire, pour les expulser, ni pour les empêcher de vaquer à leurs occupations ecclésiastiques ; néanmoins, tout le parti clérical cria à l'avilissement, à la spoliation et à la persécution. Les journaux exhalèrent leur fureur contre le ministre des cultes. La *Quotidienne* se répandit en invectives, en disant que les profanateurs du temple pouvaient pousser des cris de joie et que les coryphées de la Révolution devaient applaudir ; « voilà un prêtre qui « vous livre le sanctuaire ; voici un magistrat qui vous « livre, le pouvoir. Vous vouliez que l'épiscopat fût en- « chaîné ; on fait plus, on l'immole » !

A l'occasion de la dotation de 1,200,000 francs pour les bourses, que l'Église bien nourrie méprisait comme une aumône des plus misérables, les ordonnances furent attaquées au sein de la Chambre avec une violence formidable. La droite poussa des cris qui allaient aussitôt trouver un écho en Belgique, où régnait déjà une grande agitation ; cette fraction de la Chambre s'éleva contre le principe d'après lequel l'instruction publique devait être dirigée par l'État et elle demanda la liberté illimitée de l'enseignement qui, dans son opinion, devait conduire au monopole illimité de l'instruction pour le clergé.

Les évêques se réunirent pour se révolter formellement contre la loi. M. de Quélen convoqua un certain nombre de ces prélats à Paris et signa avec eux une déclaration qu'ils présentèrent au ministre des cultes pour qu'il la soumit au roi. « Dans le secret du sanctuaire, y
« disaient-ils, en présence du souverain juge, avec la prudence et la simplicité qui leur avaient été recommandées
« par leur divin maître, ils avaient examiné ce qu'ils
« devaient à César comme ce qu'ils devaient à Dieu. Leur
« conscience leur avait répondu qu'il valait mieux obéir
« à Dieu qu'aux hommes. Ils ne proféraient pas tumultueusement des paroles hardies; ils n'exprimaient pas
« d'impérieuses volontés; ils se contentaient de dire avec
« respect, comme les apôtres : *Non possumus* ! »

Lamennais attendait encore une fois, avec la plus vive impatience, l'issue de cette lutte qui, comme il le pensait, devait enfin contraindre Rome à rompre le silence. En effet, les ministres eux-mêmes engageaient la curie romaine à parler ouvertement. Ils étaient tellement consternés que, dans leur embarras, ils s'adressèrent au pape lui-même, bien que les ordonnances ne touchassent en aucune façon à une matière dogmatique quelconque. Ils envoyèrent à Rome Lasagni, Romain lui-même et ancien conseiller de la Rote, qui sous l'empire avait passé dans la magistrature française et qui était l'ami et le condisciple de Bernetti. Il réussit si bien dans sa mission, que très-peu de temps après (25 septembre) l'archevêque de Reims, M. de Latil, put envoyer au nom du pape à tous les évêques une communication officielle, pour leur dire « que, pour l'exécution
« des ordonnances, ils devaient se confier à la sagesse
« du roi et marcher de concert avec le trône ».

Ce fut le moment où l'attachement de Lamennais pour la papauté fit complètement naufrage. Il avait espéré que Rome ferait acte d'autorité et entraînerait ainsi l'immense majorité du clergé. Et voilà que Rome parlait de cette manière ! « On devait s'en remettre à la sagesse du roi, disait-il dans sa rage ; comme s'il y avait un roi en France ! comme si la piété du roi pouvait empêcher les ordonnances d'être tyranniques, impies et funestes pour la religion et pour l'Église ! » L'état de choses actuel était envisagé de la même façon par le fanatique Clermont-Tonnerre qui, malgré le pape, annonça au ministre des cultes qu'il persévérerait dans sa résistance, en disant que « la devise de sa famille était : *« Etiam si omnes, ego non ! »* et que c'était aussi celle de sa conscience ». Le roi dut lui interdire l'accès de la cour, pour lui enseigner le silence et la docilité.

Royer-Collard.

La session se termina ainsi par une série de succès pour les groupes libéraux de la représentation nationale ; ces fractions s'étaient entendues pour suivre un système commun de modération et de ménagements qui en partie étaient spontanés et en partie acceptés à regret. Pendant la session, ce système put d'autant plus facilement se maintenir, qu'on voyait toujours Villèle, l'adversaire commun de tous ces groupes, écouter pour ainsi dire aux portes, afin de voir s'il pouvait bientôt rentrer. On vécut de nouveau dans un de ces moments fugitifs où l'on aurait pu espérer, comme en 1818, qu'un rapprochement s'opérerait entre les esprits, les intérêts et les opinions. Comme du temps de Decazes, la Charte était de nouveau le point commun d'union ; elle avait été le lien qui rattachait la dernière coalition électorale.

En pleine Chambre, on avait vu de la Bourdonnaie rivaliser avec Villèle à qui protesterait avec le plus d'énergie de son attachement à la Charte. Un Chateaubriand et un Constant, c'est-à-dire un tory et un whig, un baron et un bourgeois, qui dix ans auparavant avaient été théoriquement fort rapprochés l'un de l'autre, s'étaient à ce moment rapprochés personnellement pour s'admirer l'un l'autre, bien que leurs natures fussent si complètement différentes. Les hommes de l'extrême Gauche, dont tous les projets factieux avaient échoué autrefois, étaient de nouveau parvenus à occuper leurs sièges dans la Chambre; par la nature des choses, ils se trouvaient même, pour un moment, rapprochés davantage des doctrinaires, ces confesseurs rigides de la Constitution. Chose tout à fait nouvelle! on possédait à cette époque un gouvernement dont personne n'osait mettre en doute l'attachement sincère à la Constitution, avantage dont n'avait pu se vanter aucun de tous les cabinets précédents.

La conséquence de cette situation avait été que les doctrinaires, qui autrefois, à cause de son manque de sincérité, avaient abandonné le cabinet le plus conforme à leurs idées (Cf. t. IV, p. 43), servaient d'appui solide à l'administration de Martignac. Partout, ils s'efforçaient de prêcher la modération et des ménagements, pour épargner tout embarras aux ministres et pour conjurer d'avance tout orage qui, dans une nouvelle crise, aurait pu remettre en jeu les conquêtes de ce cabinet. Les radicaux s'étaient résignés à ce jeu diplomatique, non sans montrer leur répugnance ni sans résister sérieusement; mais enfin, ils avaient consenti.

Ce fait, nous l'avons déjà observé en parlant de l'ac-

cusation dirigée contre les ministres. Or, cet exemple n'était pas resté isolé. Lors des débats relatifs à la loi sur la presse, quelques membres de la Gauche demandèrent qu'on soumit au jury tous les délits de presse; cependant ils se désistèrent, lorsque Portalis leur fit comprendre qu'une pareille innovation changerait tout le système de la juridiction en vigueur et qu'elle serait facilement désapprouvée par la Chambre des Pairs. On avait voulu mettre sur le tapis la dissolution de la garde nationale; mais la discussion fut étouffée, parce que, disait-on, c'était une affaire concernant les prérogatives royales. Pendant les débats sur le budget, on parla des frais que nécessitaient les régiments suisses; on eut soin de rendre la discussion aussi peu offensante que possible, puisque la simple mention de ce sujet mettait le roi en colère.

De cette manière, on s'appliquait à user des plus grands ménagements dans les choses et à montrer dans les formes autant de modération que possible; par conséquent, les séances se passaient ordinairement dans un calme et un ordre parfaits. Pour savoir jusqu'à quel point ils pouvaient aller, les orateurs les plus passionnés de la Droite et de la Gauche communiquaient d'avance leurs discours au président, Royer-Collard, qu'on pouvait appeler avec plus de raison le directeur de la Chambre. En effet, il était à ce moment l'homme de la grande confiance et de la grande autorité (1); d'après

(1) On a de lui trois biographies : Gannier : *Royer-Collard*. 1851. — Philippe : *Royer-Collard*. 1857, — et Barante : *Vie politique de Royer-Collard*, ouvrage que nous avons cité déjà et qui est d'un homme très-bien informé.

l'expression de Lacretelle, il était devenu pour ainsi dire « le centre national ».

A tous ceux qui, en France, avaient reçu une instruction supérieure, Royer-Collard inspirait un grand respect à cause de la position qu'il occupait dans le monde scientifique; s'appuyant sur Kant et sur les philosophes écossais, il avait ébranlé le règne de Condillac et des sensualistes et, dans la personne de Cousin et de Jouffroy, il avait formé des apôtres plus jeunes qui devaient propager ses doctrines purifiantes dans le domaine de la philosophie. A tous ceux qui s'attachaient à une moralité d'un ordre supérieur, il était cher à cause de sa morale austère et à cause du véritable sentiment religieux qui pénétrait tout son être; on admirait le désintéressement et l'intégrité de sa vie; le fier mépris qu'il avait pour toute faveur de patronage ou de népotisme, et enfin le dégoût que lui inspirait tout ce qui était creux et efféminé dans les mœurs au sein de la famille, de la maison, de la société et de l'État. Il était un sujet d'orgueil pour la Chambre à cause de ses discours qui, portant le cachet de l'école austère par laquelle il avait passé en professant l'histoire de la philosophie, se distinguaient avant tous les autres, par leur forme concise, par leur préparation soignée, par leur expression élégante, par l'ordonnance habile des faits et par la manière grandiose dont l'orateur concevait et dominait son sujet en parlant de points de vue féconds et fondés sur des principes.

A ce moment donné, Royer-Collard était le conseiller naturel du gouvernement et de la représentation; son seul nom était le symbole de la réconciliation entre la liberté et l'ordre, entre la royauté et la Constitution. Il

entretenait même avec le roi des relations qui pouvaient ne pas être sans influence heureuse pour l'avenir. En effet, Charles X savait que Royer-Collard considérait la légitimité comme un principe digne de vénération ; par conséquent, il pardonnait volontiers les paroles franches et naïves qui échappaient parfois à cet homme droit ; car, dans les choses, il était toujours plein d'égards pour ce prince et il se laissait même subjugué par le charme personnel du souverain beaucoup plus que son caractère ne semblait le permettre.

De même que sous le règne de Decazes, de même au moment actuel, il aurait été très-naturel de vouloir attirer cet homme si rare dans les conseils du gouvernement ; une pareille démarche aurait dû sembler aussi nécessaire que féconde en bons résultats pour la cause d'un développement régulier et pacifique des institutions politiques. Cependant elle ne fut pas faite : c'est une espèce de fatalité dont on ne peut accuser personne ; la cause en était essentiellement dans la nature même de cet homme d'État. En effet, bien qu'une pareille position eût probablement excité son ambition intérieure, il aurait toujours résisté à une offre de ce genre dès qu'elle aurait été faite sérieusement, parce qu'il manquait de cet amour énergique de l'action qui constitue le véritable homme d'État.

Tout le parti des doctrinaires s'était, il est vrai, efforcé de se rendre apte à gouverner et de se maintenir dans cette disposition, mais il avait constamment dû rester dans l'inaction à côté du pouvoir ; de même Royer-Collard, le chef des doctrinaires, avait été, sous le règne de Decazes, tantôt en acceptant et tantôt en refusant, à la porte d'un ministère, sans pouvoir se résoudre lui-

même à y entrer et sans vouloir forcer l'autorité compétente à prendre une résolution à cet égard. D'ailleurs, il aurait été toujours un politique peu maniable. Pénétré d'un sentiment de sa propre valeur qui allait jusqu'à la présomption, il aurait cependant timidement reculé devant toute responsabilité. D'un caractère droit, plein de prétentions et tranchant jusqu'à l'opiniâtreté, il était cependant d'une telle exactitude scrupuleuse qu'il se montrait irrésolu et plein d'hésitations. Ses opinions fondamentales et ses principes étaient très-systématiques et empreints d'une conséquence logique fort rigide ; cependant il montrait beaucoup trop de ménagements et il était trop accessible aux exigences changeantes du moment actuel, pour pouvoir se décider chaque fois promptement et sans éprouver de doutes sur la conduite à tenir.

Pendant les grandes vicissitudes des révolutions et des restaurations, rien n'avait plus fortement frappé et rebuté sa nature délicate que la folie montrée par les partis extrêmes dans leurs exagérations et dans leurs indignités. Cédant au dégoût que lui inspiraient ces partis, il avait été plusieurs fois amené à renoncer à toute action politique ; puis, rappelé de nouveau au milieu de la vie active, il s'était tracé une ligne d'action moyenne tellement fine et si nettement marquée, que bien peu de gens y reconnaissaient l'influence d'un principe précis et compréhensible.

Royer-Collard était né en 1763 à Sampuis en Champagne. Dans les commencements de la Révolution, il avait été pendant quelque temps en relations avec son compatriote Danton (d'Arcis), puis il avait été à côté de Bailly, secrétaire de la Commune ; mais la Terreur l'avait rejeté dans les champs et à la charrue. Plus tard, pen-

dant les tentatives de restauration faites par les Bourbons, il avait, en qualité de membre du comité royaliste, correspondu directement avec Louis XVIII; mais aussitôt que les zélés du royalisme s'étaient jetés dans les conspirations, il avait rompu toute relation avec la cour bannie. Depuis 1814, il s'était servi de son influence auprès de Montesquiou dans la Chambre et, pendant les Cent-Jours, il avait profité de sa position comme directeur du comité des royalistes constitutionnels pour déterminer le roi à abandonner le système réactionnaire de son favori Blacas.

Il y réussit après 1815, et nous avons pu remarquer que, pendant la courte période (1817-1820) où régnait l'opinion libérale, Royer-Collard montra un esprit conservateur d'une susceptibilité extrême et qu'il résista aux plus petites tentatives d'empiétements et aux vœux les plus modérés de réforme. Depuis le revirement dans les affaires, opéré après le départ de Decazes, il était devenu au sein de l'Opposition un adversaire extrêmement virulent du gouvernement et, à partir de 1824, où il faisait partie du groupe clair-semé des libéraux, il s'était montré à côté de Foy l'ennemi le plus redoutable de Villèle.

Mais, depuis cette époque, il était tombé dans un profond découragement, et il jetait un regard de douleur sur sa longue vie, passée dans des désirs impuissants et dans des espérances toujours déçues. Même les satisfactions des derniers temps, la chute de Villèle, son élection dans sept collèges électoraux différents, l'avènement du cabinet Martignac, son élection comme président de la Chambre et même ses relations avec le roi, rien de tout cela ne put l'arracher à son abattement ni faire renaître la confiance en lui.

Par conséquent, bien que le moment actuel parût extrêmement favorable, Royer-Collard n'aurait jamais été moins apte à être le conseiller de la Couronne et le chef d'un parti. Quand il se trouvait auprès du roi, qui le comprenait fort peu (1) et qui le considérait comme un homme honnête, mais imbu d'idées impraticables et même dangereuses, il était toujours renfermé en lui-même et son attitude n'était jamais telle qu'elle aurait seulement pu laisser supposer qu'il avait le moindre désir de voir ses conseils suivis par le monarque. Parmi les membres du parti libéral, il était considéré plutôt comme un modèle et un exemple que comme un chef; ses admirateurs les plus sincères doutaient qu'il fût à aucun moment possible de faire de lui l'ami politique de qui que ce fût. Pendant la session actuelle et la suivante, il réunissait chez lui, au moins une fois par semaine, quelques membres des deux Centres, afin de s'entendre avec eux sur la marche à suivre dans toutes les circonstances difficiles; durant ces réunions, il restait silencieux, les sourcils contractés; poussant et repoussant son toupet sur sa large tête carrée, il observait, il recueillait les opinions et il donnait des conseils prudents pour apaiser ses auditeurs.

Mais bientôt ces manies de pédagogue devinrent gênantes à un grand nombre de députés et surtout aux hommes d'un patriotisme moins pusillanime qui siégeaient à l'extrême Gauche. En effet, toute la génération actuelle se sentait peu à l'aise en face de cette nature qui était comme une apparition appartenant à une époque depuis longtemps passée. On se sentait comme

(1) D'après Guizot.

repoussé par le sentiment de dignité que cet homme rare montrait avec la plus grande franchise; sous le masque de la bonhomie, il lançait ses mots spirituels et meurtriers, et aux muscles très-prononcés de sa figure, de même qu'à son menton coupé par des fossettes, il savait donner l'expression d'une ironie hautaine.

On était surpris de voir cette austérité tout à fait passée de mode qu'il montrait dans tous les rapports de la vie habituelle. Maître de maison sévère, il bannissait du sein de sa famille tout luxe, tous les jeux et tout culte des beaux-arts; patriarche sévère de la bonne vieille science, il méprisait les nouvelles idoles littéraires de la jeunesse : il appelait les Thiers, les Mignet et les Broglie les petits girondins de la politique et les grands jacobins de la grammaire, et il sentait peser sur lui, comme un cauchemar, l'admission d'un Scribe, d'un Victor Hugo et d'un de Vigny au sein de l'Académie française. Il montrait la même sévérité dans la vie politique, où il rompait avec ses plus anciens amis quand ils déviaient d'une façon quelconque de la voie dans laquelle ils étaient une fois entrés. C'est ce qu'il fit avec Quatremère de Quincy, lorsqu'il devint ultra; avec de Serre, lorsque, en 1820, ce dernier contre-signa l'ordonnance par laquelle Royer fut renvoyé du Conseil d'État, et enfin avec Guizot, à cause de la loi sur les associations. Toute cette âpreté et cette aigreur, qui faisait ressembler Royer-Collard à l'antique Saturne, répugnait absolument à la nature légère des enfants étourdis du jour.

Il faut constamment avoir sous les yeux ce portrait, si l'on veut comprendre pourquoi, malgré tout leur respect pour ses grandes qualités, les Français déclarent que cet homme « ne leur appartenait pas, » et pourquoi, d'a-

près cette image du chef des doctrinaires, ils ont tracé celle de tous ses adhérents (qui cependant différaient beaucoup les uns des autres), pour se détourner d'eux tous. Les politiques passionnés de la Gauche ne se plaisaient que dans l'opposition la plus exaltée et dans la jactance avec laquelle ils faisaient valoir les prétentions les plus exagérées; aussi ressentaient-ils comme un joug extrêmement pénible la nécessité de s'accommoder à la patience et au contentement que montrait ce groupe dans la Chambre, de même que toute la gêne et tout le renoncement que leur imposait l'alliance avec les doctrinaires.

Ce sentiment de gêne détermina, dans la session suivante, d'Argenson et, à sa suite, aussi Chauvelin à se retirer de la Chambre. Ce dernier avoua ouvertement à Barante que la discipline exercée sur eux par Royer-Col-lard, que la manière dont il sermonnait chacun de leurs amis pour toute parole prononcée par eux à la tribune, et que tout le système d'ordre et de modération étaient peut-être choses fort sages et fort nécessaires, mais que tout cela leur était complètement insupportable. En observant la manière dont Villèle gouvernait et en voyant l'esprit qui régnait dans les lois présentées par lui, les anciens factieux étaient confirmés dans l'opinion la plus fâcheuse qu'ils avaient eue de tout temps des Bourbons; ils guettaient attentivement de nouvelles crises pendant lesquelles ils s'attendaient à voir la cour faire des coups d'État qui devaient les autoriser, de leur côté, à recourir à toutes les violences de la révolte ouverte. Ils voyaient Polignac et consorts, comme des oiseaux de mauvais augure, s'élever à la gauche du trône, tandis que la Fayette et ses amis, à leur droite, s'agitaient déjà et

essayaient leurs ailes, comme des oiseaux qui annoncent la tempête imminente. Comme du temps de Decazes, ils voyaient, au moment actuel, que le ministère suivait leurs voies libérales, mais dédaignait leurs personnes; tout l'égoïsme, toute l'envie et toute la présomption qui se faisaient jour aiguillonnaient de nouveau toutes les passions personnelles. Les doctrinaires eux-mêmes devaient se sentir entraînés dans la marche plus rapide de ces factieux qui, jusqu'à un certain point, étaient leurs amis : effectivement, il voyaient l'antipathie sombre et menaçante du roi même pour ce ministère si honnête, si plein d'égards et de modération ; ils pressentaient dès ce moment que les anciens indépendants pouvaient bien avoir eu raison en souriant de leur attachement aveugle pour la maison régnante.

Royer-Collard, qui avait eu occasion de pénétrer à fond le caractère du roi, mit ses amis sur leurs gardes contre l'impétuosité avec laquelle l'extrême Gauche avançait, parce que cette dernière pouvait pousser le roi à quelque extrémité fâcheuse et imprévue ; mais cette fraction de la Chambre ne voyait aucune raison pour éviter ce qui pouvait irriter le roi, parce qu'elle le croyait incurable.

Le roi, de son côté, considérait la Gauche comme tout aussi incurable. Ce jugement, elle allait le confirmer effectivement dans les circonstances actuelles et dès qu'elle était mise à l'épreuve. C'est ce qui a été dit par des membres de ce parti même ; entre autres, Dupin avoua, plus tard, que la Gauche s'était rendue coupable d'un aveuglement fort imprudent, en poussant la Chambre à l'opposition contre le plus bienveillant de tous les ministères et en le minant avec tout autant de

folie que le faisait le roi de son côté. Le parti retomba dans les mêmes fautes d'une précipitation exagérée, fautes qui, du temps de Decazes, avaient aplani la route à Villèle, comme elles allaient, au moment actuel, ouvrir les portes à Polignac.

Un des préludes de la crise.

Dans l'intervalle entre les sessions de 1828 et de 1829, il y eut déjà un prélude de cette crise. En automne, le roi visita le camp de Lunéville. Pendant son voyage à travers la Lorraine (commencement de septembre), il fut reçu partout avec les démonstrations d'attachement les plus vives, comme les populations l'avaient fait l'année précédente pendant que le roi se rendait à Saint-Omer et comme c'était encore plus naturel à cette époque où le peuple était content de l'état de choses actuel. Lorsque le monarque entra en Alsace, l'exaltation de l'enthousiasme populaire et la pompe des réceptions solennelles prit des proportions encore plus extraordinaires. Du château de Saverne, il vit briller le soir les illuminations des cinquante communes dont les députations étaient venues le saluer dans cette ville (6 septembre). Le lendemain, il se trouva en face de l'illumination féerique de la cathédrale de Strasbourg, et il se vit au milieu d'un enivrement d'enthousiasme qu'il prit pour une preuve non équivoque de ce que l'amour du peuple s'adressait à lui personnellement, c'est-à-dire au roi et à la royauté, et non au système en vigueur. En rentrant du balcon dans le château, il pinça Martignac à l'oreille et lui dit en gascon : « Eh bien! monsieur de Marmande, ces gens crient : Vive le roi! et, ajouta-t-il « en haussant le ton, non pas : Vive la Charte! »

Accueilli de la même façon dans le département du

Haut-Rhin, à Lunéville, et, pendant son retour, à Nancy et à Toul, il rapporta de son voyage la fâcheuse conviction que ce peuple était profondément royaliste et lui appartenait sans réserve; il était persuadé que l'éloignement que lui montrait la population parisienne et auquel il était habitué, n'était que l'effet monstrueux des discussions hostiles dans la Chambre et dans la presse. Combien ces illusions d'amour-propre étaient étranges, qui aveuglaient ceux qui régnaient en France! L'année précédente, Villèle avait rapporté à son système les ovations que, pendant le voyage du roi à Saint-Omer, on avait faites à la personne du souverain. Peu de temps après, il attribua à l'impopularité de la maison royale le profond soulèvement du peuple dans les collèges électoraux, soulèvement qui s'adressait au contraire à son gouvernement, tandis que, au moment actuel, le roi prit pour autant d'hommages adressés à sa personne les applaudissements par lesquels les provinces avaient voulu saluer sa nouvelle administration.

Lorsque, par suite de la défaveur en apparence extrême des temps, les libéraux avaient été diminués de manière à ne plus compter qu'une poignée de représentants au sein de la Chambre, ils avaient dit avec une fierté qui trahissait tout le sentiment de leur propre valeur : « Nous ne sommes que seize, mais toute la France est derrière nous! » Aucun oracle n'aurait pu convaincre les Bourbons que ces hommes seuls connaissaient leur pays. Ils s'aveuglaient à l'égard des grands signes du temps, pour se repaître de petites illusions par lesquelles ils se trompaient eux-mêmes.

En même temps que le roi fit son voyage dans l'est, la duchesse de Berry parcourut l'ouest et le sud de la

France (1). En Bretagne, elle alla visiter avec le plus grand soin tous les champs de bataille, et elle rechercha tous les souvenirs qui rappelaient les luttes des Vendéens. Les anciens combattants se réunirent par milliers aux points de ralliement, avec leurs anciens drapeaux et sous la conduite de ceux de leurs chefs qui étaient encore en vie. Avec le plus grand zèle, les feuilles royalistes interprétaient ces manifestations comme autant de déclarations contre les ordonnances de juin, contre les Chambres et les ministres, ces ennemis de Dieu et du roi.

S'il avait manqué encore quelque chose pour confirmer le roi dans les impressions que lui avait laissées son voyage, ces démonstrations suffirent pour combler cette lacune. Elles réveillaient de plus en plus en lui les velléités d'un changement de système, et assoupissaient graduellement les pensées accessoires des dangers que pouvait entraîner un pareil changement. Le gouvernement semblait avoir pressenti ces effets ; il avait fait faire par ses fonctionnaires tout ce qu'ils pouvaient (2) pour refroidir le zèle des Vendéens et pour empêcher les paysans de haranguer la princesse. Aussitôt que le roi fut de retour à Saint-Cloud (19 septembre), les ministres purent remarquer le changement qui s'était opéré en lui. Dès avant son départ, ils avaient préparé les mesures nécessaires pour réorganiser le Conseil d'Etat et pour purger à fond les préfectures ; dans un Mémoire rédigé par Portalis, ils

(1) Cf. *Relation du voyage de S. A. R. Madame la duchesse de Berry... en 1828*. Par M. le vicomte Walsh.

(2) Cf. A. Mazas : *Saint-Cloud, Paris et Cherbourg, mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de 1830*, p. 175.

avaient exposé la nécessité qu'il y avait d'opérer ces changements dans le personnel de l'administration. A ce moment antérieur à son voyage, le roi ne voulut pas entendre parler de destitutions en masse, mais encore moins à l'époque actuelle. Il passa tout un mois à examiner les listes; à chaque nom il fit des difficultés; il ne voulut absolument pas renier « son parti » et il refusa, en particulier, d'accepter comme fonctionnaires les membres de la Défection qu'on lui avait proposés.

Lorsqu'on publia (12 novembre) les deux ordonnances relatives à cette mesure, il se montra que les ministres avaient obtenu des concessions bien plus apparentes que réelles; un grand nombre de personnes recommandées par eux n'avaient pas été agréées, et le roi avait maintenu beaucoup de gens dont le cabinet ne voulait pas; enfin, rien n'avait été changé dans la Constitution défectueuse du Conseil d'État. La faiblesse que trahissaient ces mesures donna donc, dès ce moment, des armes nouvelles aussi bien au mécontentement des royalistes qu'à l'opportunité des libéraux. Ces derniers avaient, depuis longtemps, demandé avec instance qu'on leur donnât des gages d'une union étroite avec le gouvernement, si l'on voulait qu'ils continuassent à lui prêter leur appui; ils désiraient qu'on fit entrer Casimir Périer et Sébastiani dans le ministère, que Lafitte et une douzaine de ses amis fussent nommés pairs et que quelques autres entrassent dans l'administration supérieure.

Les ministres eux-mêmes comprenaient la nécessité de pareilles démarches. En particulier, de la Ferronnays ne trouva que fort naturel que le gouvernement, au lieu de se traîner dans tous les coins de la Chambre, arborât son drapeau au milieu même du Centre gauche. Lui-

même, forcé par l'état de sa santé de prendre un congé, dégoûté de toute la situation actuelle des affaires et traité à la cour comme un renégat, était tout prêt à se retirer et à ouvrir ainsi à ces nouveaux auxiliaires l'accès du pouvoir.

Mais ces négociations furent tout à coup traversées, lorsqu'un compétiteur d'une tout autre trempe barra le chemin à ces candidats. Nous avons dit ailleurs (Cf. t. XV, p. 89, 185 sq.) que Metternich, consterné de voir quelles relations s'étaient établies entre la France et la Russie et décontenancé surtout par la marche que le ministère Martignac suivait à l'intérieur, mit tout en œuvre pour renverser ce dernier, afin de faire rappeler Villèle et de faire arriver au département des affaires étrangères Polignac, qui était l'ami secret d'Esterhazy et qu'il espérait gagner, en même temps que Wellington, à la politique autrichienne.

Polignac quitta Londres et vint à Paris (décembre) avec l'idée de se faire ministre. Cependant il trouva le roi de mauvaise humeur et peu préparé à l'accepter comme tel. Peu de temps auparavant, un membre du ministère Villèle avait fait présenter au roi, par M. de Frayssinous un Mémoire (1) dans lequel on insistait sur la nécessité de combattre ouvertement l'ennemi. Le roi trouva que cet écrit contenait beaucoup de choses bonnes et vraies, mais il parut fort éloigné de prendre une résolution quelconque à cet égard; l'abbé remarqua qu'à la cour on s'était habitué au mal comme à une chose nécessaire et qu'on aimait mieux des remèdes expectatifs que des moyens énergiques.

(1) Cf. *Vie de M. Frayssinous*, t. II, p. 648 sq.

Dès que Polignac parut sur la scène, on vit se faire jour en même temps l'effet de la réaction des cabales russes contre l'Autriche, cabales dont nous avons parlé ailleurs (Cf. t. XV, p. 185), qui troublaient le roi et qui le retenaient dans l'alliance russe. De la Ferronnays, qui était l'ami de Polignac, reprocha à celui-ci la manière peu digne dont il essayait d'accaparer un ministère, et lui fit une scène dont Pozzo profita avec délices pour la relater tout au long dans une dépêche spéciale. « Tu veux
« ma place, dit de la Ferronnays à Polignac, prends-la
« sans hésiter ; j'en serai fort aise, elle est assez pénible.
« Mais le service du roi, que tu aimes, en souffrirait ;
« tu connais mal ce pays ; on te prend pour un fâcheux
« symbole ; que Dieu te garde de devenir jamais mi-
« nistre ; mais, dans tous les cas, sois-le ouvertement et
« honnêtement (1). »

Polignac, déçu dans ses espérances, retourna à Londres. A peine fut-il parti, que de la Ferronnays eut une attaque d'apoplexie (2 janvier 1829) qui obligeait le roi à songer sérieusement à lui donner un successeur. Le ministre malade quitta Paris pour suivre un traitement (20 janvier) ; le lendemain, Polignac arriva de Londres. D'après ce qu'il assurait lui-même, Martignac et Roy auraient désiré le voir entrer dans le ministère ; ils auraient eu en lui un médiateur intime entre eux et le roi, et ils auraient facilement pu le rendre inoffensif au milieu d'eux. Hyde de Neuville et tous les autres ministres se déclarèrent cependant si énergiquement contre cette combinaison, qu'il fallut l'abandonner. Polignac essaya

(1) Cf. Capefigue : *Les hommes d'État de l'Europe*. Bruxelles, 1846, p. 255.

encore de déterminer Lainé, Pasquier et Decazes à former un cabinet sous sa présidence; mais personne ne voulut se risquer dans une entreprise aussi téméraire; Decazes lui déclara franchement qu'un ministère de conciliation ne pouvait accepter son nom qui, à tort ou à raison, effrayait tous les libéraux et tous les royalistes modérés.

Le roi, de son côté, n'exprima pas ses désirs; mais il rejeta tous les noms qu'on lui proposait à la place de la Ferromnays, et chargea Portalis de diriger provisoirement le département des affaires étrangères. Polignac dut rester encore à son poste d'ambassadeur. Cependant, il avait terminé des travaux préliminaires fort importants, qui devaient lui préparer le chemin pour son élévation future. Il avait réussi à unir la Droite cléricale et les *ultras* sous de la Bourdonnaie qui résistèrent en commun à Martignac et s'efforcèrent de le renverser. Il s'agissait dès lors de savoir si le ministère pourrait retenir, par des concessions matérielles, les libéraux qu'il était incapable de s'attacher plus solidement par des liens personnels.

Session de 1829. Du 27 janvier au 31 juillet.

Outre le changement de personnel que les ministres voulaient obtenir, ils avaient représenté au roi la nécessité absolue de réorganiser les communes, les conseils départementaux et les conseils d'arrondissement, mesure, disaient-ils, qui était indispensable pour fortifier la puissance et la dignité du gouvernement. Au commencement de la nouvelle session, ils déposèrent sur le bureau de la seconde Chambre (9 février) deux projets de loi relatifs à ces questions.

L'organisation actuelle des administrations locales était

un héritage du consulat et de l'empire qui, à leur tour, l'avaient empruntée de l'ancien régime de l'absolutisme. Ce système d'une administration locale despotique était évidemment incompatible avec une forme constitutionnelle du gouvernement. Effectivement, le roi nommait non-seulement le préfet du département, mais encore, d'après les listes présentées par ce dernier, la représentation locale, c'est-à-dire les conseils départementaux et les conseils d'arrondissement. Le préfet à son tour, véritable roi dans son département, choisissait le maire de chaque commune et, d'après la liste présentée par ce dernier, les membres du conseil communal. Grâce à cette ubiquité du gouvernement central, tous les fonctionnaires jusque dans les coins les plus éloignés du royaume se trouvaient dans les mains des ministres du parti dominant, qui se mêlaient des besoins les plus insignifiants des localités les plus écartées.

Depuis longtemps, on avait profondément senti les désavantages et les maux que cette organisation faisait peser sur le pays; de temps à autre, on avait fait des projets pour remédier à cet état de choses; mais à peine était-on parvenu à présenter un de ces projets à la Chambre. Vers 1820, les ministres avaient dû retirer le projet d'une nouvelle organisation communale que Richelieu, animé de très-bonnes intentions, venait à peine de déposer sur le bureau de la Chambre. Villèle avait toujours su éluder les demandes pressantes des membres de son parti, en invoquant la difficulté qu'il y avait à se procurer les ressources nécessaires pour une nouvelle organisation et à trouver un juste mode électif.

En osant s'attaquer à une question aussi épineuse, le gouvernement actuel fit preuve d'une hardiesse d'autant

plus grande qu'il ne pouvait guère espérer favoriser à la fois les desseins des royalistes et des libéraux, ces deux partis qui étaient également puissants. Les royalistes s'étaient de tout temps efforcés d'obtenir la décentralisation, parce qu'ils voulaient donner à l'aristocratie terrienne une influence locale aussi grande que possible. Il importait, au contraire, avant tout aux libéraux de briser la domination du parti des royalistes au sein des provinces, où les congréganistes se trouvaient encore solidement établis dans toutes les administrations locales.

Dans leur projet de loi, les ministres portaient d'une pensée qui répondait à un point de vue réellement libéral : ils voulaient mettre l'administration locale en harmonie avec la Constitution, et faire jouer les ressorts d'une action libre et indépendante au sein du peuple, en l'habituant, en premier lieu, à s'occuper des affaires qui lui étaient les plus propres et qui le touchaient de plus près.

Le roi, qui n'entendait que peu ou rien à ces questions, n'avait pas soulevé de difficultés. Il n'avait pas vu de mal à ce que les ministres consacraient le principe électif dans la nomination des fonctionnaires locaux ; il n'aurait pas même trouvé d'inconvénient à ce que les communes élussent leurs maires, dont les ministres s'étaient réservé la nomination, parce que les maires avaient habituellement à remplir des fonctions administratives pour lesquelles le roi nommait partout ailleurs les titulaires.

Dorénavant, les conseils communaux devaient être nommés par une assemblée de notables, composée des contribuables les plus imposés et d'autres citoyens et des fonctionnaires considérés ; dans les communes de cinq cents âmes et au-dessous, cette assemblée devait compter

trente membres; et dans les communes plus nombreuses on prenait deux notables de plus par centaine d'habitants. Une autre assemblée, formée de notables cantonaux, et comptant un représentant pour cent habitants, était chargée d'élire les conseils d'arrondissement; une troisième assemblée, composée des notables de chaque arrondissement et comptant un délégué pour mille habitants, avait à nommer les conseils départementaux.

La crainte de la démocratie avait déterminé les ministres à restreindre ainsi la base élective; néanmoins, cette dernière aurait consacré toute une révolution, dès que l'ancien système, dont la solidité était à toute épreuve, aurait été brisé et qu'on aurait consacré un procédé électoral quelconque. Effectivement la première impression que le projet de loi fit sur les libéraux était complètement favorable; ces derniers semblèrent même vouloir donner à leur reconnaissance une expression vivante, lorsqu'ils repoussèrent avec indifférence le vieux Labbey de Pompières qui essaya encore une fois de revenir à l'accusation contre les ministres.

Cependant, ce début pacifique n'empêcha pas les exaltés de la Gauche, hommes violents et avides de popularité, de négliger de la manière la plus irréfléchie, dans cette occasion qui s'y prêtait le moins, l'esprit de conciliation et de ménagement que, dans la session précédente, on avait conservé avec le plus grand soin. Quant à ce mode électif beaucoup trop restreint, qui pour toute la France n'admettait que trente-huit mille contribuables à l'élection des conseils départementaux, il y avait des objections très-justifiées à faire et que partageait même un Royer-Collard. Mais il y eut aussi des motifs moins sérieux et extrêmement frivoles

dans les circonstances actuelles, motifs qui concouraient à faire désapprouver le projet de loi par les hommes extrêmes, par les amis d'un la Fayette; ce dernier reprochait effectivement aux lois de ne pas être accompagnées d'un rétablissement de la garde nationale avec l'ordre électif de 1791.

Les deux commissions chargées de faire un rapport sur les deux projets de loi étendirent les libertés accordées à un tel point qu'elles devaient inévitablement ébranler la position du ministère. La commission communale restreignit le droit de nommer les maires à un choix à faire parmi les membres du conseil municipal; obéissant à un esprit mesquin de conséquence logique exagérée, parce que, disait-on, la Constitution consacrait l'égalité de tous les Français, elle changea le terme de notables en celui d'*électeurs*; elle augmenta même le nombre de ces derniers en donnant le droit de vote à tous ceux qui avaient le droit d'élire les députés de la Chambre. Tout en faisant entrer ainsi dans les élections l'élément politique qui, à juste titre, aurait dû rester étranger à ces intérêts locaux, elle enleva en même temps aux ecclésiastiques le droit de vote, afin de tenir éloignés l'élément séculier et l'élément spirituel, dans l'intérêt même de la paix publique et du sacerdoce.

La commission départementale quadrupla également le nombre de ceux qui avaient à élire les membres des conseils départementaux; en effet, elle aussi attribuait à tous les Français âgés de vingt et un ans et qui payaient 300 francs de contributions directes, le droit de concourir à ces élections. D'après une modification ultérieure, ces dernières devaient se faire directement par les assemblées cantonales et sans le concours des conseils

d'arrondissement, qu'on supprima parce qu'ils n'avaient pas d'attributions administratives bien sérieuses, que par conséquent ils ne s'étaient réunis que rarement et qu'on les considérait comme superflus. |

Jusque-là l'opposition contre ces lois pouvait s'appuyer sur des faits réels; mais bientôt les libéraux couronnèrent par leur conduite ultérieure la folie dont ils se rendaient coupables : obéissant aux inspirations d'un égoïsme et d'une soif de places qui se faisaient valoir sans le moindre tact et à un moment qui n'aurait pu être choisi plus malheureusement, les libéraux s'engagèrent dans les querelles les plus vaines sur de pures formes et perdirent ainsi étourdiment, avant même qu'on en délibérât, ces lois d'une importance réellement capitale.

On souleva au sein de la Chambre la question de savoir laquelle de ces lois devait être discutée la première. Le rapporteur de la loi communale, Dupin, avait fait son rapport le premier (19 mars), et demanda par conséquent la priorité pour la loi communale. Le rapporteur de la loi départementale était le général Sébastiani, homme d'une ambition franchement avouée et peu délicate, qui aurait voulu arriver au pouvoir à tout prix et dans n'importe quelle société; il avait derrière lui pour le seconder Guizot, le véritable auteur de son rapport, l'ancien collaborateur sous les Decazes et les Richelieu, et que l'administration actuelle venait d'occuper très-peu de temps auparavant dans une position peu satisfaisante.

Sébastieni, appuyé par un nombre considérable de ses partisans, insista pour qu'on délibérât en premier lieu sur la loi départementale; les ministres étaient opposés à cette prétention, parce qu'ils étaient disposés à

faire dans la loi communale quelques concessions, afin de remettre ensuite à la session suivante la discussion de la loi départementale qui était plus difficile à faire sanctionner. La Droite, qui s'était abstenue de toute discussion, décida qu'on délibérerait en premier lieu sur la loi départementale, simplement parce que le gouvernement ne le voulait pas.

Pendant quelques instants on hésita et on résolut de faire encore une fois violence à l'opinion publique, afin d'éviter la rupture ouverte. On entra en pourparlers; Mounier, qui avait élaboré la loi départementale, rédigea un nouveau projet; mais le roi refusa de l'accepter parce qu'à ce moment il était fort irrité à cause de l'élection du général Clausel dans les Ardennes (1). De cette manière, on donna lecture du rapport sans qu'on en vint à un accommodement entre la commission et le gouvernement.

Lorsque la Chambre commença la discussion (30 mars), tout le principe électif fut attaqué par les membres de la Droite qui, à la vérité, auraient voulu étendre les prérogatives accordées aux conseils généraux des départements, mais qui auraient désiré maintenir l'ancien principe de la nomination, c'est-à-dire aggraver les abus existants.

Surtout les cléricaux voyaient dans le principe électif une proclamation de la souveraineté du peuple et un projet révolutionnaire qui allait déchaîner le monstre de l'anarchie. Cette attitude de l'ennemi aurait dû être un avertissement pour la Gauche; avant tout et à tout

(1) Ainsi Barante, *loco cit.*, t. II, p. 391. Comp. ses *Études historiques et biographiques*, t. I^{er}, p. 415.

prix, elle aurait dû sauver le principe ; mais, au lieu d'agir ainsi, elle passa au camp ennemi et combattit en rangs serrés et avec le même manque de ménagements, les radicaux et les doctrinaires, la loi et par elle le ministère.

L'abandon dans lequel se trouvait le ministère ne pouvait être manifesté d'une manière plus triste : pas un seul homme ne parla en faveur du projet présenté par le gouvernement, si ce n'est Martignac lui-même. On admira beaucoup l'art qu'il montra en résumant le sujet avec habileté et en réfutant avec une puissante dialectique les arguments de ses adversaires ; mais il ne put rien sur ces esprits prévenus d'avance. Il parla contre la suppression projetée des conseils d'arrondissement en appuyant en vain son opinion sur les motifs les plus raisonnables. « En effet, disait-il, un changement aussi radical dans le système administratif ne pourrait être introduit incidemment et par un simple amendement. » Il parla encore inutilement en faveur des autres dispositions du projet présenté par le gouvernement, et, avant tout, en faveur des mesures de précaution que, dans le sentiment de leur responsabilité à l'égard des conséquences possibles de cette innovation, les ministres avaient reconnues nécessaires. Lorsqu'il ajouta que si l'on changeait la nature de ces mesures de précaution, les ministres n'engageraient plus leur responsabilité et ne pourraient pas conseiller au roi d'accepter un autre projet, la Gauche s'emporta tellement qu'on aurait pu croire que cette déclaration mettrait fin à toute délibération et à toute l'existence de la Chambre ; au contraire, la Droite immobile célébrait ses triomphes avec une joie maligne et décida de nouveau la défaite du gouverne-

ment lorsque la Chambre vota sur la question des conseils d'arrondissement (7 avril).

Martignac et Hyde de Neuville se rendirent aussitôt aux Tuileries et déclarèrent au roi qu'ils étaient prêts à retirer les deux lois. « Je vous le disais bien, fit-il; il n'y a aucun moyen de traiter avec ces gens-là! » Sur-le-champ les ministres retournèrent à la Chambre et y annoncèrent leur détermination. A ce moment d'une rupture ouverte, bien des députés, en revenant à leurs sens, se sont peut-être repentis d'avoir étourdiment fait échouer un bien certain pour l'amour d'un mieux fort peu sûr. Sans doute regrettèrent-ils alors la folle précipitation avec laquelle ils avaient retiré leur appui à un gouvernement tel que le cabinet actuel, en fournissant ainsi à un monarque tel que Charles X le prétexte le plus agréable de rejeter sur la Chambre la responsabilité d'un autre changement de ministère, responsabilité que, peu de temps auparavant, le souverain n'avait pas voulu assumer.

Chute du ministère Martignac.

Le roi vit le moment venu où il était justifié de s'entourer d'un ministère de son propre choix. Cependant il restait encore à voter le budget, et cette considération décida le monarque à laisser la Chambre terminer sa session. Ce qui se passa dans la Chambre lors de ces délibérations finales ne put servir qu'à fortifier encore les intentions du roi. En discutant le budget, le parti libéral se laissa entraîner à montrer des exigences et à faire des chicaneries mesquines qui confirmèrent la cour dans ses idées au sujet de l'avidité insatiable avec laquelle les députés voulaient faire valoir leurs prétentions.

Sur l'initiative prise par la Gauche, la Chambre éten-
dit encore les chapitres spéciaux du budget : elle décida

que tout traité qui entraînait des subventions ou des dépenses serait soumis au contrôle des représentants. Elle emporta de haute lutte qu'on instituât des poursuites judiciaires contre Peyronnet, l'ancien garde des sceaux, à cause d'une illégalité insignifiante commise dans l'emploi des crédits supplémentaires de son ministère, illégalité qui méritait à peine une réprimande. Elle décida que des nombreux aides de camp du roi on n'inscrivit que douze au budget de la guerre, et enfin elle abolit les sinécures coûteuses des gouverneurs commandant les divisions militaires.

Ces décisions de la Chambre furent accueillies à la cour comme un acte tout à fait révolutionnaire. Le roi croyait que, par suite de toutes ces menées parlementaires, on dérivait vers le gouvernement d'Angleterre; mais il pensait que c'étaient simplement les efforts des quelques rares libéraux au sein de la Chambre et dans la presse, efforts qu'on pourrait facilement contrecarrer. Pour arriver à ce but, il pensait qu'il suffirait, après le retrait de la dernière grande concession faite par le ministère actuel, de s'opposer à toutes les prétentions futures en prenant la résolution ferme de mettre, une fois pour toutes, un terme à toutes les concessions ultérieures. . .

Cependant le roi ne songeait nullement à attaquer le régime constitutionnel. Il avait sous les yeux la preuve que les avances faites par le gouvernement de Martignac étaient restées complètement stériles; il se souvenait que depuis quinze ans il y avait eu soixante-deux ministres différents dont pas un n'avait su contenter la France; il voyait l'agitation croissante qui régnait dans le pays et au sein de la représentation, et il entendait dire à Martignac lui-même qu'on se dirigeait à pleines voiles vers

l'anarchie; il se représentait les images effrayantes des événements qui s'étaient passés sous Decazes et sous Richelieu : par conséquent, en composant un nouveau cabinet d'hommes qui lui étaient attachés par des liens tout personnels, il croyait simplement prendre une mesure nécessaire pour sa propre défense.

Les influences étrangères, qui jusqu'à ce moment avaient toujours exercé leur effet sur chaque changement de ministère, n'étaient pas encore hors du jeu. La politique suivie par la France dans les affaires grecques obligeait le cabinet à marcher de concert avec l'Angleterre, surtout à cette époque où l'on ne semblait pouvoir se passer de sa bonne volonté à l'égard de l'expédition en Morée. C'est pourquoi, depuis la chute de Villèle, la politique intérieure semblait devoir suivre la même direction que celle de l'Angleterre. Le ministère Martignac avait été pour ainsi dire le pendant du cabinet Goderich, ou plutôt du ministère de coalition de Wellington dans ses débuts; depuis que le gouvernement pur des tories s'était consolidé sous la direction de ce dernier ministre, Charles X aussi semblait vouloir avoir ses tories.

Dès la seconde présence de Polignac à Paris pendant l'hiver précédent, Wellington écrivit au roi de France afin de recommander, dit-on, Polignac pour le poste de ministre et d'exhorter ce souverain à chercher son appui dans la Droite. Les mêmes conseils lui furent donnés par Metternich, lorsque celui-ci avait à répondre à une lettre de condoléance que Charles X lui avait écrite à l'occasion de la mort de la princesse sa femme (1).

(1) Dépêche de Tschann, en date du 6 mai 1829. Dans Schmidt : *Zeitgenoessische Geschichten*, p. 183.

Cependant, tant que dura la session, le roi maintint à dessein au ministère son caractère incomplet et provisoire, afin de conserver la liberté complète de ses mouvements pour le cas où il voudrait faire un changement radical.

La Chambre suivait encore tranquillement sa marche habituelle et les ministres eux-mêmes ne pressentaient pas encore les pensées du roi, lorsqu'on vit arriver à Paris Chateaubriand qui devinait les choses de loin et qui, à cause d'une dépêche peu délicate, avait fort brutalement rompu avec Portalis (23 mai). On considérait son voyage comme une candidature; aussi son ami Hyde de Neuville insista-t-il de nouveau pour qu'on lui donnât le portefeuille des affaires étrangères; mais le roi, qui ne lui pardonnait pas son attitude hostile dans la presse, s'y refusa froidement. Ce fut un choix illusoire, lorsqu'il déclara consentir à ce que l'ambassadeur à Vienne, Laval-Montmorency, prît la place de la Feronnays. Comme ce diplomate refusa le portefeuille, le roi vit avec d'autant plus de plaisir Portalis conserver son poste, bien que celui-ci désirât arriver à la présidence vacante de la cour de cassation, place qui lui fut assurée.

On ne fit donc rien pour le moment, si ce n'est qu'on donna à Bourdeau le poste de garde des sceaux. En voyant cette conduite du roi, qui cachait cependant fort habilement ses intentions sous le masque d'une parfaite bienveillance à leur égard, les ministres comprirent peu à peu que leur heure avait sonné. Le seul qui ne s'en aperçut pas fut Martignac, qui était dans la disposition d'esprit la plus enjouée et qui croyait avoir complètement consolidé sa position par la fermeté qu'il avait montrée devant la Chambre.

Mais, dans les dispositions dans lesquelles le roi s'était trouvé tout récemment, aucune administration ne pouvait moins le satisfaire que précisément ce faible ministère avec ses concessions stériles. Il fit rédiger sous main par Ravez, président de la Chambre sous le gouvernement de Villèle, une statistique de la Chambre élective, travail d'où il résultait qu'un ministère de royalistes énergiques pouvait compter sur une majorité suffisante. Tout autre était l'avis de Royer-Collard qui, consulté vers la même époque (juillet) par le roi (1), le consterna par sa réponse, dans laquelle il déclara que tout gouvernement était pour ainsi dire impossible; en effet, son opinion était que « la Chambre actuelle ne pouvait former qu'une « majorité hostile à tout ministère, quelle que fût la nature de ce dernier ».

Dans les circonstances actuelles, le roi n'aurait pu entendre un arrêt plus fâcheux; mais ce qu'il y avait de plus désastreux, c'était que Royer-Collard n'avait dit que la triste vérité sur cet état de choses parlementaire qui était véritablement désespéré. Surtout après ce vote, le roi dut se croire tout à fait dans son droit s'il formait un cabinet de son choix personnel et composé d'hommes disposés à gouverner selon les idées personnelles du souverain. Esprit médiocre, Charles X avait de tout temps senti de l'aversion pour tout homme de talent. Chateaubriand, qui n'aurait été agréé à aucune condition, était parti tout résigné pour prendre les eaux à Cauterets (20 juin). Même à ce moment on ne songeait pas à Royer-Collard. Quant à Villèle, que la statistique de Ravez aurait indiqué comme un ministre possible, le roi

(1) Cf. Polignac : *Considérations politiques*, p. 66 sq.

ne montra aucun désir ni de le revoir ni de le consulter.

Mais l'avant-veille de la clôture des Chambres (31 juillet), Polignac avait reparu à Paris. Les gens clairvoyants à la cour même étaient consternés. L'abbé Montesquiou exprima au roi les inquiétudes de ses confidents les plus dévoués. Mais le roi joua jusqu'au bout et avec une perfection achevée le rôle d'une dissimulation complète, « Vous ne pouvez pas croire cela, dit-il à l'abbé ; « pauvre Jules, il est si peu capable ! » Cependant, cinq jours après la clôture de la Chambre, Polignac, destiné au ministère des affaires étrangères, invita déjà le ministre des finances, Roy, à entrer dans un ministère qui, disait-il, n'attendait que son acceptation pour être définitivement constitué. Roy déclina cette invitation parce que Martignac n'était pas sur la *ste* ; Polignac aurait voulu conserver ce dernier, mais de la Bourdonnaie, désigné pour le ministère de l'intérieur, avait opposé son veto formel à la nomination de Martignac.

Deux jours plus tard (7 août), le roi communiqua ses desseins à Portalis qui, à l'insu de ses collègues, assura sa présidence à la cour de cassation (1) ; puis Charles X le fit venir avec Roy pour leur annoncer définitivement la constitution du nouveau ministère. A l'exception de Feutrier et de Portalis, il congédia les ministres en leur donnant des marques visibles de sa disgrâce, bien qu'il leur accordât les compensations usuelles. Il était heureux comme un enfant d'avoir enfin accompli la rupture définitive. Il pensait avoir achevé un véritable exploit ; outre la résistance qu'il avait opposée en 1789 aux prétentions du tiers état, il considérait la formation du ministère

(1) Cf. Villemain : *M. de Chateaubriand*, p. 431.

du 8 août comme la chose la plus mémorable dans toute sa vie.

Le 8 août, la liste des nouveaux ministres parut au *Moniteur* et compléta le cercle des diverses administrations de la Restauration. Les Bourbons avaient commencé par le ministère Blacas, cabinet de favoris auquel on avait attribué l'intention de ramener tout, en France, à l'état de choses tel qu'il avait existé avant la Révolution. Puis ils avaient passé par les ministères de fusion Decazes-Richelieu pour arriver au gouvernement de la faction royaliste sous Villèle. Passant ensuite par le ministère de fusion Martignac, ils avaient enfin abouti au cabinet de favoris sous Polignac dont le nom était considéré comme le symbole des coups d'État et de la réaction anticonstitutionnelle.

Cependant, d'après les idées mêmes de Polignac, ce cabinet aussi devait être un ministère de fusion ; en effet, on y voyait un mélange assez baroque de personnes et de qualités hétérogènes. Les opinions antibonapartistes y étaient représentées par le ministre de la guerre, comte Bourmont, dont le dauphin avait désiré la nomination ; c'était ce « Blanc » de la Vendée qui avait déserté Napoléon dans la bataille de Waterloo, qui, plus tard, dans le procès de Ney, s'était rendu extrêmement odieux et qui, aux yeux du peuple, avait souillé son nom par le rôle de traître qu'il avait joué lorsqu'il était devenu « le « Sinon de la grande bataille ».

Le portefeuille de l'intérieur avait été donné à de la Bourdonnaie, l'orateur le plus violent de l'extrême Droite, qui, comme Polignac, n'avait voulu prêter le serment de fidélité à la Constitution qu'avec des réserves (Cf. t. III, p. 287) ; c'était un homme de manières

rudes et d'un caractère atrabilaire, de sorte que Chateaubriand avait pu l'appeler la mégère mâle. A côté de la Bourdonnaie, qui était du moins connu comme l'adversaire déclaré de la Congrégation, se trouvait, comme ministre de la justice, Courvoisier, transfuge de la Gauche et à ce moment entièrement dévoué aux congréganistes et aux jésuites. C'était d'ailleurs un esprit mobile qui changeait brusquement d'avis et qui était d'une ductilité excessive; grâce à ses anciennes relations avec Decazes et de Serre, on espérait gagner les centres de la Chambre.

Les finances étaient données à Chabrol, autre familier du roi, homme d'un esprit étroit et d'un caractère vacillant, mais autrement, quand son ambition dévorante se trouvait satisfaite, d'opinions modérées et inoffensives.

L'instruction publique et les cultes se trouvaient de nouveau réunis entre les mains d'un seul ministre, baron Montbel, ami déclaré de Villèle, homme de court habit et visant au bel esprit, mais royaliste tellement rigide qu'il condamnait la politique grecque du roi comme une concession inconséquente faite à l'esprit de parti et à un enthousiasme artificiel. Le baron d'Haussez était mis à la tête du département de la marine, demandé d'abord à Polignac, puis refusé par l'amiral de Rigny qui, dans les eaux grecques, s'était déjà conduit comme une véritable girouette politique.

Premières explosions du mécontentement public.

Les fanatiques se seraient attendus dès lors à un revirement soudain dans l'état de choses, tel que le conseillaient les subalternes d'une folle audace de la trempe d'un Cottu. D'après eux, le nouveau gouvernement devait,

en vertu de l'article 14 de la Charte, se revêtir aussitôt d'un pouvoir dictatorial; détruire hardiment tout ce qui restait de la Révolution; élever tout d'un coup et dans toute son étendue un système entièrement nouveau; dire, dès la première heure de son existence, tout ce qu'il voulait, et exécuter dans les vingt-quatre heures tout ce qu'il aurait dit.

Mais telle ne fut pas l'opinion du roi lorsqu'il remplaça les conseillers qui lui avaient déplu par d'autres hommes qui lui plaisaient. Tel ne fut pas non plus l'avis des nouveaux ministres, dont les intentions primitives n'étaient pas mauvaises, qui ne savaient pas même clairement ce qu'ils voulaient et qui n'étaient pas tombés d'accord sur leur politique future.

Aucune destitution importante n'accompagna le changement dans l'administration. Les ministres des différents départements s'empressèrent d'expédier des circulaires dans lesquelles ils faisaient à l'envi ressortir la nécessité d'observer très-strictement les dispositions de la Charte. Lorsque l'*Apostolique* laissa échapper une parole captieuse, relativement à l'abolition indispensable de l'œuvre impie de la Charte, il tomba sous le coup de poursuites judiciaires. Le seul mot : « Plus de concessions ! » tel qu'on pouvait le lire dans les feuilles officielles, trahit la véritable, la seule et unique pensée que le roi avait eue en changeant son ministère. L'intention de Polignac était d'occuper et de contenter la nation en donnant un grand développement aux choses matérielles, en commençant la construction de routes et de canaux, en favorisant de grandes entreprises commerciales, en étendant les relations maritimes et en exécutant aussi l'œuvre de décentralisation tentée par Martignac. Mais

aucun de ces projets, qui portaient d'une très-bonne intention, ne reçut la moindre publicité.

Pour désarmer les premières hostilités, on avait proposé à Polignac de présenter au roi un rapport sur la situation de la France comme une espèce de programme du nouveau cabinet; mais il l'ajourna jusqu'à ce qu'il fût trop tard. Royer-Collard, qui, le 8 août, avait dit en secouant la tête que Charles X était toujours le comte d'Artois de 1789, prédit au ministère une prompte chute, mais une mort naturelle, par la seule raison qu'il le voyait « si muet et si bête ».

Les ministres eux-mêmes ne semblaient pas édifiés de la composition du cabinet pour la formation duquel Polignac n'avait pas eu toute la liberté de ses mouvements.

Lorsque M. de Sémonville, à qui Polignac demandait son opinion sur le ministère, dit une flatterie au « pilote » tout en exprimant ses craintes au sujet de l'équipage, Polignac lui répondit : « J'en jetterai la moitié à la mer ! » Les hommes les plus énergiques parmi les dévoués mêmes considéraient le funeste enfanement du 8 août comme la parturition de la montagne qui accouche d'une souris. Tout en craignant que l'État ne tombât dans une ruine complète, Lamennais s'écria d'un ton railleur : « Nous serons sauvés pour la dixième fois ! »

C'était l'instinct des rats qui quittaient le navire près de périr. Chateaubriand, qui aimait à se considérer comme le Talleyrand des Bourbons, donna sa démission. « La fortune leur avait souri, écrivit-il, tant qu'ils avaient daigné l'écouter; mais aussitôt qu'ils avaient cru pouvoir briser le roseau qui poussait au pied du

« trône, la couronne s'abaissa et finit par tomber (1). » Un certain nombre des conseillers d'État créés par Martignac donnèrent leur démission; parmi eux était Salvandy, qui ne fit cette démarche qu'à regret, en hésitant, en revenant sur sa décision et simplement parce qu'il était entraîné par le poids de l'opinion de ses collègues. Tous pressentaient que la simple nomination des nouveau ministres était la déclaration d'une guerre à outrance entre les Bourbons et les libéraux.

Telle était aussi l'opinion des libéraux eux-mêmes, seulement elle était beaucoup plus décidée. Il se produisit à ce moment un fait fort significatif qui renfermait un avertissement très-grave : les anciens factieux étaient remplis de joie au sujet de cet événement qui, comme ils l'espéraient, devait changer les joutes parlementaires en lutte ouverte dont l'issue serait amenée par des moyens violents.

Dans ces cercles, on considérait comme un fait bien établi que le roi avait arboré le drapeau de la contre-révolution et jeté un défi formel à la nation. L'opinion publique se fit jour par un mouvement tumultueux d'une violence indicible. La presse s'avança jusqu'aux limites extrêmes de ses libertés. Elle épancha son mécontentement dans des protestations violentes, dans des épigrammes mordantes, en évoquant des souvenirs pleins d'amertume et en faisant entendre de sinistres prédictions. Les *Débats* exprimèrent (10 août) l'inquiétude et la tension des esprits dans des paroles graves et austères, pleines d'un sens prophétique : « Ainsi le voilà encore

(1) « La hablerie est notre défaut. Demandez à un Français et fiez-vous à ses discours : c'est lui qui a tout fait. » *Chateaubriand*.

« une fois brisé, ce lien d'amour et de confiance qui
« unissait le peuple au monarque ! Voilà encore une fois
« la cour avec ses vieilles rancunes, l'émigration avec
« ses préjugés, le sacerdoce avec sa haine de la liberté,
« qui viennent se jeter entre la France et son roi. Ce
« qu'elle a conquis par quarante ans de travaux et de
« malheurs, on le lui ôte ; ce qu'elle repousse de toute
« la puissance de sa volonté, de toute l'énergie de ses
« vœux, on le lui impose violemment. Ce qui faisait
« surtout la gloire de ce règne, ce qui avait rallié autour
« du trône les cœurs de tous les Français, c'était la mo-
« dération dans l'exercice du pouvoir ; la modération !
« aujourd'hui elle devient impossible. Ceux qui gou-
« vernent maintenant voudraient être modérés, qu'ils ne
« le pourraient. Les haines que leurs noms éveillent dans
« tous les esprits sont trop profondes pour n'être pas
« rendues. Redoutés de la France, ils lui deviendront
« redoutables. Peut-être, dans les premiers jours, vou-
« dront-ils bégayer les mots de Charte et de liberté : leur
« maladresse à dire ces mots les trahira ; on n'y verra
« que le langage de la peur ou de l'hypocrisie. Que fe-
« ront-ils cependant ? Iront-ils chercher un appui dans
« la force des baïonnettes ? Les baïonnettes aujourd'hui
« sont intelligentes ; elles connaissent et respectent la
« loi. Vont-ils déchirer cette Charte qui fait la puissance
« du successeur de Louis XVIII ? Qu'ils y pensent bien !
« La Charte a maintenant une autorité contre laquelle
« viendraient se briser tous les efforts du despotisme. Le
« peuple paye un milliard à la loi ; il ne payerait pas
« deux millions aux ordonnances d'un ministre. Avec les
« taxes illégales naîtrait un Hampden pour les briser !
« Hampden ! Faut-il encore que nous rappelions ce nom

« de trouble et de guerre ! Malheureuse France ! Malheureux roi ! »

Par une coïncidence fortuite, la Fayette répandit dans les provinces la profonde impression que ces paroles produisirent à Paris. Le changement subit dans l'attitude de ce vieux conspirateur caractérise mieux que tout le reste la modification soudaine qui venait de s'opérer dans tout l'état de choses en France. Après avoir reconnu la fausseté de ces calculs relativement à l'Espagne et aux tentatives violentes faites par la France de 1820 à 1822, la Fayette était retombé dans une obscurité et avait été entraîné dans la honte d'une défaite pour lesquelles son ambition intrigante voulait obtenir à tout prix une revanche éclatante.

Il s'était embarqué (13 juillet 1824) pour l'Amérique, ce premier berceau de sa gloire (1) ; pendant toute une année, il y avait été reçu partout comme « le Grand de la nation », et il avait été étourdi par un tourbillon d'honneurs tel qu'on n'en avait guère prodigué à un souverain ou à un conquérant quelconque. Dans toutes les localités importantes, on avait vu se réunir des députations venues de deux cents lieues à la ronde ; partout où siégeaient les assemblées des États, la Fayette avait été invité à assister à ces réunions. A Washington, le congrès lui fit un cadeau magnifique ; à l'occasion de l'anniversaire semi-séculaire de la liberté américaine qu'on célébra à Bunkershill, il exprima dans un toast sa conviction qu'après cinquante ans ce même toast pourrait s'appliquer à l'Europe libre.

Mais toutes ces satisfactions données à sa vanité n'a-

(1) Cf. Levasseur : *La Fayette en Amérique*. 1829.

vaient pu le contenter. Pendant toute sa vie, il avait été l'adversaire de Napoléon ; durant les Cent-Jours il n'avait cessé d'ourdir, avec une haine implacable, des intrigues contre l'empereur ; jamais il n'avait voulu interrompre ses conspirations républicaines, entreprises de son propre chef et dans des desseins personnels. Cependant, désespérant de sa cause et s'abandonnant entièrement à sa soif de vengeance à l'égard des Bourbons, il demanda, lors de son séjour en Amérique, au comte de Survilliers, deux millions comme subvention pour son comité, et lui promit de placer, à l'aide de ce levier, dans l'espace de deux ans, Napoléon II sur le trône de France (1).

Après avoir essuyé un refus, il avait dû se résigner à vivre dans un demi-oubli en observant les événements en silence mais avec une grande attention, lorsque tout à coup l'agitation publique le jeta de nouveau dans les tourbillons des mouvements du jour. Il était en route pour Chavaniac en Auvergne (2), lieu de sa naissance, lorsqu'il apprit, au Puy, la nouvelle du changement ministériel. Immédiatement, son voyage prit un caractère tout à fait politique ; il choisit les endroits qu'il visita ensuite, dans le dessein de faire une grande démonstration politique.

A Grenoble (16 août), on lui fit une conduite d'honneur et on lui présenta une couronne d'honneur ; le soir il y eut une sérénade et la ville s'illumina. A Vizille, il fut harangué par le maire et accompagné par la population, au bruit de deux petits mortiers, jusqu'à la maison de sa petite-fille. A Lyon, les masses populaires et un

(1) Cf. Du Casse : *Mémoires du roi Joseph*, t. X, p. 440.

(2) Cf. M. Morin : *Voyage du général La Fayette en 1829*.

certain nombre de députations, venues des villes voisines, le reçurent comme un monarque. Au grand banquet que lui donna la ville (7 septembre), il prononça un toast dans lequel, parlant du programme concis des feuilles officielles (Plus de concessions !), il opposa à ce dernier un programme populaire : « Etrange et fausse « interprétation de la nature du pouvoir social, disait-il ; « plus de concessions, dit de son côté le peuple français « avec des prétentions plus justes, quand il demande les « institutions attendues depuis longtemps, les garanties « indispensables de la Charte : le jury pour délits de « presse, la libre administration locale des communes et « des départements, l'abolition du double vote (Cf. t. VII, « p. 317) et le rétablissement de la loi de 1791 sur la « garde nationale. » Puis, reprenant les prophéties des *Débats*, il ajouta : « Oserait-on fausser les élections par « des ordonnances ? Mais les inventeurs de semblables « moyens se rappelleront sans doute à temps que la « force de tout gouvernement ne consiste que dans les « bras et dans les bourses des citoyens ; la nation fran- « çaise connaît ses droits et saura les défendre. »

A la même époque, le dauphin voyagea en Normandie et visita Cherbourg. Combien l'accueil qu'il trouva dans ces provinces ne différerait-il pas de la réception qu'on y avait faite, l'année précédente, à sa belle-sœur ! On lui fit les honneurs officiels, mais partout il rencontra une foule silencieuse. Les autorités municipales voulurent lui donner un bal, mais la plupart des dames déclarèrent qu'elles n'y paraîtraient pas. Bientôt, même la fidèle Bretagne lui manifesta d'une manière bien plus vive encore la méfiance et le mécontentement profonds qui régnaient dans les esprits.

Une *Association bretonne*, formée d'habitants des cinq départements de la Bretagne, s'engagea, sous la direction d'un député de la Gauche, Beslay fils, et dans un acte écrit (commencement de septembre), à souscrire pour une caisse destinée à indemniser ceux des signataires qui, en refusant de payer des taxes illégales, seraient exposés à des désagréments.

En même temps, cette Société prit les mesures nécessaires, dans le cas où le gouvernement lèverait un impôt illégal ou modifierait le système électoral, pour faire nommer des procureurs qui devaient porter plainte devant les tribunaux contre les auteurs de pareilles mesures.

Suivant l'exemple de cette Association, qui s'était formée, pour ainsi dire, au signal donné par le discours de la Fayette et par l'article des *Débats*, d'autres Sociétés semblables s'organisèrent dans le même dessein à Paris, en Lorraine, en Bourgogne et en Normandie. La Société *Aide-toi*, puissante par son organisation et par ses relations, devenue ensuite plus énergique et plus homogène depuis que, par suite d'un désaccord dans les opinions, les membres les plus tièdes en étaient sortis, cette Société, disons-nous, se mit de nouveau en mouvement et adhéra aux décisions prises par l'Association bretonne.

Les doctrinaires tendirent la main aux anciens carbonari et, harcelés par la Fayette, ils arrivèrent bien tard à la conviction que les Bourbons étaient incurables. Ils se consolèrent du manque de ménagements que l'Opposition avait montré à Martignac et dont ils s'étaient repentis peu de temps auparavant; en effet, ils essayèrent de se persuader à eux-mêmes qu'aucune patience n'au-

rait jamais pu amener le roi à accepter les conséquences du droit constitutionnel (1).

Le gouvernement commença à poursuivre judiciairement les feuilles qui publiaient les actes constitutifs de ces associations, en les accusant d'attaquer l'autorité royale, d'exciter à la désobéissance envers les lois et d'exciter à la haine et au mépris du gouvernement. Tous les tribunaux écartèrent les deux premiers chefs d'accusation ; ils trouvèrent plutôt que, supposer aux ministres l'intention de violer la Constitution, était leur faire une offense que le tribunal de Rouen se contenta de blâmer et que ceux de Metz et de Paris punirent d'amendes. Ces contradictions furent augmentées encore par les appels. La cour royale de Rouen prononça une condamnation dans la même affaire, où le tribunal de première instance avait prononcé un acquittement ; la cour de Metz acquitta les accusés, qui avaient été condamnés en première instance.

Cependant, au milieu de toutes ces contradictions, on ne pouvait pas méconnaître que l'esprit d'indépendance au sein de la magistrature ne commençât à se réveiller. Il se manifesta encore plus clairement dans d'autres procès qui accusaient d'une manière plus nette les tendances du gouvernement. A cause de l'article dont nous avons parlé plus haut, les *Débats* avaient été traduits en justice et condamnés à une amende. Les deux parties en appelèrent de ce jugement. Bertin de Vaux, le rédacteur de ce journal, prononça lui-même sa défense ; c'était un royaliste qui pouvait faire parler pour lui ses cheveux blanchis au service de la cause royale pendant des temps

(1) Cf. Guizot : *Histoire parlementaire de France*, t. I^{er}, p. CI.

pleins de danger. La cour royale l'acquitta (24 décembre) et laissa ainsi à la discussion politique un champ vaste et libre.

A la résistance dans la presse et au sein des tribunaux vint s'ajouter celle des collèges électoraux, partout où il fallut faire entre les deux sessions des élections complémentaires. Dans une de ces occasions, la fidèle ville de Bordeaux montra un esprit tellement changé, que Ravez, qui autrefois y avait été fort populaire, se vit actuellement menacé d'insultes : « Ce n'est pas une crise, disait-il, c'est la gangrène dans le corps politique. »

Dès la nouvelle année, d'autres Sociétés secrètes d'un caractère tout à fait républicain et encouragées par la Fayette, commencèrent à se former sur le pied des anciennes associations de carbonari (1) ; la Fayette lui-même travaillait à l'organisation d'une Ligue latine (Cf., t. XVII, p. 245) qui devait de nouveau et en même temps mettre en feu tous les trois territoires habités par la race latine. Rivalisant de zèle avec ces conspirateurs qui agissaient en secret, la presse semblait vouloir amener un état de choses complètement anarchique. Elle continua à faire un redoutable usage de la liberté que lui laissait l'attitude prise par les tribunaux.

Si la parole avait jamais été à l'état de foudre, comme le disait Chateaubriand, elle l'était à ce moment : elle était une électricité sociale, et la moindre pression exercée sur l'opinion publique menaçait d'en rendre la décharge d'autant plus forte et plus redoutable. Plus tard, les feuilles libérales se vantèrent franchement de

(1) Cf. A. Favre : *La révolution de 1830 et le véritable parti républicain*.

leur tactique d'alors qui avait consisté « à combattre le « gouvernement dans tous ses mouvements, à vouloir ce « qu'il ne voulait pas, à ne pas vouloir ce qu'il voulait « et à rendre impossible *tout* gouvernement pour ren- « verser celui qui existait de fait. » Il n'est guère probable qu'on ait poursuivi ce dessein d'une manière aussi méthodique et d'après un plan aussi nettement arrêté; néanmoins, l'agitation inquiète qui régnait dans les esprits était telle, que toute la société semblait se précipiter avec un mouvement instinctif vers ce but, *comme si* elle avait eu l'intention d'y arriver.

Nous nous arrêtons ici, pendant quelques instants, dans notre description de la chute graduelle à laquelle était condamnée la maison de Bourbon en France. Pour l'intelligence complète de la catastrophe au-devant de laquelle nous marchons, et tout particulièrement pour l'explication satisfaisante de toutes les conséquences et de tous les effets ultérieurs de cette même catastrophe, nous aurons à nous occuper encore d'un point essentiel, et, en réalité même, du point le plus important, parmi les diverses causes qui ont préparé non-seulement les événements futurs, mais encore ceux du moment actuel et de l'époque précédente dont nous nous sommes déjà occupés.

Ceux qui ont suivi attentivement la marche des choses auront à peine complètement compris comment, en 1825, l'opinion publique avait, d'une manière si soudaine, pu changer au sujet de Villèle, sans qu'il y eût la moindre modification dans la représentation nationale, ni dans les positions relatives des grands partis, et sans que le libéralisme se fût, d'une manière quelconque, relevé de ses dernières défaites. On ne s'explique guère

comment cet homme estimé de tant de personnes et redouté de tant d'autres a pu être abandonné si vite de tout le monde. Ses fautes législatives étaient compensées par ses grands mérites et par tout ce qu'il avait fait pour relever la prospérité générale de la France et pour lui assurer une position plus honorable vis-à-vis de l'étranger : ces fautes seules ne sauraient donc expliquer d'une manière suffisante cette ébullition inattendue de l'indignation publique contre lui ; même les résistances qu'il rencontra dans le journalisme et au sein du parlement ne sauraient nous expliquer assez clairement comment ce revirement dans l'opinion publique a pu produire un effet aussi prompt et amener sa chute.

De même, les faits nus de l'histoire politique ne pourraient guère nous expliquer d'une manière satisfaisante le changement qui se produisit dans la position du parti libéral. En effet, naguère fort impuissant et très-réservé même dans les commencements du ministère Martignac, ce parti prit tout à coup, pendant la seconde session sous cette administration, une attitude tout autre, sans qu'il y eût un changement quelconque dans l'état de choses. Effectivement, sans la moindre cause apparente, le parti libéral montra brusquement un manque d'égards tellement outrageant, une confiance si grande en lui-même et une humeur si belliqueuse, que même le groupe des doctrinaires, croyant vaincre le roi et le gouvernement, se laissa pousser jusqu'à l'indocilité.

Nous avons négligé, et en suivant la marche du développement de la politique extérieure nous avons dû négliger de jeter nos regards sur le fond du tableau, où s'agitait une opposition morale d'un caractère plus universel et formée de nouveaux éléments en pleine fermentation,

Depuis quelques années déjà, cette opposition s'était montrée non-seulement dans les cercles proprement politiques, mais elle avait pénétré toute la société; elle agitait non-seulement la presse politique, mais toute la littérature, elle remuait non-seulement la conscience politique, mais aussi l'instinct du peuple français; enfin, elle ne se bornait pas à la France seule, mais elle s'était emparée de toute l'humanité en Europe.

Les observateurs dont le système nerveux était suffisamment impressionnable avaient remarqué, dès 1825, qu'un changement sourd s'opérait dans tout ce qui touchait aux arts et aux sciences de même que dans toute la manière de penser des hommes. Ils avaient vu que, chaque année, la partie intelligente et active de la nation augmentait d'une génération dont le bonheur était de s'enivrer des nouvelles idées qui circulaient autour du monde. Surtout après la chute de Villèle et sous le ministère de Martignac, époque où un déluge de nouvelles revues, de pamphlets et de livres inonda le pays, ils avaient observé que toute la société était, pour ainsi dire, prise de vertige. Tout à coup, il se produisit un mouvement intellectuel dont on avait remarqué, sous les administrations de Richelieu et de Decazes, les premiers commencements, précurseurs de ce qui allait suivre (Cf. t. IV, p. 84) : tous les esprits semblaient librement essayer leurs ailes, le souffle printanier d'une vie nouvelle passait sur les frimas du règne froid des royalistes.

Au milieu de cette nouvelle fermentation intérieure il s'accomplit effectivement une profonde transformation de la société; c'est ce que le prince de Bourbon-Condé, homme vieux et usé, ou Lamennais, avec tous ses pressentiments, comprenaient aussi bien que les hommes qui,

avidés d'innovations, bouleversaient la société et qui étaient heureux de voir ce changement tout à fait révolutionnaire. Par suite de l'effet mystérieux de ce changement, le parti royaliste et ses anciennes idées disparaissaient peu à peu, à la grande frayeur des membres mêmes de ce parti, comme si une cause inconnue en opérait la destruction lente et sourde. Effectivement, ce qui donnait à cette révolution une force si redoutable et si irrésistible, c'était précisément ce fait qu'elle était entièrement renfermée dans les esprits et dans les idées et que, sans la coopération préméditée et sans l'action réfléchie et bien arrêtée des individus, elle poussait le monde vers un avenir inconnu mais inévitable : force intérieure et inattaquable qui, comme le disait Lamennais, est le résultat de l'état moral des peuples et qui renverse et qui conserve les empires.

Ce qui augmentait encore, dans des proportions énormes, l'influence extraordinaire de cette force, c'était qu'elle appartenait à toute notre partie du monde et qu'elle se manifestait avec tout le poids d'une puissance résidant, non pas dans une nation seule, mais dans le monde tout entier, qu'elle exerçait en un mot une domination universelle. Elle agissait comme une alliance des peuples, formée dans un domaine exclusivement moral ; bien que les tendances les plus intimes de cette alliance ne présentassent qu'un mélange confus d'aspirations soit instinctives, soit clairement reconnues, elles étaient cependant partout hostiles à l'oppression universelle et monstrueuse que, grâce à la coopération et à la solidarité tacites ou déclarées de toutes les cours et de tous les gouvernements, le système politique dominant imposait à notre partie du monde.

Nous sommes maintenant en état de saisir toute l'étendue de ce système d'immobilité et de réaction tel que le pratiquait l'Autriche ; nous voyons avec quelle solidité il s'était enraciné à cette époque où Metternich entendait dire avec orgueil aux ministres russes, que son cabinet était le pivot de la politique européenne. Nous avons vu que ce cabinet avait, dès 1818, imposé à la Prusse les chaînes de son esclavage. En 1819 et 1820, il avait, à Karlsbad et à Vienne, préparé l'asservissement de l'Allemagne et cherché, à Troppau, à jeter les bases de la domination qu'il voulait exercer sur le monde entier. En 1821, il avait dompté l'Italie par ses armes et par sa diplomatie, et, en 1822, il avait enveloppé de ses réseaux la politique russe et crut avoir enterré ainsi l'insurrection grecque. En 1823, il se servit de la France pour faire courber l'Espagne de nouveau sous le joug de l'absolutisme et de la Sainte-Alliance. En 1824, il imposa sa dictature à l'Allemagne et à la Suisse, et enfin, en 1825, Metternich pensa avoir pour toujours attelé à son char de triomphe la puissante France elle-même.

Cependant, arrivé à ce point, le grand chancelier avait commencé à s'arrêter dans sa marche victorieuse. La reconnaissance des colonies espagnoles comme États indépendants en 1825 ; la protection accordée, en 1826, au Portugal contre une invasion hispano-française, et, enfin, la triple alliance formée en 1826 et 1827, pour assurer la délivrance de la Grèce : tous ces faits marquaient les diverses phases de la résistance qu'une politique contraire opposait enfin aux empiétements de l'Autriche. Si cette politique hostile au système de Metternich avait pu continuer sa marche victorieuse, l'Autriche aurait été forcée de suspendre son action rétrograde en Suisse, en Alle-

magne, et même dans l'intérieur de son empire, en Hongrie.

Mais ce que le grand chancelier avait perdu de terrain par suite de ces interruptions, il l'avait largement réparé pendant les deux années suivantes. Représenté par les Nicolas, les Guillaume, les Miguel, les Kapodistrias, les Wellington et les Polignac, le système du stabilisme avec toute sa tautologie et sa monotonie, qui trahissaient une grande pauvreté d'esprit et l'absence de toute force créatrice, avait pris aux deux bouts extrêmes de l'Europe, à l'est et à l'ouest, une position bien plus forte qu'auparavant. Ce système s'empara très-facilement de la direction des affaires dans toute notre partie du monde, parce qu'il se recommandait également à tous les gouvernements comme un boulevard solide contre les dangers de la Révolution ; il l'emporta si aisément sur toute autre action et sur toute autre direction politiques, parce qu'il était fondé sur le besoin impérieux qu'éprouvaient les hommes mûrs de cette génération de se reposer de leurs fatigues.

La génération plus jeune et plus active ressentait, au contraire comme un joug ignominieux la pression que ce système énervant faisait peser sur elle. Mais la solidarité commune des gouvernements, dont nous venons de parler, était un obstacle presque insurmontable qui s'opposait à ce que la jeunesse combattît directement et avec succès l'oppression dans le domaine même de la politique. Effectivement, il était impossible de concerter en commun des points d'attaque, des plans et des résolutions contre cet ennemi universel qui était présent partout.

Lors des soulèvements dans les pays latins, vers 1820,

les démagogues conspirateurs espéraient opposer à l'alliance des princes une ligue des peuples, envelopper l'Allemagne et la France d'un réseau de conspirations et de soulèvements, et trouver dans l'Angleterre un centre d'union et un point d'appui pour leur résistance. Mais ce point d'appui leur avait fait défaut ; les sympathies les plus bruyantes des whigs pour « les exploits glorieux » du Midi et les débordements de leur colère contre « le despotisme enivré des professeurs royaux de théologie et de morale à Troppau » avaient expiré sans résultat en face du torysme momifié, de même que les efforts actifs des révoltés eux-mêmes avaient été impuissants, et s'étaient brisés contre la puissance inaccessible des grands États alliés.

Un contraste complet avec ces efforts impuissants d'une résistance commune d'en bas formait cet intermède d'une politique hostile qui, de 1825 à 1827, avait dérangé et interrompu le grand jeu de l'alliance continentale et absolutiste. Cette politique était essentiellement l'œuvre individuelle d'un seul homme d'État extraordinaire qui dédaignait de tendre la main aux partis libéraux, bien qu'il sût parfaitement quel pouvoir étendu cette alliance aurait pu lui donner. Même réduit à ses propres forces, il obtint ses brillants succès dans le seul jeu de diplomate contre diplomate ; mais ensuite, triste exemple de la fragilité qui caractérise les œuvres d'un homme isolé, il mourut dans tout l'épanouissement de son activité, sans laisser un héritier qui eût pu faire valoir les résultats obtenus par lui.

Ainsi, la stagnation de toute vie publique continuait à peser sur l'Europe, qui en ressentait l'ignominie et les maux avec un mécontentement d'autant plus profond

qu'on pouvait moins s'attendre à une guérison immédiate de ces plaies. Il est vrai que ce mécontentement général fortifiait de plus en plus la solidarité des opinions et des sentiments opposés en Europe ; ensuite, cette solidarité commençait à se faire sentir et à se faire remarquer davantage à l'époque même où Canning entra dans la voie de ses glorieux succès ; puis elle se développa promptement jusqu'à devenir une propagande morale, une littérature cosmopolite et une alliance ouverte des pensées qui prit la place des Sociétés secrètes avec leurs actes précipités. Elle devint une alliance qui agissait par la contagion des idées là où les poignards des conspirateurs et les épées des révoltés n'avaient rien pu faire ; elle renfermait en son sein cette puissance intérieure qui, à ce moment même, en France, sortit des limites du règne moral, pour faire irruption dans le domaine en apparence inattaquable du système politique qui dominait le monde.

Après la mort de Canning, sa politique nationale et populaire avait été vaincue par la réaction. Ces nouvelles puissances populaires soulevaient leurs flots les plus impétueux et les plus menaçants au moment même où les eaux calmes de la nouvelle politique leur laissaient le champ libre ; aussi ces puissances se montraient-elles invincibles puisque, d'après leur nature même, elles étaient beaucoup plus inattaquables que le système politique le plus fort.

L'humanité en grand aussi bien que l'individu isolé a reçu de la nature ce dard qui lui sert à se protéger contre l'oppression et contre les dangers extérieurs, c'est-à-dire l'arme de l'intelligence. Le pressentiment que cette arme serait d'une force inattendue et que la

révolution morale effectuée déjà par elles serait extrêmement grave fit dire, vers cette époque (1827), à Gentz que l'esprit du temps serait plus puissant que toute la force et toute la majesté de ses seigneurs et maîtres. Cet aveu ne lui fut pas arraché par les actes de Canning, mais bien par la redoutable prépondérance de la presse en présence de laquelle toute la sagesse de l'art politique, comme il le voyait bien, était devenue muette et impuissante.

Nous aurons donc à intercaler ici un court épisode qui nous introduira dans les mouvements de la vie intellectuelle de ces années-là et qui nous montrera que les empiétements sur le domaine moral, dont la politique rétrograde s'était si souvent rendue coupable, allaient lui attirer un châtiment extrêmement rigoureux.

FIN DU TOME DIX-HUITIÈME



MAY 2000223

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DIX-HUITIÈME

VIII. — ÉTAT DE CHOSES DANS L'INTÉRIEUR DES PAYS DE L'EUROPE DE 1820 A 1830 (SUITE)

6. — LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE (Suite)

L'Association et l'émancipation devant le parlement	1
Les champions des partis hostiles dans la question de l'émancipation. Canning et Peel.	10
La crise commerciale.	18
Renouveau de l'Association irlandaise	24
Intrigues de cabinet depuis le commencement de la maladie de Liverpool.	28
L'élection dans le comté de Clare. Agitation croissante en Irlande	38
L'émancipation devenue une mesure gouvernementale. . .	44
L'émancipation devenue loi	53
Effets immédiats de l'émancipation en Irlande.	59
O'Connell	64
Effets immédiats de l'émancipation en Angleterre	73

7. — LES PAYS-BAS

Remarques préliminaires	83
Opportunité de l'union entre la Belgique et la Hollande. .	87
La loi fondamentale des Pays-Bas réunis.	99
Résistances au sein du clergé belge	105
Premières dispositions des esprits.	110
Le roi Guillaume I ^{er}	116
Les affaires se brouillent	127

Les intérêts matériels.	128
La question des langues.	131
Les intérêts religieux.	134
Le concordat.	142
Union des catholiques et des libéraux.	146
Oscillations dans le système du gouvernement.	156

8. — LA FRANCE

Les éléments religieux et cléricaux pendant l'époque de la Restauration.	170
Nuance théocratique des affaires publiques en France.	173
Le comte Villèle.	189
Session de 1824. — La Chambre retrouvée.	205
La loi sur les rentes.	209
Avènement de Charles X. Solidité de la position de Villèle.	214
Session de 1825. Du 22 décembre 1824 au 13 juin 1825.	224
Loi sur les couvents.	224
Loi du sacrilège.	225
Loi sur l'indemnité.	228
Symptômes plus graves de la puissance des prêtres.	232
Lamennais.	240
Premières résistances.	248
Session de 1826. Du 31 janvier au 6 juillet.	258
La loi sur le droit d'aînesse.	260
Session de 1827. Du 12 décembre 1826 au 22 juin 1827. La loi sur la presse.	267
La loi sur le jury.	277
Chute de Villèle.	281
Le vicomte de Martignac.	295
Session de 1828. Du 5 février au 18 août.	303
La question des jésuites.	309
Royer-Collard.	315
Un des préludes de la crise.	326
Session de 1829. Du 27 janvier au 31 juillet.	332
Chute du ministère Martignac.	340
Premières explosions du mécontentement public.	347

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES





